

INJEP NOTES & RAPPORTS

RAPPORT D'ÉTUDE

■ Septembre 2023
■ INJEPR-2023/08

Les jeunes activistes dans le(s)mouvement(s) climat

LAURENT LARDEUX

■ chargé d'études et de recherche, INJEP

Les jeunes activistes dans le(s) mouvement(s) climat

Laurent Lardeux, chargé d'études et de recherche, INJEP

Pour citer ce document

LARDEUX L., 2023, *Les jeunes activistes dans le(s) mouvement(s) climat*, INJEP Notes & Rapport/Rapport d'étude.

REMERCIEMENTS

Nous tenons à adresser nos sincères remerciements à l'ensemble des activistes qui ont accepté d'échanger avec nous et qui nous ont accordé leur confiance tout au long de l'enquête sur des aspects parfois personnels et intimes de leur engagement, de leur socialisation politique, de leurs cercles amicaux ou familiaux, des actions engagées, envisagées, ou interrompues, de leurs aspirations et préoccupations. Nous remercions tout particulièrement les membres des collectifs Extinction Rebellion, Youth for Climate, Alternatiba/ANV-COP 21, Dernière Rénovation, France Nature Environnement, l'Accélérateur de la Mobilisation, Notre Affaire à Tous, Zéro Waste, Terres de Luttes, Les Amis de la Terre.

Un grand merci également à l'ensemble des collègues de la mission études et recherches de l'INJEP pour les échanges, réflexions et conseils apportés tout au long de l'enquête, tout particulièrement à Julie Couronné et Yaëlle Amsellem-Mainguy pour leur relecture attentive de certains chapitres du rapport.

Enfin, nous exprimons nos remerciements très chaleureux à Marianne Autain pour avoir relu, corrigé et mis en forme le rapport, ainsi qu'à Isabelle Fievet pour la veille documentaire réalisée tout au long de l'enquête.

SOMMAIRE

SYNTHÈSE	7
INTRODUCTION	15
La mobilisation pour le climat : une histoire ancienne aux transformations récentes	17
Aux origines d'un mouvement « jeune » pour le climat	18
Quelles spécificités, quelles continuités?	19
Primo-engagés ou activistes expérimentés ?	19
« Radicalisation » ou diversification des modes d'action ?	20
Structuration horizontale ou déstructuration pyramidale ?	22
Axes de recherche	23
Dispositif méthodologique et recueil du matériau de terrain	25
CHAPITRE 1. SOCIALISATION POLITIQUE ET PREMIERS PAS DANS LE MOUVEMENT	33
Une jeunesse avantageée en recherche de diversité	34
Socialisation politique intrafamiliale	39
Socialisation politique par identification	40
Socialisation politique par inversion	42
Socialisation politique par expérimentation	43
École : une instance de socialisation politique ou une politisation contrariée ?	45
Démocratie scolaire et éco-délégués	46
Insuffler de nouvelles dynamiques d'engagement en relation et/ou en opposition avec les établissements scolaires	49
L'entrée dans le mouvement	52
La puissance socialisatrice de l'« évènement »	54
Des facilitateurs : réseaux sociaux et personnalités médiatiques	59
CHAPITRE 2. UNE HORIZONTALITÉ EN STRUCTURATION	67
Des « foules sans chef » après le « siècle des chefs »	67
Le principe d'égalité entre activistes	68
De la « tyrannie de la majorité » à la « tyrannie des minorités agissantes » ?	71
Faire émerger des leaders dans des collectifs sans leader	73
Activistes-ponts et activistes-liaisons dans une communication horizontale	74

CHAPITRE 3. JEUX D'ÉCHELLE ET ÉCHANGES RÉCIPROQUES ENTRE DIMENSIONS LOCALES, NATIONALES ET INTERNATIONALES	79
Mise en réseau transnationale de l'action militante.....	79
Maillages locaux et engagement ancré.....	84
CHAPITRE 4. « RADICALISATION » OU DIVERSIFICATION DES RÉGIMES D'ACTION	89
Transformation des actions <i>versus</i> transformation des perceptions.....	90
Un durcissement des répertoires d'action : origine et objectifs.....	93
La crainte des dommages collatéraux : une critique du « tournant radical ».....	98
CHAPITRE 5. CONVERGENCE DES LUTTES OU DIVERGENCES SUR LES RAPPROCHEMENTS	101
La pandémie : un déclencheur pour converger	101
Gilets jaunes et mouvement climat : quelle stratégie d'union ?	106
Convergences sur les divergences.....	107
Divergences sur les convergences.....	111
Changement climatique et intersectionnalité : une convergence en question	115
Quand les problématiques climatiques croisent l'intersectionnalité	115
Luttes décoloniales et « réparation de la dette »	118
Ecoféminisme : consolider les liens entre féminisme et écologie.....	120
Convergence « par le bas » et mise en œuvre pratique des alliances	122
De la concrétisation des alliances sur le terrain des luttes.....	123
Difficultés de recadrage et antagonismes locaux avec des associations traditionnelles	126
CHAPITRE 6. L'ÉCO-ANXIÉTÉ DANS LE MOUVEMENT CLIMAT : REMOBILISATION DES TROUPES OU DÉPOLITISATION DES LUTTES ?	131
Le contexte de diffusion d'une notion polysémique : une dépolitisation de l'action militante ?	131
Les manifestations de l'angoisse chez les activistes.....	135
Causes conjoncturelles, structurelles et intermédiaires.....	136
« Symptômes » et choc moral.....	138
« Retournement du symptôme » et repolitisation de l'éco-anxiété.....	140
La revendication politique du mal-être.....	141
Moteur d'engagement.....	142
De l'éco-anxiété à l'éco-colère : les mutations d'une notion	143

CHAPITRE 7. DES RELATIONS AVEC LES ÉLUS ENTRE ATTENTES D'ARTICULATIONS ET CRAINTES D'INSTRUMENTALISATION.....	147
Démocratie représentative : rejet ou demande de renouvellement ?.....	149
« C'est la démocratie représentative qui s'éloigne des citoyens et non l'inverse ».....	149
Absention militante ou participation par défaut : quelle conduite tenir ?.....	152
« Les réformateurs et les révolutionnaires se complètent toujours dans une démocratie qui fonctionne »	154
Quand l'activiste devient l'élu (ou le candidat).....	158
Une participation institutionnelle éradicatrice de controverses ?.....	161
CHAPITRE 8. « GÉNÉRATION CLIMAT » VERSUS « BOOMERS » : UN CONFLIT DE GÉNÉRATIONS ?.....	165
Age et génération : des approches différentes dans l'étude du rapport à la politique	165
La « génération climat » existe-t-elle ?.....	168
La variable de l'âge : s'en défaire pour mieux s'en référer	172
Variations intergénérationnelles	175
CONCLUSION.....	181
BIBLIOGRAPHIE.....	183

SYNTHESE

L'engagement des nouvelles générations en faveur du climat tend à prendre une place croissante à la fois dans l'espace médiatique par l'attention accrue portée ces dernières années à ce sujet et, dans le champ politique, à travers les réponses apportées, ou espérées, aux nombreuses interpellations des collectifs qui composent ce qu'il est convenu d'appeler le « mouvement climat¹ ». S'agissant en revanche des connaissances scientifiques sur des aspects plus enfouis de l'action collective et sur les modalités pratiques de sa mise en œuvre, ses finalités et ses difficultés, l'analyse demeure encore parcellaire. C'est ainsi que l'aspect parfois spectaculaire des actions menées par les activistes (désobéissance civile, marches, occupations de places, blocages de routes, etc.) agit comme une force d'attraction sur ce qui se donne instantanément à voir et à entendre dans le cours des mobilisations, lesquelles, nécessairement circonscrites dans le temps et dans l'espace, incitent à ranger du côté du spontané, du provisoire, du désordre ou du pathologique des engagements qui incarnent pourtant des transformations générationnelles plus profondes dans le rapport que les jeunes citoyens entretiennent désormais avec la vie politique et démocratique.

La présente enquête conduite par l'INJEP entre 2021 et 2023 s'est précisément donné pour objectif de dépasser l'ordre du singulier, du « coup de force » ou de l'action médiatique des jeunes activistes engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique pour renouer avec une analyse de la « routine militante ». Elle a moins cherché à porter le regard sur l'action spectaculaire que sur la mobilisation « en train de se faire », sur le travail de structuration de ces collectifs, des négociations à l'œuvre dans le travail de cadrage de l'action collective, des controverses également qui les animent et qui contribuent aussi à déconstruire l'image monolithique entretenu sur un mouvement en réalité extrêmement hétérogène. Différentes lignes de démarcation sont ainsi apparues au fil de l'enquête, qui portent sur la place de la désobéissance civile et le type d'action à employer pour trouver le juste équilibre entre la « sensibilisation douce » à destination des citoyens et l'« interpellation dure » à l'endroit des décideurs ; sur le degré et le type de négociation avec les élus entre crainte de « récupération » du mouvement et aspiration à des articulations renouvelées avec le champ de la politique traditionnelle ; sur les relations intergénérationnelles entre préservation et nécessaire reconstruction ; sur la place de l'« éco-anxiété », enfin, entre risque perçu de dépolitisation et dynamique possible d'engagement.

Enquêter sur ce type de terrain, c'est donc entrer dans un univers de pratiques et de valeurs citoyennes et politiques où se définissent les nouvelles aspirations démocratiques des générations à venir, d'autres façons d'habiter le monde et d'y négocier sa place sociale et politique, de se construire politiquement en relation, ou en opposition avec les générations qui les précèdent. Au-delà des lignes communes, obtenues parfois au prix de longues discussions et réflexions collectives se donnent également à voir des lignes de clivage entre activistes sur les modalités d'action à initier, sur les relations à engager avec des représentants de la vie politique, ou encore sur la place à accorder à l'« éco-anxiété » dans leurs modalités d'engagement.

¹ S'il est en effet possible de repérer des caractéristiques communes à l'ensemble des collectifs engagés dans la lutte contre le dérèglement climatique (gouvernance horizontale, absence de centre directeur, diversification de modes d'action, souplesse de l'engagement), le « mouvement climat », malgré l'emploi fréquent du singulier, est en réalité davantage un « mouvement de mouvements » regroupant non seulement des structures de mobilisation diversifiées, mais aussi des orientations sur les types d'action à engager et les acteurs politiques, économiques ou institutionnels à interpeller pouvant être fortement divergentes.

L'objectif de cette recherche était donc d'entrer dans le « cœur du réacteur » à travers une approche « par le bas », à partir de 52 entretiens biographiques réalisés auprès d'activistes répartis dans 17 villes, 11 régions de la France hexagonale et dans 12 collectifs différents (Extinction Rebellion ; Youth for Climate ; Alternatiba ; ANV-COP 21 ; Dernière rénovation ; France Nature Environnement ; L'accélérateur de mobilisation ; Notre Affaire à Tous ; Zéro Waste ; Terres de luttes ; Les amis de la Terre). À travers l'étude de leurs carrières militantes, de leur enfance/adolescence dans le cadre de leur socialisation politique acquise dans différentes instances de socialisation (famille, école, réseaux de sociabilité) jusqu'à leur engagement effectif dans les collectifs, il s'est agi d'appréhender à la fois les conditions d'entrée dans le mouvement et les « coûts » symboliques éventuels, mais aussi les craintes et les espoirs que suscitent ce type d'engagement parfois à « haut risque » lorsque certaines actions et orientations se durcissent. L'approche microsociologique développée a visé aussi à saisir, à un niveau plus global, les lignes de force qui structurent les collectifs ou qui les divisent, à la fois en interne comme dans les relations engagées dans le réseau des groupes locaux.

Socialisation politique et premiers pas dans le mouvement

Plus souvent diplômés, issus de classe sociale supérieure et de parents déjà politisés, les jeunes activistes du mouvement climat présentent des profils sociodémographiques qui interrogent sur les mécanismes d'entrée dans ce type de mouvement, leurs « coûts » symboliques éventuels, le sentiment de compétence nécessaire pour intervenir dans le champ de l'engagement pour le climat et l'inégale distribution de ces dispositions sociales et scolaires.

L'enquête fait ressortir le rôle essentiel joué par l'univers familial dans l'entrée dans le mouvement. La socialisation politique acquise dans l'environnement familial peut se faire par « *identification* » à travers une mise en conformité des valeurs politiques, sociales, économiques soutenues par l'activiste avec celles en circulation dans la sphère intrafamiliale ; elle peut se construire par « *expérimentation* », dans le cas d'un désalignement politique entre parents et enfants impliquant dans certains cas frictions et tensions ; elle peut enfin s'élaborer par « *inversion* » en venant perturber la transmission habituellement descendante de parents politisés vers leurs enfants dépolitisés, en renversant les rôles familiaux et les champs de compétences habituellement attribués à chacun d'eux. Ces différentes logiques n'apparaissent pas stables dans le temps mais peuvent évoluer, se cumuler ou se succéder au fur et à mesure des événements biographiques.

La socialisation politique acquise par ces activistes ne pourrait toutefois se restreindre à la seule sphère familiale. Elle nécessite d'être élargie à l'espace scolaire qui a également permis à certains d'entre elles et eux d'exercer des fonctions de représentation, ou dans d'autres cas, de faire leurs premières armes dans l'action collective et la mobilisation. L'organisation des marches et des « grèves scolaires du vendredi », ou la rencontre de groupes de pairs avant ou pendant l'engagement contribuent également à enclencher différents parcours dans l'action militante. Mais dans les deux cas, que ce soit en coopération ou en opposition avec l'institution scolaire, ces différents engagements fourniront à de nombreux activistes les premières expériences de la pratique politique formelle, alternative et/ou contestataire.

L'engagement des jeunes activistes du mouvement climat n'est par ailleurs pas réductible à une simple transmission mécanique réalisée à partir d'univers familiaux, scolaires ou amicaux favorables à l'engagement. Des conditions structurelles et macrosociales particulières en lien soit avec des

événements climatiques, la publication de rapports scientifiques, des sommets internationaux peuvent aussi contribuer à inciter des jeunes à participer à des collectifs. Ce niveau structurel n'est bien sûr pas incompatible avec des explications d'ordre plus personnel en lien avec les parcours biographiques de ces jeunes, ces deux dimensions, structurelle et personnelle, macro et microsociale, se trouvant au contraire fortement liées entre elles, notamment par l'intermédiaire des « facilitateurs » jouant un rôle central dans la mise en cohérence entre ces deux niveaux. Ces derniers concernent d'abord les réseaux amicaux qui peuvent faire figure d'intermédiaires entre les futurs activistes et les mouvements, mais aussi les réseaux sociaux par les échanges d'informations sur le dérèglement climatique, par la diffusion de vidéos de certaines personnalités militantes, par les nouvelles connaissances scientifiques sur le sujet, ou par le développement d'un espace de contestation horizontal et décentralisé favorisant l'entrée de certains activistes dans le mouvement climat.

Une gouvernance horizontale en structuration

Aux structures verticales, hiérarchiques et bureaucratiques des mouvements traditionnels, les collectifs du mouvement climat préfèrent des modèles de gouvernance horizontaux et souples et favorisent des modes d'organisation dans lesquels chaque membre peut revendiquer un droit à la parole. Ces collectifs se constituent sans organisation centralisée et s'appuient sur des réseaux relativement autonomes, qui n'aboutiront pas à une institutionnalisation de leur gouvernance. Ce modèle diffère en cela sensiblement des mouvements plus anciens pouvant apparaître au départ de manière spontanée mais évoluant rapidement vers des structurations plus hiérarchisées, en lien avec des syndicats ou des partis politiques.

En dépit de cette tendance générale, diverses nuances et applications restent toutefois observables sur le terrain pour organiser et ordonner le mouvement :

- Dans la mesure où l'adoption de modèles horizontaux de gouvernance ne peut se faire sans structuration préalable des liens qui unissent les différents activistes, cette situation implique une diversité d'approches pouvant varier non seulement dans le temps, selon l'expérience acquise au fur et à mesure des actions engagées, mais aussi dans l'espace, selon les groupes locaux et les contextes spécifiques des territoires où s'organisent des actions collectives. De ce point de vue, il serait impossible de présenter des modèles de gouvernance qui seraient spécifiques à un type de collectif, puisque leurs différentes déclinaisons locales et le refus d'imposer un mode de fonctionnement à l'ensemble du réseau contribuent à la diversification des organisations propres à chaque groupe local.
- Par ailleurs, en même temps que certains principes généraux d'organisation horizontale sont défendus par la plupart des activistes, un certain nombre de limites sont régulièrement formulées, que ce soit en termes d'efficacité dans les prises de décision, ou dans la survenue, malgré le souhait d'une égalité entre chaque membre, d'une « élite » jugée illégitime par certains membres des collectifs. Le consensus autour des principes d'horizontalité n'exclut donc pas certaines velléités de la part d'activistes souhaitant à l'inverse s'octroyer une plus grande place dans les prises de décision.

Un mode d'organisation défini comme horizontal implique par ailleurs des degrés différents de structuration des relations entre militants, et de leur capacité, selon le rôle pris dans le réseau, à faire circuler l'information au-delà des groupes préalables d'interconnaissance :

- certains collectifs vont ainsi fonctionner principalement par une circulation informelle, sans bureau centralisateur et/ou canaux d'information plus officiels, des militants du collectif qui vont jouer le rôle de liaison entre les différents sous-groupes qui le compose ;
- d'autres vont davantage défendre l'idée d'une horizontalité plus fortement structurée en soulignant l'importance de convenir de certaines règles de fonctionnement strictes et de s'appuyer sur des outils participatifs qui ont fait leurs preuves dans d'autres mouvements, ce qui va permettre ensuite de faciliter la coordination entre sous-groupes ou antennes locales.

Souvent souhaitée et défendue par la plupart des militants rencontrés, l'organisation horizontale n'en demeure pas moins sujette à caution, fragilisée dans certains cas par la légitimité, naturelle ou autoprotégée, obtenue par certains sympathisants du mouvement. Mais sa remise en cause provient le plus souvent de l'extérieur, d'organismes ou de fondations qui, tout en souhaitant apporter leur soutien, notamment financier, les incitent à rendre plus visible la structuration interne du mouvement. L'accès aux subventions ou aux ressources de fondations internationales est en effet bien souvent conditionné à l'existence d'une structure stable apte à s'insérer dans certains champs des politiques publiques ou en mesure de répondre aux appels d'offres.

Jeux d'échelle et échanges réciproques entre dimensions locales, nationales et internationales

L'une des particularités du mouvement climat et des différents collectifs qui le composent porte sur l'importance accordée, sans doute plus que pour tout autre mouvement, au jeu d'échelle entre les dimensions locales et globales de la contestation et, à travers ce jeu d'échelle, aux diverses ramifications qui peuvent se mettre en place dans les réseaux de lutte. Bien qu'agissant sur des terrains parfaitement localisables (projet de construction de mégabassines, d'autoroutes, de centre commerciaux, sites d'enfouissement de déchets nucléaires, entrepôts Amazon, cimenteries, etc.), les collectifs n'en restent pas moins organisés en réseaux globaux permettant des réunions sur un même lieu des activistes de différentes régions du pays ou du continent.

La sensibilité des activistes engagés sur le climat pour l'adoption d'un horizon d'action transnational ne doit pas être vue comme une opposition à des actions tournées vers des dimensions locales. Il semble bien au contraire que la théorie des vases communicants selon laquelle un système de valeurs cosmopolites se ferait au détriment de mode d'action, de réflexion et de sensibilité pour le niveau local ou national ne se vérifie pas auprès d'une large majorité de jeunes activistes rencontrés. Les activistes affirment davantage ressentir une diversité d'appartenance, à la fois « locale » et « globale », ancrée dans des territoires de luttes où se construisent des liens interpersonnels entre activistes, et tournée vers des sentiments d'appartenance cosmopolites libérés des carcans des États-nations.

Toute la difficulté pour des mouvements ayant une dimension nationale, voire internationale, et se définissant comme décentralisés consiste en la consolidation d'un maillage entre les différentes antennes sans passer par une médiation qui établirait des relations hiérarchisées entre le « centre » et la « périphérie ».

« Radicalisation » ou diversification des régimes d'action ?

Malgré un durcissement des modes opératoires constaté entre le début et la fin de l'enquête (2021-2023), les activistes engagés dans le mouvement climat ne se placent pas en situation de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance et du pouvoir politique (au sens premier de la radicalité) mais s'adressent directement aux acteurs des institutions de la vie démocratique et politique, à travers des actions de protestation qui restent, dans leur très large majorité, non violentes, qui ne relèvent pas du sabotage, ne génèrent pas de victimes et occasionnent très peu de dégâts. Il s'agit principalement de troubles à l'ordre public : projection de soupe sur des vitres de protection, manifestation au cours d'événements sportifs ou blocage d'autoroutes ou de périphériques, occupation de places, de sites industriels, etc.

En cela, pour de nombreux militants, le terme de « désobéissance civile » semble inapproprié et ils lui préfèrent l'expression de « résistance civile », dans la mesure où il n'y a pas d'insoumission à l'égard d'une loi, mais plutôt des actions collectives de résistance en vue d'infléchir de nouvelles orientations politiques et de tenter de faire advenir de nouveaux engagements de la part des élus pour limiter le réchauffement climatique. Ils n'ont pas l'impression de refuser de se soumettre à une loi, mais d'en demander de nouvelles, ce qui les éloigne fortement du sens premier de la radicalité.

Les modes d'action employés par chacun des collectifs s'avèrent par ailleurs davantage cumulatifs qu'exclusifs, et s'inscrivent beaucoup plus dans un continuum des modes d'investissement avec des gradations qui mettent à mal l'opposition stricte et binaire entre militantisme « ordinaire » et militantisme « radical ». Si un durcissement de l'action militante s'observe sur le terrain, le tournant se justifie pour de nombreux activistes par l'insuffisance perçue des écogestes et la nécessité d'agir à un niveau plus large pour produire des effets sur le degré d'engagement du pouvoir politique, ce qui requiert de ce fait selon elles et eux des modalités d'interpellation plus contestataires.

La plupart des activistes engagés dans des actions de désobéissance civile ont connu une progression par étape vers un engagement plus protestataire, parfois à haut risque et nécessitant un investissement personnel graduellement plus important. Les processus d'engagement vers des formes d'activisme plus dures et moins conventionnelles font généralement apparaître des mouvements dynamiques et progressifs, plutôt que des « basculement » brutaux vers des actions de désobéissance civile.

Bien que bénéficiant d'un important soutien parmi les activistes, le tournant vers des actions moins conventionnelles a toutefois fait apparaître quelques voix discordantes au sein des collectifs. La crainte des effets négatifs de certaines actions agit à la fois à un niveau individuel, à travers les risques encourus par les activistes, et à un niveau plus collectif – à travers l'image dégradée auprès des citoyens que pourrait engendrer cette posture plus conflictuelle du mouvement climat.

Convergence des luttes ou divergences sur les rapprochements ?

La diffusion du mouvement climat au-delà du groupe social et/ou de sa revendication initiale, dans un cadre national, voire international, est un cas d'école autant espéré par les contestataires que redouté des pouvoirs publics, qui craignent l'effet « boule de neige » de la contestation comme ce fut le cas dans nombre de mouvements insurrectionnels parvenus à trouver un horizon commun de luttes parmi la constellation d'acteurs engagés et de causes défendues.

Plusieurs coalitions et réseaux de relations entre différents collectifs du mouvement climat se sont récemment mis en place :

- Avec *le mouvement des Gilets jaunes* : la montée en généralité progressive sur la question de la justice, avec dans un second temps, ses différents dérivés tels que la justice *sociale*, justice *climatique*, voire justice *démocratique*, a facilité les rapprochements entre deux mouvements composés de militants qui, au-delà de leurs différences sociales, ont en commun le sentiment d'une faible prise en compte de leurs préoccupations et aspirations politiques et partagent le constat d'une exacerbation des inégalités (qu'elles soient sociales, environnementales, économiques). Les valeurs de justice ont alors été réaffirmées dans les deux mouvements contre le risque de leur étiollement, leur banalisation ou leur dénégation, de façon non seulement à faciliter les rapprochements au-delà de la base militante de départ, mais aussi à s'entendre collectivement sur une cible commune : le vaste monde des « décideurs », des « industriels » ou des « représentants du monde capitaliste ». La plupart des collectifs fonctionnant toutefois de manière décentralisée avec une forte autonomie accordée à chacune des antennes locales, il existe une diversité d'approches dans les convergences observées entre Gilets jaunes et certains collectifs du mouvement climat. Les alliances peuvent être ponctuelles et se restreindre à une simple communication commune aux deux mouvements (banderoles, tribunes, tracts, etc.), ou être plus soutenues et durables avec leur participation régulière à différentes actions collectives (organisation de manifestations, sit-in, etc.) Dans les deux cas, les coalitions observées présentent des degrés variables d'adhésion de la part des activistes, entre craintes de dilution de la cause initiale défendue d'une part, et aspiration à une montée en généralité en vue d'inclure un spectre plus large d'acteurs et d'actrices au sein du mouvement, d'autre part.

- Avec *les luttes intersectionnelles* : Au-delà des luttes menées en lien avec la question de la justice sociale, de nombreux militants rencontrés au cours de l'enquête témoignent d'un intérêt grandissant pour le caractère multidimensionnel des inégalités et des impacts différenciés du changement climatique sur la population. Le concept d'intersectionnalité est alors fréquemment employé par ces activistes pour souligner la façon dont les effets du changement climatique se distribuent inégalement en fonction de certains marqueurs sociaux liés à la classe sociale, l'origine ethnoraciale, le genre ou l'âge des individus. Le réchauffement climatique contribuant à renforcer les inégalités, l'intérêt d'une analyse multifactorielle en relation avec les principes conceptuels de l'intersectionnalité s'est ainsi progressivement précisé au sein du mouvement climat en lui donnant des bases concrètes d'opérationnalisation (tribunes, manifestations, réunions thématiques lors de rassemblements), plus particulièrement à travers les « luttes décoloniales » et l'« écoféminisme ». Mais entre le souhait éprouvé de croiser la lutte contre le dérèglement climatique avec d'autres formes de domination, et le risque ressenti par certains activistes de perdre le fil du débat et la cohérence du motif central de la mobilisation, les jonctions intersectionnelles ne font pas consensus au sein du mouvement. Elles témoignent par ailleurs d'une diversité de réflexions à la fois sur les potentielles convergences entre activistes au niveau local et sur les négociations « par le bas » initiées avec d'autres mouvements.

L'éco-anxiété : remobilisation des troupes ou dépolitisation des luttes ?

Parmi la variété des motifs avancés par les jeunes activistes pour justifier leur entrée dans le « mouvement climat », l'éco-anxiété est devenue un facteur central de mobilisation. Tout à la fois investie par les collectifs pour répondre à une demande croissante de prise en charge des troubles anxieux en lien avec le dérèglement climatique, et critiquée en raison d'une approche jugée trop individualisante d'un phénomène climatique aux origines et aux effets fondamentalement collectifs, la notion suscite au sein du mouvement de nombreuses controverses. Elle donne plus largement à voir les rapports différenciés que les jeunes activistes entretiennent avec l'action militante. Certains évoquent la nécessité de mettre en place des groupes de soutien, d'entraide ou de parole, pour répondre à une demande croissante de la part de jeunes militants se déclarant affectés par ce trouble, quand d'autres dénoncent un changement de paradigme de l'action militante en y voyant le risque d'une « dépolitisation » des enjeux collectifs portés par le mouvement climat. Par dépolitisation, il est régulièrement entendu le processus de cadrage de ces problèmes dispensant de prendre en compte leur origine structurelle pour leur préférer une attention micro-individuelle.

La médiatisation de la notion a ainsi permis à plusieurs activistes de reconsiderer cette émotion négative à l'aune du collectif, c'est-à-dire d'en faire le signe d'un régime émotionnel partagé dans un même espace d'engagement. Si « souffrir de l'éco-anxiété » revient à évoquer les troubles individuels de la fragilité psychologique, se dire « éco-anxieux » implique davantage pour nombre d'activistes de se reconnaître dans de nouvelles catégories d'entendement du monde social. Ces catégories contribuent non seulement à établir une reconnaissance collective du mal-être, mais aussi à l'affirmer dans l'espace public et à revendiquer la légitimité des craintes et des angoisses subies. Dans le cas présent, il s'agit de faire des symptômes éco-anxieux un objet de revendication politique en interpellant non l'univers médical pour apporter des traitements individuels au mal-être, mais l'univers politique afin de remédier collectivement aux origines sociales et environnementales des angoisses.

Des relations avec les élus entre attentes d'articulations et craintes d'instrumentalisation

Les collectifs du mouvement climat sont régulièrement présentés comme des groupes défiants à l'égard des institutions de la vie politique et démocratique et porteurs de discours revendicatifs non pas seulement sur les mesures politiques prises (ou leur absence) contre le dérèglement climatique, mais aussi plus largement sur l'organisation politique du pays en formulant des critiques envers la démocratie représentative, ses institutions et ses élus. Ils ont de ce fait très souvent été décrits dans le discours médiatique et politique comme représentatifs d'une nouvelle génération de citoyens en rupture avec les modèles de participation institutionnelle. Or, entre une sphère de l'action collective s'exerçant de manière alternative et contestataire, et une autre plus institutionnelle de la participation conventionnelle et partisane, il existe entre ces deux polarités des systèmes de relations que la présente enquête permet de mieux connaître en allant au-delà de l'opposition stérile souvent présentée en termes de rivalité, de conflit, d'opposition ou de défiance.

Bien que le mouvement climat soit régulièrement présenté, y compris parfois par les activistes eux-mêmes, comme une mobilisation qui s'inscrit contre les formes instituées de la représentation politique, une large majorité de militants engagés dans les collectifs déclarent adhérer aux principes de la

démocratie, mais en y ajoutant un certain nombre de conditions liées notamment à la question du contrôle des élus et de la transparence, des possibilités d'intervention et d'interpellation des citoyens dans les débats publics, et à une plus forte et plus large ouverture à la décision. De ce point de vue, leurs activités politiques s'inscrivent dans une forme de citoyenneté plus exigeante de la démocratie, avec le développement simultané d'une politisation négative et d'une participation politique protestataire (marches, occupation de places, désobéissance civile, etc.) qui interrogent la façon dont les collectifs engagés dans le mouvement climat sont solubles, adaptables ou extérieurs aux formes instituées de la participation politique.

« Génération climat » versus « boomers » : un conflit de générations ?

Le rapport des jeunes à l'engagement, plus particulièrement dans le domaine du réchauffement climatique, est régulièrement entendu dans les médias en termes d'opposition, voire de fracture entre jeunes activistes regroupés sous l'appellation générique de « génération climat » et les plus âgés, qualifiés de « boomers », renvoyés à leur statut de génération d'après-guerre avantagée par le contexte économique, avides de consommation, peu soucieux de l'environnement et désignés comme responsables de la dégradation environnementale. Les expressions évoquées sont alors régulièrement celles de « clash », de « conflit », de « guerre » ou encore de « fracture » entre une jeunesse considérée progressiste et politisée, active dans la rue, mais absente des bureaux de vote, et des baby-boomers apathiques et conservateurs et plus fortement mobilisés le jour des élections.

Assez vite, cette clé de lecture révèle un certain nombre d'apories, en ce qu'elle homogénéise des individus qui n'auraient pour seul point commun qu'une date de naissance proche et le fait d'avoir vécu de grands événements collectifs dont il est supposé qu'ils seraient à eux seuls susceptibles de créer un même socle de valeurs, d'aspirations et de préoccupations. Dans le même temps, sans tomber dans les abus d'une interprétation peu soucieuse de l'hétérogénéité des individus qui composent les cohortes, l'analyse générationnelle peut aussi permettre de donner à voir des évolutions sociétales importantes et des transformations progressives des systèmes de normes et de valeurs portés par les nouvelles générations de citoyens, notamment dans le rapport changeant au fil des générations que les hommes et les femmes peuvent entretenir avec la participation politique, et plus spécifiquement encore dans le rapport à l'environnement.

Dans une logique d'union plutôt que de division, et face aux interprétations régulièrement entendues en termes de « fossé générationnel », de « clash » ou d'« opposition », l'enjeu d'une plus forte solidarité intergénérationnelle demeure central pour de nombreux activistes. Au-delà de la sincérité de la démarche, il s'agit aussi plus utilement de diffuser l'image d'un mouvement se devant d'apparaître comme « uni », « solidaire », « respectueux » et « consensuel » afin de contrebalancer les attaques en sectarisme ou en élitisme portées par les médias et reprises par certains adversaires issus du monde économique ou politique. Mais le souci d'union n'efface pas certaines variations intergénérationnelles sur lesquelles certains activistes sont revenus au cours de l'enquête. Des oppositions d'ordre idéologique, politique, économique, militant demeurent toutefois entre les générations, tout comme subsistent, selon plusieurs activistes, des conceptions différentes de la notion d'« urgence » et de son degré d'intensité selon la génération à laquelle on appartient.

Introduction

« Tout le monde est d'accord pour dire que notre cause est juste, qu'il y a une urgence et que notre génération doit continuer à se battre pour sauver ce qui nous reste à sauver. Ceux qui disent le contraire sont aujourd'hui minoritaires, même s'ils existent. L'urgence climatique n'a jamais été aussi consensuelle et pourtant j'ai le sentiment qu'il n'y a jamais eu autant de difficultés à nous voir comme légitimes : on nous critique, on se moque de notre mouvement, on nous voit comme de vilains agresseurs qui feraient mieux d'aller voter plutôt que de s'engager... c'est à ne plus rien y comprendre. » (Léo, 24 ans, Alternatiba.)

Par ces mots, ce membre du collectif Alternatiba concentre les sentiments ambivalents éprouvés par de nombreux « activistes »², celui de l'urgence qui les anime pour interpeller décideurs et citoyens de la nécessité d'engager des réformes afin de limiter les effets du dérèglement climatique d'une part ; celui du déniement ressenti, mâtiné d'indifférence, dans les cours des actions engagées, face à certains élus, journalistes, éditorialistes parfois encore sceptiques sur les répertoires d'action politique employés d'autre part. Entre les deux, entre l'impératif de l'action et le sentiment de déconsidération, se construisent des parcours d'engagement à géométrie variable entre ces deux polarités, qui évoluent au gré des événements climatiques, des publications de rapports scientifiques, de sommets internationaux venant réactiver à échéances régulières de nouvelles dynamiques d'engagement en relation, ou en opposition, avec les institutions de la vie politique et démocratique.

Une recherche sur les jeunes engagés dans des collectifs de lutte contre le dérèglement climatique, même si elle ne porte que sur une certaine « élite » de la participation politique, ne peut ignorer les analyses régulièrement reprises sur la désaffection grandissante des citoyennes et citoyens, et notamment des plus jeunes, vis-à-vis de la démocratie représentative, laquelle serait en voie d'« effritement », de « fragilisation » ou encore de « déconsolidation » (Foa, Monk, 2016). Les nouvelles générations, régulièrement plus abstentionnistes que leurs aînés, davantage attirées par des actions de protestation, moins soumises au rapport d'allégeance aux structures d'organisation politique, sont alors perçues comme les principaux responsables de la désaffection actuelle. Pour d'autres, il s'agit moins d'une déconsolidation démocratique que d'un nouveau régime de citoyenneté (Dalton, 2007 ; Tiberj, 2019 ; Lardeux, Tiberj, 2021 ; Becquet, Stuppia, 2021) dévoilant des transformations importantes dans les rapports que les nouvelles générations entretiennent avec la vie politique et démocratique dont les actions collectives viennent interroger autrement les articulations, plutôt que les oppositions, entre les formes instituées de la participation politique et celles plus alternatives de l'engagement citoyen.

Il est souvent répété que la politique, dans une acception large, se pratique et s'expérimente aussi en dehors de ses institutions, non pas contre elles, mais à leur endroit, avec le secret espoir pour les citoyens prenant part aux actions d'être davantage associés aux décisions (Rosanvallon, 2012). Cette situation semble se vérifier plus fortement encore au sujet des jeunes activistes engagés dans les différents collectifs composant ce qu'il est convenu d'appeler le « mouvement climat », dont l'emploi du singulier dissimule en réalité la forte hétérogénéité des collectifs qu'il est censé incarner. Leurs mobilisations donnent moins à voir une sortie du champ politique, un désintérêt ou un dessaisissement politique que

² Les participants aux actions organisées par les collectifs sont régulièrement réunis sous le terme générique d'« activistes », préféré à celui de « militant » en raison à la fois du recentrage sur les activités et les mobilisations collective dans l'espace public en lien notamment avec des actions de désobéissance civile non violentes, et du souhait affirmé de s'éloigner d'une approche partisane et politiquement située parfois sous-tendue par le terme de militant.

de nouvelles manières de réinventer l'engagement citoyen, d'autres façons de s'impliquer dans les décisions collectives et d'interpeller les décideurs sur des enjeux climatiques désormais au centre de leurs préoccupations. Au-delà de la confirmation de la vitalité de leur engagement, les actions initiées et les réflexions portées par ces jeunes activistes peuvent aussi constituer une mise en pratique, dans le quotidien de leurs engagements, de l'exigence démocratique à laquelle ils aspirent, en introduisant dans le fonctionnement des collectifs des réflexions nouvelles sur l'« horizontalité » de la prise de décision, la réception publique de leurs démarches, l'ordre de priorités des actions à engager, les relations intergénérationnelles à préserver ou à reconstruire, la place des affects et des émotions dans les orientations choisies, les négociations entre élus et citoyens, la mise en cohérence entre les échelons locaux et globaux, etc.

Évoluant désormais dans des organisations qui se caractérisent par leur absence de hiérarchie, structurées en réseau où prévalent la prise d'initiative individuelle et l'égalité de toutes et tous au sein de « collectifs » fonctionnant de manière décentralisée, sans centre directeur, les jeunes activistes engagés dans le mouvement climat, sans être représentatifs de l'ensemble de la jeunesse et malgré l'hétérogénéité qui caractérise cet espace de mobilisation, apparaissent toutefois comme des figures paroxystiques des évolutions en cours. Enquêter sur ce type de terrain, c'est donc entrer dans un univers de pratiques et de valeurs citoyennes et politiques où se définissent de nouvelles aspirations démocratiques des générations à venir, d'autres façons d'habiter le monde et d'y négocier sa place sociale et politique, de se construire politiquement en relation ou en opposition avec les générations qui les précèdent. Au-delà des lignes communes, obtenues parfois au prix de longues discussions et réflexions collectives, se donnent également à voir des lignes de clivage entre activistes sur les modalités d'action à initier, sur les relations à engager avec des représentants de la vie politique ou encore sur la place à accorder à l'« éco-anxiété » dans leurs modalités d'engagement.

L'objectif de cette recherche est donc ici d'entrer dans le « cœur du réacteur » à travers une approche « par le bas », à partir de 52 entretiens biographiques réalisés auprès d'activistes répartis dans 17 villes, 11 régions de la France hexagonale et 12 collectifs différents. À travers l'étude de leurs carrières militantes, de leur enfance/adolescence dans le cadre de leur socialisation politique acquise dans différentes instances de socialisation (famille, école, réseaux de sociabilité) jusqu'à leur engagement effectif dans les collectifs (Extinction Rebellion, Youth for Climate, Alternatiba/ANV Cop 21, Amis de la Terre, Zero Waste pour ne citer qu'eux), il s'agit de saisir à la fois les conditions d'entrée dans le mouvement, les « coûts » symboliques éventuels, mais aussi les craintes et les espoirs que suscite ce type d'engagement parfois à « haut risque » lorsque certaines actions et orientations se durcissent (Sommier, 2012). L'approche microsociologique développée vise aussi à saisir, à un niveau plus global, les lignes de force qui structurent les collectifs ou qui les divisent, en interne comme dans les relations engagées dans le réseau des groupes locaux.

Mais comprendre les spécificités du mouvement actuel, les problématiques, clivages et convergences auxquels il donne lieu implique au préalable de les réinsérer dans l'histoire plus longue des actions en faveur du climat et de leur structuration progressive, pour ensuite préciser la posture théorique et méthodologique qui guide cette recherche.

La mobilisation pour le climat : une histoire ancienne aux transformations récentes

Le mouvement climat, contrairement à ce que peut laisser penser le retentissement international de l'appel de Greta Thunberg n'est pas né à la fin de l'été 2018 au moment où cette jeune activiste suédoise de 15 ans appelait la nouvelle génération à se mobiliser et à rejoindre les cortèges de manifestants au cours des « grèves scolaires pour le climat » du vendredi. Dès les années 1990, le réchauffement climatique a été considéré par intermittence non seulement comme un dysfonctionnement environnemental, mais aussi comme un enjeu de luttes et de mouvements sociaux qui donnera lieu à d'importantes mobilisations à travers le monde. Depuis le début des Conventions-cadres des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), mises en place en 1992 et réunissant les États signataires lors des Conférences des parties (COP), les organisations du mouvement environnemental, présentes à chacune des réunions, se sont progressivement structurées au niveau institutionnel pour participer aux négociations et tenter d'obtenir des accords et des engagements des parties prenantes (Hadden, 2016).

Bien qu'initialement modeste, l'implication de la société civile s'est brusquement (mais provisoirement) accentuée lors de la COP 15 organisée à Copenhague en 2009 qui rassembla jusqu'à 100 000 manifestants dans la capitale danoise, auxquels s'ajoutèrent simultanément de nombreux événements de protestation dans d'autres pays et une diversité nouvelle d'organisations impliquées dans le mouvement (Wright, 2015 ; Wahlström *et al.*, 2013). Cette montée soudaine de la protestation et l'émergence de l'activisme climatique à partir de la COP 15 surviennent en simultané avec la multiplication des rapports scientifiques alertant sur l'urgence de la problématique climatique, complétés par une attention médiatique accrue avec la sortie du film documentaire de l'ancien vice-président américain Al Gore, *Une vérité qui dérange*, en 2006. Mais la difficulté des 192 pays membres de la COP 15 à parvenir à un accord assorti de dates-butoirs ou d'objectifs quantitatifs aura eu raison du désarroi éprouvé par les militants, alors que le protocole de Kyoto approche de son terme. Perçue comme un échec, la mobilisation citoyenne a progressivement évolué vers une démobilisation (Hadden, 2015 ; Moor, Wahlström, 2019) avec un activisme climatique évoluant à plus petite échelle, notamment en Europe, sous la forme, par exemple, de campagnes locales d'action directe, de camps climatiques, de rencontres autour des Forums sociaux mondiaux ou de projets de préfiguration.

Malgré les réticences persistantes à s'impliquer dans un nouveau sommet sur le climat, eu égard à la déconvenue vécue par les activistes lors du sommet de Copenhague, la COP 21 organisée en 2015 à Paris a rapidement été considérée, en raison de sa notoriété et des engagements politiques attendus, comme une occasion majeure de générer un nouvel élan médiatique, y compris pour des organisations agissant en-dehors des cercles institutionnels et davantage tournées vers des actions de protestation ou de désobéissance civile (Cassegård *et al.*, 2017 ; Moor, 2018). Au-delà de la satisfaction initiale d'avoir obtenu des engagements contraignants de la part des parties prenantes, notamment sur les objectifs d'une limite du réchauffement mondial de 1,5 °C à 2 °C d'ici 2100, l'élan généré a permis de donner une nouvelle dynamique au mouvement pour construire une mobilisation en mesure de se prolonger au-delà des sommets internationaux, notamment lors des campagnes internationales contre l'industrie des combustibles fossiles (Tramel, 2016).

Une prise de conscience plus large s'est par ailleurs progressivement diffusée au sein de la population sur les enjeux du dérèglement climatique, à la faveur des rapports du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) qui évalue à échéance régulière l'état des connaissances sur l'évolution du climat, ses causes, ses impacts et les mesures à engager pour limiter l'ampleur du réchauffement (Aykut *et al.*, 2017). Également, et de manière connexe, dans un processus de « convergence des luttes », le mouvement altermondialiste qui ciblait les institutions financières, comme l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le Fonds monétaire international (FMI), s'est progressivement impliqué dans le mouvement, favorisant l'émergence de la thématique de la justice climatique et des enjeux sociaux jusqu'alors peu abordés par les activistes du climat (Hadden, 2015).

Aux origines d'un mouvement « jeune » pour le climat

L'organisation, quelques jours avant la COP 21, de la Conference Of Youth³ (COY 11), en parallèle du sommet international, a accéléré en France la coordination et l'institutionnalisation des collectifs de jeunes militants engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique, un certain nombre d'entre eux ayant rejoint le mouvement à cette occasion. De ce point de vue, les « initiatives juridico-administratives » au niveau international, pour reprendre les termes de Dominique Masson (2009), ont constitué de nouveaux lieux d'action et des opportunités politiques pour le mouvement de jeunes pour le climat, en permettant aux activistes de se constituer en réseaux transnationaux et/ou locaux et de graviter autour des instances onusiennes. Dans cette perspective, les différents systèmes d'échange entre les initiatives institutionnelles et les réponses de la société civile organisée sont intrinsèquement liés à la création de structures d'opportunités internationale favorable à la transnationalisation de l'action militante.

Un nouveau réseau international de jeunes activistes du mouvement climat a ainsi progressivement émergé à la suite de la COP 21 et a gagné en intensité durant la fin de l'été 2018, à la suite de la « grève scolaire pour le climat » menée par Greta Thunberg devant le parlement suédois pour exiger une politique plus contraignante de réduction des émissions de dioxyde de carbone, comme prévu par l'accord de Paris. Son appel à une « grève de l'école pour le climat » a rapidement attiré de nouveaux entrants dans le mouvement, notamment des jeunes collégiens et lycéens diffusant sur les réseaux sociaux le hashtag « #FridaysForFuture ». Les grèves pour le climat se sont par la suite multipliées, en France comme dans de nombreux autres pays, parfois sous différentes appellations telles que « Youth for Climate » en France et en Belgique, ou « School Strikes for Climate » en Australie ou Nouvelle-Zélande, mais toujours liées à la campagne Friday For Future de Greta Thunberg. Le 15 mars 2019, la première grève mondiale pour le climat aurait ainsi mobilisé en France 189 000 personnes dans 226 villes selon le collectif Alternatiba.

Cette grève et les différentes marches qui suivent donneront lieu à la création de nouveaux collectifs, dont Extinction Rebellion qui rend publique le 31 octobre 2018 la « déclaration de rébellion contre le gouvernement britannique », encourageant la création de nombreuses antennes à travers le monde,

³ La COY (Conference of Youth) est un événement qui précède chaque année la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP) et qui se déroule dans la ville hôte de la COP. La COY 11 s'est tenue quelques jours avant le COP 21 et a eu lieu au Parc des expositions de Villepinte (93) du 26 au 28 novembre 2015

notamment en France. La campagne d'Extinction Rebellion s'est développée à l'échelle mondiale et locale, facilitée par sa structure organisationnelle qui permet à quiconque de faire partie du collectif, à condition d'accepter une liste de principes fondamentaux⁴. Depuis, Extinction Rebellion a attiré l'attention médiatique et politique à travers des actions de désobéissance civile non violentes avec le double objectif de contraindre les gouvernements à engager des réformes en faveur du climat et de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux environnementaux. Cette démarche fut par la suite suivie de nombreuses autres initiatives avec l'éclosion de collectifs réunissant essentiellement des jeunes activistes de 15 à 30 ans, prenant modèle sur un fonctionnement résolument horizontal, décentralisé, et employant une diversité d'actions de sensibilisation (marches, « cleanwalk⁵ ») et de protestation (occupation de places, blocages d'autoroutes, zones à défendre [ZAD], etc.).

Quelles spécificités, quelles continuités?

Ces différents mouvements ont été communément interprétés comme représentant un « nouvel activisme climatique ». Pourtant, les mouvements sociaux n'émergent pas dans un vide social ou historique, tout comme les activistes prenant part aux mouvements peuvent présenter des caractéristiques nouvelles ou à l'inverse rester proches des profils sociodémographiques habituellement rencontrés. Ces variations impliquent aussi d'apporter un éclairage sur les types d'actions employées prenant ou non modèles sur les répertoires habituels des mouvements sociaux.

Primo-engagés ou activistes expérimentés ?

Différentes enquêtes menées auprès de participants des marches ou, de manière plus générale, de personnes se déclarant sensibles aux questions environnementales ont permis de dresser le portrait des individus en lien avec ce type de cause. L'enquête quantitative réalisée par le laboratoire Pacte en 2019 (« Grande enquête mouvement climat ») à partir d'un échantillon *ad hoc* ciblant les comptes des groupes écologistes sur les réseaux sociaux (échantillon de 10 000 individus), montre que les sympathisants du mouvement concernent majoritairement des primo-engagés (54 %). Ces résultats sont concordants avec les travaux menés dans d'autres pays, notamment en Grande-Bretagne, qui révélaient que les participants aux marches en mars et septembre 2019 comptaient beaucoup plus de répondants qui n'avaient jamais manifesté auparavant (Moor *et al.*, 2021 ; Wahlström *et al.*, 2019). Une spécificité notable du mouvement réside dans sa capacité à mobiliser un grand nombre de jeunes, en particulier des femmes, qui font l'expérience de l'activisme pour la première fois, ce qui peut les mettre sur la voie de l'engagement politique tout au long de leur vie (Muxel, 2001).

Si le mouvement climat se distingue d'autres mouvements sociaux par l'âge des activistes, la primeur de leur engagement et la part importante de jeunes femmes participant aux actions, le profil socio-économique se rapproche en revanche des personnes prenant habituellement part à d'autres formes d'engagement, institutionnelles comme non institutionnelles. L'enquête par questionnaire, réalisée en

⁴ <https://extinctionrebellion.fr/principes-extinction-rebellion/#fn-ref:1>

⁵ « Clean walk », ou « journée de nettoyage », est une action de sensibilisation à la problématique des déchets et de la pauvreté. L'action consiste à organiser une action de nettoyage dans une ville, un parc, un jardin public, une plage, une forêt, etc.

2019 au moment des marches par le collectif Quantité critique⁶, composé de chercheurs en sciences sociales spécialisés dans l'étude des mouvements sociaux et de la participation politique, a également souligné la surreprésentation de jeunes fils et filles de cadres et professions intellectuelles supérieures, malgré l'objectif commun des collectifs d'élargir le spectre social et de créer pour certains d'entre eux des connexions avec d'autres mouvements liés à la justice sociale, notamment le mouvement des Gilets jaunes (Gaborit, Grémion, 2019). Cette tendance générale, qui n'exclut toutefois pas la possibilité de trouver également des jeunes originaires de milieu populaire dans le mouvement, implique de questionner les origines de cette sur-sélection, les coûts éventuels (notamment symboliques) de l'entrée dans ce type d'engagement, les difficultés réelles ou supposées du mouvement à s'adresser à un public plus hétérogène du point de vue des caractéristiques sociales ou scolaires, et les priorités que certains collectifs accordent à la question de la diversification du public militant pour atteindre certains territoires, et, plus largement, pour gagner une plus forte légitimité sur le terrain des luttes sociales.

« Radicalisation » ou diversification des modes d'action ?

Le mouvement climat a obtenu un nouvel écho en 2018 avec la médiatisation des grèves scolaires et de la massification du mouvement auprès d'un jeune public longtemps tenu à distance de la participation politique. Il est de ce fait régulièrement présenté comme « nouveau » dans un espace médiatique et politique peu habitué à voir de jeunes militants, parfois encore adolescents, battre le pavé et démontrer leur capacité d'intervention et d'interpellation dans l'espace public. Concernant en revanche les moyens d'action employés par le mouvement, rappelons qu'ils s'inscrivent en réalité dans une longue tradition de l'activité politique protestataire se rapprochant des actions climatiques précédentes, notamment les marches et les rassemblements.

L'activisme climatique se concentre de plus en plus souvent sur des formes d'action que la sociologue Sarah Pickard (2019 ; 2018) réunit sous l'expression « Do It Ourselves (DIO) politics » (« à faire soi-même »), tels que le développement de solutions locales, les actions de sensibilisation, les actions directes contre l'industrie des combustibles fossiles. Bien qu'elles apparaissent extrêmement diversifiées et qu'il soit impossible de présenter un collectif en fonction d'une pratique d'engagement ou de mobilisation « emblématique », l'attention a principalement été portée ces dernières années sur les actions de désobéissance civile, qui pourraient se définir, malgré là encore la grande diversité des modes d'action employés, comme le refus volontaire et ostensible d'appliquer la loi, de façon publique, non violente et collective. Cette transgression vise à contester des choix de politique publique jugés injustes et nuisibles ainsi qu'à convaincre l'opinion publique de la nécessité d'une réforme (Djemni-Wagner, 2021).

⁶ <https://qcritique.hypotheses.org/>

encadré 1. « Activistes » pour le climat – de multiples rôles

Les participants aux actions organisées par les collectifs sont régulièrement réunis sous le terme générique d'« activistes » ou de « rebelles », préféré à celui de « militants » en raison à la fois du recentrage sur les activités et les mobilisations collectives dans l'espace public en lien avec les actions de désobéissance civile, et du souhait affirmé de s'éloigner d'une approche partisane et politiquement située des engagements.

Quel que soit toutefois le terme choisi, il tend à effacer la diversité des rôles, des compétences et des degrés d'implication que peuvent recouvrir certains parcours d'engagement. Plusieurs types d'engagement et de responsabilités peuvent en effet être réalisés en des temps différents, avec le souhait de plusieurs collectifs, dont Extinction Rebellion⁷, d'une rotation dans la réalisation de ces rôles afin d'assurer une meilleure diversité des profils sociodémographiques, plus particulièrement dans les responsabilités qui nécessitent des fonctions de coordination :

Anges gardiens : chargés de prendre soin des activistes au cours d'une action (bloqueurs par exemple) notamment lors d'une intervention policière (réécupération des affaires personnelles, distribution de sérum physiologique en cas de gaz lacrymogène, discussion/négociation avec la police, etc.).

Activistes : chargés de pratiquer l'intervention militante sur un mode créatif : batucada⁸, musiciens, danseurs, graffeurs.

Base arrière communication : chargée de l'envoi du communiqué de presse en amont et en aval de l'action, de la publication du travail des photographes et vidéastes sur les réseaux sociaux pendant l'action.

Bloqueurs : chargés de bloquer un accès ou un espace avec leurs corps selon des techniques spécifiques (« chenilles », « tortues », etc.) et / ou avec du matériel.

Contacts police : chargés du dialogue avec les forces de l'ordre, dès leur arrivée, afin d'expliquer l'action et son caractère non violent et leur permettre de repérer les interlocuteurs pour la transmission d'informations durant l'action.

Coordinateurs : personnes référentes dans l'organisation d'une action avec une vigilance régulièrement rappelée sur la nécessité d'un groupe élargi permettant de répartir les différents sous-domaines de coordination.

Legal team : chargés de centraliser les informations nécessaires en cas d'arrestation, de contacter les proches des activistes arrêté·es, d'informer le groupe des motifs et du lieu d'arrestation.

Médiateur·trices public : chargés d'expliquer au public (passants, visiteurs, etc.) les raisons de l'action, son caractère non violent, les revendications du mouvement, etc.

Médiateur·trices : présents pour « désescalader » les tensions avec l'extérieur du groupe (ex : les vigiles dans les centres commerciaux, automobilistes sur des voies routières bloquées, etc.).

Photographes et vidéastes : chargés de documenter l'action par la prise de photos ou de vidéos pour une diffusion différée ou en direct.

Porteurs du message : chargés de l'aspect visuel de l'action (drapeaux, bannières, affiches, tracts, etc.) ;

Street medic : (« soigneur » ou « secouriste de rues ») chargés de fournir les premiers secours au cours d'une action.

Conceptualisée en 1849 par Henry David Thoreau, écroué après avoir refusé de payer ses impôts pour protester contre la déclaration de guerre des États-Unis contre le Mexique, la désobéissance civile ne s'oppose pas à la démocratie, mais lui est consubstantielle. Un certain nombre de collectifs préfèrent d'ailleurs employer le terme de « résistance » plutôt que « désobéissance » dans la mesure où les revendications visent moins à contourner l'État qu'à réclamer une intervention plus forte de sa part, avec l'exigence d'une transparence des instances de décision, d'une plus forte implication des citoyens aux décisions, d'une application de la loi ou de nouvelles réformes pour limiter plus fortement les émissions de gaz à effet de serre. « Désobéir » ou « résister » est davantage conçu par les activistes comme une exigence éthique et l'expression d'une volonté de participation effective à la vie démocratique. La

⁷ Voir à ce sujet le « Manuel d'auto-organisation d'action directe non-violente » d'Extinction Rebellion ([en ligne](#)).

⁸ Musique inspirée de la samba et exécutée par un ensemble d'instruments à percussion

désobéissance civile exprimerait donc le fait que la démocratie n'est pas tant un régime politique qu'un processus critique en constante évolution. Les changements opérés ne portent donc pas tant sur les modes d'action employés ou leur degré de radicalité, mais sur leur intensité, leur fréquence, leur visibilité et le fait qu'ils soient accomplis par de jeunes activistes, souvent primo-engagés, qui découvrent la participation politique par des modes d'action protestataires. S'ajoute également une nouvelle orientation vers des cibles qui ne sont plus seulement les institutions internationales ou l'industrie combustible, mais également les institutions politiques et les élus.

Progressivement, le mouvement s'est structuré tout en conservant le fonctionnement horizontal et décentralisé qui en faisait sa spécificité. Les actions ont également évolué, les marches se sont progressivement effacées au profit d'une diversité d'actions des plus consensuelles aux plus protestataires, avec des différenciations importantes entre collectifs et, à l'intérieur de chacun d'eux, entre activistes engagés dans la cause climatique. L'existence d'un mouvement climatique unitaire, composé d'activistes, de collectifs et de nombreux autres groupes issus de différents segments de la société civile, se trouve pour cela rapidement contredite dans les faits. Le « mouvement climat », malgré l'emploi fréquent du singulier, est en réalité davantage un « mouvement de mouvements » regroupant non seulement des structures de mobilisation diversifiées, mais aussi des orientations et des politiques de cadrage du mouvement pouvant être fortement divergentes.

Structuration horizontale ou déstructuration pyramidale ?

Parmi les changements opérés, la structuration du mouvement et le recours systématique à des modalités de participation résolument horizontales constituent une évolution majeure régulièrement relevée. Face aux modèles d'organisations rigides des syndicats, des partis politiques et des associations traditionnelles fondés sur la stricte verticalité des « bureaux », « centres directeurs », « présidences », les collectifs se présentent en modèle inversé avec un ensemble indéfini de militants pouvant revendiquer collectivement leur statut de représentant·es dès lors qu'ils ou elles participent aux actions du collectif (modèle de l'« action-cratie » dans lequel les individus ont du pouvoir en fonction de la tâche qu'ils exécutent) et adhèrent aux principes généraux du groupe. Les principes de délégation et de représentation se trouvent bousculés au profit de nouvelles formes de politisation et de démocratie, plus directes, qui revendentiquent se porter à la hauteur des urgences sociales et climatiques.

Cette souplesse de l'engagement permet d'élargir le cercle des sympathisants, notamment les plus jeunes, souvent réfractaires à des organisations centralisées et hiérarchisées. L'organisation en réseau, facilitée par le recours à différents outils en ligne, notamment Discord⁹, met en œuvre une éthique et un principe de coordination qui font appel à la réciprocité et à la confiance entre acteurs du réseau. Les activistes soulignent aussi régulièrement les avantages d'une relation de confiance et de solidarité permettant de recevoir ou de rendre ce qui a été donné ou reçu, quelle que soit l'ancienneté de l'activisme ou la plus ou moins forte légitimité militante acquise tout au long des actions entreprises.

⁹ Lancé en 2015, Discord est une plateforme permettant aux personnes ayant des intérêts similaires de partager et de communiquer. Il est populaire parmi la communauté des joueurs de jeux vidéo car il offre un moyen de communiquer et de développer une communauté en dehors des jeux eux-mêmes. Il s'est par la suite ouvert à de nouveaux publics, notamment militants, et est devenu un réseau social comptant plus de 140 millions d'utilisateurs mensuels actifs.

L'une des questions régulièrement posées est de savoir ce qui, dans cette recomposition, participe d'un renouvellement de la démocratie, une « démocratie à venir » qui parviendrait à faire advenir de nouvelles modalités d'organisation et de structuration du mouvement en évitant l'écueil soit de l'unanimisme de façade, soit du leader charismatique (Monod, 2019). Pour les activistes des mouvements climat qui mettent en pratique une démocratie participative et horizontale, ces tensions s'incarnent notamment dans le dilemme entre l'horizontalité et le caractère très inclusif des décisions d'un côté, et les critères de réactivité et d'efficacité parfois mis en défaut dans une organisation strictement horizontale, sans délégation et avec un turn-over important des participants, de l'autre.

À la manière des « alteractivistes », étudiés notamment par Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine (2016), les jeunes activistes des mouvements climat viennent eux aussi rappeler les effets réciproques entre transition démocratique et transition écologique et soutiennent la nécessité de mettre en acte et d'expérimenter dans leur quotidien de nouveau rapport à soi et aux autres. Les défis à relever sont alors perçus dans des registres à la fois globaux et personnels, à la fois dans les rapports aux institutions et dans les modes d'habiter le monde. Du point de vue des subjectivités politiques, la part des affects et des émotions devient alors plus centrale dans les relations engagées. Dans la perspective développée par Pleyers, « le rapport à l'action est vécu sur le mode de l'espoir, du désenchantement, de la lassitude, des émotions plutôt qu'en termes d'efficacité, de succès ou d'échec » (Pleyers, Capitaine, 2016).

Depuis les premières marches en 2018, au cours desquelles le public découvrait, derrière les banderoles et les pancartes, des visages juvéniles, parfois des adolescents, et des primo-engagés qui expérimentaient l'action collective à un âge inhabituel dans l'histoire des mouvements sociaux, le mouvement s'est progressivement structuré tout en conservant le fonctionnement horizontal et décentralisé qui en faisait sa spécificité initiale. Les actions ont également évolué, les marches se sont progressivement effacées au profit d'une diversité d'action des plus consensuelles aux plus protestataires, avec des différenciations importantes entre collectifs et, à l'intérieur de chacun d'eux, entre activistes engagés dans la cause climatique. L'existence d'un mouvement climatique unitaire, composé d'activistes, de collectifs et de nombreux autres groupes issus de différents segments de la société civile et agissant à divers niveaux se trouve pour cela rapidement contredite dans les faits. Le « mouvement climat », malgré l'emploi du singulier, est en réalité davantage un « mouvement de mouvements » regroupant non seulement des structures de mobilisation diversifiées, mais aussi des orientations et des politiques de cadrage du mouvement pouvant être divergents.

Axes de recherche

L'engagement des nouvelles générations a longtemps été abordé à partir d'approches macrosociales et structurelles, à hauteur des organisations militantes, des syndicats, des partis ou des associations considérées comme des infrastructures de mobilisation ou des refuges de capital militant à fructifier. Il a en revanche plus rarement été abordé dans des perspectives plus microsociologiques, sous l'angle des processus d'ajustement du jeune militant lui-même aux causes défendues par l'organisation, à la définition qu'il donne aux actions auxquelles il participe et de son positionnement au sein de ces entités. Ces organisations, quel que soit leur degré de structuration, qu'il s'agisse de « collectifs » relativement informels, ou d'organisations plus structurées, ne sont pourtant pas le préalable à l'action individuelle et collective. C'est avant tout l'action individuelle et collective qui fixe des habitudes de coopération et qui fournit des repères d'expérience à même de définir les orientations de l'organisation. Le centre de notre

enquête se situe précisément dans ces interactions citoyennes, dans le « pouvoir d'association » entre activistes du mouvement climat, faculté qui ne recouvre ni un contrat collectif qui imposerait une ligne de conduite ni la transcription de règles déterminées à l'avance. Il s'agit bien plus de porter le regard sur la capacité de ces jeunes citoyens à s'associer et à moduler ensemble leurs formes d'association.

De ce point de vue, plutôt que de partir d'un collectif pour ensuite définir les modalités d'action des militants, nous faisons ici le choix de renverser la perspective pour saisir comment les relations interpersonnelles, le travail de définition du collectif, le « militer ensemble » donnent à voir de nouveaux modèles d'engagement qui contribuent à délimiter les frontières des causes à défendre. Cette posture, inspirée de la sociologie pragmatique¹⁰, n'est pas qu'un postulat théorique, il s'agit plus largement d'une méthode d'investigation qui cherche à replacer le paradigme d'étude non pas dans la structure en tant que telle, mais dans le cours de son élaboration, dans sa construction pratique, dans le travail de réflexion, de définition et de coordination qu'elle implique dans le cours de l'action militante. Cette approche inversée partant du « bas » pour mieux en saisir ses articulations avec le « haut » s'avère d'autant plus nécessaire dans des contextes militants qui se définissent avant tout, nous l'avons souligné, par leur horizontalité et la coordination égalitaire entre chacun des militants, ce qui présuppose une attention forte aux adaptations et ajustements permanents dans le cours de l'action militante et aux réflexions que les activistes peuvent en donner, plutôt que sur un principe organisationnel supérieur qui leur serait imposé¹¹.

En se situant en extériorité par rapport à ce qu'elle décrit, notre démarche d'enquête vise avant tout à analyser les expériences et les pratiques d'engagement à partir de la façon dont elles sont vécues et pensées de l'intérieur par les jeunes activistes engagés dans les causes qu'ils défendent. Nous partons de ce point de vue du postulat qu'une dynamique de mobilisation collective n'est intelligible qu'à partir d'un processus de co-définition des situations problématiques et des moyens collectifs mis en œuvre par les militants eux-mêmes pour les aborder. L'un des objectifs de ce travail est donc de voir comment la trajectoire d'un problème public, en l'occurrence le dérèglement climatique, ordonne un horizon d'engagement, de sensibilisation et de mobilisation des jeunes engagés. Comment ce qui est désigné par les activistes comme une urgence absolue s'articule à une expérience collective de mise en commun des motifs et des modalités d'action ?

Il ne s'agit pas ici d'aborder l'engagement des activistes du mouvement climat à travers le seul prisme d'un contexte sociopolitique et d'un déterminisme structurel (dimension macrosociale) ou, à l'inverse, comme le seul résultat de rencontres interpersonnelles et/ou d'une réflexivité subjective de l'acteur (dimension microsociale). Notre démarche implique davantage de placer le regard sur les régimes d'action mis en œuvre dans différentes scènes sociales, mieux à même de « coupler l'ordre de

¹⁰ Selon la perspective pragmatique, penser une organisation, un système, un régime, etc. revient à identifier l'ensemble de ses implications pratiques et la façon dont elles se révèlent progressivement par l'expérience. L'approche, inspirée de la philosophie pragmatiste de John Dewey, a été revisée en France dans le champ politique et la constitutions des « publics démocratiques » en observant l'organisation politique des collectivités, en étudiant les questions qu'elles se posent, la manière dont elles les problématisent et les procédures qu'elles mettent en œuvre pour les résoudre. Ces différentes déclinaisons ont trouvé des formulations diverses avec des travaux portant sur le « civisme ordinaire » (Pharo, 1985), à celles sur la « citadinité-citoyenneté dans l'espace public » (Joseph, 1993) ou sur les « politiques ordinaires de la vie urbaine » (Relieu, Terzi, 2003), ou encore une « anthropologie des engagements citoyens » (Cefai, 2007).

¹¹ En cela, la perspective développée par John Dewey (2003), même si elle se situe hors du champ de la jeunesse, n'en demeure pas moins pertinente dans le cadre de notre étude pour appréhender comment les principes d'organisation et de structuration du mouvement doivent être pensée en termes de devenir et non d'essence. Ils se caractérisent moins par un type de répartition et de distribution fixe des pouvoirs, mais par une série d'interactions et de négociations entre jeunes militants engagés collectivement dans des collectifs de participation.

l'interaction et l'ordre du déterminisme » et de « remettre en cause l'opposition entre les niveaux "macro" et "micro" » (Siméant, 1998, p. 69), et plus généralement entre le niveau structurel de l'organisation collective et le niveau individuel des parcours biographiques des activistes engagés dans l'action collective :

- Au niveau *individuel*, l'approche biographique développée auprès des activistes vise à la fois à rendre compte des évènements fondateurs de leur engagement, et à travers ces évènements, de donner à voir et à entendre les actions collectives en train de se faire, ou de se défaire, dans les différents collectifs. L'intérêt heuristique de la méthode biographique est ainsi de rendre possible la prise en compte, dans chacun des parcours d'engagement, des étapes clés qui les scandent et des éléments de socialisation primaire et secondaire qui les orientent, sans les déterminer pour autant, et à travers cela de dégager les différentes coordinations de l'action collective dans le cours des engagements.
- Au niveau *structurel* ensuite, il s'agit de lier la structuration des collectifs avec le contexte sociopolitique dans lequel ils prennent forme. Il importe dans ce cadre de réinsérer l'action collective dans son environnement social en étant attentif à ses conditions d'émergence – qu'il s'agisse par exemple d'un évènement politique, tel qu'un sommet climat (COP), l'organisation d'élections (les élections présidentielles et législatives de 2022), des mobilisations citoyennes (marches, actions de désobéissance civile, actions de sensibilisation, etc.), des publications de rapports scientifiques (GIEC), etc. –, et la façon dont ces éléments constituent des cadres d'opportunités susceptibles d'intervenir dans la constitution des collectifs et de leurs ajustements au contexte sociopolitique de la mobilisation¹².

Dispositif méthodologique et recueil du matériau de terrain

Le dispositif méthodologique adopté dans cette enquête vise à articuler les parcours biographiques des jeunes activistes avec le contexte organisationnel de leur déroulement. Il s'appuie pour cela sur la réalisation de 52 entretiens biographiques réalisés auprès de jeunes activistes à partir d'entretiens semi-directifs structurés autour de six axes de réflexion, lesquels pouvaient évoluer en fonction du plus ou moins fort intérêt de l'interviewé, ou de ses compétences/appétences pour l'une ou l'autre de ces sections :

- *Parcours d'engagement* : origines, motivations, évolutions, rencontres, perspectives d'avenir dans le mouvement.
- *Ressorts de l'engagement* : élément déclencheur et/ou une sensibilité progressive à la cause, personnalités influentes, politisation familiale au cours de l'adolescence, discussions politiques avec les parents/famille, « eco-anxiété ».

¹² En cela, l'« intelligence organisée » au sens de John Dewey est le principe à partir duquel il est possible pour ces militants de soutenir, de distribuer et de configurer l'expérience des acteurs à partir de ce qui est considéré comme nécessitant le besoin de se rassembler et d'interagir ensemble.

- *Présentation du mouvement* : orientations centrales, origines et évolutions du mouvement, objectifs à atteindre, actions menées, initiatives et limites, divergences éventuelles, Liens avec les autres mouvements, associations, partis, « convergence des luttes ».
- *Désobéissance civile* : position personnelle et/ou du collectif, actions les plus « efficaces », rapport à la police.
- *Institution scolaire* : relation avec les équipes pédagogiques, soutien moral et/ou technique ou quelles oppositions ? Quelle discussion sur le climat et/ou politique dans l'enceinte scolaire ?
- *Générations* : Divergences ou convergences avec les générations plus âgées, liens éventuels au niveau personnel ou du collectif.
- *Relations avec le champ de la décision* : relation avec les élus, participation politique, participation électorale, perception des élections à venir et/ou passées, campagne électorale, participation à des instances de concertation/participation.

Les enquêtés ont été contactés à partir des adresses mail collectées sur les sites internet des groupes locaux d'Extinction Rebellion, Alternatiba/ANV COP 21, Youth for Climate, Dernière Rénovation, ou par des intermédiaires à la suite d'entretiens réalisés auprès de leurs réseaux de connaissance, par méthode d'échantillonnage « boule de neige »¹³. Nous avons garanti l'anonymat aux différentes personnes interrogées. Les prénoms qui apparaissent dans les extraits de citation tout au long du rapport et dans le tableau récapitulatif ont été modifiés et le nom de la ville n'a pas été précisé (seule la région a été indiquée).

De manière conforme aux enquêtes portant sur le profil sociodémographique des activistes (et sur lesquelles nous reviendrons dans le premier chapitre), notre échantillon compte une surreprésentation de jeunes fils et filles de cadres et professions intellectuelles supérieures, davantage de femmes, et résidant plus fréquemment en milieu urbain :

¹³ Méthode d'échantillonnage non probabiliste dans laquelle les sujets de l'étude recrutent d'autres sujets parmi leur entourage. L'échantillonnage boule de neige fonctionne avec un petit groupe d'informateurs chargés de recruter, via leurs communautés, d'autres participants correspondant aux critères et susceptibles de participer à une étude spécifique.

Liste des activistes interviewés

	Prénom (modifié)	Âge	Région	Études / activité pro	Collectif	Nbre années de militantisme	Profession père	Profession mère
1	Adam	24	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Master journalisme	ANV Cop 21	3 ans	/	Secrétaire médicale
2	Alexis	19	Grand Est	École de commerce	Les amis de la Terre		Biographe	Ergothérapeute
3	Alice	22	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Licence sociologie	Youth for Climate	4 ans	Ouvrier agricole	Institutrice maternelle
4	Aline	21	Nouvelle-Aquitaine	Bachelor humanitaire	Youth for Climate	4 ans	Syndicaliste CGT	Assistante maternelle
5	Anne	17	Rhône-Alpes Auvergne	Terminale	Youth for Climate	2 ans	Pisteur/ secouriste	Professeur
6	Arthur	23	Rhône-Alpes Auvergne	Fac science politique	Extinction Rebellion	4 ans	Carreleur	Femme de ménage
7	Aurore	21	Île-de-France	Sociologie	ANV Cop 21 / Youth for Climate	4 ans	Ouvrier agricole	Professeur des écoles
8	Axel	21	Nouvelle-Aquitaine	Licence Géographie	Youth for Climate / EELV	5 ans	Enseignant	Enseignant
9	Benjamin	25	Occitanie	Master aménagement	Alternatiba		Agent assurance	Cadre fonction publique
10	Carla	24	Île-de-France	Master droit de l'environnement	Notre affaire à tous	3 ans	Pâtissier	Employé
11	Cléa	17	Nouvelle-Aquitaine	Lycée	Extinction Rebellion	1 an	Comptable	/
12	Cléo	19	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Science Po	Youth for Climate	3 ans	Brocanteur	Vendeuse
13	Corentin	23	Île-de-France	École ingénieur	Dernière Rénovation		Restaurateur	Serveuse
14	Dorian	23	Hauts de France	Master biologie	Extinction Rebellion		/	Publicitaire
15	Elia	19	Bretagne	IUT Journalisme	Youth for Climate	4 ans	/	Tourneuse
16	Éloïse	21	Centre-Val de Loire	Licence géographie	Extinction Rebellion		Cadre fonction publique	Directrice association
17	Ewan	26	Bretagne	Management du sport	Extinction Rebellion / Bretagne contre les fermes usines	5 ans	Menuisier ébéniste	Animatrice Comité entreprise
18	Flavie	27	Pays de la Loire	Ingénieur	Dernière Rénovation		Auditeur	
19	Gabriel	24	Hauts de France	École architecture	ANV Cop 21		Géomètre	Fleuriste
20	Hugo	17	Rhône-Alpes Auvergne	Lycée pro service	Extinction Rebellion / Youth for Climate	2 ans	Avocat	Assistante maternelle
21	Jade	18	Rhône-Alpes Auvergne	Terminale	Youth for Climate	2 ans	Professeur	Documentaliste
22	Jules	22	Bretagne	École infirmiers	Amis de la Terre	2 ans	Enseignant	Institutrice

INJEP NOTES & RAPPORT / RAPPORT D'ÉTUDE

	Prénom (modifié)	Âge	Région	Études / activité pro	Collectif	Nbre années de militantisme	Profession père	Profession mère
23	Julia	19	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Prépa	Youth for Climate	3 ans	Chargée de production	Ethnologue
24	Laure	25	Bourgogne Franche-Comté	Ingénieur industriel	Extinction Rebellion / Youth for Climate	2 ans	Ingénieur informatique	Assistante direction
25	Léo	24	Île-de-France	Master – Administration territoriale	Alternatiba	3 ans	Webdesigner	Maquettiste
26	Léonie	34	Île-de-France	IEP	Alternatiba	7 ans	Médecin	Éducatrice
27	Lina	26	Île-de-France	Master droit de l'environnement	Terres de luttes	3 ans	/	Attachée territoriale
28	Lisa	17	Bretagne	1re année Sciences Po Paris	Youth for Climate / Alternatiba	3 ans	Entrepreneur	Professeur des universités
29	Lizéa	21	Grand Est	IUT Information communication	Youth for Climate	3 ans	Paysagiste	Attachée de presse
30	Loïc	21	Bretagne	Licence Art design	Extinction Rebellion	3 ans	Menuiserie, jardinage	Institutrice
31	Lola	32	Île-de-France	Ingénieur agronome	France nature environnement	7 ans	Contrôleur financier	Analyste financière
32	Loriane	18	Île-de-France	Lycée	Zero Waste			
33	Lorie	15	Île-de-France	Lycée - seconde	Youth for Climate	1 an	Chef entreprise	/
34	Lorie	23	Occitanie	Master - biologie	Extinction Rebellion	2 ans	Informaticien	Opticienne
35	Louis	20	Nouvelle-Aquitaine	2 ^e année licence physique	Youth for Climate	3 ans	Agent immobilier	Comptable
36	Luca	18	Pays de la Loire	Lycée - Terminale	Youth for Climate / Extinction Rebellion	1 an	Médecin	Médecin
37	Ludivine	27	Île-de-France	Master sociologie	Accélérateur de mobilisation	5 ans	Cadre supérieur	/
38	Maé	28	Île-de-France	Thèse science politique	Extinction Rebellion	4 ans	Contrôleur finance publique	
39	Maëlle	27	Île-de-France	Thèse science politique	Accélérateur de mobilisation	7 ans	Géographe	Cadre
40	Manon	27	Occitanie	Histoire/science Po	Alternatiba	4 ans	Consultant cinéma	Assistante sociale
41	Margot	25	Grand Est	Master édition	Citoyen pour le climat (CPLC) / Alternatiba	7 ans	Gérant magasin bio	Rédactrice en chef
42	Mila	19	Pays de la Loire	Lycée - Terminale	ANV Cop 21	2 ans	Électricien	Ostéopathe
43	Paul	17	Occitanie	Lycée - terminale	Youth for Climate – Fondation des femmes	2 ans	Directeur général	Naturopathe
44	Pauline	21	Rhône-Alpes Auvergne	Licence science de la vie	Youth for Climate	4 ans	Boulanger-pâtissier	Charpentière
45	Pierre	18	Nouvelle-Aquitaine	Lycée - Terminale	Extinction Rebellion		Agent immobilier	
46	Prune	23	Occitanie	Master Géographie	Extinction Rebellion	4 ans	Graphiste	/

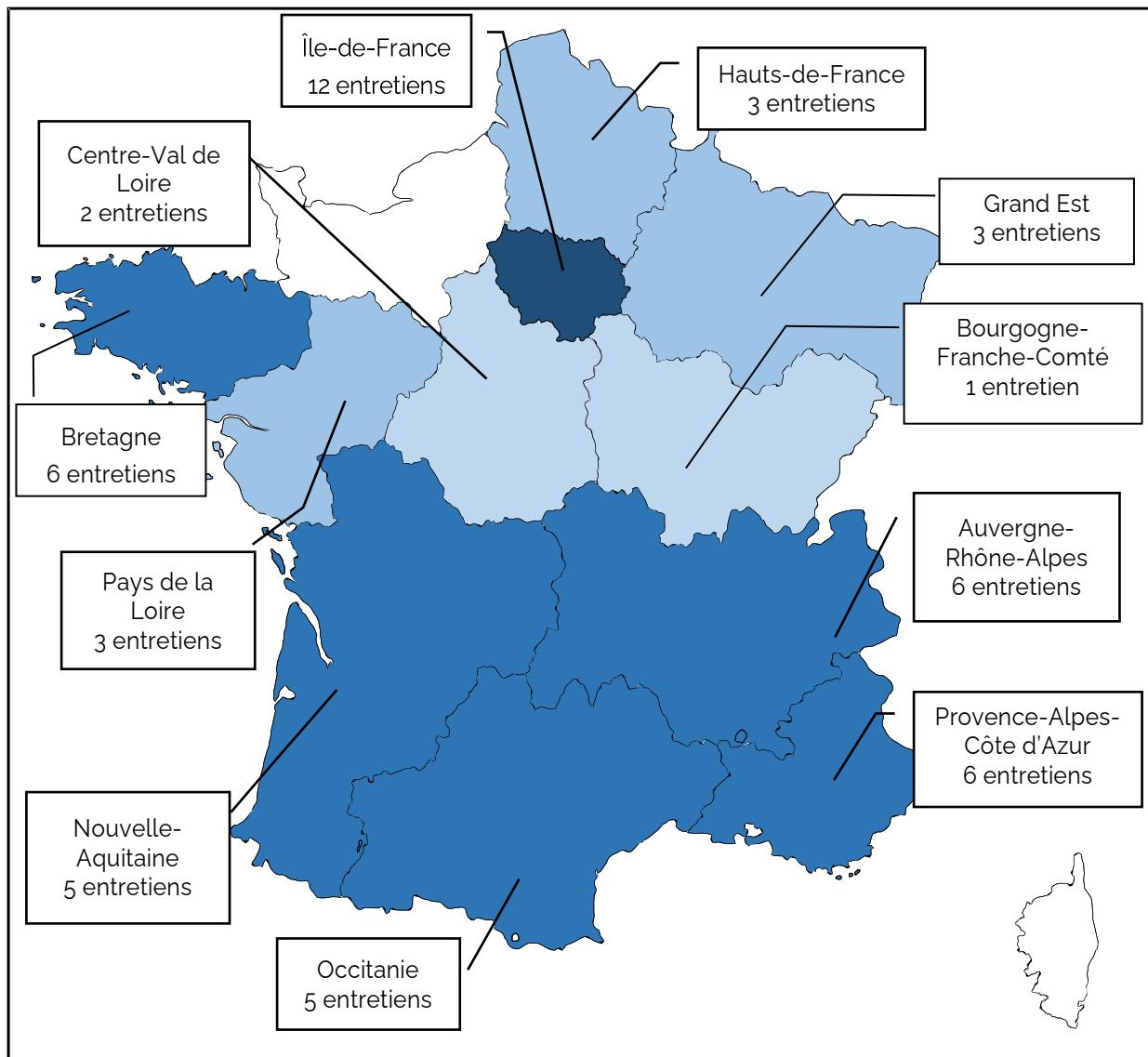
	Prénom (modifié)	Âge	Région	Études / activité pro	Collectif	Nbre années de militantisme	Profession père	Profession mère
47	Raphaël	16	Île-de-France	Lycée - Première	Dernière Rénovation	1 an	Conducteur de train	Orthophoniste
48	Rémi	31	Centre-Val de Loire	Chargé de communication	Extinction Rebellion	4 ans	Ingénieur BTP	Designeuse
49	Théo	19	Rhône-Alpes Auvergne	Prépa	Youth for Climate / Union communiste libertaire	2 ans	Cadre supérieur Renault	Cadre supérieur Total
50	Thomas	17	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Terminale	Extinction Rebellion	2 ans	Cadre entreprise	Professeur des écoles
51	Tiphaine	16	Hauts-de-France	Terminale	ANV Cop 21	3 ans	Employé de banque	Pédicure
52	Tom	20	Provence-Alpes-Côte d'Azur	Droit - science po	Youth for Climate	3 ans	Commerçant	Orthophoniste

Les entretiens, d'une durée de 1h15 à 3h réalisés en face à-face, par téléphone ou en visioconférence entre janvier 2021 et décembre 2022, ont été accompagnés d'observations lors de plusieurs actions ou marches organisés plus spécifiquement en région parisienne :

- Marche climat - 15 mars 2019
- Occupation Châtelet - 8 octobre 2019
- Marche Paris - 21 septembre 2019
- Occupation Italie 2 - 29 novembre 2019
- Marche climat – 9 mai 2021
- Marche climat - 25 mars 2022
- Occupation Paris Boulevard Saint-Denis – 16/18 avril 2022
- Rassemblement Académie Climat - 23 septembre 2022

Les différents collectifs du « mouvement climat » fonctionnant de manière décentralisée avec une autonomie importante accordée aux différents groupes locaux, la recherche s'est attachée à diversifier les régions d'implantation des activistes afin de rendre compte de l'hétérogénéité des déclinaisons territoriales du mouvement et de leurs liens éventuels avec des contextes locaux particuliers, des réseaux militants ou des acteurs politiques ou associatifs agissant sur le terrain :

RÉPARTITION PAR RÉGION DES 51 ACTIVISTES INTERVIEWÉS



Du point de vue du fonctionnement et des orientations défendues, les activités des collectifs retenus dans la présente enquête se révèlent très hétérogènes, tant par leurs destinataires des actions (collégiens, lycéens, étudiants et jeunes adultes, jeunes déjà insérés professionnellement, public plus âgé) que par leurs formes (actions de sensibilisation, « cleanwalk », marches, actions de désobéissance civile, incubateur, etc.). À ces distinctions au niveau des objectifs et des populations à atteindre (sur lesquelles nous reviendrons tout au long de ce rapport) s'ajoutent des divergences internes dans les modes d'intervention et dans le rapport entretenu avec les institutions de la démocratie représentative, sur un spectre particulièrement large allant de la défense de la négociation à la sensibilité anarchiste ou révolutionnaire. Malgré cette diversité, les collectifs retenus dans l'enquête se rejoignent sur leur volonté d'interpeller les citoyens et décideurs sur le dérèglement climatique et sur les réflexions engagées dans les modèles de gouvernance internes marqués par une horizontalité de la décision, l'absence de hiérarchie, et le caractère décentralisé de l'action militante. Ces différentes caractéristiques contribuent

pour chacun de ces collectifs à attirer un public composé dans une très large majorité de jeunes âgés de 15 à 30 ans, voire dans certains cas exclusivement de jeunes activistes de cette tranche d'âge.

STRUCTURES D'ENGAGEMENT DES ENQUÊTÉS

Extinction Rebellion	 <p>Mouvement écologiste fondé en octobre 2018 au Royaume-Uni, et désormais présent dans une cinquantaine de pays à travers le monde. Le mouvement revendique l'usage de la désobéissance civile non violente. Les actions ciblent les grands groupes financiers, les entreprises et les acteurs institutionnels. En France, le mouvement se fait connaître lors d'un appel à la rébellion lancé par plusieurs centaines de personnes place de la Bourse à Paris le 24 mars 2019, dans l'objectif de « marquer le début d'actions de désobéissance civile non-violente dans toute la France ». Le mouvement compte près de 80 groupes locaux sur l'ensemble du territoire hexagonal.</p>
Youth for Climate	 <p>Mouvement de jeunes engagés pour la justice climatique et la défense de l'environnement. Né en décembre 2018 et inspiré par la militante suédoise Greta Thunberg, Youth For Climate organise notamment des grèves scolaires dans plusieurs pays du monde en vue d'interpeller décideurs et citoyens de la situation climatique et écologique. Après avoir débuté en organisant des marches hebdomadaires, le mouvement s'est progressivement orienté depuis fin 2019 vers des actions de désobéissance civile. Il compte près d'une centaine de groupes locaux sur le territoire hexagonal.</p>
Alternatiba/ANV Cop21	 <p>Fondé en 2013 au Pays basque, Alternatiba est un mouvement citoyen de mobilisation sur le dérèglement climatique et la justice sociale et démocratique. Le réseau compte plus de 130 collectifs locaux qui visent, en recourant à des actions non violentes et à la désobéissance civile, à faire émerger un mouvement citoyen populaire. Fondé en 2015, ANV-COP21 constitue la branche « résistance » du mouvement Alternatiba. Le mouvement utilise plusieurs modes de mobilisation différents : « villages des alternatives », tour à vélo pour valoriser les initiatives locales, actions de désobéissance civile non violente.</p>
Dernière Rénovation	 <p>Collectif de résistance civile français fondé en 2022, intégré au réseau international de onze projets pour le climat nommé A22, dont le nom fait référence à avril 2022, date des premières actions. Il a pour revendication la rénovation thermique du parc immobilier d'ici à 2040 en demandant un engagement et un soutien politique du gouvernement afin de baisser les émissions de gaz à effet de serre.</p>
France Nature Environnement	 <p>Fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Crée en 1968 sous le nom de Fédération française des sociétés de protection de la nature (FFSPN), elle est la porte-parole d'un mouvement de 3 000 associations, regroupées au sein de 80 organisations adhérentes, en métropole et outre-mer.</p>

L'Accélérateur de mobilisation 	Fondé en 2016, L'Accélérateur de la mobilisation est le premier incubateur des mobilisations en France. L'association accompagne les collectifs et militants, pour accroître leur visibilité, adapter leur gouvernance aux besoins de leurs membres, faciliter les relations avec les décideurs. L'association a notamment accompagné le mouvement Youth for Climate au moment des marches pour le climat.
Notre affaire à tous 	Créeée en 2015 et enregistrée comme Association loi 1901, Notre Affaire à Tous est une association à but non lucratif. Sa mission principale est d'œuvrer à l'instauration de la justice climatique et sociale par les outils juridiques, ainsi qu'au respect et à l'amélioration du droit de l'environnement. L'association accompagne et protège les victimes du changement climatique reconnaître leurs droits.
Zero Waste 	Fondée en 1997, Zero Waste (« Zéro Déchet » en français) est un mouvement de protection de l'environnement qui vise à réduire le gaspillage de ressources, la quantité de déchets et leur toxicité. Il s'oppose à la production d'objets à usage unique et à certains modes de traitement des déchets (décharge, incinération).
Terres de luttes 	Terre de Luttes accompagne des collectifs d'habitants engagés sur le terrain contre des projets de bétonisation (routes et autoroutes, entrepôts, centres commerciaux, fermes usines) en proposant des formations (communication, juridique, financier notamment) et en facilitant à l'échelon local la mise en réseau entre collectifs.
Les amis de la Terre 	Fédération à but non lucratif créée en 1970 qui milite pour une transition vers ce que l'organisation appelle des « sociétés soutenables », c'est-à-dire un système où « chaque être humain puisse satisfaire ses besoins fondamentaux sans compromettre les besoins des générations futures ». L'association initie des interpellations d'acteurs privés ou des pouvoirs publics qui se matérialisent par des campagnes de sensibilisation et de mobilisation des citoyens, relayées au sein de son réseau via les groupes locaux. L'association mène également des actions de désobéissance civile non violentes.

Chapitre 1. Socialisation politique et premiers pas dans le mouvement

Plusieurs enquêtes entreprises ces dernières années visant à dresser le profil des jeunes engagés dans les mouvements de lutte contre le dérèglement climatique ont souligné la forte homogénéité sociale, scolaire, culturelle des activistes prenant part aux actions défendues par les collectifs (Quantité critique, 2019) ou, de manière plus indirecte, de celles et ceux qui se déclarent sensibles à ce type de cause (Alexandre *et al.*, 2021 ; Brice *et al.*, 2020) et qui sont plus souvent diplômés, issus de classe sociale supérieure, de parents déjà politisés. Ces tendances générales interrogent sur les mécanismes d'entrée dans ce type de mouvement, leurs « coûts » symboliques éventuels, sur le sentiment de compétence nécessaire pour intervenir dans le champ de l'engagement pour le climat et l'inégale distribution de ces prédispositions, plus particulièrement du côté des jeunes engagés dans les mouvements climat.

Au-delà des éléments quantitatifs permettant à travers ces différentes enquêtes de dresser le portrait sociodémographique de ces jeunes, il importe de rendre compte de la socialisation politique acquise pendant l'enfance et l'adolescence et de la diversité des instances de socialisation (sphères familiale, scolaire, extrascolaires associatives, partisanes) qui les mènent vers ce type d'engagement, mais aussi du rôle des éléments déclencheurs (événements personnels ou collectifs, rencontres, réseaux sociaux) susceptibles d'activer, à différents moments, les processus d'engagement au sein de ces collectifs. Les entretiens font apparaître le rôle essentiel joué par l'univers familial dans l'entrée dans le mouvement, soit parce que leurs parents eux-mêmes ont eu l'occasion de s'engager dans des associations environnementales, soit parce qu'ils ont grandi dans des contextes familiaux où les questions « politiques », dans une acception large, était un sujet régulier d'échanges et de discussions, mais aussi, dans certains cas, de « *disputes* », de légères « *prises de tête* » ou de plus profonds « *ressentiments* » selon les propos rapportés par plusieurs activistes de notre enquête. Cette imprégnation familiale précoce à la politique fonde et consolide les engagements ultérieurs. Elle fournit des clés de lecture sur les débats de société qui les agitent, en les dotant d'outils pour défendre leurs réflexions et points de vue, mais aussi, dans d'autres cas, en les éloignant des orientations politiques défendues par leurs parents à travers certaines velléités émancipatrices.

La socialisation politique acquise dans l'environnement familial peut se faire par « identification » à travers une mise en conformité des valeurs politiques, sociales, économiques soutenues par l'activiste avec celles en circulation dans la sphère intrafamiliale ; elle peut se construire par « expérimentation », dans le cas d'un désalignement politique entre parents et enfants impliquant dans certains cas frictions



Occupation Châtelet, Paris – Extinction Rebellion – 8 octobre 2019

et tensions ; elle peut enfin s'élaborer par « inversion » en venant perturber la transmission habituellement descendante de parents politisés vers enfants dépolitisés en renversant le rôle familial et les champs de compétences habituellement attribués à chacun d'eux.

La socialisation politique acquise par ces activistes ne pourrait toutefois se restreindre à la seule sphère familiale, mais nécessite d'être élargie à l'espace scolaire qui a également permis à certains d'entre eux d'exercer des fonctions de représentation, ou dans d'autres cas, de faire leurs premières armes dans l'action collective et la mobilisation. L'organisation des marches et des « grèves scolaires du vendredi » ou la rencontre de groupes de pairs avant ou pendant l'engagement contribuent également à enclencher différents parcours dans l'action militante. S'interroger sur la socialisation à l'engagement des activistes implique dans tous les cas de s'intéresser à l'hétérogénéité des cadres de socialisation qu'ils rencontrent au cours de leur « carrière militante » (Fillieule, 2009, p. 512). Ces différentes instances et l'accès différencié au capital politique qu'elles sont susceptibles d'apporter peuvent aussi contribuer à mieux comprendre la forte homogénéité sociale des activistes engagés dans ce type de mouvement.

Une jeunesse avantagée en recherche de diversité

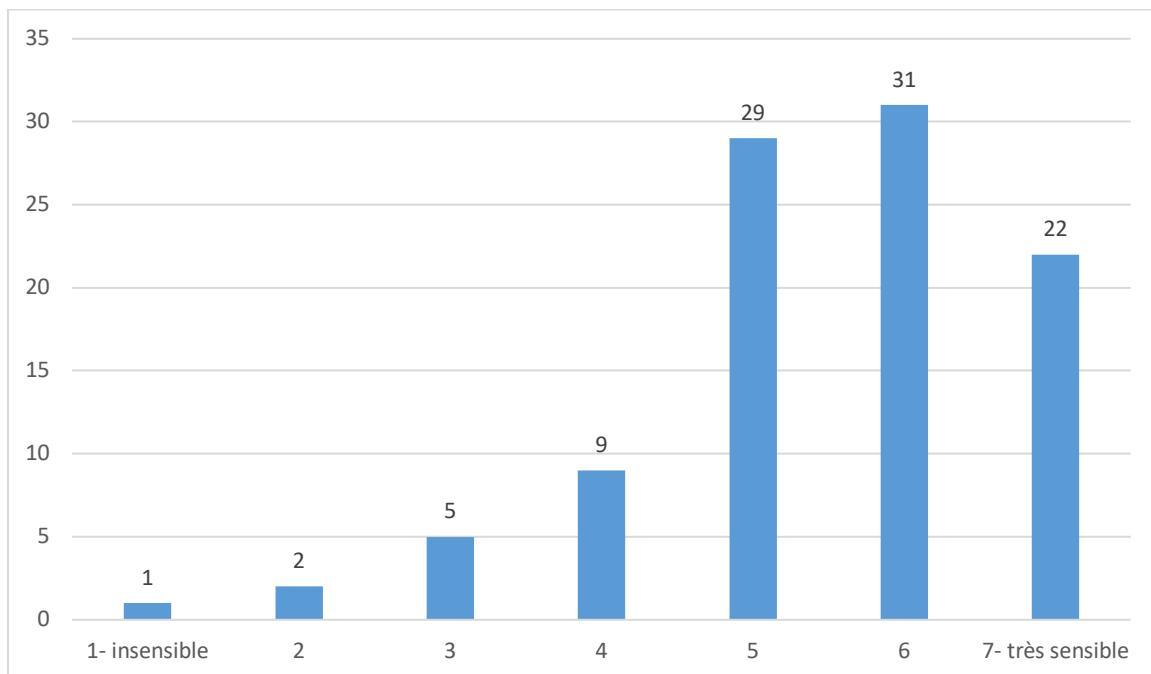
Les actions engagées par les activistes du mouvement climat, que ce soit à travers les marches, les occupations de place ou diverses actions de désobéissance civile, sont régulièrement présentées comme des réactions « impulsives » ou « spontanées » de la part de jeunes dont l'engagement surviendrait en réponse à des sentiments moraux, des affects et des angoisses face aux conséquences du réchauffement climatique. Si cette perception des raisons poussant des jeunes à se mobiliser dans ce type de cause peuvent avoir leur part de vérité (et sur laquelle nous reviendrons plus loin), elle se révèle toutefois insuffisante dès lors que l'on cherche à comprendre pourquoi, parmi des jeunes exposés aux mêmes risques environnementaux, certains agiront dans des collectifs ou participeront à des actions, quand d'autres resteront silencieux.



Marche pour le climat – Paris – lycée Henri IV – 25 mars 2022

La cinquième édition de 2020 du baromètre DJEPVA sur la jeunesse réalisée par le CREDOC avec l'appui de l'INJEP permet à ce sujet d'apporter quelques éclaircissements sur le profil de jeunes qui se déclarent « sensibles » à la cause environnementale et/ou susceptibles d'engager différentes modalités d'action et d'engagement. Il ressort notamment que plus de la moitié des jeunes de 18-30 ans (53 %) se déclaraient « très sensibles » (en citant la note 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7), et seulement 3 % optent pour les notes les plus basses (1 ou 2) [graphique 1].

GRAPHIQUE 1. CHACUN PEUT SE SENTIR PLUS OU MOINS CONCERNÉ PAR LES PROBLÈMES D'ENVIRONNEMENT. VOUS-MÊME POUVEZ-VOUS VOUS CLASSER SUR UNE ÉCHELLE DE SENSIBILITÉ À L'ENVIRONNEMENT DE 1 (TOTALEMENT INSENSIBLE) À 7 (TRÈS SENSIBLE) ?



Source : INJEP-CREDOC. Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020.

Champ : ensemble des jeunes âgés de 18-30 ans.

Lecture : 1 % des 18-30 ans se déclare totalement insensible (note de 1) à l'environnement.

Mais au-delà du constat général d'une large diffusion de la sensibilité environnementale au sein de la jeunesse, des variations importantes peuvent apparaître selon certaines caractéristiques personnelles. L'étude fait notamment ressortir le fait que la variable du niveau de diplôme influence fortement le degré de sensibilité, avec d'importantes variations entre les détenteurs du baccalauréat et celles et ceux qui ont un diplôme inférieur : 58 % des bacheliers choisissent les notes 6 ou 7, soit 4 points de plus qu'en moyenne. À l'inverse, les jeunes de 18-29 ans dont le niveau de diplôme est inférieur au baccalauréat ne sont que 47 % à se positionner sur un niveau élevé de sensibilité. Ces tendances générales, avec une influence significative du niveau de diplôme, se retrouvent dans la population générale, malgré une part d'individus se déclarant très sensibles nettement inférieure puisque seuls 47 % des détenteurs du baccalauréat dans la population générale se déclarent dans cette situation (11 % de moins que pour les 18-29 ans). L'enquête souligne également le rôle important joué par le statut d'activité sur la sensibilité déclarée : les jeunes au chômage ou en situation de longue maladie ou d'invalidité se déclarent moins souvent sensibles à l'environnement que la moyenne des jeunes. Dans ces catégories, la précarité financière et l'inquiétude pour sa situation personnelle sont probablement de nature à freiner l'investissement dans la cause écologique. Par ailleurs, la sensibilité environnementale ne mène pas systématiquement vers une plus forte participation à des actions, ou n'influence pas nécessairement le sentiment d'avoir un rôle à jouer dans ce domaine. On observe notamment des variations liées au sexe, avec de jeunes femmes nettement plus convaincues que les hommes dans ce sentiment de pouvoir agir en faveur de l'environnement (70 % contre 62 % des jeunes hommes).

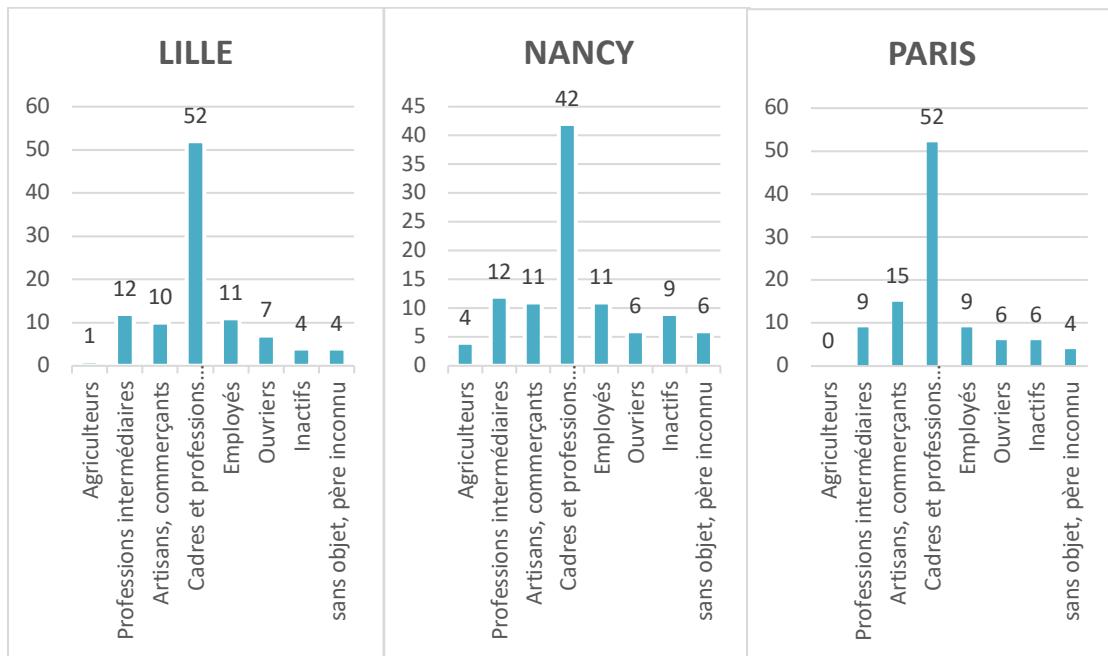
Ces résultats sont concordants avec ceux issus de l'enquête « Mouvement climat » menée par des chercheurs du laboratoire Pacte de Science Po Grenoble et réalisée auprès d'un échantillon de près de 10 000 individus déjà sensibilisés au mouvement climat (Alexandre *et al.*, 2021). Bien que plus diplômés que la moyenne des Français, plus souvent dans des situations professionnelles stables, et situés dans des catégories socioprofessionnelles de cadres et de professions intellectuelles supérieures, les répondants ont un niveau de vie qui vient toutefois nuancer l'image d'une population socio-économiquement avantageée puisque 45 % des enquêtés actifs professionnellement peuvent être considérés comme membres de la classe moyenne, 13 % des classes aisées, et 42 % des classes populaires. Il ressort par ailleurs de l'enquête que les répondants sensibles au mouvement climat sont majoritairement urbains : près de la moitié vivent dans une grande ville ou proche d'une grande ville (essentiellement des métropoles régionales), pour un quart dans une petite ville périphérique et un dernier quart à la campagne.

Si le baromètre DJEPPVA sur la jeunesse ou l'enquête « Mouvement climat » du laboratoire Pacte permettent de prendre la mesure de la diffusion de la sensibilité environnementale et son inégale répartition en termes de niveau de diplôme et de statut d'activité notamment, ces enquêtes ne permettent toutefois pas de connaître dans le détail le profil des jeunes engagés plus directement dans des actions en faveur de la lutte contre le dérèglement climatique. Le collectif Quantité critique, composé de chercheurs en sciences sociales spécialisés dans l'étude des mouvements sociaux et de la participation politique a entrepris ces dernières années un important travail de connaissance sur les militantes et militants engagés dans ce type de cause. L'enquête réalisée dans trois villes de France (Paris, Lille, Nancy) auprès des participants de la marche pour le climat du 15 mars 2019 (qui avait rassemblé en France 168 000 manifestants dans 200 villes selon un décompte des organisateurs) a ainsi permis de faire ressortir les rôles de certaines dispositions sociales, scolaires, culturelles dans la participation à ce type d'action.

S'agissant des profils sociaux d'abord, les caractéristiques des jeunes participants à ces marches apparaissent nettement plus avantageées que la moyenne des Français puisque plus de la moitié (51 %) des jeunes ayant pris part à la marche à Paris et à Lille avaient un père appartenant à la catégorie des « cadres et professions intellectuelles supérieures »¹⁴ ; des chiffres légèrement inférieurs, mais toujours très largement surreprésentés, à Nancy (42 %). Les fils et filles d'ouvriers se révèlent par ailleurs très nettement sous-représentés à Paris (6 %), à Lille (7 %) et à Nancy (6 %), alors que l'on compte 20 % d'ouvriers dans l'ensemble de la population française en 2019 selon l'INSEE).

¹⁴ Des chiffres nettement supérieurs à la part des cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population française : selon l'INSEE, en 2019, 21,6 % des hommes en emploi appartiennent à cette catégorie.

**GRAPHIQUE 2. PARTICIPANTS À LA MARCHE DU 15 MARS 2019 À LILLE, PARIS, NANCY
(QUANTITÉ CRITIQUE) – PCS DU PÈRE**



Source : Quantité critique. Étude sur la participation à la marche du 13 mars 2019 à Lille, Nancy, Paris.

Lecture : 1 % des participants à la marche pour le climat du 15 mars 2019 à Lille ont un père agriculteur.

La faible représentation des filles et fils de père ouvrier dans chacune de ces trois villes est toutefois à relativiser lorsque la profession de la mère est prise en compte: 36 % des jeunes mobilisés ont au moins un parent appartenant aux catégories des employés ou des ouvriers, 30 % à Lille et 21 % à Paris selon l'enquête réalisée par le collectif Quantité critique. Bien que minoritaire, la participation effective des jeunes des classes populaires aux marches pour le climat reste ainsi observable, plus particulièrement en dehors de la région parisienne. Ces chiffres permettent également de mieux comprendre les jonctions qui ont pu s'établir dans différentes villes de France entre les mouvements climat, soucieux de se débarrasser d'une image élitiste éloignée des préoccupations sociales, et le mouvement des Gilets jaunes souhaitant pour sa part se défaire d'une image anti-écologique¹⁵ (Quantité critique, 2019 ; Le Lann, Cugnata, Gaborit N., Gaborit M., 2019).

Dans l'ensemble, ces différentes enquêtes se rejoignent sur l'inégale propension des jeunes à la sensibilité écologique et à l'engagement dans les mouvements climat. Ces résultats s'inscrivent par ailleurs dans la continuité de nombreux travaux ayant permis de dévoiler l'inégale distribution sociale du sentiment de légitimité et de la capacité à produire des opinions, à les défendre ou à les revendiquer dans la sphère privée comme dans l'espace public. Daniel Gaxie (1978) souligne notamment que la « compétence politique » et le « sentiment d'être compétent » constituent des caractéristiques socialement situées. Les membres des catégories sociales supérieures participent davantage à la vie politique institutionnelle et sont donc plus fortement susceptibles d'en influer le cours que les individus issus des classes populaires, victimes d'un « cens caché » (1978). De ce point de vue, le sentiment de

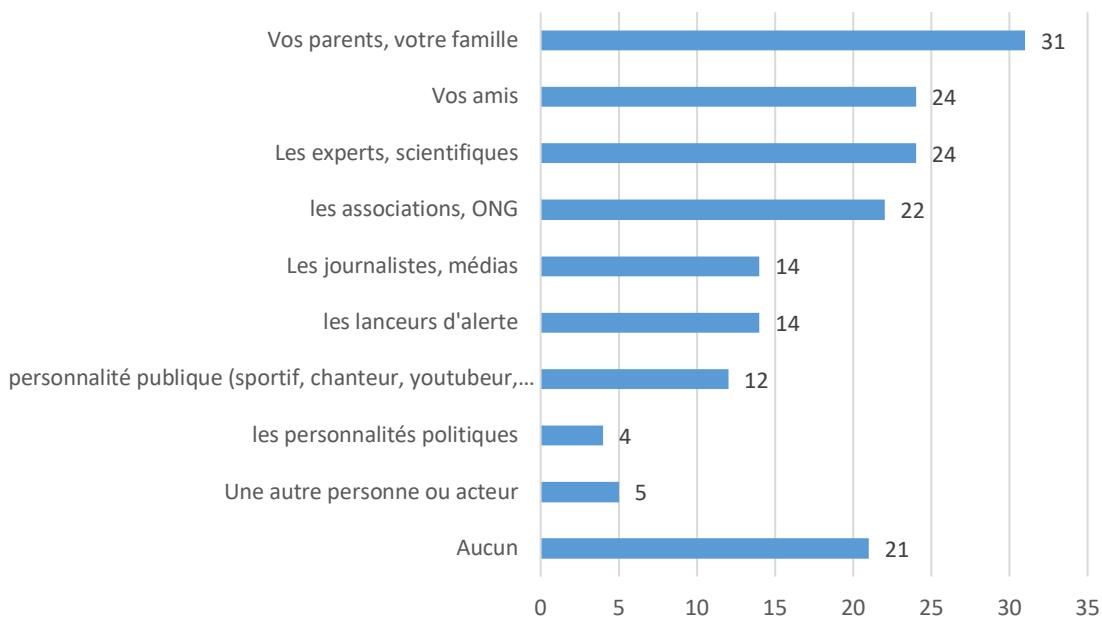
¹⁵ Cette convergence entre le mouvement de Gilets jaunes et celui sur le climat sera plus spécifiquement développée dans le chapitre 5.

compétence s'hérite et se transmet, faisant de la démocratie une « illusion » (Bourdieu, 1996) masquant la domination sociale et les phénomènes de reproduction qui conduisent à la légitimation et la pérennisation des inégalités. La capacité à saisir les enjeux politiques apparaît avant tout comme une question de maîtrise d'un langage spécifique et de disposition à l'abstrait : elle est donc fortement corrélée au niveau scolaire. Les travaux sur la filiation politique d'Anne Muxel (2001) confirment l'intensité des liens entre compétence politique, compétence culturelle et capacité à se forger une opinion différente de celle de ses parents.

Si le lien entre compétence politique et appartenance sociale semble se confirmer auprès des jeunes engagés dans le mouvement climat, cette clé de lecture n'épuise toutefois pas la compréhension de leur engagement dans ce type de mouvement, notamment parce que la famille n'apparaît pas comme la seule instance de socialisation intervenant dans la transmission de valeurs politiques et environnementales. À la question de savoir quels sont les principaux acteurs les incitant à adopter des comportements favorables à l'environnement et à défendre une cause environnementale, le baromètre de la DJEPVA sur la jeunesse permet notamment de constater que la famille, bien que située en première place avec 31 % de citations, se trouve assez vite concurrencée par le cercle amical (24 %), les experts (24 %) et les associations (22 %).

GRAPHIQUE 3. QUELLES SONT LES DEUX PRINCIPALES PERSONNES QUI VOUS POUSSENT À ADOPTER DES COMPORTEMENTS FAVORABLES À L'ENVIRONNEMENT OU À DÉFENDRE UNE CAUSE ENVIRONNEMENTALE ?

(En % ; cumul des deux réponses)



Source : INJEP-CREDOC. Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020.

Champ : ensemble des jeunes âgés de 18-30 ans.

Lecture : 31 % des 18-30 ans déclarent que ce sont les parents ou la famille qui les poussent à adopter des comportements favorables à l'environnement ou à défendre une cause environnementale.

Sujet de préoccupation devenu central depuis quelques années, la cause environnementale occupe désormais fréquemment le débat public et se trouve régulièrement mise en lumière dans la sphère médiatique, à travers les interventions d'experts, responsables associatifs et militants, journalistes, lanceurs d'alerte et décideurs. Dans la mesure où « la politique circule par les affects plus que par les discours, par les identifications plus que par les leçons civiques, par les émotions plus que par les raisonnements » (Muxel, 2018, p. 34), la plus large diffusion de la cause environnementale contribue non seulement à faire intervenir d'autres acteurs que le seul cercle familial dans la compréhension du sujet, mais aussi à réduire (sans les faire disparaître pour autant), certains clivages sociaux dans l'accès à la compétence et à la connaissance politique en la matière. À l'instar des travaux pionniers d'Annick Percheron qui avait révélé l'absence de différences significatives sur la connaissance du système politique ou la capacité à se situer politiquement entre jeunes de classes sociales différentes (Percheron, 1993), l'intérêt porté par les jeunes à ce type de sujet de manière intense n'est pas que l'apanage des jeunes de classes supérieures.

Le fait aussi que plusieurs activistes considèrent la cause climatique « *au-dessus de la politique* » (Éloise, 21 ans, Extinction Rebellion), hors des « *rivalités politico-politiques* », « *consensuelle et non réservée à un cercle d'élites* » (Gabriel, ANV COP 21), contribue à limiter les coûts d'entrée associés à la participation politique et militante des jeunes. Qu'il s'agisse de la diffusion et de l'accessibilité de la connaissance sur le sujet (notamment par les réseaux sociaux, les sites internet, la télévision, les discussions entre amis, etc.) ou d'une évolution de la subjectivation de la compétence politique (Muxel, 2018), la domination politique ne semble pas parfaitement corrélée à la domination sociale. Si les dispositions familiales pèsent d'un poids durable et continuent d'orienter les comportements, les choix et les positionnements politiques ultérieurs, des réajustements successifs peuvent néanmoins être opérés au fil des circonstances, des rencontres et des pratiques d'information qui jalonnent les parcours de ces jeunes, au gré des conjonctures historiques et politiques traversées.

Socialisation politique intrafamiliale

La jeunesse n'est pas qu'une période de transition dans la formation de l'identité sociale, elle est aussi une étape importante dans le processus de socialisation politique, entendu comme les processus spécifiques qui s'accomplissent au sein d'instances politiques et/ou qui se traduisent par des pratiques et des représentations dans le domaine politique (Bargel, 2009). Étape charnière entre le temps de l'apprentissage de la vie politique où s'acquièrent et se transmettent les premiers codes et premiers repères pour interpréter le champ politique et celui de la mise à l'épreuve de ceux-ci dans le cours des premiers engagements, c'est dans ce mouvement biographique que les jeunes activistes font leurs premiers pas dans les mouvements climat.

Un certain nombre d'auteurs s'accordent sur le rôle joué par l'environnement familial dans la transmission d'un « fond de carte » à partir duquel pourront se construire de nouvelles modalités d'engagement, celles-ci évoluant ensuite en fonction de l'évolution sociale et des évènements politiques rencontrés (Percheron, 1993 ; Muxel, 2015). Ce fond de carte se trouve progressivement mis à l'épreuve des nouvelles expériences politiques et au fur et à mesure des parcours d'engagement en suivant trois logiques distinctes : une *logique d'identification* aux normes et valeurs transmises par la famille ; une *logique d'expérimentation* avec des jeunes qui font œuvre d'une certaine autonomie vis-à-vis des générations passées et d'innovation en matière de normes et de valeurs politiques ; une *logique*

d'inversion avec des jeunes activistes qui se politisent en dehors de l'univers familial et qui peuvent être progressivement amenés à jouer le rôle de « leader d'opinion » auprès de parents parfois dépolitisés. Ces différentes logiques n'apparaissent pas stables dans le temps, mais peuvent évoluer, se cumuler ou se succéder au fur et à mesure des évènements biographiques. La transmission politique intrafamiliale opère de ce point de vue au travers d'une double contrainte : le besoin d'affiliation et la revendication d'autonomie, avec de nouvelles générations pouvant à la fois exprimer une continuité idéologique intergénérationnelle¹⁶ et une marge d'innovation en matière d'expression politique pour faire advenir de nouveaux régimes de citoyenneté plus en phase avec leurs valeurs et pratiques politiques.

Socialisation politique par identification

Dans une large majorité des cas, les interviewés témoignent de l'existence, dès leur adolescence, de discussions politiques au cours des échanges familiaux, lors des « *repas de famille* », dans le contexte d'échéances électorales, de certains mouvements sociaux, d'actions ou de marches organisées par certains collectifs liés au dérèglement climatique. Ces discussions ont dans un premier temps pris la forme d'un éclairage des parents vers les enfants avec le plus souvent (mais sans que cela ne soit systématique) une certaine continuité et conformité d'opinions et de valeurs sur des sujets politiques, et plus spécifiquement encore sur la problématique environnementale. Plusieurs d'entre eux affirment avoir bénéficié des « *clés de lecture* », des « *outils* » pour décrypter la vie politique, ou avoir suivi, de manière plus indirecte, des échanges de points de vue animés au cours de repas de famille, telle Tiphaine, 18 ans, activiste à ANV Cop 21 dans les Hauts-de-France, évoquant de fréquentes discussions « *endiablées* » autour de la table :

« Si je m'y suis intéressée si jeune, c'est parce que je voyais bien qu'il y avait des enjeux importants. Quand on voit sa famille débattre, se diviser sur tel ou tel candidat, se prendre la tête sur tel ou tel programme, c'est que ça vaut le coup de mettre un peu son nez dedans et de creuser la question ! » (Tiphaine, 18 ans, ANV COP 21).

Cette politisation intrafamiliale acquise parfois de manière indirecte comme simple spectateur ou spectatrice de débats et de joutes politiques peut avoir un caractère structurant, comme le montrent notamment les travaux de Julie Pagis et Wilfried Lignier (2017), à travers les moments où les enfants entendent leurs parents prendre position ou commenter l'actualité face aux postes de radio et de télévision.

La socialisation politique ne s'élabore toutefois pas qu'au travers des discussions politiques. Il apparaît en effet que plus la transmission est explicite et arrimée à des usages concrets au sein de la famille, plus les chances de transmissibilité des choix politiques des parents aux enfants sont importantes. C'est le cas des parents qui sont impliqués à différents degrés dans leur quotidien dans des gestes écoresponsables et sensibilisés à des problématiques environnementales, à la manière des parents de Paul, activiste dans un groupe local de Youth for Climate dans une ville du sud de la France, soucieux de lui transmettre très tôt les principes d'une alimentation basée sur l'agriculture « *raisonnée, éthique et responsable* » :

« Par exemple pour la déforestation, je n'ai jamais eu de Nutella chez moi, tout simplement parce que mon père s'opposait très clairement au Nutella, car il considérait que c'était mauvais pour la planète. Il m'a expliqué dès

¹⁶ À partir des chiffres de 2007 issus du panel électoral des Français, la sociologue Anne Muxel (2010) montre que 65 % des Français reproduisent les grandes orientations politiques de leurs parents (gauche/droite ou apolitique). Ce chiffre est de 72 % si on ne considère que les jeunes.

tout jeune pourquoi on n'achetait pas de Nutella, pour la forêt amazonienne, parce que la déforestation et tout ça. Donc, j'ai toujours eu conscience de tout ça rapidement. » (Paul, 17 ans, Youth for Climate.)

Les premiers engagements de Paul au sein du mouvement ont donc été accueillis très favorablement par sa famille, une fois soulevées les premières craintes sur les risques potentiels de ce type d'engagement :

« Quand je me suis engagé, ils voulaient juste s'assurer qu'il n'y avait pas de problème. Mon père après était juste hyper fier, parce qu'il avait l'impression d'avoir été utile, ce qui était vrai. Aujourd'hui, ils sont très contents de ce que je fais. Ils m'ont toujours soutenu, dans la mesure où je faisais bien mon travail à l'école et que je faisais attention. » (Paul, 17 ans, Youth for Climate.)

Dans d'autres cas, les liens entre l'attention portée sur l'écologie dans la sphère familiale et l'engagement dans des collectifs sont plus ténus encore, avec des parents eux-mêmes impliqués dans l'agriculture paysanne et engagés sur le terrain de l'agriculture raisonnée, à la manière de Cléo, 19 ans, activiste dans une antenne locale du collectif Youth for Climate dans une ville moyenne du sud de la France :

« Mes parents avaient une envie d'être des gens dits de paysannerie. Enfin, je me souviens être allée très jeune à des conférences organisées par la confédération paysanne. Ça, c'était grâce à mes parents. J'étais vraiment jeune à l'époque. Je ne me souviens pas exactement de ce qui s'est dit. Ça veut quand même dire que j'ai baigné là-dedans, quoi. Après, je n'ai pas eu d'encouragements particuliers non plus. Tant que ça ne devient pas quelque chose de problématique, je pense que les parents sont contents de voir leurs enfants s'engager, quoi. Prendre conscience des choses. C'est une certaine preuve de gens qui sont vivants, quoi. Il y a des choses à faire. Ça a été bien. Après, encourager, non. Mais bien perçu et pas brisé du tout. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate).

Pour d'autres, l'engagement des parents dans des causes écologiques ou politiques voire, pour certains d'entre eux, dans l'adoption de modes de vie « alternatifs », peut être plus affirmé encore. Elia, activiste dans une antenne locale du collectif Youth for Climate en région Bretagne, évoque à ce sujet le « *terreau* » dans lequel elle a grandi, avec une mère qu'elle qualifie d'*« anticonformiste »*, productrice et manager de musique pour des groupes émergents, et politiquement engagés contre les « *gross acteurs de l'industrie culturelle* ». Les problématiques liées à la culture et celles du climat sont selon elle très proches dans la mesure où il s'agit toujours d'avoir une « *posture critique sur la société* », avec un haut degré de politisation contre les inégalités qu'elle peut générer. En plus de sa participation au côté de sa mère dans les manifestations « *pour défendre les droits des intermittents* », elle l'accompagne très jeune dans des « *espaces alternatifs* », des « *lieux de vie collectifs* », des « *granges* » où se déroulent des représentations artistiques et où sont défendus dans un même élan d'autres « *projets de vie anticonformistes* ».

Cette politisation alternative basée sur des modèles de vie communautaire ou vers la défense plus large de l'environnement se retrouve notamment dans le parcours d'Anne, 17 ans, activiste dans un groupe local de Youth for Climate en région Rhône-Alpes Auvergne, dont le père saisonnier en haute montagne et la mère professeure étaient particulièrement attachés aux valeurs antispécistes dénonçant la domination de l'homme sur les autres espèces vivantes : « J'ai une famille qui est très antisystème et très antihumain, limite, j'ai envie de dire. Tout ce qui est activité humaine leur est déplaisant parce qu'ils considèrent qui ça va nuire nécessairement à la nature, aux animaux, à l'environnement, au climat ».

Ses parents, bien que sensibilisés aux enjeux écologiques et appliqués à agir quotidiennement en conformité avec la nature, n'ont toutefois « *ni le temps ni l'énergie* » pour s'engager dans des collectifs et préfèrent déléguer à leur fille le soin de les représenter au cours des actions auxquelles elle participe.

« Ils sont très, très contents, ils sont très fans de Youth for Climate. C'est un peu la fierté. Quand je vais à une marche, ils me disent : « Marche pour nous, marche pour la famille ! ». Elle affirme de ce point de vue avoir trouvé dans son engagement à Youth for Climate « la continuité logique de leurs idées, qu'elle [je] concrétise en action ».

Par ailleurs, plusieurs entretiens réalisés auprès des activistes démontrent l'importance d'intégrer un des acquis de la sociologie de la socialisation primaire, à savoir le fait qu'elle est « plurielle » et ne se limite pas au foyer familial. Sur le modèle des travaux consacrés à la transmission des ressources scolaires et au capital culturel par la sociologie de la socialisation (Lahire, 1995), l'influence des membres de la famille élargie (grands-parents, oncles ou tantes, etc.) exerce également un rôle important dans la politisation de certains activistes, à l'image de Léonie, 34 ans, membre depuis 2015 du collectif Alternatiba en région parisienne, qui souligne l'intervention concomitante de différents canaux de politisation au cours de son enfance :

« Moi, j'ai toujours baigné dans, comment dire, dans un terreau assez social. Voilà. Mes parents sont sur des métiers du soin, hôpital, enfants. Mes grands-pères, les deux, étaient très engagés syndicats et parti communiste. Et mes amis, on a partagé un terreau social commun, je pense, de parents engagés, pareil, médecin, prof, dirigeant d'association, et on avait un peu les mêmes idées et valeurs partagées, je pense. Ce sont effectivement des choses qui forgent. Mais disons que le fait de prendre part à une association, ce n'était pas une fin en soi, mais ce n'était pas exclu de mon entourage. » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

Socialisation politique par inversion

L'image d'une socialisation politique qui se ferait de façon descendante des parents politisés vers leurs enfants dépolitisés peut toutefois être mise à mal dès lors que plusieurs d'entre eux affirment avoir à l'inverse « conscientisé » leurs parents « ignorants » aux questions politiques à travers des sujets qu'ils pensaient mieux maîtriser qu'eux (Raphaël, 17 ans, Dernière Rénovation). La compétence et l'appétence politique des plus jeunes ne se construisent pas seulement par transmission, mais aussi dans certains cas par recherche de sens, d'information et d'orientation dans un domaine sur lequel ils ne trouvent pas les éléments de réponse satisfaisants au sein du foyer. Pauline considère à ce sujet avoir grandi dans une « bulle apolitique » par souci de protection des parents sur des sujets qu'ils considéraient comme « inadaptés aux jeunes de son âge ». L'absence de discussions politiques s'accompagnait du refus de lui accorder un téléphone portable avant ses 18 ans, l'empêchant d'accéder aux réseaux sociaux ou aux informations, toujours selon elle dans l'objectif de la protéger « des sujets d'inquiétude de ce monde, de la pollution, du réchauffement climatique, des incendies ». Mais une socialisation politique inexiste pendant l'enfance peut paradoxalement contribuer à intensifier une politisation ultérieure en prenant progressivement la mesure de leur importance :

« Mon intérêt pour la politique m'est vraiment venu quand je suis venue dans la ville étudiante et c'est là que toute la misère du monde m'est arrivée dans la face, pour faire court. C'est là que j'ai découvert tout ce qu'on refusait de me dire ou de m'expliquer. Et c'est là que je me suis politisée. Mais avant, non, vraiment, c'est une petite bulle protectrice. » (Pauline, 21 ans, Youth for Climate.)

Dans d'autres cas, il semble que ce soit moins par souci de protection des parents que par une certaine dépolitisation de leur part que certains activistes affirment avoir été tenus éloignés des sujets politiques au cours de leur enfance ou adolescence. Leur curiosité ultérieure peut alors naître du besoin ressenti de rechercher les réponses aux « mystères du fonctionnement du monde » (Rémy, 31 ans, Extinction

Rebellion), aux « énigmes » (Prune, 23 ans, Extinction Rebellion) involontairement avancées par des parents parfois indifférents aux problématiques politiques. Plusieurs affirment de ce point de vue que leur intérêt pour la chose politique serait venu pour « *contrebalancer* » le désintérêt que ces questions pouvaient rencontrer au sein de leur foyer au point de faire d'eux des « *référents* » sur les questions politiques, celles et ceux que l'on consulte en période électorale pour mieux connaître leurs points de vue, leurs réflexions ou prédictions sur de prochaines mesures ou nouvelles réformes :

« On me demande, même dans la famille un peu plus éloignée, pour les personnes qui ne sont pas vraiment politisées, pour qui ils doivent voter, par exemple. Je deviens la personne référente sur ces questions-là. Et du coup, voilà, on me questionne, on vient m'interroger parce que, justement, je pense que c'est aussi un débat qui est de plus en plus présent dans les médias et dans le quotidien des personnes. Et du coup, du fait de mon engagement, je suis la caution engagée qui connaît un peu tout ça. Donc, ouais, je ne suis pas sûr de représenter fièrement tout ça, parce que je ne fais pas ça comme métier. Mais c'est vrai que c'est un peu ce rôle-là. » (Thomas, 17 ans, Extinction Rebellion.)

Par souci de « garder le contact » avec leurs enfants émancipés politiquement, certains parents vont accepter ce retournement progressif des rôles au sein de la famille en se résignant à être placés au rang d'« *apprentis* » sur les questions écologiques face à des enfants devenus experts du sujet, lecteurs assidus des rapports scientifiques et fins éclaireurs des évolutions climatiques prochaines. Certains activistes confirment être parvenus à modifier le comportement alimentaire de leurs parents « *viandard* », à limiter « *leur bilan carbone désastreux* », les avoir sensibilisés au tri sélectif, les avoir incités à se documenter et à s'informer sur le dérèglement climatique, sans toutefois que ces modifications et plus largement certains retournements de positions entre parents et enfants ne se fassent sans « *tensions* » au sein de la famille :

« Oui, j'ai réussi à les sensibiliser par rapport à l'environnement, aux problématiques. Ils regardent de plus en plus de documentaires. Ils s'informent de plus en plus. Ils réduisent leur consommation de viande aussi. C'est très important. Mais après, il faut y aller doucement. Et c'est aussi source de beaucoup de tensions dans ma famille. Là, j'essaie de devenir végétarienne. Je mange très peu de viande de base, mais j'aimerais vraiment arrêter ça. C'est une des décisions, mais des fois, il y a des décisions que je prends, qui ne sont pas forcément comprises par nos proches et qui font que ça crée des tensions. [...] On n'a pas la même notion du temps et des choses et on n'a plus non plus la même notion aussi du succès, de ce que c'est que réussir sa vie aussi. » (Laure, 25 ans, Extinction Rebellion.)

Socialisation politique par expérimentation

Dans la situation de parents politisés ayant transmis très tôt des connaissances et des outils de décryptage de la vie politique, force est de constater que nous sommes ici le plus souvent dans une continuité des opinions et valeurs politiques transmises au sein de la famille. L'échelle politique mobilisée au cours des discussions constitue une clé de lecture permettant aux plus jeunes d'intégrer très tôt les clivages idéologiques et les orientations partisanes. La conjonction idéale favorisant une transmission fluide des opinions politiques se trouve chez les familles à fort intérêt politique et au sein desquelles les parents ont des préférences politiques fortes, homogènes et visibles. De ce point de vue, plus les parents s'intéressent à la politique et rendent visibles leurs choix, plus la transmission politique de parents à enfants se réalise. Si un Français sur deux est dans une continuité politique de gauche ou de droite par rapport à ses parents et s'inscrit dans une fidélité politique filiale (Muxel, 2001), nos jeunes activistes déclarent également être, à une large majorité, dans les mêmes filiations politiques.

Mais la tendance générale suppose aussi de ne pas sous-estimer la part des cas plus marginaux, avec des positionnements politiques des activistes qui peuvent se construire en dissymétrie avec les valeurs défendues au sein de la famille. La « surexposition familiale à la politique » qu'avait déjà révélée Patrick Lecomte (1989) peut aussi esquisser des orientations politiques différentes, voire dans certains cas déboucher sur des sujets conflictuels avec des valeurs et des positionnements prenant des chemins à l'exact opposé de ceux prônés par les parents. Théo, activiste de 19 ans dans une antenne locale de Youth For Climate de la région Rhône-Alpes, se définit lui-même « *anarchiste issu de la petite bourgeoisie* », fils de « *cadres de multinationales du CAC 40, Total et Renault, réputées pour leur bonne participation à la crise écologique* ». Très tôt, Théo affirme avoir reçu de nombreux rudiments de la vie politique française, avec des clés de lecture qu'il considère aujourd'hui comme « *caricaturales* » témoignant d'une « *méconnaissance parfaite de la politique* » :

« Je me souviens, par exemple, à l'élection présidentielle de 2012, j'avais 11 ans. Globalement, mes parents essayaient de me présenter de manière pseudoneutre les candidats en m'expliquant que les candidats de gauche sont bien gentils. Ils cherchent à faire souffler un peu la population en lâchant des sous. Et les gens de droite, ils reviennent mettre cela à l'endroit parce qu'il n'y a pas d'argent magique et que du coup, il faut mettre un peu de rigueur là-dedans. C'est vraiment l'apolitisme de base avec beaucoup de mauvaise foi. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

Son positionnement politique vers l'ultragauche et son attirance pour des mouvements anarchistes ne se sont pas faits progressivement, mais sont apparus lors du divorce de ses parents lorsqu'il était au lycée, un moment de remise en question « *rapide et brutale* » de certains principes de base sur « *la famille idéale* » avec un « *mythe qui s'effondre* » et des modèles de vie et des références politiques qui se transforment, au gré des nouvelles rencontres :

« Ma mère a commencé à complètement changer de paradigme. Elle est passée de : "J'ai envie de faire mes vacances au bord de la mer "all inclusive" " à " on va faire des randos en montagne avec la tente." C'était vraiment soudain. En un an à peine, elle a complètement changé ses perspectives de vie et c'est là qu'elle a rencontré ce syndicaliste d'EDF. Il est historiquement d'une famille communiste et tout. Ça a été mon premier contact, entre guillemets, avec des gens de gauche politisés. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

C'est au cours de cette période de remise en question des valeurs politiques inculquées pendant l'enfance qu'il trouve « *une porte de sortie* » dans un tiers-lieu militant engagé sur les questions de justice sociale et climatique :

« Ce tiers-lieu m'a permis de faire de nouvelles rencontres et de me battre contre mon propre style de vie. En fait, ce style de vie, j'ai l'impression – ce n'est peut-être pas le cas – mais j'ai l'impression de l'avoir abandonné. Il se trouve qu'avec le militantisme, j'ai appris à laisser plus la parole aux autres et en particulier aux gens que la société ne laisse pas forcément se mettre en avant. Et en fait, à partir de là, déjà, ça m'a appris un peu d'humilité. Aujourd'hui, avec le recul, je trouve que j'étais un vrai connard parce que pour moi, c'était normal de vivre dans une maison avec une piscine et qu'à peu près tout le monde vivait de cette manière-là. Et en fait, quand j'ai compris que ce n'était pas ça, mes objectifs de vie ou mon goût du « luxe » ont complètement changé et je n'ai plus du tout les mêmes aspirations de vie. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

Ses nouveaux choix de vie et orientations politiques ont été selon Théo mieux compris par sa mère que par son père, dont les positionnements opposés sont régulièrement facteurs de troubles et de violentes oppositions :

« Mon père n'arrive plus à me comprendre. On se met pas mal dessus dès qu'on parle politique. Aujourd'hui, c'est vraiment compliqué à la maison. En fait, j'ai perdu quand même une partie de ma famille dans ces combats.

La branche de ma famille qui est réactionnaire, c'est impossible de faire un repas à table. Avec mon père aussi, c'est très compliqué de parler politique. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

Prendre acte d'un héritage politique et d'une transmission de certaines valeurs ne signifie pas nécessairement reproduction mécanique à l'identique, mais peut aussi passer par une transformation des causes de l'engagement et de son déroulement. Des décalages entre une socialisation politique acquise par imprégnation au cours de l'enfance et des positionnements politiques adoptés ensuite par fréquentation de nouveaux modèles de référence peuvent apparaître, faisant émerger des lignes de clivage entre parents et enfants. Lisa, activiste de 17 ans dans une antenne locale de Youth for climate en région Bretagne, exprime notamment les désillusions auxquelles elle a dû faire face entre ses nouveaux camarades de Youth for Climate avec lesquels elle avait le sentiment de « *pouvoir changer les choses* » et ses parents « *passifs et résignés* » :

« C'était la désillusion totale. Le retour au domicile familial après une journée de lutte était à chaque fois hyper violent. C'était compliqué de gérer le rapport entre l'illusion du monde militant disons, je vais appeler ça comme ça, et une espèce de retour brut à la réalité. » (Lisa, 17 ans, Youth for Climate.)

La nature et l'intensité des activités militantes peuvent également influencer le degré de conflictualité politique pouvant intervenir ensuite au niveau familial. En cas de désalignement des orientations politiques entre parents et enfants, plus les actions initiées sont considérées comme « radicales » ou « violentes », plus les risques de conflit sont importants :

« Quand je leur dis, par exemple, que je vais faire une "clean walk"¹⁷, ils sont contents, parce que c'est quelque chose de gentil, avec aucun risque et en plus avec une dimension politique beaucoup moins forte. Par contre, si je leur dis que je vais faire une action de désobéissance civile ou une manifestation dans une autre ville, là, c'est beaucoup plus compliqué. Ils ont un peu peur, forcément. Et on vient aussi très vite sur le pourquoi et le comment, sur les opinions politiques et mon militantisme qui leur pose problème. » (Jade, 18 ans, Youth for Climate.)

École : une instance de socialisation politique ou une politisation contrariée ?

Si le milieu familial domine dans la socialisation politique acquise par ces jeunes activistes durant leur enfance et adolescence, il convient de ne pas négliger l'importance des expériences d'engagement acquises en dehors de la sphère familiale. Les instances de socialisation dans le domaine scolaire et extrascolaire ne se situent pas, pour la plupart des jeunes activistes rencontrés, à l'opposé des valeurs politiques transmises au sein de la famille, mais constituent davantage des formes cumulatives d'engagement et de mobilisation qui viennent s'ajouter à la socialisation familiale antérieure, qu'elle soit par « imprégnation », par « inversion » ou par « expérimentation ». Tenu pour évident, dans la mesure où plus le niveau de diplôme est important, plus le temps passé dans l'institution scolaire s'accroît en même temps que s'accentuent les possibilités d'y construire sa politisation (Ligner, Pagis, 2017), le rôle de l'école dans la transmission d'un répertoire politique demeure bien souvent sous-analysé.

¹⁷ Une « clean walk » consiste à se regrouper pour nettoyer un site saturé de déchets

La transmission dans l'univers scolaire de compétences politiques passe prioritairement par l'enseignement moral et civique (EMC) à travers un ensemble objectif de savoirs et par le développement plus subjectif d'une « volonté de participer à la vie démocratique » (MEN, 2015) quel que soit le milieu d'origine des élèves. Au-delà de ces principes généraux, l'apprentissage au sein des établissements scolaires de compétences politiques a régulièrement fait l'objet de débats contradictoires sur les effets produits comme le rappellent à ce sujet les travaux récents de Thomas Douniès (2018). Pour les uns, école et politique seraient incompatibles dès lors que l'institution scolaire est un « lieu où, le seuil franchi, le monde extérieur s'abolit » (Ozouf, Ozouf, 1992). Considérée comme « impure » (Percheron, 1993), la politique serait de la sorte nécessairement « rejetée vers l'extérieur de l'appareil » (Léger, 1983). Des travaux ethnologiques plus récents réalisés dans le cadre scolaire ont par ailleurs souligné que les enseignements civiques et moraux pourraient paradoxalement contribuer à entretenir la distance entre les jeunes et la politique au travers d'un dispositif qui prétend pourtant les préparer à l'exercice de leur citoyenneté (Douniès, 2019). Pour les autres, contestant la thèse des effets limités, il existerait une influence, même minime, de l'éducation civique sur l'appétence politique et le sentiment de légitimité à prononcer son point de vue dans ce domaine (Gainous, Martens, 2012), et pourrait avoir des « effets compensatoires » en cas d'absence de socialisation politique dans le cadre intrafamilial (Neundorf *et al.*, 2016).

De manière générale, au-delà des seuls enseignements civiques et moraux, des auteurs comme Sophie Maurer (2000) soulignent combien l'espace scolaire a été peu étudié en tant qu'instance de socialisation politique. Il intervient pourtant régulièrement dans les premiers pas vers l'engagement, soit parce qu'il a été le principal lieu de débat et d'échanges sur des sujets de société entre pairs ou avec des professeurs, soit, ce qui n'est pas contradictoire, parce qu'il constitue le lieu où ont été organisées les premières actions collectives, dans le cadre de marches, de grèves ou de blocages. Cette socialisation politique peut se construire en conformité avec le modèle de démocratie scolaire lorsque les jeunes adoptent les rôles de représentation, d'élus ou de délégués dans leur établissement, tout comme elle peut s'élaborer en opposition contre un modèle perçu par certains activistes comme « *autoritaire* », « *vertical* », « *inadapté à l'émancipation politique* » (Julia, 19 ans, Youth for Climate). Mais dans les deux cas, que ce soit en coopération ou en opposition avec l'institution scolaire, ces différents engagements fourniront à de nombreux activistes les premières expériences de la pratique politique formelle, alternative et/ou contestataire.

Démocratie scolaire et éco-délégués

Dans le cas d'une socialisation politique se construisant en conformité avec l'institution scolaire, on retrouve notamment de jeunes activistes qui peuvent se saisir de l'offre d'engagement proposée dans le cadre scolaire. Certains ont connu un parcours de délégué de classe ou ont tenté de se présenter à cette fonction. De façon plus minoritaire dans notre échantillon, quelques-uns ont investi plus fortement l'espace scolaire en s'engageant dans les instances de représentation des élèves, dans le conseil d'administration du collège puis du lycée, et dans le conseil de la vie lycéenne (CVL). D'autres encore, ont été élus « éco-délégués » [encadré], dont le rôle consiste, pour les deux personnes désignées dans chaque classe de collège et de lycée du territoire, à être porte-parole des enjeux du développement durable auprès des autres élèves et à initier des actions telles que l'installation de composteurs ou la réduction du gaspillage alimentaire.

encadré 2. Eco-délégués : rôles et missions

Depuis la rentrée 2019, le ministère de l'éducation nationale incite à l'élection d'eco-délégués dans chaque classe de collège et lycée. La généralisation des éco-délégués dans les établissements scolaires (MEN, 2019 et 2020) doit faciliter le déploiement de l'éducation au développement durable (EDD), par l'engagement des élèves et des établissements en matière de développement durable. Les éco-délégués ont vocation à jouer un rôle de sensibilisation et de mobilisation pour contribuer à faire des collèges et lycées des espaces plus favorables à la biodiversité et davantage engagés dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. Les quatre missions essentielles sont :

- de transmettre les propositions/suggestions des élèves aux instances du collège et d'informer les classes des projets auxquels elles peuvent s'associer ;
- de représenter les autres élèves lors de réunions et de représenter son collège/lycée lors d'évènements locaux, régionaux ou nationaux ;
- de sensibiliser les autres élèves aux enjeux environnementaux par le biais de campagnes de communication (affiches, articles dans le journal du collège, articles pour le blog ou le site internet du collège, transmission d'informations sur les réseaux sociaux).
- d'être garant des actions menées en participant aux enquêtes et aux évaluations des projets.

Le rôle des éco-délégués est diversement apprécié parmi les activistes, en raison notamment des relations à géométrie variable entretenues avec le mouvement climat. Certains passent par ces représentants pour transmettre l'information sur le déroulement d'une marche, comme Paul, lycéen en classe de terminale et activiste à Youth for Climate dans une antenne locale située dans la région Occitanie. Il considère les éco-délégués comme des « *intermédiaires fiables* » entre les organisateurs des marches et l'équipe de direction de son lycée, lui permettant de formaliser l'action et de la faire reconnaître comme légitime et répondant aux critères de recevabilité d'une manifestation « autorisée » :

« Quand une marche s'organise le vendredi, on essaie de passer l'information de manière à ce que ce soit plus propre et le plus efficace. C'est-à-dire qu'on passe par le système des éco-délégués, qui sont normalement présents, au moins une personne par classe dans tous les établissements scolaires. Pour ça, on essaie de créer des groupes dans chaque lycée. Par exemple, dans mon lycée, il y a 50 éco-délégués. Je fais en sorte que les 50 éco-délégués soient au courant qu'il y a une manifestation dans un mois, de manière à ce qu'ils aient le temps de prévenir tous leurs camarades. Ça va se faire en classe sous l'œil des professeurs qui sont au courant. Là, directement, on rentre dans un cadre où la manifestation n'est plus présentée comme quelque chose qui n'est pas forcément autorisé ou qui n'a pas l'air d'être cadré, mais vraiment quelque chose qui est préparé où même les professeurs sont au courant. Ce qui a toujours été le cas, mais qui n'a pas forcément toujours été fait, on prévient également les professeurs de la manifestation, c'est-à-dire qu'on les invite à participer également. »
(Paul, 17 ans, Youth for Climate.)

Pour d'autres en revanche, l'opinion à l'égard des éco-délégués peut être plus critique, regrettant d'abord l'absence d'uniformité et la variabilité des responsabilités pouvant être accordées à chacun d'eux d'un établissement à un autre. Thomas, 17 ans, activiste dans un groupe local d'Extinction Rebellion en région PACA, observe de fortes disparités entre son lycée, où « *les éco-délégués n'ont aucun rôle et ne servent à rien* » et d'autres, notamment dans un établissement voisin, où ces représentants ont « *un réel impact, mènent des actions, sont reconnus* ». Certains activistes peuvent porter un regard plus critique encore, voyant cette initiative comme une « *écologie jardinage* » (Mathis, Extinction Rebellion, 17 ans), et considèrent le dispositif comme une orientation non critique de l'éducation dans laquelle les élèves seraient les réceptacles des prescriptions comportementalistes de l'institution scolaire. Cette initiative peut rejoindre, sous certains aspects, les critiques formulées par le sociologue Douniès (2019) au sujet des cours d'ECM qui dévoile les mécanismes d'autocensure des professeurs créant une forme d'«

évitement » de la politique (Eliasoph, 2010). Cette posture produit moins une exclusion radicale qu'une manière particulière d'en parler en neutralisant les lignes de clivages politiques et idéologiques qui peuvent apparaître dans les conversations :

« Le seul moment où on peut discuter d'écologie et de climat dans la classe, c'est pendant les élections des éco-délégués, mais même pendant ce moment, ce n'est pas un débat sur les actions, ce ne sont pas des discussions de fond, c'est sur les poubelles de recyclage, enfin, bon, tout ça. Ce n'est pas vraiment un débat constructif sur comment la jeunesse pourrait prendre part aux actions, en général, dans la vie en dehors du lycée. Et dans le lycée, non, il n'y a pas de moment de débat, c'est plutôt la question du compost, l'arbre à planter et ça ne va pas plus loin que ça. Et surtout ne pas parler de politique. Entre nous, oui, il y a du débat. Il y a plusieurs idéologies qui s'opposent, que ce soit à la pause, à midi. Dans le lycée, non, rien, il faut que ça reste quelque chose qui se voit, un arbre, une plante, mais surtout pas de politique. » (Thomas, 17 ans, Extinction Rebellion.)

Plusieurs activistes considèrent la démarche de manière ambivalente, à la fois comme un moyen d'intégrer la problématique environnementale dans le champ scolaire d'une part, et comme une forme de dépolitisation des enjeux environnementaux en restreignant le sujet à la seule dimension de l'apprentissage des écogestes par la pratique sociale d'autre part. On retrouve ici les critiques régulièrement formulées à l'égard de la démocratie scolaire, prenant modèle sur une démocratie représentative fonctionnant dans des cadres formels des instances de représentation qui tendent à évacuer de pratiques citoyennes ou des débats sur des sujets de société à dimension plus politique ou idéologique. Plutôt qu'une articulation entre ce qui relève de la construction d'une réflexivité politique par la pratique d'une part et la transmission formelle de connaissance sur les principes de représentation d'autre part, plusieurs activistes observent davantage une mise en opposition entre ces deux dimensions. Le clivage s'observe notamment par les « *freins* », « *obstacles* », voire « *sanctions* » qu'ils disent ressentir dans l'accomplissement de leur engagement militant, et à l'inverse les « *soutiens* », « *appuis* », « *facilitations* » accordés aux éco-délégués dans la mise en place d'une « *écologie douce et édulcorée* » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion), qui se limiterait à la « *seule dimension cosmétique de l'écologie* » (Alexis, 19 ans, Les Amis de la Terre.)

L'absence d'espaces de débat sur des sujets de société ou le refus d'enseignants d'aller au-delà d'une simple transmission technique et réglementaire du fonctionnement des institutions afin de ne pas aborder la structuration du champ politique, de ses acteurs et surtout de ses luttes idéologiques et partisanes, s'expliquent par la crainte d'une « "sortie de rôle", en particulier parce qu'ils seraient menacés de laisser transparaître leurs opinions » (Douniès, 2019). Ce mécanisme d'autocensure et d'éducoration du champ politique est régulièrement sujet de friction entre élèves et équipes éducatives. Cléa, 17 ans, activiste dans un groupe local d'Extinction Rebellion en Nouvelle-Aquitaine, déplore notamment le fait que seules les spécialités « histoire, sciences politiques, géopolitique abordent des « *questions sociétales* ».

« Je crois que ce sont les seules spécialités sur plus d'une trentaine où ces questions de sociétés sont vraiment abordées. Dans le programme général, ce n'est pas vraiment abordé et je trouve que ça traduit le fait que l'école n'ose pas trop se mouiller dans ces débats-là, parce que c'est clivant, certes, mais les élèves ne sont pas très sensibilisés. » (Cléa, 17 ans, Extinction Rebellion.)

Insuffler de nouvelles dynamiques d'engagement en relation et/ou en opposition avec les établissements scolaires

Au-delà des fonctions de représentation contribuant à façonner la socialisation politique de certains activistes pendant leur adolescence, les établissements scolaires peuvent aussi, à leur « corps défendant », être le lieu des premières pratiques politiques contestataires où s'expérimentent des actions et des mobilisations collectives. Celles-ci contribuent aussi, tant par les réflexions politiques et idéologiques qu'elles impliquent que par les compétences de l'action militante qu'elles instaurent, à consolider la socialisation politique et à fournir des outils d'intelligibilité, des pratiques et des représentations du champ politique et de la participation citoyenne.

Les « grèves scolaires » organisées à la suite de l'appel de Greta Thunberg au cours de la rentrée 2018, dont l'action impliquait pour les élèves de sortir des établissements pour organiser des marches dans de nombreuses villes de France, ont nécessairement engendré des mises en relation nouvelles, des coopérations discrètes ou des conflits plus affirmés entre activistes et équipes éducatives, non seulement autour du motif de la mobilisation, mais aussi plus largement sur les modalités de participation des jeunes citoyens. Ces actions ont impliqué, pour le personnel des établissements – équipes de direction ou le corps enseignant –, de « sortir du bois » dans une cartographie particulière marquée par une triangulation fragile entre l'encouragement à la prise de parole citoyenne des jeunes dans l'espace public, le devoir de réserve qui incombe aux personnels éducatifs, et leur mission d'assurer la présence des élèves dans l'enceinte de l'établissement pendant le temps scolaire. Dans ce cadre particulier, les activistes vont opter pour différentes options selon les priorités variables définies par chacun des établissements. Julia, 19 ans et activiste dans un groupe local de Youth For Climate en région Provence-Alpes-Côte d'Azur a d'abord opté pour une communication qu'elle qualifie de « *fluide et franche* » avec les enseignants, la direction et les élèves au moment de l'organisation de la première marche en mars 2019. Cette transparence, facilitée aussi par ses bons résultats scolaires, lui a dans un premier temps permis d'avoir l'assentiment de la direction pour diffuser l'information sur l'organisation de la marche, à la fois par le collage d'affiche au sein de l'établissement et par l'envoi d'un mail d'information dans l'espace numérique du travail (ENT) à destination de l'ensemble des élèves et personnels éducatifs. Cette démarche lui a aussi permis de « prendre le pouls » du degré d'engagement des élèves, mais aussi de mieux connaître l'opinion portée par les équipes éducatives sur les actions initiées :

« J'avais reçu des retours très différents. J'avais une prof qui m'avait complètement encouragée, qui avait répondu super enthousiaste. Il y avait même des profs qui étaient venus nous rejoindre. Après, j'ai eu d'autres profs, je me suis fait un peu lyncher par une prof qui n'appréciait pas mon utilisation de l'écriture inclusive, une prof de français. Donc ça, je n'ai pas compris. Ça n'avait pas trop de rapport, mais c'était une réaction à mon message. Et ensuite, le proviseur, comme je vous ai dit, je l'ai rencontré, on en a discuté, il n'était pas très favorable. Je pense qu'il n'était pas forcément très engagé pour ces causes-là. Au départ, il n'était pas favorable non plus pour que je colle des affiches. Donc, j'ai dû un peu négocier avec lui et il ne voulait pas. Il y a des lycées à Aix qui ont autorisé la justification de l'absence par le motif "manifestation pour le climat" et notre lycée, malheureusement, ne l'a pas fait. C'était dommage. C'était à peu près ça les réactions qu'on a eues dans l'entourage éducatif. C'est très variable, ça dépend vraiment. Je pense que c'est aussi personnel, parce que les proviseurs, c'est aussi par rapport à leur engagement à eux. Il y a certains lycées où on peut avoir un proviseur qui se sent très concerné par ces questions, donc qui va monter des projets dans son lycée par rapport à ça, et d'autres qui, comme dans mon lycée, étaient opposés. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

Par le caractère nouveau de l'action engagée, les grèves scolaires ont nécessité des adaptations particulières des équipes éducatives avec une diversité d'approches allant de la sanction pour certains grévistes à l'absence injustifiée, et de manière plus marginale, dans le cas d'établissements conciliants à l'égard des grévistes, l'autorisation d'absence au motif de la participation à la marche. Dans le cas d'une attitude défensive visant, de la part de certains proviseurs, à évacuer le mouvement hors des murs des établissements, Alice, 22 ans, activiste à Youth For Climate dans un groupe local de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur évoque notamment l'attitude craintive du proviseur cherchant à « *supprimer toutes les manifestations du lycée, les actions ou juste les discussions entre militants par crainte que le mouvement prenne de l'ampleur* ». Elle se remémore aussi sa réponse « *froide et autoritaire* » à sa demande de réservation de salle pour organiser la marche : « *Là il nous a répondu sèchement : "On ne peut pas vous donner de salle, vous pouvez aller à la cafet' le vendredi de 17 heures à 18 heures."* » Alice fait l'hypothèse d'une crainte du provisoire que le lycée soit de nouveau bloqué, comme cela s'était déjà produit au moment des manifestations contre Parcoursup :

« On avait bloqué plusieurs fois le lycée pendant le mouvement contre Parcoursup, et du coup, le proviseur avait une sorte de peur des blocages que je n'ai jamais trop compris. Et ensuite, à chaque mouvement social, tout de suite, il envoyait des mails à tous les parents du lycée et du collège. Il disait qu'il y avait des rumeurs de blocage. Il avait ce rapport, une peur, même quand ça n'allait pas déboucher sur des actions. Parfois, on s'attroupait devant le lycée, et il n'aimait pas trop ça. » (Alice, 22 ans, Youth for Climate.)

Les actions engagées par certains activistes au moment des Grèves scolaires ont par ailleurs suscité des échanges nouveaux avec certains enseignants sur des questions de société ou certains principes de participation citoyenne. Plusieurs activistes évoquent le fait d'avoir été sensibilisés aux enjeux politiques par des enseignants pris dans un jeu d'équilibre fragile entre l'obligation de traiter des sujets abordant de manière plus ou moins directe les acteurs et débats du champ politique, et la volonté de rester dans un strict devoir de réserve (Douniès, 2019).

« Je me souviens de mon prof d'histoire, qui un jour nous a présenté tous les partis, les politiciens, leurs idées sur l'immigration, la sécurité, l'économie, des trucs comme ça. Et à la fin, il nous a partagé en différents groupes pour représenter tous les partis et on devait débattre en défendant le programme du candidat. Et là, ça a été un grand moment, je crois que tout le monde s'en souvient encore [...]. On a ajouté la thématique du climat, et on a dû chercher les positions des uns et des autres, les défendre et débattre. C'est le seul, dans toute ma scolarité, qui a bien voulu faire des débats et parler de politique. » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion.)

À travers l'exemple relaté par Pierre, des connexions particulières s'observent entre socialisation politique et socialisation scolaire. École et politique sont en effet davantage à penser en relation plutôt qu'en opposition dans la mesure où le contexte scolaire produit moins une éviction de la politique qu'une manière particulière de l'aborder, devant rester en phase avec des contenus et des compétences explicitement présentés comme des « savoirs scolaires ». Le devoir de réserve des enseignants, régulièrement avancée par les activistes pour expliquer le phénomène d'autocensure et l'absence de discussions dans le cadre scolaire sur le mouvement de grève, la question climatique ou l'engagement militant, neutralise les discussions sur un sujet supposé recouvrir des dimensions politiques ou partisanes.

Des voies détournées peuvent toutefois être empruntées. Elles concernent plus spécifiquement des enseignants qui font le choix de proposer un espace de parole à des représentants d'associations ou de collectifs. Louis, activiste de 20 ans dans un groupe local de Youth For Climate en région Nouvelle-Aquitaine, explique à ce sujet avoir proposé des interventions à différents lycées de la région pour

« présenter le mouvement et les enjeux du réchauffement climatique aux établissements intéressés ». Si la plupart des emails sont restés sans réponse, un professeur de biologie a toutefois répondu favorablement pour l'inviter, avec une autre militante du collectif, à intervenir dans trois classes du lycée.

« Donc on s'était retrouvés l'après-midi au lycée avec une petite présentation pour parler d'écologie et du mouvement Youth for Climate. C'était organisé de la sorte : on fait un constat. Ensuite, on fait la réponse politique face à ce constat qui, évidemment, s'il y en a une, est bien trop faible. Et ensuite, on essaye d'organiser un type de discussion, de questions-réponses, parce que je trouve que dans ces âges-là, et puis surtout la particularité et la chance que l'on a d'être intervenants et de parler à des gens qui ont notre âge, ouvrir des discussions avec eux, il n'y a rien de mieux, de plus agréable parce qu'on se parle entre gens du même âge. Personne n'apprend de manière un peu condescendante quelque chose à l'autre, on se tutoie et tout. Donc c'est très ouvert. » (Louis, 20 ans, Youth for Climate.)

Les différents retours sur les interventions en milieu scolaire proposées par Louis sont, selon les propos rapportés, « *hyper positifs* ». Les activistes ayant participé à ce type d'intervention auprès d'équipes pédagogiques volontaristes, et donc supposées plus réceptives à la diffusion de leur cause, affirment avoir reçu des « *encouragements* », des « *signes de soutien* » de la part d'enseignants sensibles à la problématique du réchauffement climatique et désireux d'en apporter des clés de lecture à travers le témoignage direct de militants. Est également mise en avant l'égalité de positions entre pairs pour favoriser la mise en débat et anticiper les éventuels procès en prosélytisme et les phénomènes d'autocensure qui leur sont liés dans le cas d'un échange direct entre élèves et enseignants :

« Les retours que j'ai eus quand je suis allé au lycée, c'est des professeurs qui étaient très contents, premièrement, que ce soient des jeunes qui aient un engagement comme ça ; deuxièmement, que ce soient des jeunes qui discutent avec d'autres jeunes, qui transmettent un savoir et qui créent une base sur laquelle parler avec d'autres élèves. Les professeurs, sur cela, nous encourageaient vraiment, car eux ne s'autorisent pas toujours à le faire. Mes professeurs de lycée à moi, quand je leur ai dit... J'avais deux cours l'après-midi où j'y suis allé, donc je suis allé les voir pour leur dire que j'avais l'occasion de faire ça. Ils m'ont dit OK, et m'ont aussi un peu encouragé. Ils m'ont dit "d'accord, c'est très bien, il faudra rattraper tout ça, mais c'est très bien ce que tu fais". Et partout ailleurs, j'ai rarement assisté à un frein de la part de l'équipe pédagogique. Dans un autre lycée, c'est vraiment le CPE qui est venu nous encourager à faire ça. C'est un peu le lycée écolo. Alors est-ce que c'est du greenwashing ou pas ? Je ne sais pas, évidemment. Mais une fois que j'étais sur place et que je parlais de ça, je n'ai souvenir que de retours positifs de la part des équipes pédagogiques et de l'administration. » (Louis, 20 ans, Youth for Climate).

Laure, activiste de 25 ans à Youth For Climate et Extinction Rebellion dans la région Grand Est, signale à ce sujet les actions de sensibilisation organisées dans des écoles primaires de la région dans l'optique de « *toucher le plus de monde dès le plus jeune âge et que l'école en soit partie prenante* ». L'action consistait à créer, en lien avec les instituteurs, des posters apportant différents niveaux d'information sur le dérèglement climatique :

« Après, on est allés sur la place principale de Strasbourg et on avait étalé toutes les pancartes des jeunes par terre. On avait fait un standing avec d'autres jeunes pour interroger les passants, discuter politique avec eux, dialoguer avec eux, les sensibiliser. Ça avait super bien marché. Je l'ai fait en lien avec une école, pour essayer de sensibiliser un peu plus les profs, et les jeunes générations ont suivi. » (Laure, 25 ans, Extinction Rebellion / Youth for Climate.)

L'entrée dans le mouvement

L'entrée dans l'activisme écologique n'est jamais un acte premier, elle fait souvent suite à une familiarisation antérieure. Une imprégnation familiale forte au politique, des fonctions de représentation au collège et au lycée, un engagement associatif préalable permettent de faciliter l'entrée et de consolider des parcours militants. Nous avons pu voir combien la socialisation primaire familiale et les espaces de socialisation secondaire construisent des dispositions à s'intéresser à la « chose publique ». Toutefois, ces éléments ne suffisent bien entendu pas à expliquer l'entrée dans une carrière militante dans la mesure où certains individus aux mêmes caractéristiques structurelles ne vont pas nécessairement participer aux activités d'un collectif, tout comme d'autres peuvent s'engager dans ce type de mouvements sans prédispositions préalables. Le passage des prédispositions aux actes, de la familiarisation à l'action, mérite ici d'être observé attentivement dans la mesure où d'autres événements, rencontres, réseaux sociaux, personnalités médiatiques peuvent également faciliter l'entrée dans un parcours d'engagement.

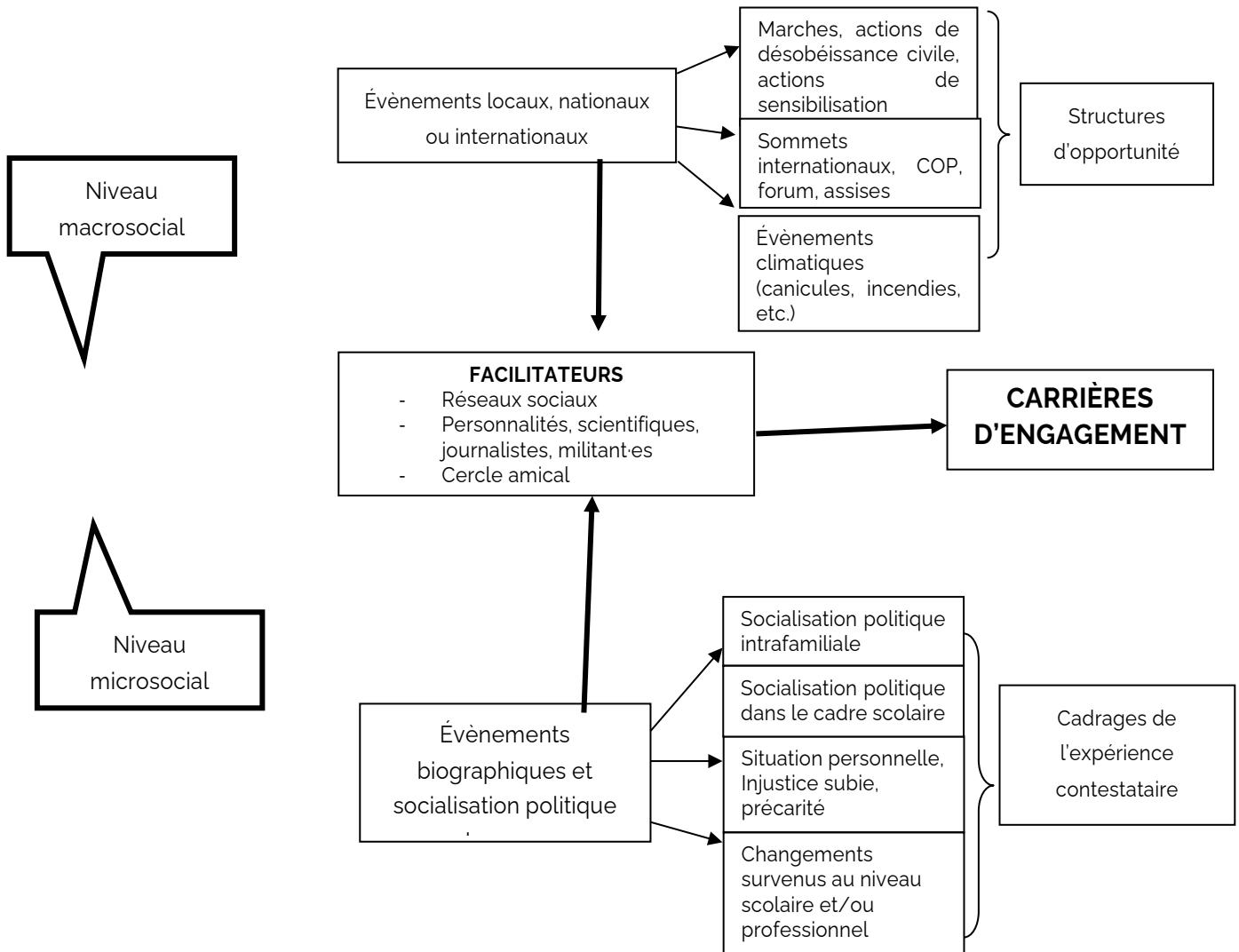
Si les parcours des jeunes engagés dans le mouvement climat peuvent se structurer bien en amont de leur activisme, des éléments « déclencheurs » exogènes propres à certains événements politiques, environnementaux, sociaux, culturels sont également susceptibles de favoriser l'entrée dans un collectif. Ces croisements entre le contexte macrosocial lié à certains événements, et le cadre microsocial de l'univers intime et familial d'interprétation et de pratique favorisent l'entrée dans une « carrière militante¹⁸ ». Entre ces deux dimensions, entre le cadre objectif des « structures d'opportunités politiques » (McAdam, 1982) et le cadre subjectif de l'expérience contestataire¹⁹ (Snow *et al.*, 1986), des « facilitateurs » peuvent exercer un rôle non négligeable dans l'entrée dans l'activisme écologique.



Occupation Paris Boulevard Saint-Denis –
16-18 avril 2022

¹⁸ La notion de « carrière militante » (Fillieule, 2009) permet de lier, plutôt que d'opposer, différents niveaux d'échelle pour rendre compte des jeux d'influences réciproques, dans le temps et dans l'espace, du domaine subjectif des cadres de l'expérience contestataire (Snow *et al.*, 1986) et le domaine objectif des « structures d'opportunités politiques » (McAdam, 1982) pouvant être fournies à certains moments de l'actualité nationale et internationale des différents groupes concernés

¹⁹ La théorie des cadres de l'action protestataire telle qu'elle s'est développée dans le domaine des mouvements sociaux vise, de ce point de vue, à rendre compte du travail de signification des acteurs engagés dans des mouvements sociaux (Snow, Benford, 1988, p. 197-219). Ce travail de production oscille entre, d'une part, une analyse structurale des contraintes qui pèsent sur la définition des situations et sur la configuration des actions et, d'autre part, une analyse interactionniste des schèmes d'action qui s'inventent dans le cours temporel des séries d'interaction.

SCHÉMA 1. FACTEURS D'ENTRÉE DANS UN PARCOURS D'ENGAGEMENT

L'engagement des jeunes activistes du mouvement climat n'est pas réductible à une simple transmission mécanique réalisée à partir d'univers familiaux ou amicaux favorables à l'engagement. Des conditions structurelles et macrosociales particulières en lien avec des événements climatiques, la publication de rapports scientifiques, des sommets internationaux peuvent aussi contribuer à inciter des jeunes à participer à des collectifs. Ce niveau structurel n'est bien sûr pas incompatible avec des explications d'ordre plus personnel en lien avec la trajectoire biographique de ces jeunes, ces deux dimensions, structurelle et personnelle, macro et microsociale, se trouvant au contraire fortement liées entre elles, notamment par l'intermédiaire des « facilitateurs » jouant un rôle central dans la mise en cohérence entre ces deux niveaux. Ces derniers concernent notamment les réseaux amicaux qui peuvent faire figure d'intermédiaires entre les futurs activistes et les mouvements, mais aussi les réseaux sociaux par les échanges d'informations sur le dérèglement climatique, par la diffusion de vidéos de certaines personnalités militantes, par les nouvelles connaissances scientifiques sur le sujet, ou par le développement d'un espace de contestation horizontal et décentralisé favorisant l'entrée de certains activistes dans le mouvement climat.

La puissance socialisatrice de l'« évènement »

Nous souhaitons au préalable insister ici sur le rôle central joué par l'« évènement » au niveau des formes d'engagement développées par certains jeunes du mouvement climat. Des catastrophes vécues et/ou ressenties collectivement, des canicules, des incendies, des attentats ou des évènements plus personnels survenus brutalement dans le cours des biographies peuvent bouleverser les cadres interprétatifs et cognitifs. L'évènement contribue à transformer la structure des configurations dans lesquelles l'action collective se déploie en redéfinissant les valeurs et normes auxquelles doivent se conformer les acteurs. C'est de ce point de vue à l'aune des évènements qu'il convient aussi d'envisager l'entrée dans un parcours d'engagement vers l'activisme écologique. Les futurs militants peuvent en effet se trouver incités à convertir les émotions ressenties à la suite de ces bouleversements en formats d'expression susceptibles de donner une lecture collective et politique à un sentiment éprouvé individuellement. L'évènement ne saurait toutefois être confondu avec une rupture : il apparaît bien plus dans de nombreux cas comme la continuité d'une socialisation politique antérieure mais dont le besoin d'en faire un objet de revendication et de lutte collective était jusqu'alors resté enfoui.

Ces évènements se croisent avec les biographies et peuvent influer en profondeur leurs cours. Cette prise en compte de la puissance socialisatrice de l'évènement en matière d'activisme écologique peut se décliner de deux façons distinctes : d'une part, des vocations militantes révélées dans le temps court de l'évènement et à partir de « solidarités *a posteriori* » organisées à partir de son vécu commun ; d'autre part, des carrières militantes au long cours retravaillées et réorientées à partir du sentiment personnel de subir des préjudices ou des injustices personnelles et qui se construisent sur la base de « solidarités *a priori* » constituées de réseaux préalables fermement enracinés dans la vie quotidienne.

- ***De l'évènement ressenti individuellement à la revendication collective***

Dans le cas de vocations militantes constituées dans le temps court de l'évènement, il s'agit de différents « groupes circonstanciels » (Vilain, Lemieux, 1998) dont la spécificité réside principalement dans les effets fédérateurs qu'exerce cet évènement dans l'entrée dans le mouvement et le fait de s'y maintenir ensuite dans la durée. De nombreux activistes âgés généralement de 25 à 30 ans et actifs dans le mouvement climat depuis plusieurs années évoquent à ce sujet l'organisation à Paris en 2015 de la COY 11 (Conférence Of Youth) organisée en parallèle de la 21^e Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP 21) et qui a été l'occasion (nous y reviendrons) de structurer en France les mouvements de jeunes sur le dérèglement climatique.

On retrouve plus particulièrement dans cette situation Léonie, 34 ans membre d'Alternatiba à Paris depuis 2015 qui, peu après une lecture « *marquante* » de l'ouvrage de Naomi Klein « Tout peut changer », participe, « *en tant que simple citoyenne* » à la COP21 qu'elle considère comme un « *moment fondateur* » de son engagement. D'abord « *entrainée* » par une amie activiste elle-même membre d'Alternatiba, elle participe à différentes manifestations organisées dans le cadre de la conférence, dans le contexte particulier des attentats de Paris et des incertitudes sur le maintien des actions en amont de l'évènement. « *J'apporte ensuite des petits coups de main le jour J. Alternatiba faisait des appels pour participer. Donc, je venais un petit peu plus tôt, on me donnait un rôle et je faisais ce rôle. Je participais, mais c'était petit.* » Puis Léonie commence à nouer des liens avec plusieurs activistes : « *Quelque chose s'est passé à ce moment-là et après, c'est là où j'ai commencé vraiment à m'impliquer, à participer de plus en plus souvent à des actions de désobéissance civile.* » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

Si la COP 21 a joué un rôle central dans son entrée dans le mouvement en lui permettant de prendre progressivement connaissance du collectif, de sa philosophie, de ses actions et des activistes qui y prennent part, sa participation quelques mois plus tard à une action de désobéissance civile organisée par Alternatiba a été fondamentale dans la suite de son engagement, non seulement dans la prise de conscience des « *fausses promesses* » de la COP 21, mais aussi dans la nécessité d'y répondre par des actions fortes pour maintenir la pression sur les décideurs :

« Je me suis retrouvée un peu par hasard à une grosse action de désobéissance civile qui était organisée par Alternatiba et Action Non Violente COP21, et d'autres collectifs à Pau. On était en avril 2016, c'était un sommet pétrolier organisé par Total, avec la bénédiction de la ville de Pau, qui reçoit tous les pétroliers du monde entier pour discuter de pétrole offshore avec l'idée de creuser sous la mer pour extraire du pétrole. On est quelques mois après la signature de l'accord de Paris. C'est inacceptable. Il y a trois jours de blocage qui sont organisés un peu rapidement et du coup, il y a 200 ou 300 personnes qui étaient regroupées dans un camp de formation, puis trois jours d'action. Voilà, je me retrouve là-bas un peu par hasard. Et à partir de là, ça a été ma première action de désobéissance civile, assez costaud quand même. Et après, j'ai continué. » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

Tout comme Léonie, plusieurs activistes évoquent l'effet déclencheur de la COP 21 sur les engagements futurs, en se remémorant aussi le contexte particulier de son organisation seulement quelques jours après les attentats de Paris. Manon, 27 ans, membre d'Alternatiba en région Occitanie, garde l'image d'une ville meurtrie, et le besoin ressenti de « *se relever* » avec d'autres qui, comme elle, cherchaient alors à retrouver de nouveaux lieux de vie, des espaces d'échanges, et le souhait commun de construire collectivement des projets fédérateurs :

« À ce moment-là, j'étais à la fac, en études à Paris. Et juste après les attentats, tout ce qui était mobilisation pendant la COP 21 à Paris était à l'arrêt. On n'avait pas le droit de manifester. On n'avait pas le droit de faire des rassemblements pour des questions de sécurité. Et en fait, moi, je me disais : "Mais c'est un temps trop important. Je ne peux pas rester les bras croisés." J'avais un peu cette peur du dérèglement climatique, cette crainte de l'avenir, qui était, déjà, latent, je dirais. Et du coup, la première fois que j'ai vraiment rencontré le militantisme écolo, c'était à ce moment-là, parce que Alternatiba était une des seules structures à proposer des formats de mobilisation alternatifs, à contourner les interdictions de rassemblement. Et notamment, ils avaient fait des concerts dans des banques, ils avaient fait une chaîne humaine dans Paris ; en disant : "Voilà, ce n'est pas une marche, ce n'est pas un rassemblement. On fait une chaîne humaine, ça ne fait pas partie des choses qui sont interdites." Donc du coup, on a trouvé un peu un format de mobilisation alternatif. Donc, c'est comme ça que j'ai rencontré Alternatiba. » (Manon, 27 ans, Alternatiba).

Des évènements politiques importants sur la scène nationale sont également cités par plusieurs activistes comme éléments déclencheurs dans leur désir de s'engager, en réaction à des situations généralement vécues en termes de « colère » ou de « rage ». La démission de Nicolas Hulot à la fin de l'été 2018 (trois ans avant les accusations de viol et d'agression sexuelle) ont été cités à plusieurs reprises par les activistes plus âgés comme un facteur d'entrée dans le mouvement, moins pour l'affection portée à une personnalité devenue indésirable, que pour le symbole de son départ du gouvernement et l'impossibilité éprouvée de faire advenir une politique environnementale contre le dérèglement climatique. Pour Lola, 32 ans, ancienne membre de France Nature Environnement, la démission de Nicolas Hulot a été « *symptomatique d'un vrai problème de fond* » :

On avait quelqu'un qui y croyait quand même vraiment et derrière, il n'a rien réussi à faire. On est sur un niveau qui est largement insuffisant par rapport à ce qu'il faudrait faire. À partir du moment où une personne comme ça n'y arrive pas, je pense qu'on ne peut pas garder le même système en se disant : "Il faut juste trouver quelqu'un d'autre et il y arrivera mieux." Je pense que ça montre qu'on ne peut pas y arriver comme ça et qu'il faut changer plus en profondeur et il faut changer pas mal de choses. Je pense qu'il faut aussi changer le monde tel qu'il est

aujourd'hui, c'est-à-dire la société, le capitalisme, la façon d'exploiter les ressources, cette façon d'envisager les relations hommes femmes, d'essayer de tout changer. » (Lola, 32, France nature environnement.)

La démission de Nicolas Hulot a par ailleurs eu pour effet de structurer différemment le mouvement climat en créant autour de cet évènement politique un motif de lutte et d'engagement du côté de la participation politique citoyenne, comme levier pour tenter de rééquilibrer le rapport de force. Plusieurs activistes citent notamment la création du collectif « Citoyens pour le climat » quelques semaines après la démission de Nicolas Hulot et dont le départ du gouvernement est régulièrement cité comme élément déclencheur :

« Pour moi, le gros bouleversement dans le mouvement climat, la mobilisation de manière générale, a été en 2018, avec le déclenchement des marches, notamment à la suite de la démission de Nicolas Hulot. En fait, on a eu la naissance de plein de petits collectifs à la suite de ça, comme Citoyens pour le climat. Une renaissance de XR aussi, des grèves des jeunes en parallèle, des citoyens pour le climat, qui naissaient un peu partout, organisaient des marches. » (Manon, 27 ans, Alternatiba).

Pour des activistes plus jeunes entrés dans le mouvement récemment, les évènements déclencheurs portent davantage sur des phénomènes liés plus directement au dérèglement climatique, plus particulièrement des canicules ou des incendies susceptibles d'engendrer des « *craintes* », des « *angoisses* », de l'*« éco-anxiété »*. Pour des jeunes socialisés à la politique précocement ou lecteurs assidus d'informations liées à l'environnement sur les réseaux sociaux ou des plateformes numériques, le passage de l'intention à l'action se fait alors aisément, « *comme une suite logique* », à la manière de Luca, 18 ans et membre d'Extinction Rebellion qui évoque l'épisode caniculaire de l'été 2020 au cours duquel la « *solitude de la fin de l'été* » et la multiplication des messages d'alerte l'ont incité à rejoindre le mouvement :

« Tout le monde autour de moi en parlait, mes parents, ma sœur, et puis la télévision ou la radio repassaient toujours les mêmes messages : "buvez de l'eau", tout ça. En fait je me souviens surtout que j'étais un peu tout seul aussi, personne avec qui en parler ou se rassurer. C'était la fin des vacances et tous mes potes étaient partis. Donc un moment, je me dis, c'est pas possible : faut se bouger, on ne peut pas rester à se plaindre de la chaleur toute la journée et ne rien faire. Et c'est le moment où Extinction Rebellion lançait une campagne pour mobiliser des personnes et je me suis lancé à ce moment-là. Je suis allé au rendez-vous et tout a démarré à ce moment-là, j'ai enfin pu échanger et me lancer dans plein d'actions qui m'ont clairement fait du bien. » (Luca, 18 ans, Extinction Rebellion.)

L'évènement n'est pas nécessairement vécu directement dans la compassion de la proximité silencieuse, mais peut aussi se vivre de manière plus indirecte, comme une « *souffrance à distance* » (Boltanski, 1993). Elle se met en place dans l'émotion d'un spectateur éloigné de l'évènement, mais dont l'exigence morale lui impose d'agir. Plusieurs activistes ont évoqué les « *mégafeux* » australiens ou californiens, ou encore le cyclone Idai survenu en 2019 en Afrique australe comme phénomènes climatiques susceptibles d'avoir activé leur entrée dans l'activisme. D'autres évoquent le souci de « *réparer la dette* » et d'agir par souci de solidarité à l'égard des victimes dont l'éloignement n'affecte pas le sentiment de devoir apporter leur contribution.

Ce type d'entrée par l'évènement rejoint l'analyse du sociologue Daniel Cefaï (2001, p. 73) pour qui « les chocs moraux produisent une prise de conscience brutale des problèmes et conduisent à s'engager pour une cause ». Des travaux de politistes ont également montré combien une catastrophe, un évènement sociohistorique ou tout bouleversement de l'ordre normal des choses peuvent produire des engagements et constituer le « *symbole d'une génération* » (Ihl, 2002, p. 125). Ces affiliations nouvelles constituées dans le cours des phénomènes imprévus favorisent ensuite l'affirmation de « solidarités de

l'évènement » qui rassemblent des militants partageant le vécu commun d'un même bouleversement, indépendamment des vecteurs ordinaires de la socialisation militante. Cette forme naissante d'action collective peut être interprétée en termes de rupture événementielle qui implique de profonds remaniements dans la façon de s'impliquer et de participer à la vie civique. Ces « nouveaux mouvements émotionnels », pour reprendre les termes de Walgrave et Verhulst (2006), loin d'être inscrits dans un temps socialement suspendu, sont au contraire traversés de normes qui règlent la manière dont ces jeunes se perçoivent, s'expriment et se déplacent. À chaque soubresaut de l'évènement, ce sont aussi de nouvelles activations mobilisatrices qui se créent et qui contribuent à durcir la frontière entre un avant et un après-événement.

▪ ***Évènements personnels et perturbations biographiques***

Au-delà de ces évènements médiatiques ayant eu des répercussions dans les parcours de vie des jeunes activistes rencontrés, d'autres peuvent intervenir à l'échelle plus individuelle, dans le cours de leur biographie. Les ressorts de l'engagement ne sont pas à rechercher que dans l'exceptionnel, l'inédit ou le « fait historique ». Le quotidien, le quartier, l'ordinaire peuvent aussi comporter des situations qui incitent certains d'entre eux, à réagir, plus qu'à agir, dans l'espace des mobilisations comme moyen de réponse à des injustices ressenties dans un premier temps individuellement. Cette situation se retrouve notamment dans l'expérience relatée par Ewan, 26 ans, activiste depuis 2018 dans un groupe local d'Extinction Rebellion en région Bretagne et qui évoque comme point de départ la précarité matérielle dans laquelle il a grandi, les inégalités rencontrées par rapport à d'autres jeunes de meilleures conditions, et le souhait toujours présent de « *rétablissement l'équilibre* » :

« J'ai grandi dans une maison qui était tout le temps en rénovation. Et comme mes parents manquaient d'argent, il y a des moments où les rénovations s'arrêtaient. Et du coup, j'ai passé plusieurs hivers dans une maison qui n'était pas isolée et où il pleuvait dans ma chambre. Alors oui, les conditions météorologiques, j'ai subi ça un peu plus que d'autres personnes. Je pense que c'est un évènement fondateur dans ma politisation, parce que, du coup, j'étais malade tous les hivers. J'avais intégré que c'était normal. Mais il y a un moment où je me suis rendu compte que ce n'était pas normal de vivre dans l'humidité et d'être malade tous les hivers. Le début de ma politisation s'est fait plutôt autour des conditions matérielles d'existence difficiles, et la réalisation concrète des inégalités. Et si on n'avait pas ces conditions d'existence normales, décentes, c'est parce qu'il y a des personnes qui avaient pris tout le plat dans leur assiette. Ils n'avaient laissé que des miettes, et, du coup, on se retrouvait à ne pas pouvoir rénover correctement. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

Le passage du sentiment d'injustice à l'action a été longtemps entravé selon Ewan par le cadre familial avec des parents qu'ils considèrent comme « *serviles* », cherchant « *à ne pas faire de vagues* » et acceptant leur condition précaire : « *ils me disaient de travailler pour gagner de l'argent. Mais, ça, c'est la technique des pauvres pour gagner de l'argent. J'ai très vite compris que, vraiment, la technique pour faire de l'argent, c'est de faire travailler les autres plutôt* ». Ewan fait donc d'abord le choix de s'orienter dans le management, avec l'objectif de « *changer le système de l'intérieur* », souhaitant favoriser l'iniquité des positions et des statuts. Mais rapidement, il comprend l'inefficacité d'une telle démarche et l'impossibilité de la mettre en œuvre :

« Je me suis aperçu que même si j'étais actionnaire majoritaire dans une grosse entreprise, je me ferais saboter, en fait, si j'essayais de faire de gros changements. Parce que, les changements que je voulais faire, ils étaient à l'encontre du modèle économique actuel, du coup, mes partenaires économiques, ils n'auraient pas intérêt à ce que je fasse ça. Ils auraient même peur que je fasse ça parce que je scierai la branche sur laquelle ils sont assis. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

La précarité subie, sans être un déclencheur direct, vient toutefois modifier ou troubler certains parcours biographiques et impulser des dynamiques d'engagement pour lutter contre le sentiment d'injustice vécu. Dans d'autres cas, davantage que des causalités évènementielles, certaines situations peuvent ainsi contribuer à renforcer le cadre motivationnel, les « bonnes raisons d'agir collectivement ». Elles peuvent être plus diffuses, plus indirectes. Certains activistes évoquent une « *sensibilité* », et une plus forte réceptivité pour les questions liées à l'injustice, à l'image d'Elia, 19 ans, activiste dans une antenne bretonne de Youth For Climate et qui se souvient avoir été préservée de cette injustice matérielle même si elle se définit comme issue d'un milieu « *rural plutôt alternatif et populaire* », ayant grandi dans des territoires où « *il n'a pas de numéros sur les maisons, mais de grands jardins avec des arbres fruitiers* ». Cette plus forte conscience des questions sociales, puis plus tard des enjeux environnementaux lui est venue au cours de son enfance :

« Tout ce qui est enjeux sociaux, j'étais déjà extrêmement touchée par ça. Tout ce qui est injustice sociale, ça me marquait et ça m'importait. Et j'avais prévu plus tard dans une autre vie, quand j'étais enfant, de devenir présidente de l'ONU. En tout cas, j'étais déjà de base très mobilisée sur les injustices sociales, j'en avais déjà conscience et je voulais déjà m'engager plus tard là-dedans, sans savoir comment faire. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

L'élément déclencheur n'est pas lié à un évènement collectif, mais à une expérience personnelle, au cours d'un voyage à Paris où la grande précarité lui est apparue plus visible :

« En me rendant déjà petite à Paris et en me rendant compte qu'il y avait énormément de gens qui ne partageaient pas ma réalité et qui vivaient dans la rue, ça m'a amené beaucoup d'incompréhensions et j'étais une gamine qui avait besoin d'avoir des réponses à ces questions. Du coup, j'ai cherché, j'ai beaucoup lu, j'ai beaucoup beaucoup beaucoup lu. J'allais beaucoup à la bibliothèque. Moi, ma mère m'envoyait de gros cartons de livres. En plus, je n'avais pas la télé chez moi. Du coup, je passais beaucoup de temps à lire. Je pense que ça a aussi un peu, on va dire, affiné ma sensibilité sur ces questions-là. Mais ce n'était pas un sujet de discussion récurrent avec les acteurs familiaux. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

C'est donc dans son entourage amical déjà existant, et non dans une « communauté de l'instant » (Agier, 2007) constituée à partir d'un évènement fondateur que certains initient, plus qu'ils ne rejoignent, des collectifs militants ou des réseaux de solidarité, et recomposent à travers cela leurs affiliations. Pour un certain nombre d'entre eux, l'entrée dans une carrière militante n'intervient pas à partir d'un évènement soudain, mais à partir d'une sensibilité progressive à l'environnement, d'une subjectivité construite dans le cours de leur socialisation au dérèglement climatique et/ou la justice sociale et d'une préoccupation lancinante pour ces sujets. Dans ce cas, ces activistes vont moins rejoindre un réseau existant que créer eux-mêmes, dans leur territoire de vie, des antennes locales pour combler l'absence d'offres militantes et satisfaire leurs besoins de participer. On retrouve plus particulièrement dans cette situation Elia qui prit la décision avec une amie, au moment de l'appel de Greta Thunberg, d'organiser une marche dans sa ville bretonne de 50 000 habitants où aucun collectif n'était encore constitué. Le succès de la marche (près de 3 500 manifestants) l'a convaincue de poursuivre son activité au niveau local puis d'apporter également sa contribution dans le développement du groupe national.

Dans d'autres cas, des évènements survenus dans la vie personnelle, liés à un déménagement, un changement d'orientation scolaire, l'entrée dans la vie professionnelle ou dans une vie conjugale, impliquent des « ruptures biographiques » qui peuvent placer ces jeunes engagés au contact direct de nouveaux univers sociaux et politiques jusqu'alors inconnus ou ignorés. Ces individus peuvent alors combiner plusieurs répertoires sociaux issus de contextes de socialisation qu'ils ont traversés et des

groupes divers auxquels ils appartiennent (Halbwachs, 1968). C'est alors le rapport à l'engagement qui peut se trouver transformé en profondeur. Par exemple, comme cela a été relaté, la rencontre du futur compagnon ou de la prochaine compagne peut contribuer à infléchir des trajectoires qui auraient pu être très différentes sans leur rencontre.

Des facilitateurs : réseaux sociaux et personnalités médiatiques

La survenue d'événements dans le cours des biographies des futurs activistes (COP 21, événement climatique ou politique) ou l'imprégnation durable dans un environnement politisé et sensibilisé aux problématiques environnementales (socialisation politique intrafamiliale, scolaire ou extrascolaire) ne suffisent pas, à elles seules, à enclencher des dynamiques d'engagement. Ces éléments micro et macrosociaux liant les subjectivités individuelles et les opportunités structurelles nécessitent d'être mis en articulation pour permettre à ces activistes de considérer que « *c'était le bon moment* » et que leur entrée dans un mouvement leur apparaisse, à un moment donné de leur trajectoire, comme « *évidente* » ou « *nécessaire* ».

Les « facilitateurs » peuvent précisément permettre de favoriser cette mise en relation entre le sentiment subjectif acquis dans le cours des socialisations politiques à partir de dynamiques longitudinales, d'une part, et l'objectivité d'une cause intervenue de manière plus ponctuelle à la suite d'un événement politique, institutionnel ou climatique, d'autre part. Ces facilitateurs, qui favorisent les articulations entre ces niveaux micro et macrosociaux, entre l'individu et le contexte sociopolitique, sont à la fois récepteurs et diffuseurs de normes et de valeurs politiques. Ils s'approprient les savoirs et nouvelles connaissances scientifiques sur le dérèglement climatique et les adaptent en formats d'expression pour tenter de trouver un écho favorable auprès de potentiels activistes. Ces derniers trouveront parmi ces facilitateurs des outils de mise en cohérence de leur trajectoire personnelle avec les éléments de contexte sociopolitique pour développer de nouvelles pratiques politiques et les conformer aux valeurs défendues par ces facilitateurs.

Les facilitateurs désignent ici plus spécifiquement les réseaux sociaux et les personnalités médiatiques dont les activités à la fois de récepteurs d'informations sur le climat et de diffuseurs de normes nouvelles vont contribuer à la mise en circulation des valeurs d'engagement. Ils s'apparentent aux acteurs-relais (Crozier, Friedberg, 1977) dans ce rôle d'interface entre l'intérieur et l'extérieur du système, à la fois influents et influencés, à la fois producteurs et récepteurs, et dont l'activité consiste à faire émerger un référentiel apte à donner un sens aux activités d'engagement et à favoriser au sein du mouvement climat un rôle dans l'émergence d'un cadre cognitif commun.

▪ Réseaux sociaux

Les activistes citent régulièrement les réseaux sociaux et les plateformes numériques comme outils leur ayant permis non seulement de trouver des contenus d'information sur le dérèglement climatique, mais aussi de faire plus directement le lien entre une sensibilité préalable au dérèglement climatique et l'activisme écologique. Rappelons que les « réseaux sociaux » qui incluent dans les propos tenus par les activistes une diversité d'outils et de plateformes – plus particulièrement Instagram, Discord, TikTok, Snapchat, Facebook, Twitter, What's App, Twitch – sont utilisés dans des cadres à la fois informatifs, en vue de se documenter sur le climat et d'obtenir des éléments de connaissance sur le sujet (« *j'y vais pour lire des rapports* », « *écouter des scientifiques* », etc.), et dans des cadres plus militants en participant à

des réseaux de discussion et d'échanges sur le climat et sur les actions engagées par les collectifs du mouvement (« *je me tiens au courant des prochaines actions* »). Par ailleurs certains réseaux favorisent le partage d'informations textuelles et d'autres la retransmission en direct d'évènements *via* le partage de photos et de vidéos. Dans les deux cas, les réseaux sociaux favorisent le développement d'un espace contestataire horizontal, viral, rapide et volatil, qui vient s'opposer à la conception verticale et hiérarchique de la participation politique traditionnelle.

Contrairement au postulat classique sur la formation de l'opinion publique en lien avec l'inégale distribution du sentiment de légitimité (Bourdieu, 1980 ; Déloye, 2007), les réseaux sociaux contribuent à renverser certains présupposés de « compétence politique » qui habituellement freinent nombre de potentiels nouveaux entrants. Cette situation se vérifie encore davantage pour des jeunes régulièrement renvoyés à leur « immaturité », « incompétence » ou « inexpérience » et donc souvent maintenus, ou se maintenant parfois eux-mêmes, à distance des espaces d'échanges et de discussions politiques. En ouvrant ainsi une brèche dans la conception classique de la participation politique (qu'elle porte sur le climat ou d'autres sujets), les réseaux sociaux ont de la sorte profondément modifié le rapport qu'entretiennent les jeunes avec la politique et sur le fait de se sentir autorisé à y apporter une contribution. Jade, 18 ans, activiste à Youth For Climate dans un groupe local de la région Rhône-Alpes, évoque notamment sa découverte d'une « story » sur le compte Instagram de Youth for Climate quelques jours avant une marche. Encore au collège au moment des premières marches, elle redoutait que son jeune âge ne lui permette pas de rejoindre le mouvement ; mais l'accessibilité du message, le format utilisé et l'outil de diffusion l'ont ensuite rapidement convaincue du contraire :

« Quand les marches ont commencé, j'étais encore au collège. Je pensais que je ne pouvais pas m'impliquer parce que j'étais trop jeune, que ce n'était pas de mon âge. Je suivais un petit peu le mouvement sur les réseaux sociaux. Et un jour, j'ai juste vu qu'ils avaient fait une story sur les réseaux sociaux pour inviter à rejoindre et comme ça, j'ai rejoint le truc. Je ne savais juste pas que moi, je pouvais participer. Quand j'ai vu ça, j'ai rejoint et petit à petit, je me suis impliquée d'abord à l'échelle locale et puis, ensuite, à l'échelle nationale aussi. » (Jade, 18 ans, Youth for Climate.)

Dans le cas de Jade, comme de nombreux autres activistes, la seule organisation dans sa localité de la marche pour le climat ou le fait d'évoluer dans un environnement familial favorable à ce type de transmission politique ne suffit pas à enclencher une carrière d'engagement. Ces deux niveaux se croisent par l'entremise des réseaux sociaux qui permettent de trouver un écho favorable auprès de ces jeunes qui, bien que familiarisés aux enjeux environnementaux, restent encore faiblement outillés à l'engagement militant :

« J'ai toujours été sensible à l'environnement. Mes parents me parlaient de l'écologie, il nous arrivait aussi de parler de politique. Mais je n'ai pas vraiment de militants dans mon entourage et c'est vraiment par le biais des réseaux sociaux que j'ai commencé à suivre ce qui se passait. Parce que, pendant le premier confinement, j'avais du temps libre et j'ai commencé à m'informer un peu sur le dérèglement climatique. Et avant ça, j'avais déjà conscience que c'était grave, mais après avoir appris autant de choses, d'en parler souvent avec mes parents, un moment je me suis juste dit qu'il ne fallait pas rester sans agir et quand j'ai vu cette story, je me suis dit que j'allais vraiment m'impliquer. » (Jade, 18 ans, Youth for Climate.)

Espaces d'émancipation (Sedda, 2015), mais également de contestation (Barboni, Treille, 2010), les réseaux sociaux ont profondément modifié l'exercice démocratique en redéfinissant les rapports entre gouvernants et gouvernés. Ce changement de paradigme a pour conséquence un glissement de la conception de l'espace public et des échanges en son sein. En tant que véhicules privilégiés des

échanges d'information et vecteurs des contestations citoyennes ou de la « citoyenneté critique » (Norris, 2011), les réseaux sociaux se sont imposés comme les nouveaux espaces de la contestation et de la reconstruction de la politique. Support de la « contre-démocratie » au sens de Pierre Rosanvallon, qui la définit comme « la démocratie de la défiance organisée face à la démocratie de la légitimité électorale », les réseaux sociaux permettent aux activistes d'articuler ensemble de multiples actions citoyennes à travers des activités de vigilance et de dénonciation (Flichy, 2010). Plusieurs se réfèrent à des sites, des blogs, des comptes ou des plateformes dans lesquels ils trouvent des éléments de vulgarisation scientifique, ou suivent régulièrement, à l'image d'Ewan, activiste dans un groupe local d'Extinction Rébellion situé en région Bretagne, des chaînes Youtube orientées sur les questions environnementales et/ou d'activisme écologique :

« Moi, je me suis pas mal politisé par YouTube, principalement. En regardant beaucoup de vidéos sur l'écologie et sur la politique. Je peux t'en citer pas mal. Il y a des Demos Kratos, mais qui ne s'appellent plus Demos Kratos maintenant. Professeur Feuillage. Il y avait l'émission *La Barbe*, mais je crois que la chaîne s'appelait Nicolas Meyrieux, peut-être. Qu'est-ce qu'il y avait d'autre ? Il y avait « Partager, C'est sympa », évidemment [...] Là, tu vois, je ne t'ai cité que... sur YouTube, moi, j'ai regardé un peu de tout. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

Contre l'affirmation répandue selon laquelle les nouvelles générations seraient plus « vulnérables » aux théories complotistes et aux *fake news* et plus exposées aux « bulles de filtre » (Pariser, 2012) qui les empêcheraient d'avoir accès à des opinions éloignées de leur champ d'intérêt, plusieurs déclarent mobiliser de sources d'informations fortement diversifiées. Ewan notamment, dont nous avons souligné la forte fréquentation de vidéos en ligne comme support principal d'information sur les questions environnementales, affirme à ce sujet ressentir le besoin de connaître des points de vue opposés, parfois contradictoires, pour développer son opinion, y compris celles pouvant être éloignées de ses valeurs ou orientations politiques :

« Je regarde autant des chaînes de droite que de gauche. Et je pense que je ne suis pas le seul. De ma génération, il y a plusieurs personnes qui se sont politisées sur YouTube, comme ça, en regardant des chaînes de vulgarisation politique, et en comparant les arguments, et en voyant ce qui matchait avec leur vécu, leur analyse. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

Cette pratique relatée par Ewan entre en résonance avec les résultats de travaux récents menés par des chercheurs de l'université de Boston et parus en 2019 dans la revue *Science* selon lesquels ce sont les internautes les plus âgés et les plus politisés qui se trouvent être les plus exposés aux *fake news* et aux bulles de filtre, et non les plus jeunes qui tendent davantage à diversifier les sources d'information et à développer des points de vue différents (Grinberg *et al.*, 2019). Ces résultats se retrouvent également dans les travaux du politiste Julien Boyadjian (2020) sur le rapport des jeunes à l'information qui permettent de mettre la lumière sur la diversité des profils de jeunes, et l'hétérogénéité de leurs pratiques : à travers une enquête soutenue par l'INJEP et réalisée auprès d'étudiants français, les uns dans les filières sélectives, les autres dans des formations comprenant une proportion importante d'étudiants issus de milieux populaires et de classes moyennes, il révèle notamment que les étudiants issus des milieux populaires manifestent sur les réseaux sociaux « un faible intérêt accordé à l'actualité politique et internationale ». Autrement dit, « ils se trouvent plus enclins à la non-information qu'à la désinformation » (p. 25). Les étudiants des filières sélectives se répartissent en deux catégories : les « passionnés », politisés, qui tendent à diversifier les sources d'information et à être « les plus enclins à suivre les médias dont la ligne éditoriale n'est pas en accord avec leur positionnement politique », et ceux qui ont surtout un rapport « utilitaire » à l'information et considèrent surtout les réseaux sociaux comme un « outil de veille » en lien

avec les injonctions scolaires. D'une manière générale, Internet a contribué selon Julien Boyadjian à « libéraliser le marché des opinions » des étudiants des filières sélectives.

Les réseaux sociaux n'apparaissent pas comme des « facilitateurs » auprès des futurs activistes uniquement en raison des potentialités qu'ils ouvrent dans le champ de l'information sur le climat ou sur le mouvement, mais aussi du fait des nouvelles modalités d'organisation des collectifs, plus horizontaux et inclusifs. Pour de nouvelles générations plus sensibles que les précédentes à certains principes de démocratie directe et au développement de meilleures articulations entre citoyens et décideurs (Bedock, 2021), les relations engagées sur les réseaux sociaux dans le champ de l'engagement visent précisément à mettre en acte ces principes d'égalité dans la prise de décision. Plusieurs déclarent avoir été longtemps réticents à l'idée de rejoindre des associations plus traditionnelles dans leur mode de gouvernance, craignant d'être renvoyés à un simple rôle d'exécutant, sans possibilité d'intervention dans les orientations choisies ou les actions défendues. Des activistes sensibles à des relations non hiérarchiques et souhaitant mettre en œuvre leurs aspirations démocratiques à des pratiques concrètes d'engagement perçoivent les outils numériques comme des outils susceptibles de faciliter leur participation à l'organisation du collectif. Ils constituent des espaces d'échanges, de débats, d'informations et de réflexions collectives débarrassés des rapports de pouvoir qui limitent la prise d'initiative.

Les réseaux sociaux permettent de ce point de vue d'établir rapidement des relations de confiance avec de nouveaux activistes rejoignant le mouvement et pouvant être encore hésitants lors de leurs premiers pas sur le bienfondé de leur démarche. Pour Jade, 18 ans et activiste dans un groupe local de Youth for Climate en région Rhône-Alpes, la participation aux discussions collectives sur le serveur Discord a été essentielle pour maintenir sa participation dès les premiers jours de son entrée dans le mouvement, dans « *ce moment incertain où on peut partir dans la seconde qui suit, ou se dire juste après que c'est pour la vie.* » (Jade, 18 ans, Youth for Climate.) La « bienveillance » de chacun des membres du groupe l'ont rapidement convaincue de choisir la seconde option, rassurée sur l'esprit de solidarité et la qualité d'écoute de chacun des activistes « *qui avaient tous des choses à dire, et beaucoup de temps pour écouter les autres.* ». Ce n'est que quelques mois plus tard, lors de l'organisation d'une « clean walk » qu'elle rencontrera, « *en vrai* », les différents activistes du collectif qui avaient jusqu'alors maintenu leurs échanges uniquement en ligne.

De même, pour Louis, activiste de 20 ans dans un groupe local de Youth for Climate en région Nouvelle-Aquitaine, sa participation à une marche, qu'il pensait ponctuelle et provisoire, s'est finalement prolongée les semaines suivantes avec la réception quelques jours après la marche, d'un lien Discord pour poursuivre les échanges engagés avec les activistes du collectif :

« À partir de là, ça m'a donné le moyen de participer aussi de chez moi, avec Discord. Même si au début je ne connaissais pas, j'ai beaucoup aimé m'y pencher et le manipuler, tout ça. Et j'ai découvert un peu le potentiel de la richesse de pouvoir travailler de chez moi pour tout ça, pour toute cette lutte locale. Par ce biais-là notamment, j'ai pu y trouver quelque chose de bien et donc prendre part à ce collectif, en sachant que j'avais des moyens d'être utile. » (Louis, 20 ans, Youth for Climate.)

Le serveur Discord est rapidement apparu comme un outil essentiel de la mobilisation du collectif Youth For Climate, à la fois au niveau des relations engagées entre groupes locaux de manière décentralisée, ainsi que dans les relations que chacun d'eux entretient avec l'antenne nationale. Rappelons ici que des activistes du mouvement peuvent être à la fois investis dans un groupe local au niveau des actions engagées sur le territoire, tout comme ils peuvent, parallèlement à cette activité, participer aux réflexions

au niveau national et aux orientations générales du mouvement, à la manière d'Elia, 19 ans, membre d'un groupe local de Youth for Climate en région Bretagne et également investie à l'échelon national. Ce dernier fonctionnant de manière entièrement décentralisée avec la participation d'activistes de l'ensemble des régions de France, le serveur Discord a été un outil essentiel dans le maintien des synergies et des dynamiques entre les activistes des différents groupes locaux. Plusieurs espaces de discussion ont été créés sur des thématiques spécifiques (sensibilisation, mobilisation, communication, partenariat, désobéissance civile, gouvernementalité) visant à favoriser la réflexion collective et, indirectement, à maintenir une identité commune :

« Sur le national, on s'organisait par groupes de travail, on appelait ça des "patates". On a dégagé huit pôles sur Discord qui nous semblaient vraiment importants. Du coup, on avait un texte de présentation pour définir comment ça se passait sur Discord, quel était le but de cette organisation, un texte un peu général et une description de chaque groupe. Et on répondait par l'emoji qui correspondait au groupe pour s'investir dedans et on était rajouté directement. Et du coup, là-dedans, ça fonctionnait par projet. On se lançait dans un ou plusieurs projets et on pouvait s'investir régulièrement ou non sur certaines tâches. On avait aussi mis en place un système de "personnes cœur", on appelait ça comme ça, qui s'occupaient de faire les liens entre les différentes patates, et de temps en temps, de faire des réunions entre les personnes cœur de chaque patate pour voir où en était chacun. C'étaient aussi les personnes qui étaient censées motiver tout le monde, faire des messages de relance. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

À la verticalité des rapports entre militants et bureau dans les modèles de gouvernance classique se substitue progressivement un espace numérique et virtuel d'engagement qui aplani les rapports entre activistes en bâtissant un mode de communication et d'échanges guidé par l'horizontalité.

- ***Personnalités médiatiques et « influenceurs » : de nouveaux « leaders d'opinion » ?***

Dans le prolongement des réseaux sociaux, des personnalités influentes peuvent émerger des espaces numériques et constituer des points de référence susceptibles de favoriser le passage de l'intention générale à la participation concrète dans le mouvement. Elles contribuent aussi à fournir des clés de lecture sur le dérèglement climatique et à faciliter l'appropriation de connaissances dans un domaine longtemps réservé à la sphère scientifique, pour les transférer progressivement vers le domaine public plus à même de fournir ensuite aux activistes des outils d'argumentation et à forger des opinions éclairées sur le sujet.

Ces personnalités influentes dans le champ numérique s'apparentent de ce point de vue à des figures renouvelées des « leaders d'opinion » proposés par le sociologue Paul Lazarsfeld qui soulignait l'importance des groupes et des relations interpersonnelles dans la construction des jugements personnels (Lazarsfeld, 1944). Leur influence s'avérait aussi plus efficace que celle exercée par les médias. Alors que le critère géographique était déterminant au temps de Paul Lazarsfeld où l'entourage proche prévalait, les réseaux sociaux ont contribué à réduire la distance entre la sphère médiatique et celle relative aux relations interpersonnelles. Les réseaux sociaux recomposent le cercle des personnalités influentes avec des leaders d'opinion qui ne sont plus seulement des individus que les activistes côtoient dans leur entourage proche, mais aussi des personnalités médiatiques actives sur des plateformes numériques et des médias sociaux et en capacité d'entretenir par ces biais des relations de proximité avec les activistes, lesquels les considèrent bien souvent eux-mêmes comme des figures essentielles de leur engagement.

Parmi les personnalités mentionnées, Greta Thunberg est bien entendu le nom qui revient le plus souvent, son appel à la grève scolaire en septembre 2018 et l'organisation des marches qui ont suivi en France, comme dans de nombreux pays à travers le monde, ayant été pour beaucoup un « déclencheur », une « prise de conscience », un « moment fondateur » sur lequel plusieurs d'entre eux reviennent longuement au cours des entretiens, notamment Axel, 21 ans et membre de Youth For Climate en Nouvelle-Aquitaine. Bien qu'ayant grandi dans une famille qu'il qualifie de « politisée », et « sensible aux questions écologiques », il considère avoir pris le temps de trouver un mouvement qui corresponde à ses aspirations, à la fois « souple » en termes de participation et « déter » sur les questions de justice sociale et de climat. Le « déclic » lui est venu au moment de l'appel de Greta Thunberg qu'il suivait sur les réseaux sociaux et qui l'a convaincu, après une période trouble traversée par des « montées d'éco-anxiété » de participer à la marche du 15 mars 2019 :

« J'ai toujours eu une conscience écologique, une envie de m'engager pour ces questions-là. J'ai grandi dans une famille politisée, de gauche, où même si la question écologique n'était pas forcément la question fondamentale, j'ai grandi dans un monde qui y était sensible [...]. Donc, je m'y étais un peu plus intéressé, puis assez vite, une chose que beaucoup de jeunes connaissent maintenant, j'ai fait de l'éco-anxiété. Et j'ai quand même eu une chance, c'est que l'appel de Greta Thunberg à faire la manif du 15 mars est arrivé très vite après cette période que j'ai vécue, ça a été une voie de secours où je me suis dit "OK, il faut que je fasse ça, là, il y a une solution, je vais pouvoir agir et trouver quelque chose qui me parle et qui répond à cette angoisse que je commence à développer." » (Axel, 21 ans, Youth for Climate.)

Au-delà de l'appel de Greta Thunberg sur un sujet qui répondait aux préoccupations des nouvelles générations, mais jusqu'alors peu investi dans le champ politique et médiatique, plusieurs activistes expliquent le succès de la mobilisation par la possibilité nouvelle de pouvoir s'identifier à une militante dont l'âge était proche du leur. Pour beaucoup, Greta Thunberg incarne le symbole d'une génération souhaitant être davantage entendue dans le champ de la décision, mais qui aurait été trop longtemps tenue à l'écart du pouvoir politique. Paul, 17 ans et activiste dans un groupe local de Youth For Climate en Occitanie, y voit une forme de « revanche » d'une génération politisée de plus en plus jeune, en mesure de développer une réflexivité sur différents sujets politiques, mais dans l'incapacité de les faire connaître aux décideurs.

« Tout d'abord, Greta, c'est une personne qui avait mon âge. C'est le premier point. Je pense que c'est quelque chose qui se partage avec les gens, avec mes pairs, parce que j'ai pu me projeter, donc me sentir concerné directement. C'est la première activiste militante jeune dont on a vraiment parlé et ça a fait beaucoup de bien parce que personne ne nous représentait. On se moquait de nous si on commençait à parler des trucs de politique. Je vois vraiment ça comme une revanche. » (Paul, 17 ans, Youth for Climate).

Greta Thunberg est parvenue à rallier autour d'elle de nombreux jeunes longtemps en attente d'une porte-parole politique de leur âge susceptible de relayer auprès des décideurs leurs préoccupations et aspirations. Toutefois, pour plusieurs activistes rencontrés, le caractère médiatique et soudain d'une figure providentielle fait également craindre de la voir disparaître de manière tout aussi brutale, avec le risque inhérent de faire perdre de vue la cause défendue. Lorie, 23 ans et activiste dans une antenne locale d'Extinction Rebellion en Occitanie, redoute à ce sujet que la médiatisation du mouvement rendue possible par la « percée » de Greta Thunberg dans les médias ne soit qu'un simple écran de fumée, un moment éphémère de l'histoire, une effervescence transitoire qui ne dépendrait que du succès populaire de court terme pour une problématique devant à l'inverse s'inscrire dans la durée. En même temps que Greta Thunberg aurait « ouvert une brèche » permettant de faire entendre la parole politique des nouvelles générations et leurs attentes en termes d'engagement sur le climat, le succès n'aurait été

que provisoire avec une démobilisation perçue de certains jeunes du mouvement Youth For Climate qui serait allée de pair avec l'effritement de sa médiatisation :

« On voit que c'était très éphémère. Je pense qu'à la période où elle était en plein boom, ça a pu nous motiver. Mais comme elle est la figure de la jeunesse qui s'engage pour le climat et que maintenant, elle n'est plus aussi médiatisée et aussi populaire qu'avant, ça plombe un peu les militants et militantes, je pense. » (Anne, 17 ans, Youth for Climate.)

Une personnalité médiatique devenue impopulaire pourrait aussi avoir des effets sur l'impopularité à venir de la cause défendue. Si la médiatisation de certains activistes contribue à amplifier le cercle des adhérents potentiels au mouvement, les effets apparaissent plus contrastés sur la durée dès lors que la visibilité de la cause se trouve fortement dépendante du niveau de notoriété, variable dans le cycle de mobilisation, des personnalités incarnant le mouvement.

Si la figure de Greta Thunberg est la plus régulièrement citée par les activistes pour évoquer l'incarnation du mouvement et leur influence dans le choix de s'engager, d'autres personnalités ont émergé depuis permettant de diffuser plus largement les appels à la mobilisation et/ou de mieux faire connaître les enjeux du dérèglement climatique auprès des nouvelles générations. Les activistes citent notamment des personnalités devenues influentes, telles que Camille Etienne, Hugo Decrypte, Salomé Saqué, Jean-Marc Jancovici, Cyril Dion, Jean Massiet. Étudiants, journalistes, influenceurs, scientifiques, documentaristes, les horizons apparaissent particulièrement diversifiés, tant du point de vue des sujets abordés, qu'il s'agisse du climat comme des problématiques politiques plus générales, que du type de discours porté, à dimension scientifique, journalistique, militante, ou encore du type de support choisi (réseaux sociaux, plateformes, documentaires).

Chapitre 2. Une horizontalité en structuration



Marche pour le climat - 25 mars 2022 - Paris

Les modes de gouvernance et la mise en acte d'une démocratie directe dans les relations entre militants font désormais l'objet d'une attention accrue de la part des activistes engagés dans le mouvement climat. Pour beaucoup, la transition environnementale à laquelle ils aspirent se trouve directement reliée à la transition démocratique, qu'elle soit revendiquée auprès des décideurs ou expérimentée dans la réalité quotidienne des engagements auxquels ils prennent part. Faire advenir de nouveaux rapports des citoyens à l'environnement et tenter d'interpeller les décideurs sur les enjeux du dérèglement climatique implique pour nombre d'activistes de transformer durablement la place des citoyens dans les décisions, que celles-ci soient prises à l'échelle de l'État, des organismes internationaux, des multinationales ou des organisations dans lesquelles ils s'impliquent.

Des « foules sans chef » après le « siècle des chefs »

Aux structures verticales, hiérarchiques et bureaucratiques des mouvements traditionnels, les collectifs du mouvement climat substituent des modèles de gouvernance horizontaux et souples, et adoptent des modes d'organisation dans lesquels chaque membre peut revendiquer un droit à la parole. Ces « foules

sans chef » apparues au début des années 2010 après le « siècle des chefs » (Cohen 2013) se constituent sans organisation centralisée et s'appuient sur des réseaux relativement autonomes qui n'aboutiront pas vers une institutionnalisation de leur gouvernance. Ce modèle diffère sensiblement des mouvements plus anciens, pouvant apparaître au départ de manière spontanée, mais évoluant rapidement vers des structurations plus hiérarchisées, en lien avec des syndicats ou des partis politiques. Au sein de cette tendance générale, diverses nuances et applications restent toutefois observables sur le terrain pour organiser et ordonner le mouvement. Dans la mesure où l'adoption de modèles de gouvernance horizontaux ne peut se faire sans structuration préalable des liens qui unissent les différents activistes, cette situation implique une diversité d'approches pouvant varier non seulement dans le temps, selon l'expérience acquise au fur et à mesure des actions engagées, mais aussi dans l'espace, selon les groupes locaux et les contextes spécifiques des territoires où s'organisent des actions collectives. De ce point de vue, il serait impossible de présenter des modèles de gouvernance spécifiques à un type de collectif, puisque leurs différentes déclinaisons locales et le refus d'imposer un mode de fonctionnement à l'ensemble du réseau contribuent à la diversification des organisations propres à chaque groupe local. Par ailleurs, en même temps que ces principes généraux d'organisation horizontale sont défendus par la plupart des activistes, un certain nombre de limites sont régulièrement formulées, que ce soit en termes d'efficacité dans les prises de décision, ou dans la survenue, malgré le souhait d'une égalité entre chaque membre, d'une « élite » illégitime à la tête de certains groupes.

Le principe d'égalité entre activistes

Le modèle classique du paradigme de la mobilisation des ressources s'appuyant sur l'existence préalable d'une organisation structurée (syndicat, ONG, association, parti politique) pour faire advenir un mouvement social est depuis longtemps retenu comme principale clé de lecture pour rendre compte de l'entrée de militants dans un mouvement (Gardenier, 2020). Chargées de mobiliser différentes ressources matérielles et symboliques, ces organisations facilitent l'émergence de structures d'opportunités politiques (Tarrow, Tilly, 2008) et consolident le socle de l'action collective en coordonnant un ensemble d'individus ayant des intérêts communs et en construisant le cadrage de l'action collective afin de rendre intelligible le mouvement social aux yeux de l'opinion publique (Tilly, 2009).

Le modèle classique de développement des mouvements sociaux conceptualisé par Tilly (2008), ou le schéma de l'institutionnalisation des mouvements sociaux proposé par Kriesi (1993) offrent des explications pertinentes des dynamiques organisationnelles à l'œuvre au sein de structures *pérennes* de mouvements sociaux (Gardenier, 2020). En revanche, ces lectures s'avèrent rapidement inadaptées lorsque les collectifs à l'initiative d'une action collective se placent au contraire en opposition aux logiques habituelles de la représentation ou des leaderships, à l'image des collectifs apparus dans le champ de la lutte contre le dérèglement climatique. Pauline, 21 ans et activiste dans un groupe local de Youth For Climate en région Rhône-Alpes, explique à ce sujet avoir d'abord été séduite par les « libertés de



Occupation Paris Boulevard Saint-Denis 16/18 avril 2022

mouvement » accordées aux militantes et militants. En plus de l'importance de la cause à défendre sur le dérèglement climatique et des préoccupations qu'elle suscite, motif central de son attachement au mouvement, il y a toujours la souplesse des liens entretenus, l'absence d'obligation et de contraintes particulières et la possibilité d'entrer et de sortir du collectif sans avoir à rendre des comptes à « *des chefs proclamés ou autoproclamés* » qu'elle déclare rencontrer « *chaque jour à chaque coin de rue, à la fac ou au supermarché du coin* ». Ce qui gouverne le mouvement et garantit à chacun une légitimité à agir et à parler ou nom du collectif, c'est avant tout, selon elle, le sentiment d'égalité entre chaque activiste, quels que soient son ancienneté dans le mouvement, son âge, son origine, son sexe, ou son niveau de formation.

Cette souplesse de l'engagement permet d'élargir le cercle des sympathisants souvent réfractaires à des organisations plus structurées perçues comme contraignantes. Elle permet selon Aurore, 21 ans, à l'origine de la création d'une antenne locale de Youth for Climate dans la région Rhône-Alpes Auvergne, de les inciter à venir plus facilement aux premières réunions de présentation. La principale difficulté réside selon elle dans le maintien sur la durée de cette horizontalité lorsque des activistes plus anciens et parfois initiateurs comme elle d'un groupe local peuvent être perçus par de nouveaux entrants dans un rôle de « *leader informel* », statut qui irait selon cette activiste à l'encontre des principes d'égalité qu'elle souhaite promouvoir et maintenir sur le temps long :

« Personnellement, étant souvent vue comme la doyenne, celle qui était là depuis le plus longtemps, et qu'il y a eu beaucoup de nouveaux arrivants, notamment à la rentrée 2019, on me donnait souvent le rôle de gérer les temps de parole de chacun. On essayait vraiment de faire un truc assez équitable, d'écouter tout le monde. Mais ce n'est pas toujours simple à faire comprendre, y compris avec des personnes extérieures. Une association nous avait prêté des locaux, et la personne qui dirigeait l'association m'avait dit un jour : "Tu ne veux pas que je t'apprenne des trucs de leadership, tout ça ?" J'avais refusé, parce que pour moi, je ne me sentais pas du tout de prendre une position de leader qui soit au-dessus de tout le monde et ce serait totalement contraire à l'organisation qu'on souhaite développer. » (Aurore, 21 ans, Youth for Climate.)

Ce type d'organisation se place ostensiblement en opposition stricte avec le principe de délégation du pouvoir incarné par le modèle représentatif traditionnel qui laisserait les militants dans « *une position de subalterne* » (Lizéa, 21 ans, Youth for Climate), sans avoir la possibilité d'intervenir plus directement dans les prises de décision. Les principes de l'horizontalité défendus par les activistes se placent ainsi en rupture avec le modèle hiérarchique qu'ils considèrent comme inadapté pour organiser le changement politique auquel ils aspirent. Pour Tom, 20 ans, activiste dans une antenne locale de Youth for Climate située en région PACA qu'il avait rejointe au moment des grandes marches de 2019, il s'agit prioritairement de « *faire rupture avec le modèle de la démocratie représentative et trouver d'autres solutions à ce système pyramidal et au mode décision binaire* ». L'enjeu central consiste à démontrer, à travers les actions militantes initiées, que d'autres voies démocratiques sont possibles, plus particulièrement dans des collectifs où aucun activiste ne souhaite se mettre en situation de leader, ou ne parviendrait à acquérir une légitimité suffisante aux yeux des autres sympathisants :

« La démocratie représentative nous fait penser que, justement, ce système-là n'est pas compatible avec les valeurs qu'on essaye de faire passer et le changement qu'on essaye d'insuffler. Et donc, je pense qu'il y a cette question de rupture là. Et puis, aussi, on est dans un mouvement de jeunes et on n'a pas de compétences particulières. Et donc, c'était difficile d'imaginer que quelqu'un puisse prendre un ascendant, en sachant qu'il n'était peut-être pas plus compétent ou compétente que les autres. » (Tom, 20 ans, Youth for Climate.)

Ce consensus autour des principes d'horizontalité n'exclut toutefois pas certaines velléités de la part d'activistes souhaitant à l'inverse s'octroyer une plus grande place dans les prises de décision. Les outils

numériques mobilisés, tel que Discord, dont les fonctionnalités visent à faciliter cette égalité en acte dans les échanges, n'empêchent pas une plus grande prise de parole de la part de celles et ceux qui interviennent plus longuement et fréquemment dans les discussions et qui vont de fait avoir plus d'influence ensuite dans les orientations choisies. Pour Alice, 22 ans et membre d'un groupe local de Youth for Climate en région PACA, si l'horizontalité « *marche très bien quand il s'agit de respecter la parole de l'autre d'un point de vue politique* » s'agissant en revanche du poids de chacun dans les prises de décision, certaines variables et réseaux d'influence vont venir troubler les principes d'équité attendus :

« Le truc qui entravait un peu ce fonctionnement, c'était les relations interpersonnelles. Il y avait des gens qui étaient plus populaires sur le Discord national en fait, et juste en étant plus présentes, ou en écrivant des plus gros pavés, ces gens-là avaient une sorte de légitimité plus importante que les autres, parce qu'ils étaient actifs, parce qu'ils étaient très politisés et du coup, c'était ça qui venait parfois un peu déséquilibrer l'horizontalité. »
(Alice, 22 ans, Youth for Climate.)

encadré 3. Extinction Rebellion et l'holacratie

Si le collectif Extinction Rebellion se défend d'imposer des modèles d'organisation à chacun des groupes locaux, il reste toutefois possible d'identifier des similarités entre chacun d'eux, plus particulièrement à travers le recours à certains principes de l'*« holacratie »* revenu régulièrement au cours des entretiens. Dans ce type de modèle, chaque militant est autonome et décisionnaire, et développe sa prise de décision dans une structure organisée en réseau qui permet de répartir les responsabilités et les rôles à chaque membre du groupe. L'holacratie se présente de cette manière à l'exact opposé de l'organisation hiérarchique qui a longtemps prévalu dans les modes de gouvernance des structures associatives classiques. Elle vise à supprimer les pouvoirs liés à une autorité de rang supérieur grâce à un système d'autorité distribué avec des équipes auto-organisées. La structure verticale d'une pyramide hiérarchique se trouve progressivement « nivelée » pour redonner le pouvoir décisionnel à chacun des membres du collectif.

Cinq principes d'auto-organisation :

1. Une autorité distribuée à l'échelle individuelle

Chaque membre volontaire dispose d'un rôle, d'un mandat et d'une attribution clairement définis lui permettant d'exercer son autorité pour prendre des décisions et agir dans le cadre de ce mandat en concertation avec les membres du groupe thématique.

2. L'auto-organisation en groupes

Chaque groupe (groupes de travail, groupes thématiques, cercles, etc.) dispose de son propre mandat et peut définir ou affiner ses tâches. En fonction de l'importance du sujet traité et des chaînes de décision qu'il peut impliquer, des sous-groupes, eux-mêmes auto-organisés, sont dans certains cas créés. Les liens interindividuels et la recherche de consensus visent à garantir l'égalité de chacun dans les orientations et prises de décision, afin de neutraliser, selon les propos rapportés par un membre d'Extinction Rebellion, les « *négativités émotionnelles d'une structure hiérarchique* » (Dorian, 23 ans, Extinction Rebellion)

3. Décentralisation et prise de décision

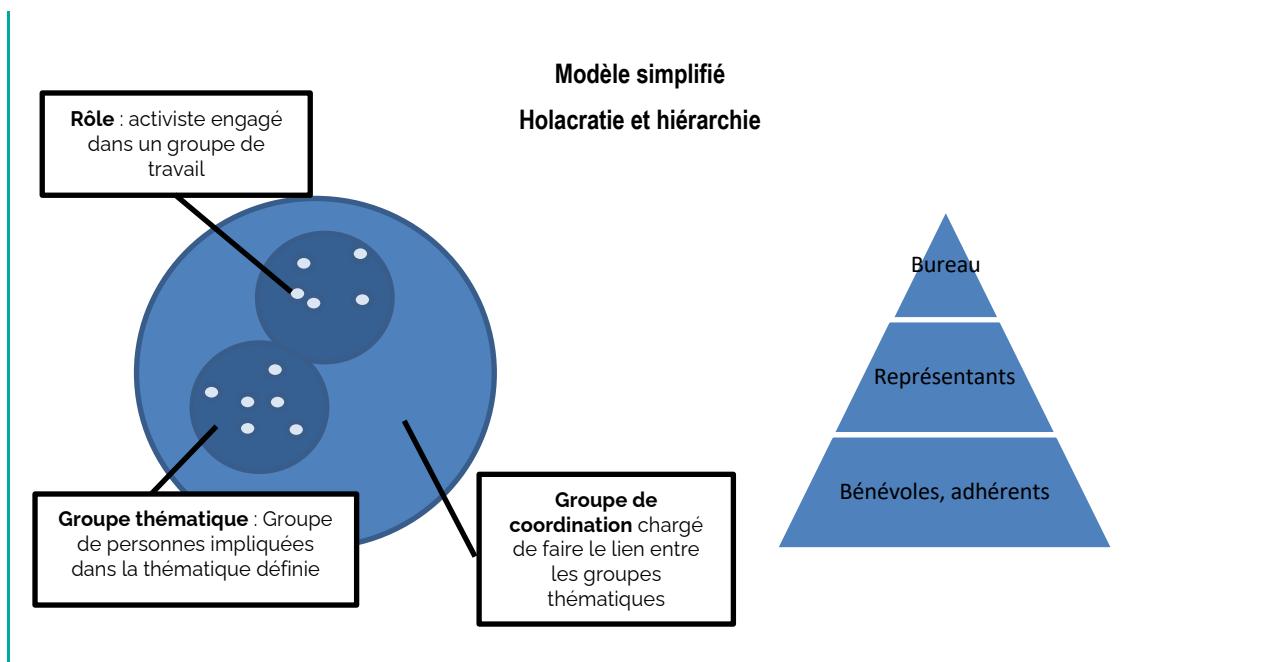
L'autorité est répartie en rôles ou en sous-groupes selon un processus de décision collective. Les mandats donnent le pouvoir de prendre des décisions opérationnelles. Ces dernières peuvent toutefois évoluer selon les objections ou les propositions de l'ensemble du groupe, lequel est encouragé à formuler des avis et des améliorations à la décision.

4. Groupes liés et coordination

Des coordinateur-trices externes peuvent participer aux réunions de groupes thématiques, non pour prendre des décisions ou organiser la discussion, mais pour assurer la liaison ultérieure entre les différents groupes

5. Transparence

Les rôles et les groupes thématiques sont chargés de transmettre les étapes d'avancement, les comptes rendus, ordres du jour, documents internes des précédentes réunions non seulement pour actualiser l'avancée des discussions, mais aussi pour faciliter l'entrée de nouveaux activistes et leur implication.



La plupart des activistes interrogés au cours de l'enquête soulignent les nombreux avantages d'une gouvernance en réseau, sans organisation hiérarchique affirmée, constituée à partir d'un ensemble d'activistes réalisant entre eux des échanges répétés tout en ne dépendant pas d'une autorité organisationnelle chargée de réguler les relations entre les membres, entre membres et direction, entre membres et collectifs extérieurs. En cela, l'organisation horizontale met en œuvre une éthique et un principe de coordination qui font appel à la réciprocité et à la confiance entre acteurs du réseau, entendus sous le terme de « *relations entre potes* », de « *solidarité avec des camarades de XR, de Youth For Climate, ou d'autres orga...* », de « *liens très forts au cours des actions comme dans des moments plus cools autour d'un verre* ». Ces activistes soulignent aussi régulièrement les avantages d'une relation de confiance et de solidarité qui va permettre de recevoir ou de rendre ce qui a été donné ou reçu, quelle que soit l'ancienneté de l'activisme, ou la plus ou moins forte légitimité militante acquise tout au long des actions engagées.

De la « tyrannie de la majorité » à la « tyrannie des minorités agissantes » ?

Le fonctionnement des collectifs sans hiérarchie affirmée peut toutefois provoquer selon certains activistes des « *pertes de repères* » plus particulièrement pour celles et ceux sans expérience militante préalable et qui déclarent parfois éprouver le besoin de recevoir certaines directives de la part d'activistes reconnus par leurs pairs comme suffisamment légitimes pour prendre ce rôle. Pour Cléo, 19 ans, originaire d'une ville moyenne de la région PACA, et qui a rejoint le mouvement Youth For Climate au cours de ses années lycée, l'horizontalité est de ce point de vue « *une force à condition que les personnes en présence n'aient pas besoin de hiérarchie pour participer aux activités* ». Dans le cas contraire, et plus particulièrement pour celles et ceux qui ont un investissement moindre, qui sont arrivés plus récemment ou dont l'engagement est discontinu au fil du temps, des difficultés peuvent être exprimées non seulement sur le sens des actions à mener, mais aussi sur la participation aux espaces de décision ou de coordination :

« Il y a plein de personnes qui disent aussi "Moi, je suis là. Mais par contre, ne me demandez pas de définir une stratégie, de dire ce qu'il faut faire. Moi je suis là, je suis un bras, je viens faire ce qu'il faut faire. Mais voilà, qu'on me dise ce qu'il faut faire, quoi". Et donc, ça dépend quand même vraiment de la personnalité des gens. Parce qu'il y en a toute une partie qui aime bien prendre part à la définition des objectifs et comment on s'y prend, et une autre partie qui a un investissement qui, entre guillemets, est différent ou alors, on pourrait dire, moindre. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas envie d'être les penseurs de ce qui va se faire, quoi. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate.)

À ces difficultés exprimées par certains activistes à coordonner leurs actions dans un sens conforme aux orientations définies par le collectif s'ajoute la problématique de la légitimité des décisions adoptées. Ewan, 26 ans, militant à Extinction Rebellion dans une antenne locale de l'ouest de la France, associe ce désir d'horizontalité à la nécessité de trouver un système opérant pour une prise de décision « parfaitement démocratique », c'est-à-dire qui ne passerait ni par le vote, qu'il qualifie de « *tyrannie de la majorité* », ni par des « *décisions prises par quelques micro-groupes* », qui rejoindraient cette fois-ci une autre forme de tyrannie, celle « *des minorités agissantes* ». Après avoir traversé la France pendant un an pour rencontrer des activistes dans des ZAD pour faire des « *repérages* » des systèmes de prise de décision privilégiés par les activistes, il souligne la difficulté pour de nombreux groupes à dépasser le seul cercle des initiés ou des personnalités influentes présentes dans chacun des collectifs. Revenant sur l'évènement de l'expulsion des activistes de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, il regrette cette double difficulté : la recherche de consensus, d'une part, et la temporalité de la prise de décision, d'autre part, face aux menaces d'expulsion du site. L'horizontalité n'empêche pas selon cet activiste une certaine verticalité de la décision de survenir malgré elle, avec le défaut supplémentaire d'une lenteur de la décision face à des autorités qui se sont avérées à l'inverse plus réactives :

« Le problème, c'est que les minorités agissantes de la ZAD tentaient de dire qu'il fallait passer par le consensus pour pouvoir légitimer leur action et ça créait de graves tensions en interne. À Notre-Dame-des-Landes, ils ont discuté pendant 16 semaines sur comment est-ce qu'on allait se défendre. Au bout de 16 semaines, il n'y avait toujours pas de consensus. Et du coup, il n'y avait pas de plan pour se coordonner, pour se défendre. Et on s'est fait broyer. On se serait peut-être fait broyer quand même si on avait un plan coordonné. Mais je pense que ça a été pire. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

En plus des problèmes de légitimité que ce type de processus décisionnel peut poser, s'ajoute celui de la lenteur des décisions avec le risque d'être plus lent que l' « adversaire ». Pour illustrer ces différences de réactivité, Ewan prend la comparaison de deux boxeurs :

« Il y en a un, il est super baraque ; l'autre, il est frêle. Et en plus, son cerveau, il met super longtemps à décider s'il va parer ou envoyer un coup de poing. Et du coup, on est face à un adversaire qui prend des décisions avec une relative efficacité. Si on a un mode de décision qui est moins rapide que le mode de décision de l'adversaire... déjà qu'on a moins de moyens, c'est le K.O. assuré. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

Souvent souhaitée et défendue par la plupart des activistes rencontrés, l'organisation horizontale n'en demeure pas moins sujette à caution, fragilisée dans certains cas par la légitimité, naturelle ou autoproclamée, obtenue par certains sympathisants du mouvement. Mais sa remise en cause provient le plus souvent, comme nous allons le voir, de l'extérieur, d'organismes ou de fondations qui, tout en souhaitant apporter leur soutien, notamment financier, les incitent à rendre plus visible la structuration interne du mouvement.

Faire émerger des leaders dans des collectifs sans leader

L'accès aux subventions ou aux ressources de fondations internationales (telle que la Fondation européenne pour le climat) est bien souvent conditionné à l'existence d'une structure stable apte à s'insérer dans certains champs des politiques publiques ou en mesure de répondre aux appels d'offres : « *La structuration interne, et donc la nomination de leader est la condition sine qua non pour exister financièrement et politiquement* » le rappelle à ce sujet Ludivine, membre de l'incubateur « L'accélérateur de mobilisation », dont l'objectif est d'accompagner des citoyens et associations aux méthodologies de la mobilisation citoyenne pour accroître leur impact et augmenter la diffusion de leur mobilisation. Au cours des assises nationales de Youth For Climate en 2018, auxquelles plusieurs ONG avaient été invitées à participer (Oxfam et Greenpeace notamment), Ludivine se souvient des incompréhensions entre un mouvement associatif essentiellement composé de générations plus âgées, et les nouveaux collectifs portés par une nouvelle génération de militants, pour la plupart encore lycéens ou étudiants. Elle évoque alors un « *clash de générations* » entre ONG, qui défendaient la nécessité de « *se structurer* » pour faciliter la coordination entre militants, et les nouveaux collectifs qui défendaient pour leur part la « *souplesse du mouvement, son horizontalité, sa capacité à accueillir n'importe qui et permettre aux personnes d'agir de manière quasi instantanée* » (Ludivine, 27 ans, L'Accélérateur de la mobilisation).

Mais la principale limite que souligne cette membre de l'incubateur porte sur la difficulté à convaincre certaines fondations des avantages de ce type d'organisation quand ces dernières réclament à l'inverse plus de visibilité sur la structuration du mouvement pour identifier des interlocuteurs réguliers si des échanges devaient se mettre en place. Ludivine évoque à ce sujet les incompréhensions au moment des Assises de 2018, lorsqu'une représentante de la Fondation européenne du climat prit la parole pour insister sur la structuration interne du mouvement et la désignation de représentants dans l'organisation générale :

« Ça a été quelque chose dont ECF a beaucoup parlé. Ils ont clairement dit : "S'ils veulent construire des partenariats, s'ils veulent se positionner comme acteurs clés dans la lutte contre le réchauffement climatique, il faut qu'ils aient un interlocuteur, absolument." C'est à eux de s'adapter au fait de trouver un interlocuteur et de se structurer de telle manière qu'ils soient reconnaissables, reconnus par des instances plus officielles ou par des ONG. Je n'ai pas l'impression qu'ils le fassent tant que ça. Après, il y a de fait des personnes qui sont plus engagées et des leaders qui ont émergé du mouvement. »

Au moment où les premiers contacts ont été pris entre l'Accélérateur de la mobilisation et le mouvement Youth for Climate, Ludivine se souvient de la « problématique du leadership » au sein du mouvement avec des leaders qui n'étaient pas légitimes pour l'être et pour porter le collectif, et d'autres qui avaient les compétences requises, mais n'apparaissaient pas parmi les prétendants :

« Certains membres de l'Accélérateur sont alors intervenus lors de leurs assises nationales et ils les ont formés, ils ont facilité des moments d'intelligence collective pour faire émerger des leaders légitimes et pour faire émerger une structure de facilitation qui permette de faire en sorte que ça fonctionne vraiment de manière horizontale et que ce soit collectivement décidé. » (Ludivine, 27 ans, L'Accélérateur de la mobilisation.)

Une certaine structuration du mouvement est ainsi régulièrement présentée comme une condition indispensable pour accéder à des moyens matériels et humains qui permettent de soutenir la cause défendue d'une manière jugée plus efficace, ou pour obtenir une influence accrue dans la sphère publique, médiatique ou au sein du mouvement environnementaliste. Bien que se définissant dans la plupart des cas comme des organisations horizontales, les activistes reviennent toutefois fréquemment sur l'émergence, souhaitée ou non, de figures d'influence au sein des collectifs du fait d'avoir été à

l'initiative de la création du mouvement, du collectif ou de son antenne locale, ou en raison d'une assiduité plus marquée à différentes actions entreprises par le collectif. La difficulté se pose au moment du départ de ces « leaders », notamment après le bac, lorsque certains sont amenés à rejoindre des établissements d'enseignement supérieur situés dans d'autres villes. Cléo, activiste de 19 ans dans un groupe local de Youth for Climate du sud de la France qu'elle avait fondé en 2019, évoque la difficulté du turn-over et de son remplacement :

« Quand moi, j'ai commencé à rentrer là-dedans, j'avais 16 ans et la plupart, c'étaient des leaders, ils avaient 18 ou 19 ans, ils étaient là dès le départ. Et ces gens-là maintenant sont partis ailleurs, dans le monde du travail ou dans les études. Et il n'y a pas véritablement eu de relais chez les plus jeunes, qui ne voulaient pas prendre la relève, mais simplement être là quand ça bougeait. C'est assez étonnant, le mouvement est très lycéen. Et quand ils partent ailleurs, ou qu'ils sont devenus étudiants ailleurs, il faut réussir à trouver de nouveaux leaders pour faire tenir le collectif. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate).

L'organisation d'un collectif sans structures hiérarchiques affirmées, porte-paroles ou représentants officiels du mouvement implique par ailleurs la mise en place de modèles de communication originaux entre activistes afin de faciliter la fluidité des échanges et garantir, comme nous allons le voir, une meilleure efficacité dans la prise de décision.

Activistes-ponts et activistes-liaisons dans une communication horizontale

La gouvernance horizontale est réputée faciliter la communication entre activistes, même si le degré variable de structuration des collectifs peut exercer une influence sur la fluidité plus ou moins accomplie de la circulation de l'information entre eux. Les demandes d'entretiens que nous avions entrepris au démarrage de l'enquête auprès de plusieurs militants d'Extinction Rebellion d'une part et d'Alternatiba d'autre part n'ont pas suivi les mêmes circuits, les premières passant par le canal des réseaux informels conduisant à diffuser l'information à l'ensemble des sympathisants (lesquels ne s'accordaient souvent pas la légitimité suffisante ensuite « pour parler au nom du collectif »), les secondes sa faisant de manière plus structurée par des mises en relation entre différents pôles d'activistes aux rôles mieux connus. Le jour d'un rassemblement devant le Tribunal de Paris en soutien à des activistes retenus en garde à vue à la suite de l'occupation de la Place Sainte-Marthe à Paris, je fais part à un groupe d'activistes de ces différences de transmission de ma demande. Un débat s'ouvre alors entre militants pour justifier l'absence de réponse des uns (militants d'Extinction Rebellion) et la confirmation et les prises de rendez-vous plus rapide des autres (Alternatiba). Pour les premiers, ce sont avant tout les relations interpersonnelles engagées de manière relativement informelle entre enquêteurs et enquêtés qui vont faciliter ensuite l'« ouverture du terrain » ; pour les seconds ce sont les demandes plus formelles discutées ensuite entre activistes qui vont permettre d'établir plus directement les contacts. Selon un militant d'Extinction Rebellion, il s'agit d'un degré différent d'horizontalité qu'il qualifie alors de « pleine et entière » à l'intérieur de leur mouvement, contrairement à Alternatiba dont le canal de prise de décision horizontal répond à une structuration permettant d'obtenir des réponses plus formelles de la part du collectif.

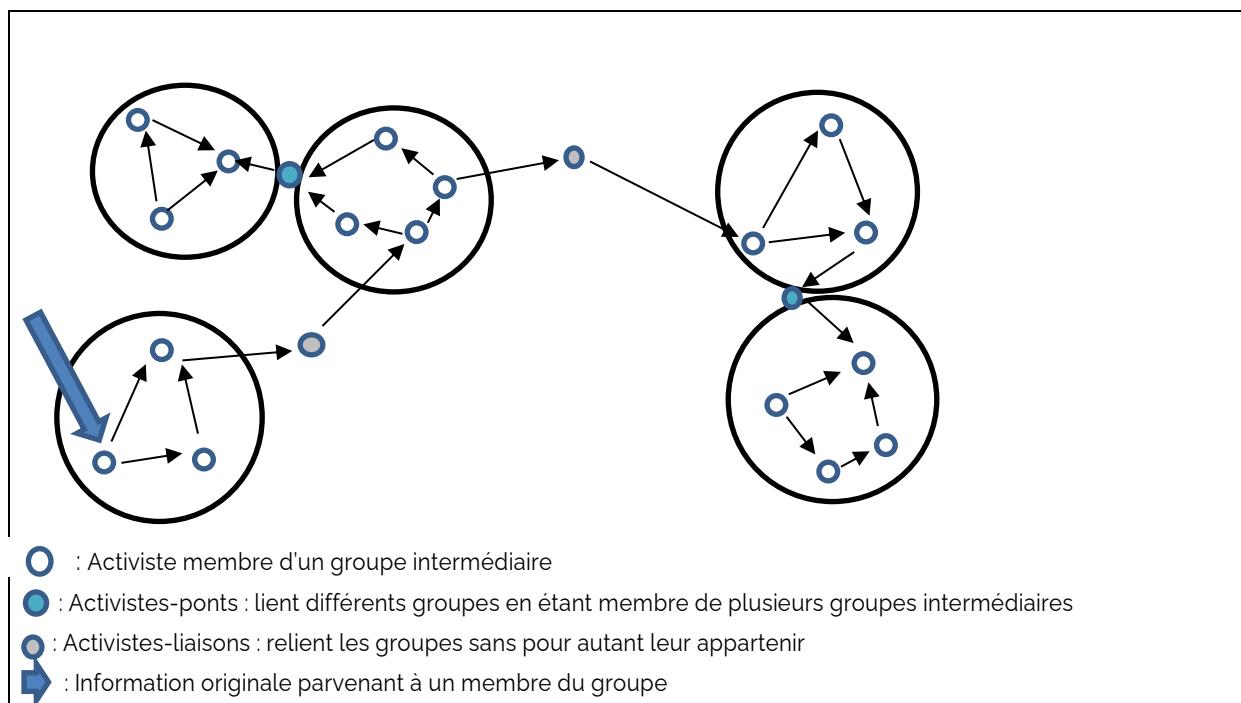
Malgré ces différences, il importe pour les deux collectifs d'assurer une relative égalité entre l'émetteur d'une information et le récepteur, ce qui les distingue des organisations plus classiques qui ont des

moyens de communication verticaux avec une inégalité forte entre l'émetteur touchant un nombre très élevé de récepteurs et de l'autre le récepteur qui se trouve atomisé et sans possibilité d'interagir et de faire circuler l'information (Gardenier, 2020). À l'inverse la communication horizontale se caractérise par un nombre plus réduit de récepteurs, mais qui pourront par la suite retransmettre l'information à d'autres, selon la nature de la coordination et la structure du réseau considéré. Si toutes et tous, quel que soit leur collectif d'appartenance, s'accordent sur le fait que la communication s'effectue par le biais de groupes informels constitués bien souvent de cercles de sociabilité préexistants, ces différences de degré de structuration entre collectifs vont avoir une influence sur le rôle de chacun dans la transmission de l'information et la suite à donner à certaines sollicitations.

Entre ces cercles de sociabilité à l'intérieur des collectifs, se trouvent des « activistes-ponts » ou des « activistes-liaisons » selon la typologie proposée par les sociologues Armand et Michèle Mattelart (2004, p. 89) et Matthijs Gardenier (2020), lesquels vont établir des liens entre différents groupes au sein du collectif :

- Les *activistes-ponts* appartiennent à plusieurs réseaux d'interconnaissance par le biais desquels ils sont souvent rentrés dans le collectif ou ont incité d'autres à les rejoindre. Ils vont ainsi faire circuler l'information, de manière informelle, entre les groupes.
- Les *activistes-liaisons* membres du collectif, mais sans appartenance à un groupe spécifique vont assurer une intercommunication entre les groupes. Dans un modèle horizontal légèrement plus structuré, les fonctions des activistes-liaisons peuvent se définir de manière plus explicite en créant des canaux d'information « officiels » parallèlement à ceux existant dans les groupes préalables d'interconnaissance.

SCHÉMA 2. ACTIVISTES-PONTS/ACTIVISTES-LIAISONS DANS UNE COMMUNICATION HORIZONTALE



Un mode d'organisation défini comme horizontal implique toutefois des degrés différents de structuration des relations entre militants, et de leur capacité, selon le rôle pris dans le réseau, à faire circuler l'information au-delà des groupes préalables d'interconnaissance. Certains collectifs, comme Extinction Rebellion ou Youth For Climate vont ainsi fonctionner principalement par une circulation informelle, sans bureau centralisateur et/ou canal d'information plus officiel, par les militants du collectif pour jouer le rôle de liaison entre les différents sous-groupes qui le composent. Tout en permettant à l'information de circuler à l'intérieur d'un ou plusieurs sous-groupe(s), plusieurs activistes regrettent toutefois les difficultés à atteindre un niveau supérieur de diffusion, mais aussi de prise de décision pour y donner suite. Julia, activiste de 19 ans à Youth For Climate dans un groupe local de la région PACA revient, pour illustrer cet obstacle, sur un précédent épisode concernant un rapprochement éventuel avec le mouvement des Gilets jaunes et la difficulté de se joindre au mouvement sans consultation préalable des activistes :

« C'est arrivé un peu plus tard que le début du mouvement et on ne s'est pas sentis légitimes vraiment pour prendre position au nom du mouvement. Comme on est un peu plus horizontal, il n'y a pas vraiment de leader, etc., c'était dur pour nous prendre de telles décisions à la place de toutes les personnes qu'on réunissait, on ne s'est pas vraiment sentis de se dire : on va sortir de ce qu'on prône pour défendre d'autres idées, mais que tous les gens que l'on rassemble ne partagent pas forcément. Au final, on va s'éloigner un peu de telle ou telle personne. Je pense qu'on avait vraiment la volonté de rester plutôt consensuels par rapport à tous les gens qu'on représentait. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

À l'inverse, l'absence d'*« activistes-liaison »* permettant de faire plus formellement le lien entre réseaux d'interconnaissance, présente le risque d'inciter d'autres activistes à prendre position au nom du groupe sans mandat ou statut particulier au sein du collectif. Cette situation nous a été plus spécifiquement relatée par Paul, 17 ans et activiste dans un groupe local de Youth For Climate en Occitanie. Tout en soulignant l'importance pour l'ensemble des militants de ne pas avoir de hiérarchie dans un collectif constitué *« avant tout de groupes de potes qui sont à peu près d'accord sur tout »*, Paul tempère son point de vue en soulignant le risque de voir quelques *« électrons libres »* se saisir de cette souplesse pour s'autoriser à prendre individuellement des décisions :

« Un problème qui est arrivé très récemment, ce sont les gens qui rejoignent Youth for Climate pour leurs désirs personnels, qui s'investissent pour se mettre en avant et qui vont donc se présenter comme les leaders de Youth for Climate, alors qu'il n'y a absolument pas de leader. On est complètement sur une démarche horizontale. [...] Par exemple, récemment, une pétition a été lancée, qui a été relayée par le groupe de musique Tryo pour la Marche pour le climat le 27 mars. Ils se présentent comme étant le groupe qui organisait toutes les manifestations, etc., alors que ce n'est absolument pas Youth for Climate. Ce sont d'anciens membres de Youth for Climate qui veulent tout reprendre à leur nom. C'est très dérangeant, dans le sens où ça brise complètement les valeurs du mouvement qui sont vraiment celles des jeunes qui s'associent pour essayer de changer les choses. » (Paul, 17 ans, Youth for Climate.)

Dans une position légèrement différente, Alternatiba va davantage défendre l'idée d'une horizontalité qualifiée d'*« hyper structurée »* selon les termes de Manon, 27 ans, membre d'Alternatiba en région Occitanie. Sans cette structuration, aucune coordination ne serait selon elle possible, dans la mesure où l'absence de hiérarchie doit permettre à chaque militant de comprendre comment le réseau fonctionne et quel circuit de décision va permettre de prendre des positions, de définir des actions, de répartir les rôles entre chacun d'eux :

« La plus-value de ce type de mouvement, c'est que, justement, c'est hyper structuré, c'est horizontal, mais, en fait, il y a une méthode... de gestion des réunions, de coordination qui est très stricte. Il y a plein de rôles, plein

d'outils. Et toute cette méthode-là, qui est la méthode Alternatiba d'animation et de structuration, permet – parce que c'est assez strict comme méthode – d'avoir un fonctionnement plutôt horizontal où tout le monde peut s'exprimer, tout le monde peut venir. »

Manon insiste sur l'importance de convenir de certaines règles de fonctionnement strictes et de s'appuyer sur des outils participatifs qui ont fait leurs preuves dans le mouvement, ce qui va permettre aussi de faciliter la coordination entre les antennes locales dont les principes d'organisation s'appuient sur des méthodes similaires.

La structuration stricte du collectif Alternatiba est aussi défendue comme une nécessité pour préserver les militants afin de leur permettre d'entrer progressivement dans le mouvement, de prendre connaissance de son fonctionnement au fil des actions avant éventuellement un investissement plus conséquent dans les circuits de décision. Léonie, 34 ans, entrée dans le mouvement quelques années plus tôt, souligne son attachement à une structuration qui permette aussi d'alléger la charge et de répartir plus équitablement les différentes tâches afin d'éviter que certains « *ne se grillent pas trop vite* ». Elle défend pour cela « *le bien-être militant pour lutter contre le burn-out en préservant les personnes, c'est-à-dire en faisant en sorte de répartir les choses entre les espaces de discussions stratégiques que les militants peuvent intégrer après quelque temps passé dans le mouvement, et celui de l'action sur le terrain. Au fur et à mesure de son implication, il va, s'il le souhaite, prendre de plus en plus de responsabilités dans cet espace-là, plus collectif, où l'on prend des décisions [...] Il y a toute une structure qui permet d'allier à la fois l'horizontalité, la transparence et l'efficacité.* » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

Chapitre 3. Jeux d'échelle et échanges réciproques entre dimensions locales, nationales et internationales

L'une des particularités du mouvement climat et des différents collectifs qui le composent porte sur l'importance accordée, sans doute plus que pour tout autre mouvement social, au jeu d'échelle entre les dimensions locales et globales de la contestation et, à travers ce jeu d'échelle, aux diverses ramifications qui peuvent se mettre en place dans les réseaux de lutte. Cette évolution dans les circuits de solidarité et d'engagement peut être vue comme une actualisation de la thèse développée par Luc Boltanski et Eve Chiapello (2011), selon laquelle la contestation d'un capitalisme organisé en réseau et prenant appui sur de nouvelles techniques horizontales de management exige pour ses opposants une critique plus adaptée du « nouvel esprit du capitalisme ». Celle-ci passe par une organisation de la contestation elle aussi réticulaire, plus souple et flexible, dépourvue de centre directeur et de bureaucratie permettant de joindre, plutôt que d'opposer, le niveau local et global de la contestation.

Mise en réseau transnationale de l'action militante

L'une des spécificités des mouvements climat porte sur le caractère en partie déterritorialisé de l'action militante qui, bien que privilégiant ses revendications sur des terrains de lutte parfaitement localisables (projet de construction de mégabassines, d'autoroutes, de centres commerciaux, sites d'enfouissement de déchets nucléaires, entrepôts Amazon, etc.) n'en reste pas moins organisée en réseaux globaux permettant des réunir sur un même lieu des activistes de différentes régions du pays ou du continent. Ces réseaux d'action et de réflexion se définissent de ce point de vue comme « transnationaux » en ce qu'ils se composent, suivant la définition donnée par Della Porta (2005) « *de groupes socialement mobilisés avec des participants dans au moins deux États, engagés dans une interaction soutenue de protestation avec les détenteurs du pouvoir dans au moins un État autre que le leur ou contre des institutions internationales ou des acteurs économiques multinationaux* ». Précisons toutefois qu'à l'instar d'autres mouvements comme l'altermondialisme, l'action militante transnationale n'est pas récente. Le phénomène s'est en revanche intensifié au cours de ces cinq dernières années, conduisant à une augmentation et une diversification des actions, des organisations et des réseaux militants transnationaux. Ces mouvements ne sont pas seulement devenus plus nombreux, ils se sont aussi intensifiés et diversifiés quant à leur objet, leur nature (militante, politique, académique, mixte, etc.), leur degré d'organisation (formelle ou informelle) et leur portée (mondiale, régionale, pays du Sud, etc.).

Extinction Rebellion, né au Royaume uni en octobre 2018, a par exemple rapidement trouvé différentes déclinaisons dans près de 70 pays pour devenir un mouvement international rassemblant, selon les chiffres du collectif, 100 000 personnes à travers le monde. Le mouvement, qui utilise les différentes possibilités offertes par les réseaux sociaux (Instagram, Twitter, Facebook, TikTok notamment) pour mobiliser les activistes, sensibiliser de potentiels nouveaux sympathisants, et définir un sentiment d'appartenance commun, préconise une action décentralisée en affirmant que toute personne qui suit

ses principes et valeurs fondamentales peut agir en son nom²⁰. De même, le mouvement Friday For Future (dont le collectif français Youth For Climate est issu) résulte également d'une mise en réseau transnationale de l'action militante. Rappelons en effet que Greta Thunberg a initié ses premières actions en août 2018 en protestant, seule, sur les marches du Parlement suédois pendant trois semaines puis a rapidement été rejointe, à la suite du partage de ses photos sur Instagram et Twitter à travers le hashtag #FridaysForFuture et #climatestrike, par plusieurs millions de personnes à travers le monde. La souplesse d'engagement des sympathisants favorise par ailleurs les alliances avec d'autres collectifs disséminés à travers la planète, comme Extinction Rebellion, en se soutenant régulièrement à travers post et partages de contenus sur les réseaux sociaux, ce qui va permettre par la suite de démultiplier la force de frappe du réseau et d'accentuer la résonance mondiale de leurs revendications.

L'internationalisation de l'action militante des jeunes activistes n'est pas apparue avec le mouvement climat, mais ce dernier a accéléré des mises en réseau qui n'étaient encore que balbutiantes quelques années auparavant [voir encadré 4]

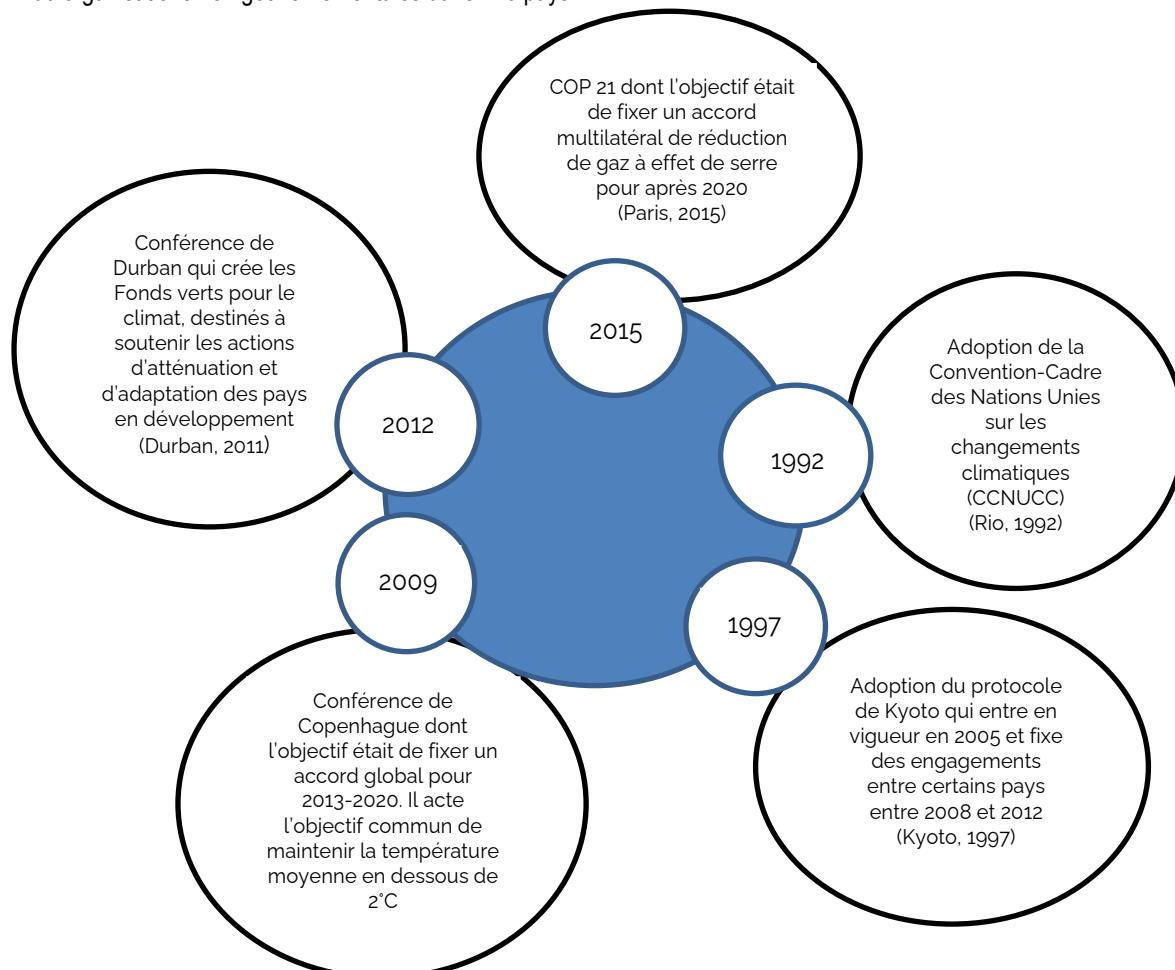
De manière plus spécifique à la France, l'organisation en 2015 de la onzième Conference Of Youth²¹ (COY 11), en parallèle de la COP 21, a accéléré la coordination et l'institutionnalisation de collectifs de jeunes engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique, avec un certain nombre d'activistes qui ont rejoint des collectifs ou associations à cette occasion. De ce point de vue, ces initiatives entreprises au niveau international ont instauré de nouveaux lieux d'action et des opportunités politiques permettant aux organisations de jeunes de se constituer en réseaux transnationaux et de graviter autour des instances onusiennes. Les différents systèmes d'échange entre les initiatives institutionnelles et les réponses de la société civile organisée sont de ce fait intrinsèquement liés à la création de structures d'opportunités internationales favorables à la transnationalisation de l'action militante.

²⁰ Parmi les 10 principes d'Extinction Rebellion (<https://extinctionrebellion.fr/principes-extinction-rebellion/>), le 10e précise : « Toute personne ou groupe peut s'organiser de façon autonome par rapport aux problématiques qui lui paraissent les plus urgentes, et agir au nom et dans l'esprit d'Extinction Rebellion, tant que cette action ne déroge pas aux principes et valeurs d'Extinction Rebellion. De cette façon, le pouvoir est décentralisé, ce qui signifie qu'il n'est pas nécessaire de demander l'aval d'un quelconque autre groupe, ni d'une autorité centrale. En règle générale, nous aurions plutôt tendance à opter pour le système de "l'holocratie" plutôt que pour celui de la prise de décision par consensus. »

²¹ La COY (Conference of Youth) est un événement qui précède chaque année la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP) et qui se déroule dans la ville hôte de la COP. La COY 11 s'est tenue quelques jours avant le COP 21 et a eu lieu au Parc des expositions de Villepinte (93) du 26 au 28 novembre 2015.

encadré 4. Des évènements internationaux facilitateurs de coalitions internationales des organisations de jeunesse

Les premiers mouvements pour le climat ont commencé à apparaître après la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement organisée à Rio en 1992. Au départ fragmentés, les mouvements ont ensuite connu de nouvelles alliances internationales avec la formation du Forum européen de la jeunesse en 1996 et de l'organisation de jeunesse américaine SustainUS en 2001. Les organisations dirigées par des jeunes ont par la suite progressivement envoyé des délégations pour participer aux diverses négociations mondiales, principalement par le biais des Nations Unies, à travers notamment la participation à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La participation des organisations de jeunesse aux négociations internationales leur a ensuite permis d'identifier les négociations des Nations Unies sur le climat comme un nouvel espace pour accroître la participation des jeunes, à travers notamment la COP 11 organisée en 2005 à Montréal (qui donnera lieu à la première Conférence de la jeunesse [COY]), la COP 15 de Copenhague en 2009, la COP 17 de Durban, la COP 21 de Paris. Avec la création de nouvelles coalitions internationales au cours de chacune de ces conférences (intégration au sein de l'International Youth Climate Movement entre 2006 et 2009 de la coalition canadienne, australienne, indienne, anglaise, africaine, chinoise, japonaise, îles du Pacifique et Asie du Sud). D'autres coalitions de jeunes voient le jour ensuite, comme le *Climate Action Network International*, qui regroupe plus de 1 100 organisations non gouvernementales dans 120 pays.



Cependant, ce ne sont pas les Conference Of Youth organisées par les YOUNGO (les ONG de jeunes accréditées par l'ONU) qui ont favorisé la transnationalisation de l'action militante de jeunes engagés sur le climat, elles en ont seulement été un levier. Bien que cette institutionnalisation des organisations internationales de jeunesse présente quelques points de similarité avec les collectifs du mouvement

climat, notamment dans leurs tentatives d'obtenir des engagements internationaux en matière de politique environnementale par le truchement des organisations intergouvernementales et/ou supranationales, des différenciations majeures sont apparues, plus particulièrement dans leur usage des réseaux sociaux pour militer, dénoncer, atteindre de nouvelles cibles et organiser l'action militante. Les coalitions apparues dans le cadre des COY fonctionnent davantage sur un modèle centralisé avec un certain nombre de couches d'organisations institutionnelles plus difficiles à mobiliser en dehors des grands événements internationaux. Les collectifs de jeunes apparus dans leur sillage mobilisent quant à eux davantage les réseaux sociaux dans l'optique de décentraliser l'action militante pour atteindre un élan mondial et stimuler une action plus large et globale, en témoigne le mouvement de grève scolaire. Ce dernier s'est inspiré des mouvements passés ou présents dans leur utilisation des réseaux sociaux, notamment le mouvement mondial Occupy (Theocharis, Lowe, van Deth et Garcia-Albacete, 2015), le printemps arabe (Faris, 2012), Black Lives Matter (Freelon *et al.*, 2018). Tous ont en commun de s'être appuyés sur la vitalité et la « viralité » des réseaux sociaux en utilisant des hashtags mobilisateurs, en fédérant autour d'eux une communauté discursive sur la cause à défendre, en sensibilisant sur les enjeux de la mobilisation par le partage de documents scientifiques, de sources d'information ou de photos et vidéos d'évènements.

L'expansion de la transnationalisation de l'action militante n'est toutefois pas liée uniquement aux réseaux sociaux et à leur diffusion dans de nombreux pays. Ils sont d'abord et avant tout des outils de facilitation à une nouvelle « réflexivité cosmopolitique » qui lui est préexistante (Tassin, 2003), plus particulièrement chez les nouvelles générations (Lardeux, 2019). Cet élargissement de l'horizon des luttes est d'abord lié à la mondialisation et à son impact sur la compréhension des institutions et des relations sociales. Les changements macrostructurels intervenus au niveau mondial par le développement des échanges internationaux, le développement des flux de communication, l'importance accrue des organisations internationales et supranationales dans les décisions nationales, voire régionales ou locales (Smith, 2005 ; Della Porta *et al.*, 1999 ; Tarrow, 2001) ont favorisé le développement de réseaux de résistance transnationaux, à l'image de ceux observés dans le champ de la lutte contre le réchauffement climatique. Suivant l'analyse développée par Donatella della Porta et Sidney Tarrow (2005) l'*« internationalisme complexe »* serait en effet d'abord lié à *« l'expansion des institutions internationales, des régimes internationaux et le transfert des ressources des acteurs locaux et nationaux sur la scène internationale produisant des menaces, opportunités et ressources pour les ONG internationales, les mouvements sociaux transnationaux et, indirectement, les mouvements de base »* (Della Porta, Tarrow, 2005, p. 234).

Si l'expansion des institutions internationales peut produire des opportunités et des ressources aux collectifs du mouvement climat, l'émergence de ces derniers ne peut se réduire à une simple réponse mécanique à l'expansion des institutions internationales. Si nous suivons l'analyse proposée par Tarrow (2005), il est non seulement nécessaire que le contexte institutionnel soit propice à la transnationalisation de l'action, en offrant une « structure d'opportunités multiniveaux », mais aussi que ces acteurs se saisissent de ces nouvelles « opportunités politiques » en saisissant les organisations internationales, en les interpellant, ou en essayant de les convaincre de la nécessité de mettre en œuvre des conventions et des systèmes de contraintes au niveau des États membres. Dans d'autres cas, certaines arènes peuvent être utilisées par les militants pour tenter de mettre davantage de « pression » sur des gouvernements étrangers peu investis dans la lutte contre le réchauffement climatique, à l'image d'un évènement organisé en Nouvelle-Aquitaine et qui donnait la possibilité de placer les projecteurs sur une activiste ougandaise très investie dans son pays, mais peu écoutée par les décideurs politiques :

« Ça nous arrive souvent d'avoir des échanges assez variés avec des activistes d'autres pays. Par exemple, un événement qui va être organisé ici et qui va ramener une ou deux personnes d'un pays étranger, notamment le Climax Festival. Cette année la thématique portait sur l'Afrique et c'était extrêmement intéressant. Il y avait une fille assez précurseur dans ce domaine du mouvement Fridays for Future, en Ouganda qui est venue. Donc on a quand même des liens indirects avec les événements qui sont organisés ou alors des gens qui sont de passage. Très récemment, on a une fille de notre mouvement qui est partie à la conférence de Glasgow. Donc elle était partie la rejoindre. Youth for Climate y participait. » (Louis, 20 ans, Youth for Climate.)

L'effet recherché par les activistes n'est pas seulement de trouver des liens de solidarité dans la lutte entre activistes de différents pays, mais aussi de faire en sorte d'obtenir un écho plus favorable pour tenter d'influencer, au niveau national, les décideurs et infléchir de nouvelles lois plus contraignantes sur les énergies fossiles. Comme le souligne à ce sujet Adam, 24 ans engagé depuis quatre ans dans le collectif ANV Cop 21,

« Il est essentiel d'avoir du poids dans les discussions à tous les niveaux, dans les villes et villages, dans les régions, dans le pays, dans les assemblées internationales, tout ça c'est important. Mais tout le monde a bien compris que c'est d'abord au niveau international qu'on arrivera à faire changer les choses dans le pays. C'est d'abord parce qu'on arrivera à faire pression sur l'Europe, sur les Nations unies, que les nations n'auront pas d'autres choix que de se soumettre aux décisions prises. C'est donc là qu'on doit agir aujourd'hui ».

On retrouve dans ce propos la stratégie de l'« effet boomerang » énoncé par Kathryn Sikkink (2005). Lorsqu'une structure d'opportunité politique apparaît fermée au niveau national faute de parvenir à interférer sur le cours des décisions et de réussir à mettre à l'agenda les revendications autour desquelles se nouent la mobilisation, les militants peuvent chercher des alliés internationaux au sein de structures d'opportunités plus ouvertes dans l'objectif d'importer la pression sur le gouvernement national et faire infléchir certaines lignes directrices longtemps perçues comme inaltérables.

Au-delà de cette perception de la dimension internationale comme moyen d'influencer les décisions prises à des niveaux plus infrapolitiques, l'horizon transnational adopté vise aussi à obtenir un rééquilibrage lorsque certaines actions sont perçues comme trop « localistes ». Ces dernières ne permettraient pas une montée en généralité, auraient une influence limitée et seraient de ce fait perçues comme insuffisantes pour transformer le cours du dérèglement climatique. Un certain nombre d'activistes retrouvent donc dans ces engagements transnationaux la possibilité d'agir au niveau global sur une problématique qui fait fi des frontières et qui ne pourrait de ce fait être résolue sans s'affranchir des limites de l'État-nation. Pour Lola, 32 ans et membre de France Nature Environnement à Paris, l'enjeu est donc d'agir d'abord sur des dimensions transnationales afin de déjouer les perspectives statonationales, parfois savamment entretenues par les acteurs politiques eux-mêmes, y compris dans le cadre des négociations internationales :

« Je me suis toujours dit que l'échelle internationale pouvait peut-être essayer de faire changer tout le monde, là où une échelle locale est insuffisante et ne fait changer que peu de personnes. C'est l'histoire du Colibri. Faire sa part, je ne pense pas que ce soit suffisant, en tout cas, à titre personnel. Je pense qu'aujourd'hui, que c'est complètement insuffisant et qu'il faut vraiment un changement global. Et je ne pense pas que les COP pour le climat, par exemple, soient le bon outil, parce qu'on voit que pour parvenir à un consensus entre tous les pays, du coup, on est forcément sur quelque chose de *light* et que ça ne va pas du tout assez vite par rapport à ce qui est nécessaire de faire pour la lutte contre le changement climatique. Je suis un petit peu désillusionnée sur les possibilités qu'on a de changer les choses, mais l'enjeu c'est d'aller au-delà de nos frontières et de penser le monde autrement qu'à travers les limites des États. » (Lola, 32, France Nature Environnement.)

L'orientation transnationale engagée notamment par certains activistes d'Extinction Rebellion et de Youth for Climate vise à bousculer le rapport aux frontières à travers l'émergence d'une aspiration démocratique se méfiant des médiations et des affiliations, en prenant la forme d'un « mouvement de contestation générale des gouvernants et de leur jeu, au nom du peuple » (Hayat, 2018). Pour plusieurs activistes, cette aspiration à engager des actions et des réflexions au-delà du cadre de l'État-nation s'est intensifiée au moment de la pandémie mondiale du Covid-19 qui a accéléré la prise de conscience de la nécessité d'articuler plus fortement le global et le local. Pour Maé, 28 ans, activiste à Extinction Rebellion depuis 2019, qu'il s'agisse de la compréhension des enjeux, comme des revendications et des réponses à apporter, la crise du Covid a contribué à considérer autrement le rapport aux frontières dans le cadre des actions à engager pour le bien de la planète :

« Je crois que, dans les choses qui m'ont un petit peu transformée et qui ont participé à changer ma perception des événements, c'est le Covid et 2020. Alors j'ai bien sûr été un peu désillusionnée. Mais sur le moment, on espérait que la reprise changerait les choses. On parlait du monde de demain, de la nécessité d'agir au niveau global, de dépasser les frontières... j'y ai cru un petit peu. Et je continue encore d'y croire, même plus qu'avant. C'est mon côté naïf. J'ai espéré qu'après 2020, on se rende compte que nos actions pouvaient avoir un effet sur l'environnement, des effets graves sur le monde, sur la santé humaine, sur les sociétés et qu'il fallait vraiment qu'on change les choses et qu'on agisse au-delà de nos pays, au-delà de nos frontières, que des décisions soient prises autrement à l'échelle de la planète. Et en fait, il n'y a rien qui a changé, même si moi pour le coup, j'ai changé. » (Maé, 28 ans, Extinction Rebellion.)

Comme pour d'autres activistes rencontrés au cours de l'enquête, la pandémie a enclenché de nouvelles réflexions sur la légitimité des hiérarchies, des catégories d'appartenance, des frontières entre États sur une problématique et les réponses à lui apporter qui dépassent les frontières des États. Le réchauffement climatique, comme la pandémie, présente de ce point de vue des similitudes sur la mise à l'épreuve des frontières étatiques et de la gestion internationale des problématiques mondiales contemporaines.

Maillages locaux et engagement ancré

La sensibilité des activistes engagés sur le climat pour l'adoption d'un horizon d'action transnational ne doit pas être vue comme une opposition à des actions tournées vers des dimensions locales. Il semble bien au contraire que la théorie des vases communicants selon laquelle un système de valeurs cosmopolites se ferait au détriment de modes d'action, de réflexion et de sensibilité pour le niveau local ou national ne se vérifie pas auprès d'une large majorité de jeunes activistes rencontrés. Contre l'idée d'une exclusivité des rapports d'allégeance, les activistes affirment davantage ressentir une pluralité des systèmes d'appartenance, à la fois « locaux » et « globaux », ancrés dans des territoires de luttes où se construisent des liens interpersonnels entre activistes, et tournés vers des sentiments d'appartenance cosmopolites libérés des carcans des États-nations. Pour Maé, activiste à Extinction Rebellion depuis 2019, il s'agit principalement de donner une nouvelle actualité à l'expression régulièrement reprise dans les mouvements environnementalistes et altermondialistes d'« agir local et de penser global » :

« Le principe de nos actions, c'est en tout cas comme ça que je le vois, c'est de faire des actions ici, de dénoncer les aberrations qui ne manque pas dans le coin, de faire du lien avec les autres collectifs, avec toutes les personnes engagées sur le climat, et de façon générale sur l'environnement, et de pousser la réflexion plus loin. C'est à l'échelle de la planète que les problèmes se posent, et c'est à cette échelle qu'on doit aussi se battre. »

D'autres activistes rejoignent ce rôle d'« agent double » pour reprendre l'expression de Yves Dezelay et Bryant Garth (2011), se définissant à la fois comme « *citoyens du monde et rattachés à une histoire locale* » (Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21) avec un enchevêtrement des dimensions globales et locales qu'ils considèrent habiter simultanément. C'est aussi une volonté de « *cohérence* » *face aux enjeux de la mondialisation effrénée* » souvent citée comme une « *erreur* » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion.) par des activistes qui prônent à l'inverse la production et l'achat local, les circuits courts et le retour à la « *solidarité de voisinage* » (Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21). Plusieurs activistes soulignent ainsi que le monde se localise et se globalise en même temps. L'engagement dans l'action climatique doit alors se faire à la fois de la base vers le sommet (*bottom-up*) à travers les actions des collectifs susceptibles d'influencer la décision à un niveau plus macropolitique, et du sommet vers la base en traçant des orientations et des lignes communes susceptibles d'être déclinées localement (*top-down*).

En anticipant certaines critiques d'un localisme exacerbé qui introduirait de nouvelles frontières derrière lesquelles se retrancherait l'action militante, plusieurs activistes défendent l'idée d'« *une déclinaison locale d'un mouvement qui se veut global*. » Pour Maé, 28 ans, activiste dans le collectif Extinction Rebellion, il ne se s'agit pas d'avoir une attitude qu'elle qualifie de « *particulariste* », mais au contraire « *de défendre des situations locales ou de dénoncer des problèmes tout à fait locaux, mais toujours en vue de s'en servir comme exemple à un niveau plus global* » (Maé, 28 ans, Extinction Rebellion.) D'autres considèrent aussi l'échelle locale comme la plus adaptée pour défendre les valeurs du collectif en termes de nouveaux modes de vie, de rapports de proximité entre habitants, de modes de consommation, d'agriculture raisonnée.

Mais alors que la dimension globale se réfère le plus souvent à un sentiment plus qu'à un registre d'action, la dimension locale se trouve quant à elle davantage investie concrètement dans les activités quotidiennes des collectifs et trouve dans les relations interindividuelles entre activistes les conditions de son accomplissement. Pour Cléo, activiste de 19 ans à Youth for Climate depuis 2020 dans le sud de la France, les relations interindividuelles sont fondamentales pour consolider le sentiment commun d'appartenir à un même collectif. Les relations engagées au niveau local se distinguent nettement des relations entre activistes au niveau national ou international qu'elles considèrent comme « *impersonnelles* » et « *inadaptées* » :

« Et puis il y a des liens humains. En fait avant tout, c'est des jeunes avec des connexions, mais avec des liens humains qui sont assez forts, en fait. Ce sont des amis, moi j'ai rencontré mon petit ami. Donc ça fonctionne un peu comme ça, dans le sens où les échanges au niveau national ou international en fait sont impersonnels... Les différentes unités sont en lien, parce qu'il y a quelques personnes qui font le lien, quoi. Notamment grâce aux assises nationales, où se rencontrent les gens. Et quelque part, sans le vouloir, ils servent de transmetteur. Mais ce qui se vit à l'échelle locale, ce sont des liens qui se nouent entre activistes et que l'on ne pourra jamais avoir sans se rencontrer autrement que sur Zoom. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate).

Toute la difficulté pour des mouvements ayant une dimension nationale, voire internationale, et se définissant comme décentralisés consiste en la consolidation d'un maillage entre les différentes antennes locales sans passer par une médiation qui établirait des relations hiérarchisées entre le « centre » et la « périphérie ». La plupart des collectifs du mouvement, notamment Youth for Climate et Extinction Rebellion, passent pour cela par des plateformes numériques en créant différents groupes de discussion susceptibles de consolider les liens entre les activistes des antennes locales et de définir des orientations communes. Youth for Climate utilise notamment l'application Discord permettant aux activistes volontaires de participer à des groupes de travail (« patates ») et de faciliter par ce biais la

coordination entre le niveau local et le niveau national par l'intervention de personnes de référence choisies par le groupe (« personnes cœur »). Elia, activiste de 19 ans à Youth for climate dans une antenne locale de Bretagne depuis les débuts du mouvement en 2018, rappelle à ce sujet les enjeux et le fonctionnement de la plateforme :

« À la fin des premières assises à Nancy, en avril, on s'était dit qu'on allait fonctionner par groupe de travail et à deux échelles : les groupes locaux et le national. Les groupes locaux gardaient leur indépendance, faisaient leur projet de leur côté, etc. Par contre, la plateforme nationale, tout le monde pouvait s'investir dedans. On pouvait être investi dans le national et dans le local ou juste l'un ou l'autre. Et sur le national, on s'organisait par groupes de travail, on appelait ça des patates. On a dégagé huit pôles qui nous semblaient vraiment importants. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

Dans cette volonté de créer une coordination nationale en vue de faciliter les liens et les échanges entre les différentes antennes locales du mouvement Youth for Climate, plusieurs activistes regrettent le décalage progressif entre les intentions de départ sur le partage d'informations et de connaissances entre groupes locaux, et ce que certains activistes ont perçu progressivement comme une « volonté de prise de pouvoir » du national sur les différentes antennes locales.

« Le national, c'est assez nébuleux parce qu'au départ, ça ne devait pas avoir vocation à exister. Au tout début, une organisation nationale Youth for Climate France, ça devait juste être l'ensemble des groupes locaux. Le serveur Discord a été utilisé pour se réunir et réfléchir ensemble. Mais c'était plus dans le transfert d'informations au départ. Par exemple notre groupe local voulait parler au groupe local de Paris qui voulait parler au groupe local de Lorient. Et tout le monde se retrouvait ici pour discuter de leurs différentes actions. Et puis, au fur et à mesure, il y a eu une organisation nationale qui s'est mise en place avec les groupes de travail intergroupes locaux. Et puis, peu à peu, il y a eu une scission du niveau national. On l'a vu avec la création des réseaux sociaux : Youth for Climate France, le Twitter de Youth for Climate France, des militants et militantes parlaient aux médias sous le prisme de Youth for Climate France. Et du coup, c'est devenu une entité un peu indépendante. Au départ, c'était un échange entre le groupe local et l'entité nationale. Et puis, de fil en aiguille, je dirais, il y a quand même eu une période où, justement, les informations étaient plus descendantes que comme c'était auparavant. L'organisation globale était fixée par le national. La communication passait par les niveaux nationaux, les visuels aussi pour la communication, la finance. Moi, je fais partie du groupe local finances. Justement, les financements passaient par le national, c'était une association qui était nationale. Donc, en fait, finalement, il y a eu cette prise d'indépendance, et même cette mise en supériorité de l'échelon national par rapport aux groupes locaux. » (Tom, 20 ans activiste à Youth for Climate dans un groupe local du sud de la France.)

Alors que les militants défendent l'idée d'une articulation perçue comme fluide entre les dimensions locales et globales des réseaux d'engagement, des clivages s'observent bien plus entre le niveau local et le niveau national avec les craintes régulièrement soulevées par les militants des groupes locaux de voir apparaître des velléités de centralisation de la part des « *activistes de la capitale* ». Pour Ewan, 26 ans, activiste en Bretagne et membre d'Extinction Rebellion depuis 2018, le problème se situerait essentiellement dans « *le parisianisme des échelons nationaux* », lequel contribuerait à établir « *un début de rupture entre Paris et la province* ». Pour surmonter ces difficultés entre les deux échelons et limiter la « *surreprésentation des groupes parisiens dans les outils nationaux* », Ewan évoque différentes tentatives de remédiation, avec notamment la mise en place d'une assemblée des groupes locaux et la nomination dans chacun de ses groupes de délégués chargés de faire connaître les spécificités et difficultés locales éventuellement rencontrées. Plutôt que de désaccords, Ewan préfère parler en termes de « rapport de force » permettant de déterminer quelle sera la ligne politique générale du collectif sur des sujets parfois clivants tels que les actions de désobéissance civile, les relations avec les institutions et les élus, les communiqués de presse et relations avec les médias. La décentralisation du mouvement permettrait

toutefois selon lui de garantir aux groupes locaux leur autonomie et la possibilité de soutenir des prises de position parfois différentes de celles défendues par l'assemblée des groupes locaux :

« C'est une organisation très décentralisée, au final, donc ce n'est pas trop gênant s'il y a des divergences de point de vue. Chaque groupe local peut continuer à défendre la ligne qu'il souhaite, sans que ça pose de problèmes aux autres groupes locaux. Non, non. Le national est vraiment au service des groupes locaux, théoriquement. La plupart du temps, en fait, les groupes locaux font à leur sauce ; et le national fait à sa sauce. Et la plupart temps, ça se passe bien. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

Mais tous n'ont pas nécessairement ce regard apaisé sur les relations entre l'échelon local et l'échelon national. Des activistes peuvent dans certains cas observer des décalages entre des orientations défendues par le cadre national et des spécificités locales qui peuvent s'en éloigner. Pour Paul, 17 ans, activiste depuis 2020 dans un groupe local du sud de la France, les dissonances observées entre le niveau national et le niveau local, plus particulièrement sur l'*« orientation radicale »* du mouvement, sont d'ailleurs telles que certains « éprouvent le sentiment de ne pas appartenir au même mouvement ». Il justifie ce point de vue par les désaccords qu'ils considèrent grandissants entre les *« activistes de Paris qui défendent sur les plateaux télé le tournant radical de Youth for Climate et les actions de désobéissance civile »* et les relations engagées par le groupe local avec des élus et des chefs d'entreprise pour tenter d'obtenir auprès des engagements à l'échelle de la région :

« Nous, à Montpellier, on était en train d'essayer d'expliquer à des gens, des élus, à des chefs d'entreprises qu'on souhaitait vraiment prendre un tournant presque d'entreprise, dans le sens où on souhaitait négocier avec eux, faire des choses avec des gens qui ont une influence dans la ville ou la région et qui peuvent changer les choses. Et ça, c'était au moment où le national défendait sur les plateaux télé les actions radicales de désobéissance civile. Comment être convaincant et arriver à dialoguer avec des personnalités quand on est présentés comme ça ? Donc, ça, c'est une vraie différence avec le natio, et avec d'autres groupes locaux. Ce qui fait que la communication peut être en décalage total avec la réalité de là où on vit et où font des actions. » (Paul, 17 ans, Youth for Climate).

Chapitre 4. « Radicalisation » ou diversification des régimes d'action

Nombreux sont les travaux, articles de presse, discours politiques, reportages et témoignages diffusés ces dernières années évoquant de nouvelles formes d'action protestataire des jeunes activistes engagés dans le mouvement climat. Ce durcissement de l'action militante se matérialiserait par différentes formes de désobéissance civile, des occupations de terrain, des dégradations d'équipements ou de matériels dans l'espace public ou dans des entreprises privées, voire, dans certains cas, des actes de violence exercés à l'encontre des forces de l'ordre. « Sabotages », « dégradations », « occupations illicites », « brutalités » reviennent alors en force pour qualifier ces agissements, perçus comme une évolution possible vers certaines formes de « radicalité ». Les nuances sont toutefois régulièrement de mise, car il est en réalité plus souvent fait état, en-dehors de quelques cas spectaculaires abondamment relayés dans la presse, d'un potentiel passage à l'acte plutôt qu'une situation effective, d'une probabilité plus que d'une réalité, d'une « tentation » (Galland, Muxel, 2020) plus que de faits réels.

L'élargissement du périmètre de la notion de radicalité à sa potentialité contribue aussi à agrandir le cercle des individus identifiés comme « radicalisés », ou à en faire dans d'autres cas une revendication collective assumée par celles et ceux appelant à un durcissement de l'action militante. La tribune de 1 000 scientifiques publiée dans *Le Monde* le 20 février 2020 intitulée « Face à la crise écologique, la rébellion est nécessaire²² », qui invitait les citoyens à participer à des actions de désobéissance civile pour interpeller les décideurs, a aussi contribué à changer le visage des militants recourant à des répertoires d'action non conventionnelle, qui ne concernent désormais plus seulement les franges le plus dures de la radicalité politique (Black bloc notamment), mais également des citoyens habituellement éloignés de l'action protestataire.



Occupation Paris Boulevard Saint-Denis – 16/18 avril 2022

²² https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/02/20/l-appel-de-1-000-scientifiques-face-a-la-crise-ecologique-la-rebellion-est-necessaire_6030145_3232.html

Cet élargissement de la notion de radicalité implique de revenir sur certains éléments de définition pour mieux en comprendre son appropriation, ou certains détournements à l'œuvre. La délimitation qu'en propose notamment la sociologue Isabelle Sommier (2012) invite à la prudence sur l'emploi de cette terminologie en rappelant que, pour être considérés comme radicaux, les activistes doivent s'inscrire dans « *une posture de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance, et accepter au moins en théorie le recours à des formes non conventionnelles d'action politique éventuellement illégales, voire violentes* ». Or, dans le cas présent, les actions protestataires des militants engagés sur les questions liées au dérèglement climatique, bien qu'ayant connu une accélération récente, ne visent pas à faire « scission » au sens d'Isabelle Sommier, mais cherchent au contraire à établir de nouveaux liens avec les institutions de la démocratie représentative en s'adressant directement aux élus dans le but de les inciter à adopter des mesures pour réduire l'empreinte carbone de la France. De ce point de vue, il n'y a pas rupture vis-à-vis de la société d'appartenance et du pouvoir politique (au sens premier de la radicalité), mais des interpellations à destination des institutions de la vie démocratique et politique, qu'ils expriment à travers différentes actions protestataires, lesquelles, dans leur très large majorité, restent non violentes, ne relèvent pas du sabotage, ne génèrent pas de victimes et occasionnent très peu de dégâts. Il s'agit principalement de troubles à l'ordre public (projection de soupe sur des vitres de protection, manifestation au cours d'événements sportifs ou blocage d'autoroutes ou de périphériques, occupation de places, de sites industriels, etc.). En cela, pour de nombreux militants, le terme « désobéissance » s'avère inapproprié et ils lui préfèrent l'expression « résistance civile », dans la mesure où il n'y a pas d'insoumission à l'égard d'une loi, mais plutôt des actions collectives de résistance en vue d'infléchir de nouvelles orientations politiques et de tenter de faire advenir de nouveaux engagements de la part des élus pour limiter le réchauffement climatique. Ils ne refusent pas de se soumettre à une loi, mais en demandent de nouvelles, ce qui les éloigne fortement du sens premier de la radicalité.

Transformation des actions versus transformation des perceptions

L'extension progressive du domaine de la radicalité à toutes les formes non conventionnelles d'action politique tend à exclure du périmètre de la légitimité l'ensemble des pratiques militantes dérogeant à l'ordre social (Robineau, 2020). Tout en admettant une transformation de l'action militante, de nombreux activistes rencontrés au cours de l'enquête déplorent l'influence des représentations et des jeux de perception sur les qualificatifs employés pour les désigner. Pour Pauline, activiste de 21 ans qui avait rejoint le mouvement Youth for Climate en Rhône-Alpes Auvergne au moment de l'appel de Greta Thunberg du 19 mars 2019, ce n'est pas tant la radicalité qui a changé, avec des actions de désobéissance civile déjà régulièrement employées depuis les années 1960 [encadré], « que les perceptions », lesquelles « *consisteraient à discréditer les mouvements actuels en ne prêtant jamais attention à ce qui motive les activistes à agir ainsi, mais plutôt à parler de leur supposée radicalité* » (Pauline, 21 ans, Youth for Climate). Comme pour d'autres mouvements sociaux ou mobilisations collectives, la focale s'est en effet largement déplacée de la question du « pourquoi » (pourquoi adopter tel type d'engagement ? Quels en sont les causes, les motivations, les freins et les facilitations ?) vers celles du comment (comment se développent les actions engagées ? Quelles sont les évolutions observées ?), qui seraient symptomatiques d'un désintérêt pour les causes des actions engagées au profit d'une lecture visant à suivre « la radicalisation pas-à-pas » (Collovald, Gaïti, 2006, p. 32). De nombreux travaux se sont ainsi

orientés vers l'ultime étape du processus, en portant la focale sur l'intégration des militants à des groupes fermés et leur adhésion à un projet de société alternatif et de rupture entre l'« in group » et l'« out group » (Sommier, 2012). Rien dans le cas présent ne permet pourtant de repérer ce type d'agissement dans les pratiques observées et les propos rapportés par les activistes rencontrés.

encadré 5. Qu'est-ce que la désobéissance civile ?

Théorisée aux États-Unis dans le courant des années 1850 par l'Américain Henry David Thoreau à la suite de son refus de payer une taxe destinée à financer la guerre contre le Mexique (Thoreau, 1992), la désobéissance civile est généralement définie comme un refus collectif, public, non violent et politique de la loi (Rawls, 1987 ; Ogien, Laugier, 2014). Si l'on suit notamment la définition développée par Rawls (1987), la désobéissance civile vise le plus souvent à amener un changement dans la loi ou dans la politique d'un gouvernement. Partant d'une opinion collective de non-respect des principes de coopération sociale entre des êtres libres et égaux, les citoyens et citoyennes engagés dans ce type de démarche affirment agir au sens de la justice de la majorité de la communauté.

Les actions de désobéissance civile impliquent des rapports de force entre le pouvoir politique, d'une part, chargé de faire respecter la loi et de recourir éventuellement à la répression lorsque celle-ci n'est pas respectée, et les citoyens engagés dans différentes actions de désobéissance civile, d'autre part, pour interpeller les décideurs sur le caractère ressenti comme injuste d'une loi ou d'une politique menée. Plusieurs travaux ont mis en évidence le caractère déséquilibré du rapport de force dans la mesure où les « entrepreneurs de morale », pour reprendre l'expression de H. Becker (1985), disposent de ressources supérieures à celles des « désobéissants » (Ogien, Laugier, 2011). Ces derniers vont toutefois développer une pluralité de modes d'action pour tenter d'obtenir l'adhésion de l'opinion et/ou convaincre le pouvoir politique de l'intérêt de corriger ou de suspendre une loi ou pour modifier les orientations politiques du pays dans un sens considéré comme plus conforme à l'intérêt général.

Pour arriver à ces objectifs, les activistes engagés dans ce type de démarche développent un vaste répertoire d'actions que l'on peut classer en différentes catégories : action ponctuelle (occupation d'un site industriel) ou campagne prolongée (boycott d'une enseigne) ; geste professionnel (réalisé dans le cadre de ses activités) ou geste politique (décrochage des portraits du président de la République dans des mairies) ; action individuelle (tag dans la rue ; éteindre les éclairages des enseignes la nuit) ou action collective (création d'une ZAD sur un terrain où se déroule un projet d'implantation de grandes bassines) ; désobéissance directe (à l'égard de la loi que les militants cherchent à abolir) ou désobéissance indirecte (bloquer la circulation routière dans l'objectif d'interpeller citoyens et décideurs et de faire connaître la campagne menée). Au-delà de la diversité des actions entreprises, les actes de désobéissance civile se rejoignent sur le caractère non violent de leur engagement, mais aussi sur l'illégalité de la plupart des actions entreprises. Elles peuvent aussi témoigner d'une crise de légitimité de l'État, qui se traduit par une détérioration de sa capacité à réguler la société à travers le droit.

À travers l'usage des qualificatifs de radicalité employés par les observateurs extérieurs, c'est aussi régulièrement une opposition qui est faite dans le sens commun entre ce qui relèverait d'une démarche consensuelle, telle que les marches pour le climat, et d'autres modalités d'action plus protestataires liées à la désobéissance civile, telles que les occupations de places, les blocages de routes, les perturbations d'événements sportifs, les occupations de sites industriels, etc. Or, les modes d'action employés par chacun des collectifs s'avèrent en réalité davantage cumulatifs qu'exclusifs, et s'inscrivent beaucoup plus dans un continuum des modes d'investissement, des plus légaux aux plus illégaux, avec des gradations qui mettent à mal l'opposition stricte entre militantisme « ordinaire » et militantisme « radical ». Comme le souligne encore Pauline, les actions sont d'abord cumulatives, et s'inscrivent dans une diversité des tactiques et des degrés différents de protestation :

« On ne peut pas être que dans le vénère ou que dans le pioupiou, parce qu'on n'est pas tous à des degrés de politicisation qui sont égaux. S'il y a des personnes qui sont dans le collectif depuis plus longtemps, ils ont eu plus le temps de se construire autour de personnes qui sont elles-mêmes politicisées. Donc forcément, ça invite à des idées plus radicales que des personnes qui viennent juste de nous rejoindre et qui sont prêtes à faire plutôt des choses plus tranquilles. Du coup, on ne peut pas se permettre de virer l'un ou de virer l'autre, parce que toutes

les formes de lutte sont essentielles. Toutes les formes de lutte, tant qu'elles sont dans la même direction, pourquoi s'en priver ? [...] Youth for Climate, ce sont des actions qui peuvent être radicales, mais aussi des actions qui peuvent ne pas l'être. C'est juste qu'on n'oblige personne à faire l'un ou l'autre. Et chacun fait ce qu'il veut en fait, chacun monte le projet qu'il veut et trouve des personnes pour le faire avec elle ou lui. » (Pauline, 21 ans, Youth for Climate.)

Au-delà de l'importance de surmonter cette apparente opposition entre le « vénère » et le « piou piou », entre l'action radicale et l'opération de sensibilisation, on retrouve également dans les propos de Léonie, activiste de 34 ans à Alternatiba en région parisienne, cette nécessité de développer une pluralité de modes d'action afin non seulement de conserver la diversité des formes d'engagement dans chacun des collectifs, des plus protestataires aux plus consensuelles, mais aussi pour obtenir les avantages propres à chacune des actions engagées. Face à certains activistes qui remettent en cause l'intérêt des marches en raison des désaffections croissantes constatées depuis la crise du Covid-19, Léonie, qui était « *au cœur de la machine* » lorsque les premières manifestations ont été organisées à Paris, défend la nécessité de les maintenir. Il s'agit d'abord pour elle de « *raffermir le rapport de force* » entre mouvement climat et décideurs, non seulement pour « *mettre davantage la pression sur les institutions de la démocratie représentative* », mais aussi pour obtenir des vents favorables du côté de l'opinion publique.

« Ce sont les marches pour le climat qui ont eu le plus d'impact, encore plus que les actions de désobéissance civile, car il y a une couverture médiatique. C'est une façon de briser un peu ça le silence et de se dire "vous ne pouvez pas nous éviter", quand on est 100 000 personnes ou même moins. En tout cas, il y a eu cette volonté d'occuper la rue et de se faire entendre. » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

S'ajoute également la nécessité de créer, au préalable, lors des premiers pas des activistes dans le mouvement, des liens forts entre militants et des relations de confiance dans le cadre d'actions plus apaisées pour ensuite éventuellement permettre, dans un principe de gradation continue, de développer d'autres modalités d'action plus protestataires :

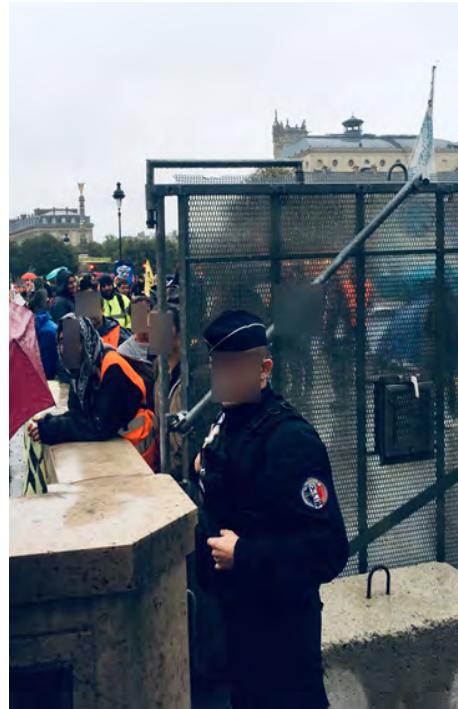
« Il faut cette progression, parce que pour participer à une action de désobéissance civile, il faut quand même être en confiance avec les gens avec qui on est. Le fait de connaître les gens avant sur d'autres choses, dans un cadre plus serein, je pense que ça met en confiance pour la suite. » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

Un durcissement des répertoires d'action : origine et objectifs

Bien que réfutant dans la plupart des cas le terme de « radicalité », les activistes s'accordent néanmoins sur un changement des modes opératoires avec le passage progressif des marches à des actions de désobéissance civile nécessairement plus sujettes à débat au sein des collectifs. Le curseur se déplaçant vers l'illégalité, plusieurs activistes déclarent redouter les conséquences de certaines actions sur la perception du mouvement, mais aussi sur les risques juridiques encourus. Ce tournant vers des actions collectives plus fortes a notamment été observé au moment des rapprochements entre plusieurs collectifs du mouvement climat et celui des Gilets jaunes (sur lequel nous reviendrons dans le chapitre 5) au cours de l'année 2019. La contestation s'est alors déplacée vers la question de la justice sociale et a progressivement adopté des répertoires d'actions davantage conflictuels avec les autorités. Pour Lisa, 18 ans, qui avait rejoint une antenne bretonne de Youth for Climate dès les premières marches en mars 2019, les nouveaux répertoires d'action envisagés, puis initiés, ont suscité de vives discussions en interne entre différentes franges d'activistes aux objectifs différents et aux moyens d'y répondre également divers.

« Il y a eu des gros, gros blocages, avec vraiment toute une partie qui s'est tournée vers l'anticapitalisme fort, les politiques de développement anarchiste et plus tournée aussi vers les politiques sociales. Ça a été un énorme tournant de militantisme plus radical sur le plan général et de remise en question totale de la société. Et de l'autre, on a des gens qui sont restés ou qui arrivaient juste dans le mouvement et qui pensaient encore qu'on n'était pas dans une relation de remise en cause du capitalisme, que de discuter avec les politiques, c'était la meilleure solution, que l'engagement de politique au sein de l'institution, c'était une solution possible. Et donc, ça a créé un clash fort. Et je pense même que ça a été facteur d'immobilisme très important. » (Lisa, 18 ans, Youth for Climate.)

Malgré ces débats internes sur l'évolution du mouvement, le tournant se justifie pour de nombreux activistes par l'insuffisance des écogestes et la nécessité d'agir à un niveau plus macro pour produire des effets sur le degré d'engagement du pouvoir politique sur le dérèglement climatique, requérant de ce fait des modalités d'interpellation plus contestataires. Pour Anne, 17 ans, activiste dans une antenne locale de Youth for Climate en Haute-Savoie où plusieurs actions de désobéissance civile ont été entreprises (occupations de site contre des projets de retenue collinaires dédiées à la neige artificielle, militants collés contre des vitrines, occupation d'aéroports, etc.), les postures plus radicales sont désormais vues comme des actions pragmatiques leur permettant d'avoir une efficacité plus assurée et éprouvée que les seules actions de sensibilisation :



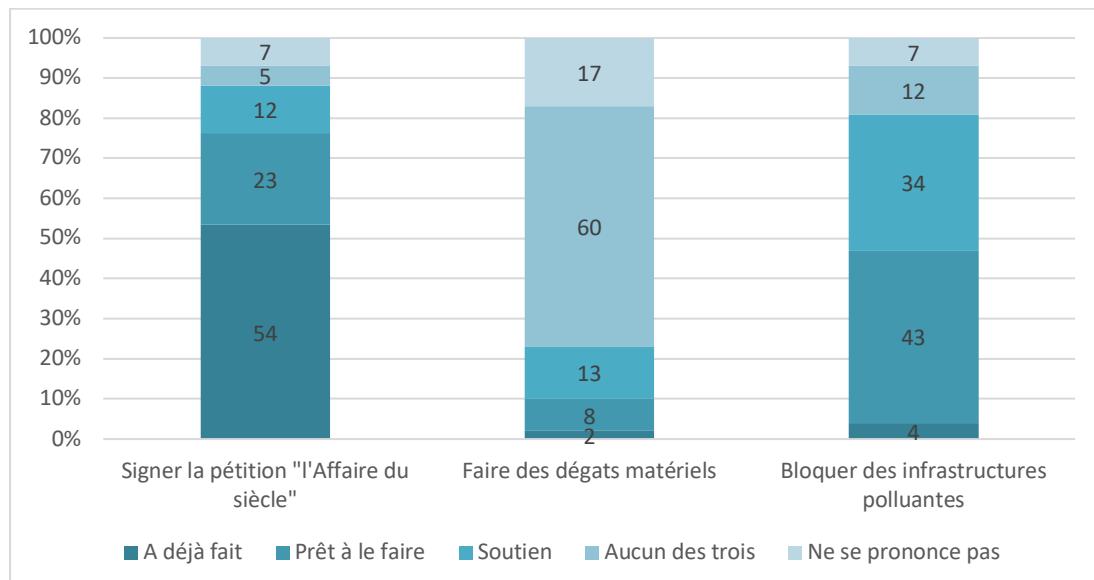
Occupation du quartier du Châtelet – Paris – 8 octobre 2019

« Les « clean walk²³ » et ce genre de choses, c'est sympathique, mais je ne pense pas que ça va suffire pour qu'on ait vraiment une action de la part du gouvernement. Je suis plutôt pour des formes de désobéissance civile, de radicalité. Bien sûr non violentes, mais je pense qu'il faut qu'on s'impose pour se faire entendre de la part du gouvernement. Il faut vraiment qu'il y ait une action du gouvernement, de grandes entreprises parce que ce ne sont pas simplement les écogestes qui vont faire changer le dérèglement climatique. » (Anne, 17 ans, Youth for Climate.)

encadré 6. Des actions radicales fortement minoritaires, mais un soutien affirmé à la désobéissance civile

Les actions radicales, qui se manifestent notamment par des actes de sabotage, de violence à l'encontre des forces de l'ordre, des dégradations de biens publics ou de sites industriels, restent fortement minoritaires dans le mouvement climat. L'enquête réalisée par le collectif Quantité critique au cours de la grande marche du 15 mars 2019 auprès d'un échantillon de 1 036 participants, avait ainsi permis de constater que la grande majorité des actions restaient intégrées à des répertoires d'action non violents. Cette figure à première vue apaisée de la contestation demeure toutefois fragile et susceptible d'évoluer vers des actions protestataires à la lisière de l'ilégalité, avec le soutien déclaré des répondants aux actions de blocage d'infrastructures polluantes : 34 % déclaraient soutenir ce type d'action, et 43 % être prêts à le faire, pour seulement 4 % qui déclaraient l'avoir déjà fait). Par ailleurs, les auteurs de cette étude observent une banalisation des modes d'action situés en dehors du répertoire politique traditionnel : 29 % des participants considèrent que le changement doit passer par « une action révolutionnaire ». Ils sont par ailleurs 47 % qui ont déjà pris part à des actions de désobéissance civile ou se déclarent prêts à le faire, tandis que 34 % ne se sentent pas prêts à y prendre part, mais déclarent soutenir ceux qui s'impliquent dans ce genre d'action.

GRAPHIQUE 4. RAPPORT DES MANIFESTANTS AUX ACTIONS POLITIQUES POUR L'ÉCOLOGIE



Source : Quantité critique. Enquête auprès des participants à la marche pour le climat du 15 mars 2019.

Lecture : 54 % des participants à la marche pour le climat du 15 mars 2019 déclarent avoir signé la pétition l'« Affaire du siècle* ».

* L'Affaire du siècle est une campagne de justice climatique initiée en France par quatre associations (Fondation pour la nature et l'homme, Greenpeace France, Notre affaire à tous et Oxfam France) le 17 décembre 2018 visant à poursuivre en justice l'État pour inaction en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

²³ Ramassage collectif de déchets afin de sensibiliser et nettoyer des espaces ciblés.

La dissymétrie dans le rapport de force est régulièrement avancée par les activistes pour justifier la nécessité d'engager des actions plus fortes et plus emblématiques que celles initiées à travers les marches ou la sensibilisation aux écogestes. Théo, 19 ans, activiste dans le mouvement Youth for Climate dans une ville de Haute-Savoie déclare « *ne plus croire en l'individualité de l'action pour changer les choses* ». Il oppose cette individualité des écogestes aux actions collectives :

« Ce n'est pas parce qu'on pisse sous la douche que ça va empêcher Total d'aller forer son truc en Amazonie. Donc on a besoin de gens qui mettent ça en avant, de dénoncer ces horreurs-là, d'agir collectivement contre ceux qui sont les premiers responsables du réchauffement climatique. Les écogestes ou les marches c'est juste bon pour notre conscience, mais ça ne changera rien pour la planète. » (Théo, 19 ans, Youth For Climate.)

C'est ainsi qu'après être entré dans le collectif Youth for Climate par « *la porte de l'engagement mou* », il a progressivement adopté des pratiques militantes davantage tournées vers des formes de désobéissance civile, notamment des actions contre les centres commerciaux (en se collant contre des vitrines), au moment où l'antenne locale de Youth for Climate souhaitait durcir les modes d'action :

« J'ai senti au départ que ce n'était pas assez dans le rapport de force. Que c'était juste démonstratif, en fait. Et l'une des premières actions que j'ai faites, ça a été quasiment l'une des plus grosses. On s'est retrouvé à devoir dialoguer avec la police pendant trois heures au sein d'un centre commercial avec des gens qui étaient collés aux vitres. On a eu aussi des rapports très violents avec des commerçants qui, forcément, ne comprenaient pas ce qu'il se passait, puisqu'il y avait des jeunes qui se collaient sur leur vitre. L'action était symbolique, il faut s'attaquer à quelque chose et il se trouve que le symbole d'un centre commercial en plein milieu de la ville était là. Je ne m'attendais pas à ce que ce soit autant engageant et, pour le coup, ça l'était ». (Théo, 19 ans, Youth For Climate.)

Tout comme de nombreux autres activistes, Théo explique sa progression vers les actions de désobéissance civile par le décalage ressenti avec le domaine de la politique institutionnelle, qu'il considère « *incapable de prendre la mesure de la situation actuelle* ». Seule l'interpellation par coups de force et actions médiatiques peut selon lui obliger les élus à se positionner sur le sujet et à répondre aux revendications des activistes. Une posture militante et un tournant vers davantage de conflictualité avec la politique institutionnelle que l'on retrouve également dans les propos de Tom, 20 ans, engagé depuis trois ans dans une antenne de Youth for Climate dans une ville du sud de la France. Les actions du collectif sont devenues selon lui plus dures, souvent illégales, en raison du sentiment d'inaction politique observé chez l'ensemble des activistes, redoublé par de vives inquiétudes au moment des canicules. Il serait selon lui inefficace de sensibiliser les « *usagers des golfs et des piscines sur leur impact environnemental en période de sécheresse* », mais plus avantageux de « *boucher les trous des greens avec du béton ou de trouer des piscines du fait de l'écho médiatique que ces actions peuvent générer* ». (Tom, 20 ans, Youth for Climate.)

C'est ce même sentiment d'inaction politique qui a incité Lisa, 18 ans, à progressivement durcir son engagement. Ses premiers pas dans le mouvement Youth for Climate en Bretagne se sont d'abord réalisés en lien direct avec des représentants de la politique institutionnelle, des élus et décideurs de différents ordres qui semblaient dans un premier temps « *prêter une oreille attentive* » aux revendications formulées par l'antenne locale du mouvement. Lisa se souvient notamment avoir rencontré en juillet 2019 des députés à l'Assemblée nationale, un « *moment excitant* » qu'elle se remémore « *rempli de promesses* », mais dont la ferveur a été rapidement éteinte en constatant peu de temps après l'absence de décision ou d'influence dans les orientations politiques. Des rencontres similaires se sont ensuite déroulées avec des députés européens au Parlement à Strasbourg, puis plus tard avec la maire de sa

ville avec qui elle déclare « *avoir fait un gros travail* » pour tenter d'infléchir des décisions en faveur de la gratuité des transports en commun. Mais une nouvelle déception suivra peu de temps après lorsque les nouvelles orientations prises par l'équipe municipale en matière de politique des transports se tourneront davantage selon elle vers « *la répression et le contrôle et non sur des mesures incitatives* » pour l'usage de transports moins polluants : « *On s'est rendu compte qu'ils se fichaient un peu de notre poire quand quelques mois plus tard ils annonçaient l'achat de portiques pour vraiment fermer les transports publics avec une augmentation du tarif.* » Cet enchaînement de déconvenues et de promesses non tenues a eu raison de la confiance qu'elle déclarait encore accorder à la politique institutionnelle, aux élus et aux partis, lorsqu'elle est entrée dans le mouvement :

« C'est cette série de désillusions, je pense, qui nous a conduits vers cette radicalité. Je suis moi-même devenue plus ou moins anarchiste. Il y a eu vraiment des remises en question très, très grandes sur mon engagement et ce que je voulais faire. Ce virage s'explique par le manque de réponses totales de la part des politiciens et de la part de la classe politique, en général. » (Lisa, 18 ans, Youth for Climate.)

C'est ainsi qu'après les premières marches auxquelles elle a participé et qu'elle a organisées à Rennes avec d'autres activistes de Youth for Climate, elle comprend l'intérêt de se tourner vers des actions plus radicales :

« On s'est tournés vers des moyens un peu plus radicaux, si on peut dire. On a commencé à organiser des blocages non violents, en partenariat avec d'autres assos. Donc on a bloqué les Galeries Lafayette, avec Youth For Climate France, on a également fait un sit-in devant l'Élysée, on a participé à des actions avec Extinction Rebellion. » (Lisa, 18 ans, Youth for Climate.)

La plupart des activistes adoptant des pratiques de désobéissance civile et participant à des actions marquées par différents types de transgression ou de troubles à l'ordre public ont connu, à l'image de Lisa, une certaine progression dans leur engagement. Adoptant au moment de leur entrée dans le collectif des pratiques militantes « douces » visant à interpeller décideurs et citoyens sur l'urgence du réchauffement climatique, ils ont connu de nombreuses déconvenues dans le cours de leur engagement qui les ont progressivement incités à adopter des actions plus dures évoluant en simultané avec le degré d'urgence ressenti du dérèglement climatique: « *plus il y a urgence, plus nos actions vont se durcir si les politiques n'agissent pas* » selon les propos de Cléo, activiste de 19 ans à Youth for Climate depuis 2020, qui voit dans sa radicalité une « *obligation morale à s'opposer à l'inaction politique en matière de climat.* » Son entrée dans le collectif dans une petite ville du sud de la France était d'abord qualifiée d'*« apaisée »*, marquée par des « *relations franches, mais fermes* », avec certains élus ou avec la direction de son lycée pour tenter d'obtenir des décisions en phase avec ses aspirations, comme sur la question de la cantine scolaire avec le souhait d'avoir des menus plus raisonnés. Cet engagement avait, de son propre aveu, une part importante de « *naïveté* » :

« On était dans une démarche où on a travaillé avec notre école pour faire avancer les choses au niveau de la cantine, on a travaillé avec les élus pour porter ces questions-là. Ça, c'est la partie citoyenne engagée. C'est-à-dire que moi, j'étais dans une démarche de "ah, on va travailler ensemble", en fait une démarche assez naïve de quelqu'un qui a 16 ans et qui dit « Super, on va travailler avec l'école pour mettre quelque chose en place, c'est chouette. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate.)

Après de premières déceptions sur sa réelle capacité à interférer avec des décisions prises par l'administration scolaire, de nouveaux revers sont apparus ensuite au moment où elle a rejoint Sciences Po, partenaire des Jeux olympiques et donc, selon elle, « *soutien officiel de toutes les actions qui*

dégraderont l'environnement ». Elle prend l'exemple des jardins ouvriers d'Aubervilliers menacés par la construction d'un solarium, d'une gare et d'un quartier de bureaux et d'hôtels. Face aux inégalités qu'elle ressent entre, d'une part, les groupes de citoyens engagés contre la destruction des jardins et, d'autre part « *les pouvoirs économiques et politiques qui organisent les JO* », les espaces de discussion et de négociations existants sont dévoyés et perçus comme inopérants pour déjouer les décisions :

« Les décisions qui ont été prises par la métropole, etc., c'est de détruire des jardins. Bon maintenant, si on veut s'engager, il faut aller occuper le territoire et les protéger pour éviter qu'ils soient détruits. Donc on est dans une démarche d'opposition face aux administrations, aux institutions, etc., plus que dans un travail, dans un cadre où on travaille ensemble. (Cléo, 19 ans, Youth for Climate.)

Les décisions ne respectant pas selon elle les principes démocratiques en écartant les habitants de la décision, toute pratique citoyenne visant à s'y opposer se trouve nécessairement en dehors des standards de la démocratie. Selon Cléo, ce serait de ce fait non les activistes, mais les élus qui évacuent la prise de décision du cadre de l'arène démocratique, ce qui inciterait les activistes à combattre eux aussi les choix politiques dans d'autres espaces, plus conflictuels et moins conventionnels :

« Il est nécessaire pour moi de reprendre un engagement plus militant et tant pis si ce n'est pas complètement, c'est un peu compliqué de dire ça, mais légal. Dans le sens, je sais que maintenant, je ne vais pas hésiter à m'opposer à des choses, même si elles sont illégales, tout simplement parce que je considère qu'eux-mêmes sont dans l'illégalité en prenant des décisions contre le bien commun. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate.)

Nous l'avons souligné, la plupart des activistes engagés dans des actions de désobéissance civile ont connu une progression par étape vers un engagement plus protestataire, parfois à haut risque et nécessitant un investissement personnel graduellement plus important. Les processus d'engagement vers des formes d'activisme plus dures et moins conventionnelles font généralement apparaître des mouvements dynamiques et progressifs, plutôt que des « basculement » brutaux, vers des actions de désobéissance civile. Ils s'apparentent davantage à des séries d'ajustements, d'adaptations, à des « continuations de soi, dans des configurations qui transforment le sens des routines, des pratiques sociales, des choix et des engagements antérieurs » (Collovald, Gaïti, 2006, p. 15). Ces processus vers des actions plus radicales sont ainsi conçus comme le résultat d'une « carrière militante » (Fillieule, 2009), c'est-à-dire comme la conséquence d'une série de transformations à la fois objectives et subjectives évoluant par étapes successives.

Un fait nouveau rapporté par plusieurs activistes concernerait toutefois l'arrivée récente d'une nouvelle génération d'activistes, sans expérience militante préalable et désireuse de participer, dès les premiers pas dans le mouvement, à des actions davantage tournées vers des formes de radicalité politique, sans passer par des phases intermédiaires de socialisation politique et militante au sein du mouvement. Cette « *envie d'en découdre* », ou le besoin immédiat de « *perturber le silence et l'apathie par des actions radicales* » tendraient selon Arthur, 23 ans, membre d'Extinction Rebellion en région Rhône-Alpes Auvergne, à se généraliser parmi les nouveaux entrants dans le mouvement :

« L'évolution majeure que je vois, c'est le niveau d'engagement, le niveau de radicalité que sont prêtes à prendre les nouvelles personnes qui arrivent. Quand elles rejoignent le mouvement, elles sont prêtes à faire des actions de blocage significatives de sites industriels par exemple, ce qu'il n'y avait peut-être pas avant, au début du mouvement, qui était très axé occupation de ponts, occupation de routes, occupations d'espaces publics. Là, ça a très vite évolué vers de l'occupation de grandes entreprises, de sites clés, de centres commerciaux. »

Ce tournant rapporté par plusieurs activistes suscite de nombreux débats au sein des antennes locales comme du mouvement national sur le difficile point d'équilibre à trouver entre actions de sensibilisation d'une part, et actes plus délictueux, d'autre part, pour alerter décideurs et citoyens sur l'urgence des enjeux climatiques.

La crainte des dommages collatéraux : une critique du « tournant radical »

Bien que bénéficiant d'un important soutien parmi les activistes, le tournant vers des actions moins conventionnelles a toutefois fait apparaître quelques voix discordantes. Les craintes des effets négatifs de certaines actions se situent à la fois à un niveau individuel, à travers les risques encourus par les militants, et à un niveau plus collectif, avec l'image dégradée auprès des citoyens que pourrait engendrer cette posture plus conflictuelle du mouvement climat.

D'un point de vue individuel d'abord, plusieurs activistes expriment redouter les risques de « *burn out* », de « *fatigue* », de « *violences physiques et morales* », de « *traces dans le casier* » que pourraient potentiellement subir des activistes plus exposés à la répression des forces de l'ordre. Avec la recrudescence des gardes à vue constatée par la plupart d'entre eux, mais aussi les cas de blessures rapportés par les membres des collectifs au cours de certaines actions de désobéissance civile, un épuisement moral est souvent redouté parmi les activistes, y compris parfois chez les plus aguerris d'entre eux. Pour Arthur, 23 ans, activiste dans une antenne savoyarde d'Extinction Rebellion depuis 2018, les relations jusqu'alors apaisées avec la police ont progressivement basculé vers des rapports nettement plus conflictuels avec des activistes qui n'hésitent désormais plus à monter en première ligne, mais dont la motivation initiale peut se trouver rapidement affaiblie par les coups reçus.

« Personnellement, je n'adhère pas trop au côté sacrificiel des actions, d'envoyer des personnes qui vont finir en garde à vue à coup sûr, voire plus. C'est une charge assez lourde quand même et qui peut user des personnes qui potentiellement pourraient rester plus longtemps... Enfin, c'est une lutte sur le long terme. Donc je ne sais pas si c'est une bonne idée d'user ou non ces personnes-là. On verra si ces personnes-là restent dans ce milieu d'activistes ou pas, ou si cette expérience-là les aura un peu épuisées. Mais c'est des questions, c'est des choix. C'est pas facile. » (Arthur, 23 ans, Extinction Rebellion.)

Au-delà des risques encourus individuellement et des effets sur « *le moral des troupes* », les nouvelles actions protestataires initiées par les collectifs par les franges les plus dures du mouvement présentent selon ce même activiste le risque de provoquer des « *dommages collatéraux* » sur des personnes extérieures au conflit. Sont notamment pointées du doigt certaines actions de blocage de sites industriels qui vont dans certains cas n'avoir que de faibles répercussions sur l'activité de la firme alors que dans le même temps les ouvriers sous-traitants sont empêchés de se rendre sur leur lieu de travail et de percevoir leur salaire. Arthur reprend l'exemple d'une action engagée contre le groupe de cimenterie Lafarge sur le port de Gennevilliers, en région parisienne, pour dénoncer l'empreinte environnementale du groupe (consommation d'énergie fossile, dioxyde de soufre, émission de poussière). Le blocage du site a provoqué l'arrêt de travail de nombreux intérimaires, avec pour conséquence de précariser encore davantage des ouvriers déjà fragilisés par des contrats de travail journaliers :

« Au moment des actions contre Lafarge à Paris, il y a toute cette question de sous-traitance et d'uberisation qu'il peut y avoir, avec les personnes qui sont conducteurs des camions-toupies. Elles ne sont en fait pas du tout

employées chez Lafarge. Elles sont en intérim, au contrat jour, chez d'autres personnes. Ça, on ne le savait absolument pas. Donc, en fait, au moment du blocage, on embêtait énormément ces personnes-là, parce qu'on leur faisait perdre une journée de salaire, enfin, pas vraiment de salaire, mais un jour de leur contrat. Et, oui, c'est des choses assez difficiles pour nous de se dire qu'en fait, on n'impacte pas Lafarge ce jour-là, mais on impacte le salarié, enfin, ce n'est pas un salarié, la personne précarisée qui est là à ce moment-là. Donc c'est des choses auxquelles on pense à chaque fois, sur nos actions. On va se dire : est-ce qu'on dérange juste les employeurs en faisant ça, est-ce qu'on ne fait pas perdre des jours de travail aux ouvriers ? Mais, aujourd'hui, c'est assez dur, à chaque fois, que ce soit Amazon par exemple, qui paye ces personnes en contrat précaire, enfin, qui ne les paye pas directement. C'est des autoentrepreneurs à chaque fois. » (Arthur, 23 ans, Extinction Rebellion.)

D'autres actions de ce type sont parfois citées par les activistes, notamment les blocages de routes ou autoroutes qui peuvent là aussi porter préjudice à des personnes susceptibles de vouloir se rendre sur leur lieu de travail, les occupations de certains sites industriels ou du secteur marchand avec des répercussions salariales pour certains employés sous-traitants contraints d'interrompre leurs activités. S'ajoutent à ces actions d'occupation les perturbations d'évènements sportifs ou culturels ou les projections de soupe sur certaines œuvres d'art dans les musées qui, sans nécessairement créer de victimes directes ou indirectes ni de dommages matériels, pourraient contribuer à ternir l'image du mouvement en préférant, selon un activiste de l'ouest de la France, le « *buzz plutôt que le discours de fond* ». La stratégie souvent affichée par les activistes selon laquelle l'appréciation portée sur le mouvement importerait peu – l'essentiel étant que le sujet soit d'abord repris dans les médias et discuté ensuite par les citoyens –, s'avère pour ce militant de la première heure au sein du collectif Youth for Climate inappropriée. Deux raisons principales justifient son positionnement. La crainte en premier lieu d'une « trop forte politisation » de l'enjeu climatique voyant dans les nouvelles actions initiées une critique plus frontale du capitalisme et donc un positionnement politique vers l'ultragauche pouvant desservir le souhait évoqué d'une neutralité politique du mouvement. L'inquiétude ensuite que la « *radicalité du discours et des actions* » ne fasse perdre « *le sens, le message, les idées* » que le mouvement souhaite faire passer : « *être radical va nous faire passer pour ce que l'on n'est pas. Quand je suis entré dans le mouvement, on ne voulait pas détruire le système politique, mais dialoguer avec. Aujourd'hui la tendance est plutôt de tout démolir et de discuter ensuite.* ». Il déclare alors regretter ce qu'il voit comme un décalage grandissant entre les intentions initiales du mouvement en termes de négociation politique dans un cadre institutionnaliste et les nouvelles aspirations portées par de nouveaux arrivants davantage attirés par des aspirations révolutionnaires. Cette conflictualité repérée au sein du mouvement climat sur ces variations des imaginaires politiques entre « *réformistes* » et « *révolutionnaires* » (Svensson, Wahlström, 2021 ; Le Lann *et al.*, 2021) oppose plus spécifiquement des activistes défendant une « *gouvernementalité verte* », encore confiants dans la capacité des partis et des élus à engager des orientations politiques ambitieuses en faveur du climat, et une frange défendant des revendications démocratiques plus radicales qui appelle à un dépassement de la démocratie représentative (Marquadt, 2020).

Chapitre 5. Convergence des luttes ou divergences sur les rapprochements

Qu'il s'agisse de « convergences des luttes », d'« alliances des collectifs », d'« union des causes », de « coalitions entre acteurs », la synergie espérée, réalisée ou, dans d'autres cas, brutalement interrompue, est une problématique récurrente au sein du mouvement climat. Les luttes engagées doivent-elles s'allier à d'autres causes et collectifs pour combattre ensemble un système commun qui serait selon eux à l'origine des dominations subies ? Ou doivent-elles, à l'inverse, s'isoler et s'autonomiser dans leur propre champ d'action pour mieux faire valoir leurs intérêts propres ? Ce questionnement émerge de la diversité de luttes engagées dans le mouvement climat qui interroge comment une convergence peut être favorable à une montée en généralité et à un « processus de changement d'échelle », entendu comme « un changement dans le nombre et le niveau des actions protestataires coordonnées qui conduisent à une protestation élargie regroupant un spectre plus large d'acteurs et à l'établissement de ponts entre leurs revendications et leurs identités » (McAdam *et al.*, 2001, p. 331). Malgré ces objectifs espérés, certaines convergences sont également susceptibles de provoquer des scissions internes, avec le risque non seulement d'étioler l'unité du collectif, mais aussi de lui faire perdre de vue la cause initiale défendue par son alignement vers des mouvements plus importants, et donc plus englobants.



Rassemblement Académie du Climat
23 septembre 2022 - Paris

La pandémie : un déclencheur pour converger

Amorcée au moment du mouvement des Gilets jaunes, la question de la convergence des luttes a pris un sens particulier lors de la crise du Covid-19 avec des retentissements particulièrement significatifs sur les terrains des mouvements sociaux. Ce qui peut être considéré comme une « rupture d'intelligibilité » (Bensa, Fassin 2002, p. 4), la pandémie a été l'occasion pour nombre d'activistes de « penser et porter un changement profond vers une interdépendance émancipée » (Sénac, 2021). Dans le champ du mouvement climat, la pandémie a engendré des réflexions nouvelles sur les articulations entre les échelles locales et globales de la lutte, tant dans les interrogations soulevées que dans les réponses suggérées. Elle a aussi questionné différemment la conciliation entre transition écologique et justice

sociale avec, à travers ces rapprochements, des actions engagées pour élargir et diversifier des publics longtemps considérés comme « privilégiés » dans le mouvement climat. Pauline, 21 ans et activiste depuis quatre ans dans une antenne locale de Youth for Climate en Auvergne-Rhône-Alpes, considère ce moment comme une « *période charnière* », où plus rien n'était possible dans l'espace public, mais où tout se reconstruisait dans l'espace numérique avec de nouvelles opportunités d'alliance entre collectifs engagés sur le terrain des luttes sociales et sur celui contre le réchauffement climatique :

« On s'en est rendu compte, vraiment, pendant toute cette réflexion qu'on a pu avoir pendant le COVID parce que juste avant, il y avait de grosses marches féministes²⁴, la marche pour George Floyd²⁵, il y a eu plein de luttes sociales qui avaient émergé. Il y avait eu le 49.3²⁶ de Macron. Et quand on y réfléchit, on peut relier vraiment la crise environnementale à toutes les autres luttes sociales, parce que c'est vraiment une crise d'inégalité finalement qui fait que les personnes les plus pauvres, les plus précaires, vont être les plus touchées. Et cette réflexion sur les alliances, on l'a vraiment faite pendant le Covid, quand tout s'est calmé dans la rue et où on n'a pu réfléchir ensemble sur ce qui nous rassemble, sur ce qui nous met en colère, sur les effets de la crise... Les femmes vont être les plus touchées, les personnes racisées vont être les plus touchées. Et donc l'idée, c'était dans cette réflexion, de vraiment écouter, s'instruire sur les autres luttes et voir comment on peut les inclure, comment on peut porter leur voix. Parce que les inclure, ça dépend de leur volonté. Mais disons, écouter en fait ces autres luttes et donner la parole. Et pas de la prendre. » (Pauline, 21 ans, Youth for Climate.)

Sans être nouvelle (plusieurs alliances préexistaient avant la pandémie, notamment avec le mouvement des Gilets jaunes sur lequel nous reviendrons), la question de la convergence des luttes a trouvé une nouvelle actualité à l'épreuve de la crise sanitaire, soit pour encourager de nouvelles alliances, soit, dans d'autres cas, pour les discuter. Pour ses défenseurs, la convergence des luttes est la condition indispensable d'une mobilisation efficace, les différentes luttes singulières devant nécessairement se rassembler pour favoriser une plus forte montée en généralité et dénoncer les structures de pouvoir qui affecteraient l'ensemble des groupes sociaux dominés. Pour ses détracteurs, elle dissimule une forme de prise de pouvoir d'une lutte sur les autres, enjointes à se rallier en mettant de côté leurs intérêts et agendas propres. La convergence, en se voulant a priori vectrice d'union et d'émancipation produirait au contraire une hiérarchisation des luttes entraînant la minoration, voire l'invisibilisation, de certaines causes spécifiques.

Dans le cas présent, la diffusion du mouvement climat au-delà du groupe social et/ou de sa revendication initiale, dans un cadre national, voire international, est un cas d'école autant espéré par les contestataires que redouté par les pouvoirs publics qui craignent l'effet « boule de neige » de la contestation comme ce fut le cas dans nombre de mouvements insurrectionnels parvenus à trouver un horizon commun de luttes parmi la constellation d'acteurs engagés et de causes défendues (Rousseau, 2019). Plus qu'une convergence des luttes qui aurait vocation à déstabiliser le pouvoir en place et à faire advenir à travers cela un nouvel ordre social, il s'agit pour de nombreux activistes rencontrés de définir

²⁴ Les marches féministes ont trouvé une nouvelle actualité dans la suite du mouvement #MeToo encourageant la prise de parole des femmes sur des faits de viols et d'agressions sexuelles afin de permettre aux victimes de s'exprimer sur le sujet. Débuté en 2007, le mouvement est particulièrement connu depuis octobre 2017 à la suite de l'*« affaire Weinstein »* dévoilant les faits de harcèlements et d'agressions sexuelles commises par cette personnalité influente de l'industrie du cinéma américain.

²⁵ Georges Floyd est un Afro-Américain, tué par la police lors de son arrestation le 25 mai 2020 à Minneapolis, pendant laquelle un policier l'a maintenu menotté et en plaquege ventral avec son genou sur sa nuque durant plus de huit minutes, l'empêchant ainsi de respirer. Les images de son arrestation et de sa mort déclenchent une vague de protestations aux États-Unis et dans d'autres pays du monde.

²⁶ Pour faire adopter un texte sans vote par l'Assemblée nationale, le Premier ministre peut engager la responsabilité du Gouvernement en activant l'article 49.3 de la Constitution. Le projet de loi est alors considéré comme adopté si une motion de censure contre le Gouvernement n'est pas votée par l'Assemblée nationale. À l'inverse, si une motion de censure est votée, le Gouvernement est renversé et le texte rejeté.

un projet de société plus général qui parvienne à inclure les différentes luttes en présence autour d'enjeux partagés. Comme le souligne à ce sujet Lizéa, 21 ans et activiste depuis 3 ans dans le mouvement Youth for Climate en région Grand Est, « *l'objectif n'est pas de créer un mouvement unique, mais d'unir nos forces collectivement pour définir notre modèle de société idéal et tenter de convaincre les citoyens et les élus de l'intérêt de son existence* » (Lizéa, 21 ans, Youth for Climate).

L'enjeu semble donc bien résider ici dans la capacité des acteurs du mouvement à faire interagir entre eux les différents « publics démocratiques²⁷ » (Dewey, 2003) pour tenter de bousculer l'ordre de l'interaction entre les citoyens et les élus et favoriser de nouvelles alternatives politiques. Pour atteindre ces objectifs et trouver des points de convergence entre les différentes luttes, mais aussi plus largement pour tenter de convaincre des activistes impliqués dans le mouvement de l'intérêt de créer des alliances, les militants sont progressivement impliqués dans des activités de production de sens auprès des autres membres bien sûr, mais aussi plus largement auprès de leur auditoire ou des observateurs extérieurs (y compris nous-mêmes dans le cadre de cette enquête). Tout comme les médias, le personnel politique, les administrations, ces jeunes militants sont intimement engagés dans ce que Stuart Hall (2007) nomme « une politique de la signification ». Celle-ci regroupe les différents enjeux fédérateurs de ces collectifs et la façon dont les activistes ajustent le sens de leurs actions au contexte politique et social de la mobilisation, comme le souligne à ce sujet Rémi, 31 ans, activiste dans une antenne locale d'Extinction Rebellion située en région Centre-Val de Loire :

« Notre travail n'est pas que de faire des marches et de sortir deux ou trois slogans pour qu'ils soient repris dans les journaux. Notre travail est aussi de rendre cohérents aux yeux de l'extérieur notre lutte et les connexions que nous faisons avec d'autres collectifs, d'autres activistes, avec d'autres mouvements. Il ne suffit pas de dire que nous nous unissons, il faut trouver les bons outils pour s'unir et faire en sorte que ça ait du sens pour qu'on nous comprenne. » (Rémi, 31 ans, Extinction Rebellion.)

Le travail de signification et de construction de sens dont rend compte cet activiste a été abordé par les spécialistes des mouvements sociaux à travers la notion de « cadrage ». Inspirée de la sociologie interactionniste, cette perspective a été appliquée à de nombreuses recherches sur les mouvements sociaux et l'action collective, et a permis un enrichissement substantiel des connaissances sur les mécanismes internes qui sous-tendent les mouvements sociaux et sur la façon dont les acteurs s'entendent collectivement pour définir des trames communes. Dans la perspective développée par Erving Goffman (1991, p. 21), les cadres correspondent à des « schèmes d'interprétation » qui permettent aux individus de « localiser, percevoir, identifier et étiqueter » des situations. Ils permettent de donner du sens à des événements et à des situations et remplissent de ce fait une fonction interprétative en simplifiant certains éléments du monde extérieur, de manière à élargir le cercle des sympathisants, à mobiliser plus largement des adhérents et des membres potentiels et à obtenir leur soutien.

Les cadres de l'action collective, dans le contexte d'une tentative d'alliance entre différentes luttes, sont rendus plus visibles encore par la volonté partagée de faire ressortir les éléments saillants de la mobilisation avec lesquels chacun des activistes parvient à s'accorder. Dans le cas, par exemple, de la marche « On veut respirer » co-organisée à Beaumont-Sur-Oise (95) par Alternatiba et le comité Adama le 18 juillet 2020 en hommage à Adama Traoré, mort suite à son interpellation par les gendarmes le 19 juillet 2016, il s'agissait d'inscrire le mouvement dans un contexte international de dénonciation des

²⁷ Pour Dewey (2003), les citoyens ne sont pas les produits d'un système politique démocratique, mais les fondateurs et les artisans d'une organisation collective qui cherche à gérer les affaires publiques les concernant (un « public démocratique »).

violences policières, tout en soulignant l'imbrication des questions raciales et écologiques (voir encadré 7).

**encadré 7. Extrait de l'appel conjoint Alternatiba /Comité Adama
« Marche IV – On veut respirer » - 18 juillet 2020**



« “Je n’arrive plus à respirer”, répétait-il, agonisant, aux gendarmes.

En vain.

Le 19 juillet 2016 à Beaumont-Sur-Oise, Adama Traoré est mort asphyxié, sous le poids de trois gendarmes. Adama Traoré voulait respirer, il voulait vivre, mais il est mort à 24 ans le jour de son anniversaire.

Cela fait maintenant 4 ans que la famille Traoré exige vérité et justice, exige que les gendarmes soient mis en examen et jugés. Pour Adama. Pour toutes les victimes de violences policières. Car l’impunité judiciaire produit la violence policière, elle la légitime, elle la prolonge, elle l’amplifie.

Ce combat doit être porté par tout le monde, car si la violence policière s’abat particulièrement sur les jeunes hommes noirs et arabes qui vivent dans les quartiers populaires, elle vise aujourd’hui l’ensemble des mouvements sociaux, les gilets jaunes, le mouvement climat, le mouvement lycéen, les soignants, etc. Elle vise tous ceux et celles qui sont considérés comme une menace pour l’ordre établi.

Ce combat doit être porté par tout le monde, car c’est un combat pour la société que nous voulons faire naître pour faire face aux crises sociales, sanitaires et climatiques qui menacent l’humanité entière et particulièrement les populations précaires et opprimées en première ligne.

[...]

La Génération climat et la Génération Adama partagent les mêmes combats, parmi lesquels les luttes pour la justice, l’égalité, et le respect de la dignité humaine.

Pour nos frères et sœurs, pour nos enfants.

Justice pour Adama, justice pour toutes les victimes de violences policières, justice climatique.

Comité Adama, Alternatiba »

À travers le hashtag #OnVeutRespirer, l’enjeu était de dénoncer dans un même mouvement les inégalités raciales, qui contribuent à exposer davantage les habitants des quartiers populaires aux violences policières, et les inégalités sociales qui les rendent plus vulnérables à la pollution environnementale du fait de logements insalubres situés en bordure des liaisons autoroutières et des périphériques. Selon Léo, 24 ans, activiste d’Alternatiba impliqué dans l’organisation de cette marche, l’objectif était non seulement de mettre en avant une « écologie populaire » jusqu’alors peu investie par le mouvement climat, mais aussi à travers cela de tenter de rallier les habitants de ces quartiers à la cause climatique pour élargir et diversifier la sociologie des activistes :

« Cette alliance dénonce les mêmes problèmes avec les mêmes responsables : une élite qui laisse sur le côté de la route les plus précaires, qui les exploite, qui les violente. C'est contre ce système là qu'on se bat et c'est important que l'on s'unisse pour ça. On n'est pas toujours légitimes pour venir dans ces quartiers, parce qu'on est nombreux à ne pas y avoir vécu alors que nous dénonçons des choses assez proches au final. C'est pour ça que c'est important d'être là, d'avoir des messages communs, fédérateurs et d'unir nos forces. » (Léo, 24 ans, Alternatiba.)

Les cadres de l'action collective ne pourraient ainsi se réduire à un agrégat d'attitudes et de perceptions individuelles. Ils sont au contraire l'aboutissement de la négociation d'un sens partagé (Gamson, 1992). Ils reposent sur la mise en œuvre d'une « grammaire de la vie publique » (Cefaï, Trom, 2001) qui permet aux militants de convertir les troubles éprouvés en formats d'expression acceptables publiquement, c'est-à-dire identifiables par l'opinion publique et, par là, susceptibles d'être traités par l'action publique. Au-delà de l'enjeu de créer un mouvement commun entre la cause climatique et celle de la justice sociale, il s'agit au préalable pour les acteurs impliqués de définir les termes de la mobilisation par lesquels cette alliance peut faire sens et permettre de consolider le socle sur lequel peuvent se structurer un engagement collectif. La publicité de l'action collective n'est de ce point de vue pas un artifice stratégique. Elle a une dimension rhétorique qui a une incidence performative sur la définition des identités collectives. Il ne s'agit donc pas d'une simple technique de gestion des impressions ou de manipulation des émotions par des « entrepreneurs en mouvements sociaux » (Cefaï, 2016). Ce travail de signification vise bien plus à mettre en récit et en argument dans une arène publique des actions dont la vocation est expressive ou symbolique en vue de légitimer auprès du public les nouvelles alliances engagées (Burke, 1969).

Plutôt que d'associer la convergence à une injonction morale, organisant la prise de pouvoir d'une lutte sur d'autres appelées à s'y soumettre, il s'agit plutôt pour ces activistes de prendre acte du fait que toute lutte, aussi spécifique soit-elle, est toujours déjà une forme de coalition entre activistes aux intérêts parfois divergents, comme le rappelle cet activiste d'Alternatiba :

« On met du temps en interne à accorder nos violons, mais si on y arrive, il n'y a pas de raison que ça ne soit pas possible avec des collectifs qui nous sont proches, avec lesquels on a envie de faire des choses ensemble, de faire des actions, d'avoir des réflexions collectives. Je crois même que parfois il y a plus de choses qui nous différencient au sein d'Alternatiba qu'avec d'autres collectifs. » (Benjamin, 25 ans, Alternatiba.)

La difficulté pour cet activiste ne semble donc pas être tant celle du processus de coordination inter-organisation à mettre en place pour favoriser la convergence entre collectifs que celle du choix stratégique à opérer pour favoriser les alliances pertinentes dans la situation concrète qui est la leur.

Gilets jaunes et mouvement climat : quelle stratégie d'union ?

« *Fin du monde, fin du mois, même combat !* » Ce slogan, qui appelle à une convergence entre luttes écologiques et luttes sociales, bien qu'étant aujourd'hui largement repris, diffusé et accepté par les activistes du mouvement climat, n'allait *a priori* pas de soi lors des balbutiements du mouvement. Rappelons en effet que les « grèves pour le climat » sont apparues quasi en même temps que les actions des Gilets jaunes à l'automne 2018 avec des points d'accroche pour chacun de ces mouvements en apparence opposés. L'un, le mouvement climat, prône l'urgence climatique et la nécessité de mettre en place des mesures pour alléger l'empreinte carbone en délaissant les énergies fossiles au profit de sources moins émissives. L'autre, le mouvement des Gilets jaunes, est apparu dans le sillage du relèvement de la taxe carbone pour dénoncer une fiscalité environnementale considérée comme injuste, notamment vis-à-vis des ménages les moins aisés. Ces deux mouvements avaient donc des origines communes liées à la question écologique, mais avec des directions opposées. Comme le soulignent à ce sujet Maxime Gaborit et Théo Grémion (2019), « aux revendications initiales de pouvoir d'achat des gilets jaunes semble s'opposer la volonté des militants pour le climat d'imposer à l'agenda politique des mesures à la hauteur de l'urgence écologique ». À cela s'ajoute par ailleurs une sociologie des participants à ces deux mouvements très différente : du côté du mouvement climat, de jeunes lycéens et étudiants, issus essentiellement de centres-villes avec une proportion significative de fils et filles de salariés qualifiés, composés principalement de cadres (Le Lann *et al.*, 2019), et du côté des Gilets jaunes, des militants plus âgés, des zones rurales ou périurbaines composées principalement de populations de classes populaires²⁸.

Au-delà de ces difficultés générales, d'importants effets de lieu s'observent sur le terrain dans les différentes orientations prises par le mouvement des Gilets jaunes au niveau local, avec des connexions qui s'établissent selon le degré de proximité établi préalablement entre activistes locaux, au-delà des accords au niveau national. Les déclinaisons locales du mouvement des Gilets jaunes peuvent ainsi fortement varier selon la configuration sociologique interne des militants, des questions d'actualité spécifique au contexte local, la présence de militants jonglant entre différentes affiliations aux enjeux opposés. Les ententes à géométrie variable au niveau local entre mouvements anti-vacc', anticapitalisme, complotisme, etc., ont de la sorte des effets sur la variété des liens possibles avec le mouvement climat, lui-même divers. Plusieurs activistes soulignent à cet effet le fonctionnement en autonomie des collectifs au niveau local, plus particulièrement Youth for Climate et Extinction Rebellion, dont chaque antenne locale fonctionne indépendamment de la structure nationale en définissant ses propres règles de fonctionnement, ses alliances, ses actions, ses priorités. Elia, activiste de 19 ans membre de Youth for Climate dans une ville moyenne de Bretagne depuis 2018, insiste sur le fonctionnement en toute indépendance des antennes locales par rapport à la structure nationale, et les relations d'échange et de mutualisation entre les deux échelons, loin de rapports hiérarchisés de l'un qui

²⁸ Sur la sociologie Gilets jaunes, voir notamment : Collectif d'enquête sur les Gilets jaunes, 2019, « Enquêter in situ par questionnaire sur une mobilisation. Une étude sur les gilets jaunes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 5-6, p. 869-892 ; Laurent J.-P., 2019, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte ; Bendali Z., Challier R., Della Sudda M., Fillieule O., 2019, « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, n° 128, p. 143-177 ; Le Bart C., 2020, *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, PUR..

dicterait ses orientations à l'autre, ce qui peut expliquer la variété des liens possibles avec d'autres mouvements au niveau local :

« Ça dépend vraiment des dynamiques locales, puisqu'il y a vraiment deux échelles : le mouvement au national qui s'est constitué sur une plateforme de discussion Discord, et après, les antennes locales qui fonctionnaient totalement en autonomie, mais qui faisaient partie de leur projet au national pour qu'il les partage ou qu'il puisse investir dedans, ou les proposer à d'autres groupes locaux. L'intégration de la question sociale s'est donc fait progressivement. Donc, il y avait totalement d'autres stratégies, parfois qui ne prenaient pas du tout en compte la question sociale, parce que ça ne les intéressait pas. Donc, le lien s'est fait parfois en local. Je sais que par exemple dans notre groupe local, quand il y a eu les grosses grèves contre la réforme des retraites, moi, j'ai été dans un collectif de coordination avec les gilets jaunes, avec l'UNL, avec les associations écologistes, etc. C'était moi qui m'occupais de la coordination entre tous ces collectifs et je faisais la modération. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

Les propos rapportés par Elia montrent bien comment le mouvement climat, comme celui de Gilets jaunes, participe à une relocalisation du politique ; une décentralisation qui peut déstabiliser d'autres mouvements sociaux et organisations plus structurés et hiérarchisés, habituellement plus centrés sur Paris autour d'organisations d'envergure nationale, avec des salariés et des moyens financiers. Par leur caractère décentralisé fonctionnant sur un mode d'organisation horizontale, mais avec des porte-paroles qui émergent progressivement, les deux mouvements se rejoignent sur ce point, même si l'établissement d'un positionnement commun n'a pas permis la structuration nationale d'une convergence appelée de leurs vœux par de nombreux militants. La convergence est de la sorte restée circonscrite à des initiatives locales.

Convergences sur les divergences

Malgré certains antagonismes de départ et des craintes réciproques de voir les revendications des uns s'effacer au profit de celles des autres, plusieurs collectifs engagés dans le mouvement climat vont néanmoins prendre position en faveur de la révolte des ronds-points et dénoncer la taxe carbone du gouvernement. Des tribunes dans lesquelles on retrouve des signataires issus d'ONG et associations environnementales invitent les militants à « construire une écologie sociale sur les barricades » et proposent de rejoindre le mouvement des Gilets jaunes lors de la manifestation du 24 novembre 2018²⁹. Ces premiers pas vers une alliance entre les deux mouvements se prolongent ensuite avec la tribune d'Attac et de la Fondation Copernic le 6 décembre qui appellent à « faire le lien entre justice sociale et justice climatique » en convergence avec la quatrième journée de mobilisation des Gilets jaunes du 8 décembre 2018 au cours de laquelle la banderole « Fin du monde, fin du mois, même combat » sera placée en tête de cortège [Encadré 8].

²⁹Tribune accessible ici : <https://reporterre.net/Nous-aussi-engages-dans-les-luttes-sociales-et-ecologiques-enfilerons-des>

encadré 8. Appel « Justice sociale, justice climatique : c'est un changement de cap qu'il faut imposer »

« [...] À l'heure où se déroule la COP 24 en Pologne et où la lutte contre le réchauffement climatique est urgente, ce mouvement met également en évidence le lien entre la question sociale et les impératifs écologiques : les plus grands pollueurs sont exonérés de tout effort, les principales causes du réchauffement climatique ne sont pas traitées, la casse des services publics et des commerces de proximité et l'étalement urbain se poursuivent, les alternatives en matière de transport en commun ne sont pas développées. Le modèle du logement social en France est en mis en péril par sa marchandisation au profit des grands groupes privés. Dans ces conditions, ce n'est certainement pas aux classes moyennes et populaires de payer la transition écologique.

[...] C'est pourquoi, les soussigné·es, syndicalistes, responsables associatifs et politiques, chercheur·es, universitaires, artistes, etc., soutiennent les revendications de justice fiscale et sociale portées par le mouvement des gilets jaunes. Ils appellent la population à se mobiliser pour imposer une politique qui permette de mieux vivre, et à manifester pacifiquement dans la rue massivement le 8 décembre, journée de mobilisation internationale pour la justice climatique, en convergence avec la quatrième journée de mobilisation des gilets jaunes. »

Extrait Tribune – Attac, Fondation Copernic du 6 décembre 2018

La montée en généralité progressive sur la question de la justice avec, dans un second temps, ses différents dérivés tels que la justice *sociale*, la justice *climatique*, voire la justice *démocratique*, a facilité les rapprochements entre deux mouvements composés de militants qui, au-delà de leurs différences, avaient en commun le sentiment d'une faible prise en compte de leurs préoccupations et aspirations politiques et qui partageaient le constat d'une exacerbation des inégalités (qu'elles soient sociales, environnementales ou économiques). Les valeurs de justice ont alors été réaffirmées dans les deux mouvements contre le risque de leur étiollement, de leur banalisation ou de leur dénégation, de façon non seulement à faciliter les rapprochements au-delà de la base militante de départ, mais aussi à s'entendre collectivement sur une cible commune : le vaste monde des « décideurs », des « industriels » ou des « représentants du monde capitaliste ».

Au départ méfiante, Manon, 27 ans, membre d'Alternatiba en région Occitanie, rappelle ses craintes et réticences à rejoindre le mouvement des Gilets jaunes lors des premières semaines, le considérant d'abord contraire aux orientations qu'elle souhaitait engager à Alternatiba sur l'urgence climatique. Les « malentendus » de départ levés à travers plusieurs discussions informelles initiées avec des Gilets jaunes sur des ronds-points ou auprès de proches engagés dans le mouvement, Manon se souvient ensuite du ralliement collectif autour du mot d'ordre de la justice lors de la manifestation des Gilets jaunes du 8 décembre 2018 à laquelle plusieurs collectifs du mouvement climat ont été associés :

« Il y avait une incompréhension de départ des deux côtés, une incompréhension sur la taxe carbone avec, d'un côté, nous, qui la défendions pour lutter contre le réchauffement climatique, car il faudra bien passer par là, et de l'autre, les Gilets jaunes qui la combattaient pour défendre le pouvoir d'achat. Et là-dessus on était aussi complètement d'accord avec eux, c'était complètement compréhensible, et il fallait rappeler que nous ne voulions bien sûr pas que l'écologie augmente les inégalités, mais au contraire qu'elle favorise l'égalité entre tous, la justice sociale.... il fallait donc absolument passer la première action. Il fallait passer le 8 décembre 2018. Et en fait, évidemment, très rapidement, on a vu les liens, c'est « fin du monde, fin du mois, même combat ». Et là-dessus tout le monde était d'accord, les Gilets jaunes, ou en tout cas la plupart, car ils ne sont pas tous d'accord, ils défendent aussi le climat, l'environnement, et nous, bien sûr, on défend aussi la justice sociale... donc l'un dans l'autre ce n'était pas compliqué de lutter ensemble pour défendre la justice sociale et la justice climatique. ». (Manon, 27 ans, Alternatiba.)

Ces réajustements des motifs de l'action collective décrits par Manon rejoignent le concept de « processus d'alignement » théorisé par Herbert Blumer (1946). Ce processus est requis par l'engagement des militants dans des relations de coopération, qui fixent des dénominateurs communs, conçoivent des enjeux partagés autour de la notion de justice, articulent des schèmes d'interaction entre les deux mouvements, et délimitent le champ des interprétations et des performances possibles. Par ailleurs, il ne s'agit pas seulement pour ces deux mouvements de s'entendre sur la montée en généralité nécessaire à la mise en commun des motifs de l'action collective, mais de s'accorder aussi sur les modes de fonctionnement de chacun des collectifs. Une organisation trop centralisée, hiérarchisée, structurée sur un modèle vertical avec des leaders clairement identifiés aurait éprouvé des difficultés à se coordonner avec une autre à l'inverse décentralisée, horizontale, sans centre directeur ni chef de file. Dans le cas présent, qu'il s'agisse des collectifs engagés sur le mouvement climat ou de ceux liés aux Gilets jaunes, les modèles de structuration se rejoignent sur une organisation parfaitement horizontale exerçant ses actions en dehors des structures d'organisation politique traditionnelle (partis politiques, syndicats) dont chacun des deux camps se méfie. La lutte n'est dès lors pas seulement celle exercée pour défendre les valeurs de justice (sociale ou climatique), mais aussi celle questionnant la place des citoyens dans les décisions avec une insatisfaction ressentie par les militants des deux mouvements face à un système de démocratie représentative qui laisse peu de place à la participation directe aux décisions.

Cette altération des relations entre citoyens et institutions de vie démocratique conduit les deux mouvements à faire émerger d'autres modalités de participation interne, mais aussi à défendre des revendications communes sur les possibilités d'interpellation plus directe du champ politique par les citoyens, notamment celles et ceux qui déclarent éprouver plus de difficultés à faire entendre leurs voix : les jeunes du côté du mouvement climat vilipendés pour leur supposé immaturité politique ; les milieux populaires et habitants des zones rurales ou périurbaines du côté du mouvement des Gilets jaunes considérés comme méprisés par la classe politique. Pour Ewan, 23 ans, activiste depuis quatre ans dans un groupe local d'Extinction Rebellion en Bretagne, ce sentiment commun d'une marginalisation du champ politique a été central pour sceller une alliance autour de la question démocratique, en plus de celle de la justice sociale, et renforcer l'intérêt des militants des deux mouvements à coordonner leurs actions :

« Il y a eu pas mal de passerelles entre ces deux mouvements parce que beaucoup de jeunes militants commencent leur politisation par des angles différents chez les Gilets jaunes et dans le mouvement climat : la fin du mois pour certains, la fin du monde pour les autres. Mais des liens existent. Le fait qu'on vit dans une société assez peu démocratique, malgré ce qu'on en dit, on a assez peu de contrôles sur nos institutions. Et puis, aussi un lien assez clair, c'est que c'est la peur de la destruction des conditions matérielles d'existence dans la défense ou pour survivre, qui motive aussi bien Extinction Rebellion que les Gilets jaunes. Moi, quand j'étais sur les ronds-points, la plupart des discours, c'était : "Moi, je ne suis pas dans la merde, mais si ça continue comme ça, mes enfants, ils seront dans la merde économiquement." Et là, un militant de l'Extinction Rebellion, il pourrait dire exactement la même chose, pas avec des considérations économiques, mais avec des considérations plutôt climatiques et environnementales. Et ce qui va les rapprocher, c'est l'enjeu démocratique : comment faire en sorte que les uns et les autres puissent faire entendre à ceux d'en haut leurs revendications. » (Ewan, 23 ans, Extinction Rebellion.)

Pour Ewan, l'alliance a ainsi permis à chacun de se nourrir mutuellement et d'apporter de nouvelles propositions en phase avec certaines aspirations du nouvel allié. S'agissant plus spécifiquement d'Extinction Rebellion, l'influence du mouvement des Gilets jaunes et « *la bataille culturelle engagée* » sur l'enjeu démocratique ont selon lui été « *décisives* » dans les nouvelles orientations prises par le mouvement, avec l'intégration d'une quatrième revendication, spécifique à la France, visant « la création

d'une assemblée citoyenne chargée de décider des mesures à mettre en place pour atteindre ces objectifs et garante d'une transition juste et équitable »³⁰.

Il existe par ailleurs des enjeux stratégiques d'image pour chacun des deux camps à unir leur force. Accuser, lors des premières actions sur les ronds-points de s'opposer à une mesure écologique, les rapprochements opérés dans certaines localités entre des groupes locaux du mouvement climat et des Gilets jaunes pouvaient suivre une stratégie de « déstigmatisation » visant à rappeler que la lutte visait non à s'opposer à des politiques en faveur de l'environnement qu'à dénoncer les effets des taxes sur les revenus des ménages modestes dans un contexte de stagnation du pouvoir d'achat, de hausse rapide des prix du pétrole au premier semestre 2018, et de défiance de plus en plus forte vis-à-vis du système fiscal, accusé notamment d'ignorer les fractures territoriales. De l'autre côté, pour les jeunes activistes du mouvement climat, à qui il est régulièrement reproché d'être issus de classes sociales aisées de centre-ville et donc d'être peu représentatifs et légitimes pour porter les problématiques des milieux populaires, cette alliance avec les Gilets jaunes permettait de modifier les représentations sur la composition sociologique de leurs membres.

Bien que les profils sociodémographiques apparaissent relativement homogènes dans chacun des deux camps avec, rappelons-le, une forte proportion de militants de classes populaires dans le mouvement des gilets jaunes et des activistes nettement plus avantageux socio-économiquement et scolairement dans le mouvement climat, la figure du « transclasse » va toutefois jouer un rôle déterminant dans leur capacité à faire dialoguer, notamment au niveau local, les deux mouvements. Ces figures, décrites par Flipo (2021), sont des activistes qui « n'oublient pas leurs racines, et n'en rajoutent pas, par exemple, dans la virtuosité théorique ou les querelles d'académie ; qui adaptent les mesures proposées aux diverses situations vécues et aux configurations particulières (ce qui pose la question de l'agrégation et des signifiants vides) ; qui focalisent sur l'oligarchie et le système plutôt que les divergences entre mouvements sociaux ; qui cherchent à « désectoriser » les revendications sans tomber dans une langue de bois bien-pensante, qui ne serait plus compréhensible du plus grand nombre, ni générer de confusion dangereuse (le local peut aussi profiter aux localistes) » (Flipo, 2021, p. 24). Dans le cas présent, les origines sociales parfois modestes de certains activistes climat (plus souvent repérés dans les antennes locales de certains collectifs qu'à Paris ou dans les centres des grandes métropoles, telles que Lyon ou Bordeaux) vont servir de relais privilégié et favoriser la légitimité de l'alliance parfois durement mise à mal lorsque les oppositions de perception se doublent des antagonismes de classes entre militants de chacun des mouvements. Le « transclasse » va de la sorte faciliter la mise en dialogue entre deux mouvements par le fait qu'il est « *du même marigot* » selon les propos rapportés par un activiste, « *ayant connu des galères similaires* », et donc perçu comme davantage sensible aux revendications sur le pouvoir d'achat ou au sentiment largement partagé d'un « *mépris de classe* ». Malgré des objets de revendication potentiellement antagonistes, il va adapter son positionnement militant et engager une partie de ses activités vers l'organisation d'une coexistence pacifique et d'une influence réciproque pour surmonter certains préjugés de départ. On retrouve là encore le parcours d'Ewan, activiste breton de 23 ans dans une antenne locale d'Extinction Rebellion, issu d'un milieu populaire et attaché dès ses premiers pas dans l'engagement militant autant aux questions de justice sociale qu'à celles de l'environnement. Ses origines sociales modestes et les « *difficiles conditions matérielles d'existence* » qu'il a pu rencontrer au cours de son enfance ont développé chez lui une sensibilité marquée, bien que

³⁰ <https://extinctionrebellion.fr/revendications/>

longtemps restée à l'état de veille, pour les problématiques des inégalités, qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles. Son parcours militant sera d'abord marqué par des mouvements de balancier entre la dimension environnementale de son engagement en rejoignant pendant un an la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, puis la dimension plus sociale de l'activisme protestataire avec sa participation assidue au mouvement des Gilets jaunes. Il va par la suite trouver dans le mouvement Extinction Rebellion, qu'il rejoint en même temps que sa participation au mouvement des Gilets jaunes, le moyen de réunir ces deux domaines d'engagement en se faisant l'*« intermédiaire légitime »*, à l'échelle de son territoire, des deux collectifs :

« J'ai essayé de lier les deux évidemment. Et parfois, ce n'était pas évident... Parce que je pense qu'il y avait des différences socioculturelles, et du coup il pouvait y avoir un mépris des deux côtés, pour certaines personnes. Il y avait aussi des gens chez les Gilets jaunes qui n'avaient pas trop d'intérêt pour l'écologie. En tout cas, ce n'était pas leur intérêt primordial, c'était d'abord la fin du mois, avant la fin du monde. Et de l'autre côté, dans Extinction Rebellion, au début, il y avait des gens qui étaient juste là pour l'écologie. Donc les questions sociales, de disparité de richesses, et tout, ça les touchait moins, enfin, pas directement. J'ai eu un peu ce rôle de réduire un peu ce mépris ou en tout cas de faire en sorte que tout le monde se comprenne mieux. » (Ewan, 23 ans, Extinction Rebellion.)

À la fois issu de classe populaire et diplômé de l'enseignement supérieur, Erwan voit son passage dans les deux mouvements facilité par le fait qu'il y est à la fois perçu comme étant « du sérail » pour l'un ou l'autre des mouvements, tout en présentant pour les potentiels alliés des caractéristiques sociales ou scolaires proches de la majorité des activistes du groupe local ou des Gilets jaunes.

Divergences sur les convergences

Malgré ce rôle joué par les « transclasses » pour réduire les frontières sociales, réelles ou supposées selon les contextes locaux, entre Gilets jaunes et activistes du climat, et pour faire mentir l'idée d'incompatibilité des luttes, il reste que l'ancrage social des marches pour le climat complexifie les tentatives de jonction entre les deux mouvements dans la mesure où, comme le rappellent Yann Le Lann *et al.* (2021), des clivages restent importants avec une réticence plus marquée des classes supérieures du mouvement climat à apporter leur soutien aux Gilets jaunes : « *Si aucune opposition publique n'a été observée, la composition particulière des marches pour le climat aboutit tout de même à une diversité de positionnements sur les Gilets jaunes.* » (*ibid.*, p. 51). S'y ajoute aussi l'influence des premières représentations portées sur les Gilets jaunes, longtemps perçus comme un soulèvement populiste, avec les craintes répétées par plusieurs activistes, plus souvent orientés à gauche ou à l'extrême gauche, de rejoindre un mouvement aux orientations politiques éloignées des leurs.

Dans cette diversité, les caractéristiques sociales semblent jouer un rôle central dans l'opposition au rapprochement avec les Gilets jaunes et, *in fine*, sur le degré de radicalité à adopter entre les tenants d'une transformation radicale et les défenseurs d'une transition plus graduelle. Alice, activiste de 22 ans dans une antenne locale de Youth for climate en région PACA et favorable à un rapprochement avec les Gilets jaunes, évoque deux profils différents d'activistes dont le degré de radicalité se différencie selon l'origine sociale : ceux d'un milieu socio-économique modeste sont davantage attirés par une posture plus radicale du mouvement, qui passerait par une connexion plus étroite avec les Gilets jaunes du fait qu'ils « *comprendrent ce qu'ils revendentiquent pour le vivre et le subir dans leur quotidien* », et d'autres aux

origines plus aisées sont favorables à un « *activisme apaisé* » sans connexion avec d'autres luttes. Alice précise à ce sujet :

« Ça a fait beaucoup débat chez Youth for Climate, je m'en souviens, est-ce qu'on s'associait avec les gilets jaunes ou pas ? Là, ça relève plutôt des groupes locaux. Je me souviens qu'à Lyon, ils ont fait plein de manifs avec les Gilets jaunes et ici, il y en a eu beaucoup moins et je pense que les personnes dans YFC qui étaient issues de classes sociales hautes, plus élevées, se voyaient moins interagir avec les Gilets jaunes, parce qu'ils ne se sentaient pas proches dans certaines revendications, alors que d'autres personnes du groupe qui avaient aussi des problèmes économiques, qui avaient fait le lien entre la question écologique et la question sociale, avaient beaucoup plus tendance à se rapprocher des groupes de Gilets jaunes dans une perspective de convergence. » (Alice, 22 ans, Youth for Climate.)

Sans homogénéiser de manière excessive les différents groupes d'activistes et les connexions plus ou moins importantes qu'ils établissent avec le mouvement des Gilets jaunes, notre enquête laisse toutefois apparaître deux orientations opposées, qui se fondent sur le degré de radicalité à adopter et de ses effets plus ou moins importants sur les agrégations avec d'autres mouvements. Plus précisément, les activistes du mouvement climat favorables à initier des rapprochements avec les Gilets jaunes sont le plus souvent des militants dont l'entrée dans le mouvement s'est faite autant sur des enjeux climatiques que sur une volonté de dénonciation politique du néolibéralisme avec des liens forts avec des mouvements anticapitalistes. Nous retrouvons dans cette situation Théo dont la double casquette (activiste à Youth for Climate et membre de l'Union communiste libertaire³¹ (UCL) trouve sa cohérence dans le fait de « prendre le problème à la racine », laquelle se trouverait non dans le consommateur ou le citoyen qu'il faudrait « éduquer », mais dans le monde économique et politique qui produit des dommages tant sur l'« humanité » que sur « la planète » :

« Il se trouve que je me suis d'abord politisé contre le capitalisme. J'ai commencé par dire : "le capitalisme, c'est nul" pour ensuite me dire : "écologie, c'est quelque chose qui devient vraiment urgent et il se trouve que détruire le capitalisme, c'est très compatible avec ça". Et donc, cela fait sens de rejoindre une organisation de lutte écologiste. »

Théo se souvient d'une action organisée par Extinction Rebellion dans une ville de la région Rhône-Alpes visant à condamner l'« industrie capitaliste » et dont le message avait été mal compris par certains militants faisant porter la faute sur le consommateur davantage que sur l'industrie qui crée pourtant des consommations polluantes :

« Il y a aussi parfois des actions de culpabilisation qui me posent problème. Je pense notamment à XR où j'ai participé à une marche dans la rue, qui était un peu folklorique, où l'idée était de dénoncer le monstre capitaliste. On se baladait avec un grand drap décoré. C'était assez beau, assez démonstratif. En bout de cortège, il y avait des gens qui culpabilisaient d'autres personnes sur le fait que ce soit eux qui consommaient et qu'ils consommaient trop et que ce n'était pas écolo. Je ne suis pas tout à fait d'accord avec ce message-là, dans le sens où je considère que la surconsommation est surtout due au capitalisme qui nous pousse à consommer un maximum pour ses propres profits. Le problème, ce ne sont pas les gens qui consomment trop, ce sont des capitalistes qui poussent à trop consommer. Il y a ces divergences au sein des mouvements. On s'adresse aux consommateurs, mais est-ce que c'est intéressant de les culpabiliser ? D'un point de vue fictif, oui, ça peut peut-être baisser la consommation, si tu culpabilises quelqu'un. Mais est-ce que c'est vraiment ça, l'objectif politique ? Est-ce que l'objectif politique, ce n'est pas plutôt de s'attaquer à ceux qui polluent, les grands pollueurs, ceux

³¹ Organisation communiste libertaire française née en 2019 de la fusion d'Alternative libertaire et de la Coordination des groupes anarchistes. En plus du combat révolutionnaire, elle est engagée dans les luttes sociales et écologistes.

qui produisent cette pollution, plutôt que ceux qui sont poussés à consommer constamment et qui, ô surprise, finissent par consommer ? » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

De nombreux militants justifient cette convergence entre justice climatique et justice sociale par la nécessité de sortir la question écologique de la seule dimension environnementale et de nouer par cette voie de nouvelles alliances avec des mouvements reconnus pour des actions plus radicales contre les « représentants du capitalisme ». C'est par ces mots que Cléo justifie les rapprochements entre Gilets jaunes et mouvements climats, rappelant que bien que les activistes partagent une même sensibilité aux injustices sociales, tous ne sont pas prêts à franchir le pas d'un rapprochement plus marqué avec les Gilets jaunes de crainte d'une montée en radicalité du mouvement :

« La plupart des activistes a une espèce de bien-pensance d'être touché par les inégalités. Il n'y a personne qui va te dire : "Non, moi je trouve ça normal." Globalement, la justice sociale, c'est un discours qu'on retrouve de partout chez les jeunes. Et les jeunes engagés écologiquement la portent plus que d'autres parce qu'en fait, au-delà de ça, ils pensent qu'il faut refonder le système. quoi. Qu'on ne peut pas continuer là-dedans. Que nos indicateurs de croissance, de développement ne sont pas de bons indicateurs. Qu'il faut une refonte du système. En fait, c'est très anticapitaliste. Un jeune qui est très engagé niveau écologie, en tout cas comme on retrouve à YFC avec les gens qui vraiment étaient des meneurs sont des anticapitalistes. Et donc, en étant anticapitaliste, forcément on doit engager des actions communes avec des mouvements sensibles à ces questions, notamment les Gilets jaunes. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate.)

La ligne de fracture au sein du mouvement climat porte moins sur la sensibilité à la justice sociale, unanimement partagée, que sur la nécessité d'en faire un objet de lutte aussi important que la justice climatique de manière à affirmer un positionnement politique plus proche des mouvements anticapitalistes. Axel, 21 ans et membre de Youth For Climate en Nouvelle-Aquitaine, souligne à ce sujet la nécessité de sortir le mouvement climat de l'« *environnementalisme mou* » dans lequel l'écologie aurait été enfermée trop longtemps :

« Dans les Jeunes pour le Climat, il y a eu une grosse prise de conscience pour sortir de l'environnementalisme et poser des questions qui allaient au-delà de : "On va planter des arbres et sauver des animaux." Il faut le faire, il n'y a pas de souci. Mais vraiment très, très vite, il y a eu cette question de "on ne peut pas rester à l'environnementalisme" et il va falloir aller sur le sujet de la critique du capitalisme, de la critique du libre-échange qui sont des choses qu'à ce moment-là, des associations, comme par exemple Greenpeace, ne faisaient pas du tout ou, en tout cas, ce n'était pas du tout leur fonds de commerce. Mais ce sont des associations qui se sont mises à le faire plus tard. Et ça, je pense que notre génération a vraiment construit quelque chose qui allait même influencer les générations militantes qui, plus tard, se sont rendu compte qu'elles n'avaient peut-être même pas pris la mesure de l'urgence, même si ça faisait longtemps qu'elles se battaient. » (Axel, 21 ans, Youth for Climate.)

Sortir le mouvement climat de l'« *environnementalisme mou* » implique donc pour Axel de saisir les « opportunités » qui se sont présentées en 2018-2019 avec les luttes menées par le mouvement des Gilets jaunes. Il était néanmoins réticent au départ à l'idée de s'associer à leurs actions, les voyant « d'un peu loin avec la vision de ce qu'en disaient les médias : « ce sont des casseurs », « ils veulent polluer parce qu'ils sont contre la taxe carbone », etc. » Mais très vite, il ressent le besoin de ne pas « passer à côté » d'un mouvement qui donnait l'opportunité d'adopter une posture plus radicale sur la question sociale et de créer des connexions avec des militants jusqu'alors préoccupés de manière exclusive soit par la question du pouvoir d'achat soit par celle du climat. S'ajoute aussi pour Axel, comme pour d'autres militants rencontrés au cours de l'enquête, ce qui est perçu comme le « mépris », la « désillusion », l'« ignorance » ou l'« arrogance » d'une politique gouvernementale qu'ils considèrent comme marquée par l'absence d'engagement sur le dérèglement climatique :

« Je pense que l'absence de prise en compte de nos manifestations par Emmanuel Macron, ça a été vécu assez violemment aussi et donc on s'est senti un point commun au début, à défaut d'en avoir d'autres, même si je pense qu'il y en a de plus en plus qui se sont constitués avec le temps. Notre premier point commun avec les Gilets jaunes, ça a été ce mépris, ce gouvernement qui n'en a rien à foutre et alors qu'on s'est battu et qu'on est tous sortis dans la rue. Et comment on fait ? On avait ce mouvement qui était là depuis plusieurs mois et dont on sentait que ça allait mener à quelque chose et que ça marquait déjà l'histoire. On s'est dit : "OK, on ne peut pas faire semblant d'être complètement à l'écart." » (Axel, 21 ans, Youth for Climate.)

À ce groupe d'activistes favorables à une convergence des luttes avec le mouvement des Gilets jaunes et plus souvent orientés vers des actions radicales en lien avec les luttes anticapitalistes s'oppose un autre groupe qui a une volonté de transformation sociale plus progressive avec une critique à destination du système économique ou politique plus nuancée. Les activistes de chacun des collectifs enquêtés n'ont ainsi pas tous été favorables à une alliance avec le mouvement des Gilets jaunes perçu plus souvent à travers les termes de « dérapages », de « complotisme », d'*« anti-vacc' »*, de « radicalisés » qu'à travers des qualificatifs plus flatteurs généralement employés à l'égard de ceux que l'on considère comme de potentiels alliés. La dimension territoriale et la variabilité des colorations prises par le mouvement des Gilets jaunes jouent bien sûr fortement dans les possibilités de créer des connexions, les orientations prises par le mouvement dans certaines localités pouvant être plus éloignées de celles défendues par le mouvement climat, lui-même hétéroclite.

Mais au-delà de ces variations territoriales, des facteurs davantage liés à la dimension politique peuvent expliquer la réticence de certains activistes à s'engager vers des alliances plus marquées. Le souhait affirmé de conserver une « neutralité politique » dans leurs orientations comme dans leurs actions va à l'encontre d'un rapprochement avec les Gilets jaunes susceptible, selon certains, d'altérer cette impartialité. Julia, activiste de 19 ans à Youth For Climate dans un groupe local de la région PACA, explique son « *refus d'être politisée* » en raison de la « *jeunesse* » des activistes du mouvement climat et les risques que leur « *candeur* » ne leur soit préjudiciable avec les probables « *récupération politique* » inhérente à ce type de rapprochement. Pour illustrer son propos, Julia revient sur la venue inopinée, au cours d'une réunion locale de Youth for Climate, d'une militante plus âgée et plus aguerrie à la mobilisation collective, qui lui a fait prendre conscience du double risque de dispersion et de récupération du mouvement :

« C'était vraiment important de rester vraiment focus sur ce qui était important pour nous, c'est-à-dire le dérèglement climatique et toutes les questions autour de ça. Par exemple, je parlais par rapport aux Gilets jaunes, un jour en réunion, tout d'un coup, on a vu débarquer une dame qui devait avoir 40 ans et qui nous a dit : "Est-ce que je peux participer à la réunion ?" En fait, elle était sortie de la manifestation pour essayer de venir avoir des infos sur nous et nous parler de leur mouvement. Et pour moi, ça a été un peu compliqué ce moment-là, parce que je ne savais pas comment réagir. Et nous, on lui a dit que pour nous, ce n'était pas possible de s'affilier avec un autre mouvement politique. On n'était pas un mouvement politique. On était seulement un collectif de jeunes qui étions engagés, parce que je pense qu'en notre sein, en tout cas, il devait y avoir des jeunes avec toutes sortes d'orientations politiques. L'écologie, ce n'est pas quelque chose qui est réservé à un seul parti ou une seule pensée. Je pense que le but était vraiment pour nous de réunir les gens autour d'un même combat et pas forcément d'une même idéologie. Cela nous a fait un peu peur de l'idée d'être récupérés par un mouvement. Les gilets jaunes ont eu énormément de revendications, ça a été un mouvement très large et on ne se sentait pas du tout légitimes à être rattachés à un mouvement. Pour nous, on était vraiment trop jeunes pour prendre de telles décisions et ça fait un peu peur quand même de rentrer dans une espèce de machine comme ça. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

Bien que les Gilets jaunes se définissent, tout comme les collectifs engagés sur la question du dérèglement climatique, comme un mouvement apartisan qui prône la neutralité politique tout en affirmant le souhait de réintégrer l'ensemble des citoyens au cœur des décisions, les propos de Julia rejoignent d'autres réflexions tenus par des activistes sur la crainte d'une perte d'autonomie du mouvement et d'un alignement partisan dans l'éventualité d'un changement de cap des Gilets jaunes qu'ils ne pourraient plus maîtriser. Dans d'autres cas, les activistes évoquent le degré de radicalité du mouvement qui leur semblerait en décalage avec un positionnement plus modéré auquel certains aspirent dans leur réflexion comme dans leurs actions.

Changement climatique et intersectionnalité : une convergence en question

Au-delà des luttes menées en lien avec la question de la justice sociale, de nombreux militants rencontrés au cours de l'enquête témoignent d'un intérêt grandissant pour le caractère multidimensionnel des inégalités et des impacts différenciés du changement climatique sur la population. Le concept d'intersectionnalité est alors fréquemment employé par ces activistes pour souligner la façon dont les effets du changement climatique se distribuent inégalement en fonction de certains marqueurs sociaux liés à la classe sociale, la « race³² », le genre, l'âge des individus.

Quand les problématiques climatiques croisent l'intersectionnalité

Les liens apparus entre certains collectifs du mouvement climat et d'autres issus des luttes intersectionnelles [encadré gl], notamment féministes, nécessitent d'être réinscrits dans le contexte particulier post-#MeToo qui, au-delà de ses effets sur la libération de la parole des femmes victimes d'agressions et de harcèlement sexuels aura aussi favorisé une plus forte prise en compte des inégalités de genre et un renouvellement des formes de dénonciation des violences dans l'espace public. Dans l'introduction du numéro de la revue *Mouvements* consacrée à ce sujet, les coordinatrices (Achin *et al.*, 2017) soulignent le « rôle complexe » joué par le mouvement #MeToo à la fois comme « révélateur » d'un esprit de révolte forgé à partir des mouvements féministes antérieurs, mais aussi comme « vecteur » de mobilisation et d'« empuissancement » des femmes. Dans ce prolongement, #MeToo aura ainsi permis d'inclure les luttes féministes dans des mouvements où la défense de cette cause n'était pas ou peu abordée. Des femmes, dans une large majorité, et souvent en lien en tant que militante, bénévole ou adhérente avec des associations féministes (Planning familial notamment) vont porter au sein du mouvement climat la question des inégalités liées au genre en la joignant à d'autres injustices, comme celles liées à la classe sociale ou aux origines ethnoraciales, et affirmer à travers cela la nécessité d'intégrer les luttes intersectionnelles dans le mouvement climat.

³² Bien que les races n'aient aucune réalité biologique, elles continuent d'organiser la perception de la réalité chez les acteurs sociaux. L'évocation du racisme ne peut de ce point de vue se faire sans prendre acte de la construction sociale de la race. Elle se définit donc comme un rapport social par lequel des groupes sont assignés à une identité et un statut qui justifient leur position dominée dans les rapports sociaux.

encadré 9. Aux origines de l'intersectionnalité

Le concept d'intersectionnalité est d'abord apparu dans la littérature sociologique américaine pour engager des réflexions nouvelles sur la spécificité du militantisme féminin des Afro-américaines par rapport à celui du féminisme « classique » de la classe moyenne blanche. Pour la juriste américaine Kimberle W. Crenshaw (2021) à l'origine de ce concept au tournant des années 1990, les rapports de domination subis par les femmes afro-américaines se situent à l'intersection de plusieurs caractéristiques personnelles, à la fois en tant que femmes et en tant que racisées (des différences « raciales » non pas produites biologiquement, mais socialement sur la base de discriminations liées à l'origine et à la couleur de peau).

Une approche intersectionnelle consiste donc, sur la base de ces travaux, à analyser les rapports de domination et les vulnérabilités subies par certaines populations en raison de leurs caractéristiques personnelles, le contexte dans lequel elles se situent et les rapports de domination qui en résultent. Il s'agit plus précisément, pour Eléonore Lépinard et Sarah Mazouz (2019), d'analyser « comment selon les contextes, la classe, ou la race, ou le genre, ou la catégorie de sexualité, ou encore l'âge jouent un rôle déterminant dans la forme que la configuration particulière d'un rapport de pouvoir peut prendre. [...] L'intersectionnalité est donc porteuse d'une exigence conceptuelle forte : rendre compte de la complexité et du caractère historique des rapports sociaux » (Lépinard, Mazouz, 2019). La notion permet de dévoiler la façon dont les identités et les expériences des groupes sociaux sont structurées par les intersections toujours singulières entre race, genre et classe, ce qui empêche tout traitement univoque. Par exemple, les femmes noires, parce qu'elles sont également victimes du racisme comme forme de domination spécifique, ne sont pas victimes du sexism de la même manière que les femmes blanches. Cette situation implique de développer des formes de résistance elles-mêmes multifactorielles pour s'ajuster aux multiples rapports de domination rencontrés : « *Dans la mesure où les recoupements entre genre, classe et race créent le contexte singulier à l'intérieur duquel les personnes dominées vivent la violence, certains des choix de leurs « alliées » risquent de reproduire la subordination intersectionnelle jusque dans les stratégies mêmes de résistance élaborées en réponse au problème* » (Crenshaw, 2005, p. 70-71).

Le réchauffement climatique contribuant à renforcer les inégalités (voir notamment GIEC, 5^e Rapport d'évaluation, Groupe 2, Chapitre 13), l'intérêt d'une analyse multifactorielle en lien avec les principes conceptuels de l'intersectionnalité s'est progressivement précisé. Le changement climatique est en effet considéré comme un catalyseur agissant sur les situations socioéconomiques déjà difficiles, et non un élément venant perturber une situation auparavant stable et égalitaire. Pour le dire rapidement, le réchauffement climatique ne crée pas de nouvelles inégalités, mais contribue à accélérer les inégalités multifactorielles préexistantes, comme cela a déjà été souligné dans plusieurs rapports du GIEC. Pour Loïc Giaconne, dans une analyse produite sur ce sujet³³, la première mention de l'intersectionnalité comme outil d'analyse des vulnérabilités et de l'exposition au risque climatique remonte au Rapport spécial sur les événements extrêmes, publié en 2012. Dans la synthèse du rapport rédigé à destination des décideurs³⁴, on retrouve notamment les conclusions suivantes : « L'exposition et la vulnérabilité fluctuent dans le temps et dans l'espace en fonction de paramètres économiques, sociaux, géographiques, démographiques, culturels, institutionnels, politiques et environnementaux (degré de confiance élevé). Les personnes et les populations sont plus ou moins exposées et vulnérables selon les inégalités exprimées par le niveau de richesse et d'instruction, les handicaps éventuels ou l'état de santé, ainsi que selon le sexe, l'âge, la classe et d'autres particularités sociales et culturelles. »

Le lien entre les différents types d'inégalités au sein des populations et le risque climatique se précise. Les références à l'intersectionnalité se sont progressivement faites également plus explicites dans la série de rapports annuels du GIEC publiés depuis, avec notamment une première synthèse de l'approche intersectionnelle éditée en 2014, puis de nombreuses références au concept apparaissent

³³ <https://climatanthropocene.com/2022/01/25/climat-giec-intersectionnalite/>

³⁴ GIEC 2012 *Rapport spécial sur la gestion des risques de catastrophes et de phénomènes extrêmes pour les besoins de l'adaptation au changement climatique*, RID FR [en ligne].

dans différentes expertises d'ONG, de rapports d'évaluation, des travaux universitaires pour contextualiser son champ d'application dans le domaine du changement climatique.

Dans le domaine plus spécifique du mouvement climat, le concept d'intersectionnalité a ouvert de nouveaux pans de mobilisation pour dénoncer le caractère socialement différencié des effets du réchauffement climatique sur les populations. Plusieurs activistes soulignent l'existence d'inégalités préexistantes au réchauffement climatique, liées à la classe sociale, la race, le genre, l'âge, qui se trouvent accélérées, redéfinies, renforcées en raison du degré d'exposition différencié au réchauffement climatique. Manon, 27 ans, membre d'Alternatiba en région Occitanie, se souvient avoir d'abord été séduite par l'ambition du collectif à vouloir créer des « passerelles » entre le mouvement climat et les luttes intersectionnelles, l'un et l'autre ciblant selon elle des systèmes d'oppression qui conduit à accroître les inégalités entre les citoyens :

« Il y a le constat que les personnes les plus impactées, en fait, ce sont les plus pauvres, ce sont les femmes, ce sont les personnes d'origine étrangère, les jeunes...enfin, ce sont les personnes qui sont déjà dans des situations d'oppression qui se cumulent. Et notre but c'est de croiser tout ça, de comprendre comment certains vont se retrouver encore plus en difficulté que les autres par rapport à leur situation personnelle. » (Manon, 27 ans, Alternatiba.)

De la même manière que Manon, plusieurs militantes et militants rencontrés au cours de l'enquête insistent sur la nécessité de prendre en compte les problématiques intersectionnelles non seulement pour élargir le spectre de la mobilisation aux enjeux des inégalités multifactorielles, mais aussi pour ne pas exclure de la lutte climatique des catégories d'activistes qui, bien que sous-représentées dans le mouvement climat, n'en demeurent pas moins essentielles pour la légitimité des actions engagées et de leur représentativité au sein de la jeunesse contemporaine, comme le précise à ce sujet Manon :

« Au-delà de l'intersectionnalité, pour moi, la question, c'est aussi : comment est-ce qu'on fait pour faire masse ? Comment est-ce qu'on fait pour s'assurer que, demain, on inverse la trajectoire telle qu'elle est lancée depuis des années ? Et on s'assure qu'on puisse avoir un avenir viable, fiable, dans lequel on est bien, où on peut bien vivre. En fait, on n'arrivera pas à faire ce mouvement de masse si on est entre nous, des Blancs de CSP+, etc. Le principe de masse, il marche, mais il nécessite, en fait, qu'on aille chercher d'autres gens. » (Manon, 27 ans, Alternatiba.)

Dans une perspective très proche, Elia, activiste de 19 ans dans le mouvement Youth for Climate en région Bretagne, soutient également l'idée qu'ignorer le caractère cumulatif des dominations subies et de leur concrétisation dans le champ du dérèglement climatique contribuerait à marginaliser des catégories de jeunes déjà peu représentées au sein du mouvement climat :

« La notion de justice environnementale est aussi hyper importante, parce qu'on n'est pas tous égaux et égales face aux destructions environnementales et que ce sont les personnes les plus précaires et les plus fragiles au sein de la société, qui vont être les premières victimes des destructions environnementales, mais aussi des conséquences du dérèglement climatique, donc forcément les personnes racisées, les femmes, les personnes LGBTQ+, les précaires. Et le problème c'est que toutes nos résistances écologistes sont vraiment situées socialement et majoritairement avec, comme je le disais, des personnes blanches, alors qu'il y a un certain capital économique ou en tout cas un gros capital culturel à chaque fois et qu'il faut apprendre aussi à ouvrir nos luttes, parce que la lutte écologiste, finalement, concerne tout le monde. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

L'intersectionnalité trouve dans le domaine de l'engagement contre le réchauffement climatique différents domaines d'application avec des activistes qui cherchent à donner corps au concept en lui

fournissant des bases concrètes d'opérationnalisation, plus particulièrement à travers les « luttes décoloniales » et l'« écoféminisme ».

Luttes décoloniales et « réparation de la dette »

La dimension « décoloniale » des luttes, entendue en termes de déconstruction, dans le cours des engagements, des relations entre anciennes puissances coloniales et États des anciennes colonies, a notamment permis d'intégrer les impacts différenciés du réchauffement climatique sur la planète, et plus particulièrement entre « Occident » et « pays du Sud ». Certaines actions et réflexions engagées par les activistes visent ainsi à replacer le dérèglement climatique dans une histoire coloniale de la modernité occidentale dont l'organisation capitaliste décrite par les activistes s'est réalisée et prolongée au détriment des anciens territoires colonisés, par le maintien notamment d'une économie extractive et des monocultures intensives.

Pour Malcom Ferdinand (2019), les enjeux de visibilisation des luttes décoloniales s'imposent dans le champ environnemental après avoir longtemps placé sous silence les inégalités et injustices inhérentes à l'histoire coloniale et à leurs prolongements dans les relations internationales contemporaines : « La pensée environnementale s'est construite sur l'occultation des fondations coloniales, patriarcales et esclavagistes de la modernité. Face à la tempête, l'environnementalisme propose une arche de Noé qui cache dans son antre les inégalités sociales, les discriminations de genre, les racismes et les situations (post)coloniales, et abandonne à quai les demandes de justice » (Ferdinand, 2019).

La mondialisation et les risques fondamentalement globaux du réchauffement climatique impliquent pour certains activistes d'intégrer les injustices subies par les « peuples du Sud », « populations autochtones », « minorités » dans les luttes menées en les inscrivant dans un ordre postcolonial qui prolonge certains rapports de domination des anciens pays colonisateurs sur les anciennes colonies. Pour Jade, 18 ans, activiste dans le collectif Youth for Climate dans une ville de la région Rhône-Alpes, l'enjeu climatique se trouve ainsi fortement lié à la question coloniale et aux conséquences du maintien de ce qu'elle perçoit comme une « économie d'exploitation » :

« Pour moi, la lutte décoloniale est vraiment primordiale parce que de toute façon, c'est lié. Ça n'aurait aucun sens, par exemple, de vouloir sauver la planète, mais uniquement pour une partie de la population. Pour moi, on ne peut pas faire la distinction, parce que, par exemple, les personnes qui sont les plus touchées par le dérèglement climatique, ce sont aussi les personnes qui vivent dans les pays du sud. Il n'y a pas très longtemps, j'ai rencontré des activistes qui venaient d'Ouganda et qui m'ont parlé de tout ça, le fait qu'on ne peut pas sacrifier une partie de la population à cause du réchauffement climatique. Il y a déjà des gens qui sont touchés et forcément, quand on se bat pour le climat, on se bat pour des gens comme ça, qui subissent encore plus que nous les conséquences de nos agissements, de notre économie d'exploitation. » (Jade, 18 ans, Youth for Climate.)

Aborder la question décoloniale dans le mouvement climat, c'est aussi prendre davantage en compte la place des personnes racisées dans les réflexions et actions engagées, afin qu'elles soient davantage représentées au sein des collectifs. Ce combat est aussi plus souvent mené par des activistes racisés, largement minoritaires en nombre, qui regrettent l'absence de représentativité au sein des collectifs, et qui se font alors les porte-voix de celles et ceux qui rencontrent des situations de discrimination ou de racisme. C'est aussi plus largement, au-delà des expériences personnelles, la volonté de « réparer la dette » selon les propos tenus par une activiste, en agissant aussi à destination des peuples « subissant ou ayant subi le pouvoir colonial ou postcolonial ». Elia, 19 ans, activiste à Youth for Climate en région

Bretagne, déclare avoir pris acte de sa situation fortement minoritaire au sein du mouvement climat, en tant que « *jeunes femme racisée aux origines sociales modestes* », et d'orienter le collectif vers les luttes décoloniales jusqu'alors peu investies :

« La thématique vers laquelle je me dirige principalement, c'est l'écologie décoloniale, les enjeux décoloniaux à l'écologie. Donc, j'ai aussi ouvert sur cette piste-là avec eux. Je suis une personne racisée, donc ça m'interrogeait aussi dans ma position de personne racisée dans un mouvement qui est composé majoritairement de personnes blanches, disons des mouvements écologistes qui sont très blancs pensants [...]. Si je devais définir l'écologie décoloniale, je dirais que ça s'appuie sur ces principes : le fait que les populations colonisées ont servi de laboratoire au capitalisme en termes de flux de personnes, de ressources, d'organisations hiérarchiques. C'est la première idée. La deuxième idée, c'est que le système capitaliste s'appuie sur l'expropriation des ressources dans les pays dits du Sud. En fait, on s'appuie sur le travail des personnes racisées et des ressources des personnes racisées dans d'autres pays pour que le système perdure. Et notre combat il est de lutter contre ça en faisant connaître ce dont on ne parle jamais, en informant et en condamnant. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

Pour d'autres, la lutte décoloniale implique de « *partager le fardeau* » des conséquences du dérèglement climatique sur les pays du Sud, plus particulièrement sur l'accueil des réfugiés climatiques dont une part croissante provient de pays déjà fortement fragilisés. Plusieurs activistes citent des rapports du GIEC ou d'ONG comme Oxfam³⁵, en reprenant certaines de leurs conclusions, notamment celles relatives aux conséquences du dérèglement climatique sur les déplacements forcés de populations des pays le plus pauvres ou en développement, alors qu'ils présentent les bilans carbone parmi les plus faibles de la planète. D'autres s'appuient sur des données du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) qui estime que depuis 2008, 21,5 millions de personnes ont été déplacées chaque année à cause de catastrophes naturelles telles que des inondations, des tempêtes, des incendies ou des températures extrêmes liés au dérèglement climatique. Pour certains activistes, à l'image de Laure, 25 ans et membre d'un groupe local d'Extinction Rebellion en région Bourgogne Franche-Comté, le positionnement « décolonial » souhaité dans le mouvement climat implique de prendre acte de ces déséquilibres mondiaux et d'engager des actions pour favoriser une meilleure répartition des conséquences du dérèglement climatique sur les réfugiés climatiques :

« Comment ça va se traduire, le dérèglement climatique ? Ça va se traduire par des millions de migrants qui vont arriver à nos frontières – c'est déjà le cas actuellement. Soit on va construire des murs ou mettre Frontex pour militariser tout ça, soit on va les accueillir de manière humaine, et régler les problèmes à la racine. C'est là-dessus qu'on doit se battre. Le dérèglement climatique, ça va toucher les minorités déjà d'une part, et les personnes les plus pauvres. Il faut aider ces personnes les plus pauvres parce que si on ne les aide pas, ça va créer encore plus de tension, plus de conflits. Les gens vont encore se fermer. Les extrêmes vont monter parce que les gens vont avoir peur et, au final, ça va faire des conflits armés. C'est ce qu'on explique un peu aussi quand on forme les gens. Le dérèglement climatique, ça va avoir des impacts sur les récoltes. Les gens ne vont plus pouvoir se nourrir, donc la famine. Ça va avoir des impacts sur la santé humaine. Il va y avoir aussi des zoonoses, plus de zoonoses peut-être, si on continue les élevages intensifs. Les réfugiés climatiques. Tout ça, ça va s'alimenter entre eux, ça va créer plus de conflits. C'est ça qui fait peur et cette haine de l'autre qui risque d'augmenter, cette haine envers les minorités, les personnes racisées. C'est ça qu'on veut éviter. C'est pour ça que justice climatique, justice sociale, tout ça, c'est clairement lié à la question décoloniale. » (Laure, 25 ans, Extinction Rebellion.)

³⁵ Oxfam, 2019, « Populations contraintes de fuir : des déplacements exacerbés par le changement climatique », Document d'information [[en ligne](#)].

Ecoféminisme : consolider les liens entre féminisme et écologie

Parmi les différentes déclinaisons de l'intersectionnalité dans le champ de l'engagement des jeunes contre le dérèglement climatique, l'écoféminisme a régulièrement été repris par plusieurs collectifs pour apporter un éclairage sur les différents liens entre féminisme et écologie, plus particulièrement à travers le postulat selon lequel l'oppression des femmes et la destruction de la nature sont intrinsèquement liées en ce qu'elles s'objectivent toutes deux dans les mêmes structures de domination : « patriarcales » d'un côté et « capitalistes » de l'autre. Conceptualisé dans les années 1970 par Françoise d'Eaubonne, l'écoféminisme est mentionné dans l'ouvrage *Le féminisme ou la mort* (1974) pour dénoncer « l'organisation sexiste de la société qui a conduit à la domination des hommes sur les femmes et au saccage de la nature » (Eaubonne, 1974, p. 251). Par cette affirmation, elle induit le rapprochement entre le rapport de domination que l'homme exerce sur la nature et celui que l'homme exerce sur la femme. Dans une perspective intersectionnelle, l'écoféminisme insiste sur le caractère interrelié des formes d'oppression et la nécessité de les appréhender dans une même dynamique. Dans l'ouvrage *Ecofeminism: women, culture, nature*, la théoricienne Karen Warren propose la définition de l'écoféminisme : « La position selon laquelle il existe des liens importants entre la manière dont on traite les femmes, les personnes de couleur et la classe inférieure d'une part et la manière dont on traite l'environnement non humain de l'autre » (Warren, 1998).

Sur cette base, plusieurs collectifs de jeunes activistes engagés dans la lutte contre le réchauffement climatique vont initier des rapprochements avec des mouvements éco-féministes pour faire interagir la cause féministe et la cause écologique dans une même dynamique et définir à travers cela les modalités de résistance au pouvoir patriarcal, les logiques de contestation et les conditions d'émancipation. Dans une tribune rédigée par « les Camille » du groupe « revendication » constitué à la suite d'une assemblée générale « interfac » le 8 février 2019 et rassemblant des étudiant·es et lycéen·nes de divers établissements de la région parisienne, les activistes déterminent les ressorts de leurs engagements écoféministes (voir encadré 10, extrait de la tribune).

Il est notamment question dans cette tribune de lutte contre « les structures de domination : celles des sociétés patriarcales et capitalistes », mais aussi « de compétition qui induit la classification et la hiérarchisation des individus », qui conduiraient à accentuer les inégalités de genre entre les femmes et les hommes. Le texte insiste par ailleurs sur la plus forte exposition des femmes aux effets du changement climatique en mentionnant des luttes menées en dehors de la France (notamment en Inde), dans des contextes sociaux et environnementaux où les femmes sont soumises à des responsabilités particulières sur les questions de l'approvisionnement en eau et la production alimentaire (CCNUCC, 2019). On retrouve sur ce sujet les fondements historiques du mouvement éco-féministe des années 1970 et des luttes menées en Angleterre, en Australie, en Inde, en Amérique latine ou en Afrique, issues des *grassroots* (de la base), écologistes, anarchistes, marxistes réunis pour dénoncer la question de la domination croisée des femmes et des ressources naturelles (Gandon, 2009).

encadré 10. Extrait Tribune « 4^e leçon des jeunes au gouvernement : la lutte pour l'écologie sera féministe ou ne sera pas »

« Pour ce vendredi 8 mars, Journée des droits des femmes, nous avons décidé de mettre en lumière le lien étroit entre féminisme et écologie. En effet, l'oppression des femmes et la destruction de la nature sont deux processus qui trouvent leur origine dans les mêmes structures de domination, celle de nos sociétés patriarcales et capitalistes. Tandis que dominer la nature correspond à l'apanage d'une virilité toxique que l'on nous conditionne à valoriser depuis notre enfance, préserver la nature, attitude associée à une fragilité et une sensibilité féminine, est tourné en ridicule. Le capitalisme fondé sur la compétition est à la fois désastreux pour les femmes et pour l'environnement. Cette compétition qui induit la classification et la hiérarchisation des individus, dont les femmes sont les premières victimes, entraîne les désastres écologiques et la logique de destruction des espaces naturels. De plus, la crise écologique accroît les inégalités hommes/femmes : les premières victimes des catastrophes naturelles liées au dérèglement climatique sont des femmes.

Tout combat féministe est donc par essence un combat écologique, et inversement.

L'écoféminisme opère la synthèse à travers l'idée d'une double exploitation : celle de la nature par l'homme et celle de la femme par l'homme. On observe deux foyers principaux dans lesquels la lutte écoféministe a émergé : en Inde, autour de la question de l'agriculture, et aux États-Unis, autour de la lutte antinucléaire. Ces deux thématiques recoupent les thèmes de nos deux précédentes leçons au gouvernement, publiées dans Reporterre.

Mettre en place un véritable programme éducatif féministe

Pour cette semaine, l'État devra donc travailler les thèmes chers à l'écoféminisme.

Premièrement, nous sommes convaincu·e·s comme les écoféministes que nous ne sauverons pas la planète en laissant la technologie s'immiscer dans notre rapport à la nature et au vivant : contre la folie technicienne, les promesses de la géo-ingénierie et la promotion de solutions numériques miracles qui prétendent nous sauver de la catastrophe en cours, nous exigeons l'abandon de ces remèdes technologiques qui ne visent qu'à maintenir le statu quo et qui menacent l'intégrité de la planète. Tout cela va à l'encontre de l'idée de prendre soin de la Terre ainsi que des êtres vivants.

Deuxièmement, nous exigeons que soit posée l'interdiction de toute publicité sexiste faisant du corps féminin un objet de consommation et une promesse de vente. L'inaction létale et lamentable de l'État à laquelle il nous a habitué·e·s depuis le début de nos revendications risquant fort de n'aboutir à aucune prise de décision, nous appelons donc chacun·e à recourir de manière systématique et routinière à des actions antipubs, à détourner de manière créative, drôle et ingénieuse les publicités, à montrer que nous ne sommes pas dupes et que nous ne tombons pas dans le piège de l'appel à la surconsommation.

Au même titre qu'il faut plus d'écologie dans les programmes scolaires, nous appelons le gouvernement à mettre en place un véritable programme éducatif féministe. Ce programme se devra d'être intersectionnel, afin de se faire la narration de la pluralité des luttes féministes. Des femmes brillantes ont marqué les sciences, les arts et l'histoire et sont trop souvent oubliées dans les manuels scolaires. Un programme d'éducation spécifique doit être mis en place pour prévenir les comportements sexistes et ancrer l'égalité femmes/hommes dans la culture des générations futures.

Le système prônant la domination de la nature est le même que celui prônant la domination des femmes

Enfin, nous exigeons plus que tout l'arrêt immédiat du financement public de l'armement (dont la production et la vente d'armes) et particulièrement l'abolition des armes nucléaires. Leur présence dans le monde représente le plus haut degré de dangerosité, ces armes détenant un potentiel d'annihilation de l'humanité et de la planète. La France consacre chaque année plus de 3,6 milliards d'euros à l'entretien de ses bombes atomiques, alors même que de nombreux pays et l'ONU demandent l'arrêt de la prolifération nucléaire et l'interdiction de ces armes. De manière générale, la culture militariste et les outils dont elle dispose sont au service d'un système de domination et d'exploitation exercé par une poignée de « puissances mondiales ». Cette culture repose sur des valeurs machistes de violence, de domination et de compétition qui vont à l'encontre de notre interdépendance à la planète Terre et au vivant.

Devant l'urgence écologique et sociale, nous affirmons que le système prônant la domination de la nature est le même que celui prônant la domination des femmes, et que la révolution écologiste sera féministe ou ne sera pas.

Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation. Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment. »

Chez les activistes rencontrés, la sensibilité à l'éco-féminisme, reste une tendance minoritaire, principalement portée par de jeunes femmes déjà sensibles aux enjeux des luttes féministes avant leur engagement dans la cause climatique. C'est notamment le cas de Manon, 27 ans qui, avant de rejoindre le collectif Alternatiba dans une ville du sud de la France, souhaitait déjà s'orienter professionnellement sur la question du droit des femmes :

« À la base, dans mes études, quand je vous disais "voilà, je voulais bosser en relations internationales, je voulais bosser dans l'humanitaire et le développement", en fait, je voulais bosser sur les questions des droits des femmes. Et du coup, c'est là que j'ai réalisé et je me suis dit : "Ah ouais, non, en fait, je n'ai pas envie d'aller m'occuper de ce qui se passe dans les autres pays. On n'a pas de conseils à donner, gérons déjà ce qui se passe en France." Et j'en suis venue progressivement à porter cette question dans mes engagements, en France. Dans des camps Climat, j'ai organisé des ateliers écoféministes juste pour parler, en fait, de ce que c'est que l'écoféminisme. Donc, oui, clairement, c'est quelque chose qui me parle. » (Manon, 27 ans, Alternatiba.)

Bien que la plupart des activistes, jeunes hommes comme jeunes femmes, déclarent être attachés à la lutte contre « la domination masculine » et éprouver une sensibilité au « rééquilibrage des rapports hommes-femmes » ou à l'idée « de faire tomber le patriarcat », l'éco-féminisme est rarement considéré comme un motif central de leur engagement dans le mouvement climat pour « *ne pas perdre de vue ce qui [les] réunit : le réchauffement climatique d'abord et avant tout !* » selon les propos rapportés par un activiste d'Extinction Rebellion. Pour justifier cette absence de passage à l'acte plus concrète dans des modalités d'action ou dans les réflexions et éléments de communication, plusieurs activistes déclarent craindre le risque de « *perdre le message central* », à la manière de Corentin, 23 ans, activiste à Dernière Rénovation, qui, bien que se déclarant sensible à la cause des femmes, ne se retrouve pas dans les combats défendus par l'éco-féminisme du fait que ce dernier renvoie à « *une nébuleuse dans laquelle se retrouveraient encore une fois ceux qui ont les codes et les réf' pour se comprendre entre eux* » :

« À trop vouloir aller partout on se retrouve nulle part et uniquement entre nous, dans un entre-soi qui exclut toujours les mêmes, les quartiers populaires, les chômeurs, les ouvriers, qui comprennent que dalle à l'écoféminisme, tous ces trucs portés par des Blancs des beaux quartiers. » (Corentin, 23 ans, Dernière Rénovation.)

Entre le souhait éprouvé de croiser la lutte contre le dérèglement climatique avec d'autres formes de domination, notamment de genre, et le risque ressenti par certains activistes de perdre le fil du débat et la cohérence du motif central de la mobilisation, les jonctions intersectionnelles ne font pas consensus au sein du mouvement. Elles témoignent d'une diversité de réflexions à la fois sur les potentielles convergences entre activistes au niveau local et sur les négociations « par le bas » initiées avec d'autres mouvements.

Convergence « par le bas » et mise en œuvre pratique des alliances

La « convergence des luttes » fréquemment évoquée par les activistes du mouvement climat pour rendre compte des liens effectifs, espérés ou parfois redoutés avec des mouvements liés à la justice sociale, notamment avec les Gilets jaunes, les luttes décoloniales ou éco-féministes, renvoie à des stratégies d'organisation et de mobilisation qui s'appuient sur des mises en relations entre différentes causes dans une optique d'escalade des moyens de pression. Au-delà de la convergence « par le haut » (Tramel, 2018) sur la délimitation de la lutte à engager et la définition théorique d'un idéal commun aux différentes parties

prenantes (« justice climatique et justice sociale », « écologie et féminisme », « lutte contre les discriminations, décolonialisme et écologie populaire ») et les différentes coalitions mises en œuvre, les alliances s'opérationnalisent aussi « par le bas » sur les moyens pragmatiques à initier pour concrétiser, sur le terrain des luttes, les principes théoriques des alliances. C'est cette convergence par le haut qui impose ensuite une convergence par le bas des mouvements sociaux à travers ce que les activistes nomment les différents « soutiens », « appuis techniques », « interventions » des autres collectifs, associations, syndicats venus apporter dans chacune des antennes et des actions locales leur expérience, savoir-faire, « influence » théorique ou « petits coups de pouce » plus pratique dans la bataille.

De la concrétisation des alliances sur le terrain des luttes

Une fois l'accord trouvé sur les termes de l'action commune à engager, la difficulté qui survient rapidement ensuite porte sur les modalités pratiques et concrètes de sa mise en œuvre sur le terrain avec la crainte régulièrement entendue de voir le mouvement, et le message qu'il porte, disparaître au profit d'un autre. Les activistes font alors régulièrement part de leur vigilance à « *placer la cause climatique ni en dessous ni au-dessus des autres causes* » pour ne pas se voir « *avalé* » par d'autres collectifs ou associations à la fois plus structurés et bénéficiant d'une plus forte notoriété dans le champ médiatique et politique. Pour Dorian, 23 ans, membre d'Extinction Rebellion dans la région des Hauts-de-France et proche du mouvement des Gilets jaunes, il s'agit « *de se mettre d'accord sur ce qui [les] réunit, mais aussi sur ce qui [les] divise pour ne pas découvrir le jour d'une action ou d'une marche, des messages qui n'auraient pas été validés par l'ensemble des militants. C'est important d'avoir un message commun, sans un mot qui serait plus haut que l'autre et qui ferait qu'à la fin seulement l'un ou l'autre aurait été entendu, soit les Gilets jaunes, soit leux!, mais pas les deux* ». On retrouve dans les propos tenus par Dorian l'attention particulière à accorder à l'égalité des luttes afin de définir un bloc contre-hégémonique comme rempart à toute velléité de suprématie d'un collectif sur un autre. Cette égalité qualitative n'empêche toutefois pas de développer des orientations spécifiques à l'intérieur des périmètres de chacun des collectifs. Ce sont précisément ces périmètres qui vont permettre de définir des zones de recouvrement à partir desquels se structurera l'action collective et au sein desquelles s'agenceront les motifs spécifiques à l'action collective. L'alliance ne suppose pas une fusion entre les différentes composantes, mais l'existence de différences tout en continuant d'œuvrer de manière coordonnée au nom d'un but commun.

L'intensité de la coalition peut également fortement différer, entre des alliances répétées et de longs termes et des alliances ponctuelles et de court terme pour organiser un évènement ou une action, des coalitions sectorielles ou multisectorielles entre mouvements sociaux, acteurs politiques et/ou syndicaux. Dans le cas des alliances répétées inscrites dans la durée, les relations s'opèrent généralement avec des collectifs proches des thématiques portées sur les problématiques climatiques. Plus les zones de convergence que nous évoquions sont étendues, plus forts seront ensuite les accords sur le terrain avec la mise en œuvre régulière d'actions communes, comme ceux que l'on observe dans de nombreux territoires entre Extinction Rebellion, Youth for Climate, Alternatiba, Dernière Rénovation. Comme le rappelle à ce sujet Flavie, 27 ans, activiste à Youth for Climate en région Pays de la Loire :

« Il y a peu de choses qui nous séparent. Juste notre logo, mais ce qu'on met derrière, ce sont des choses équivalentes : l'urgence climatique, la justice sociale et quelques questions d'actualité parfois, mais sur l'ensemble on est tous d'accord sur les priorités, c'est donc assez simple pour nous de faire des trucs ensemble. »
(Flavie, 27 ans, Youth for Climate.)

Plusieurs activistes évoquent aussi la multi-appartenance associative de certains d'entre eux, avec un rôle de courroie de transmission facilitant les échanges entre organisations et les « bons tuyaux » à partager entre militants sur les prochaines actions à entreprendre, les interventions policières, les visites d'élus, ou les projets de construction. Pour Paul, 17 ans, activiste depuis 2020 dans un groupe local de Youth for Climate situé dans la région Occitanie, les multi-appartenances facilitent les échanges directs et les ententes dans le cadre d'accords interindividuels et permettent dans bien des cas d'éviter de passer par les canaux formels de la prise de décision :

« On est en bons termes avec tout le monde, avec Alternatiba, on s'entend très bien. Extinction Rébellion, on est très proche d'eux, parce qu'on a beaucoup de membres qui, soit font partie d'Extinction Rébellion en parallèle de Youth for Climate, soit en ont fait partie dans le passé et connaissent la plupart des militants des deux mouvements. Et même fréquemment, on entretient des relations, on se connaît très bien. D'ailleurs, je n'ai jamais passé une manifestation avec Youth for Climate sans Extinction Rébellion, et c'est pareil avec les membres des deux mouvements qui se retrouvent très souvent dans chacune des actions ».

D'autres parlent aussi de relations « *fraternelles* », de « *grands frères et de grandes sœurs* » pour expliquer la plus grande expérience des uns (Extinction Rebellion) sur les actions de désobéissance civile, et l'accompagnement proposé aux autres (Youth for climate notamment) moins expérimentés pour organiser ce type d'action et pour anticiper leurs éventuelles conséquences juridiques ou répressives, comme le souligne Anne, 17 ans, activiste dans un groupe local de Youth for Climate en région Rhône-Alpes Auvergne :

« On collabore pas mal avec Extinction Rébellion. Moi, j'ai un peu la sensation que ce sont nos grands frères et grandes sœurs de l'écologie ici, parce qu'ils sont très impactants, je trouve, dans leurs actions. Je pense que Youth for Climate tend vers un mouvement plus de désobéissance civile. Du coup, Extinction Rébellion c'est un peu les pros là-dedans. Ils sont plus âgés pour la plupart, donc ils ont plus d'expérience, ce qui ne veut pas dire qu'on n'est pas légitimes, mais ils ont plus d'expérience et plus de connaissances au niveau légal, aussi, pour bien connaître la loi, savoir jusqu'où on peut aller et comment on peut se protéger en cas de problèmes avec les forces de l'ordre. » (Anne, 17 ans, Youth for Climate.)

Par ailleurs, les liens engagés entre le niveau national et le niveau local sur la mise en acte de certains accords entre collectifs donnent à voir d'importantes disparités. Plus précisément, il peut y avoir des accords entre collectifs au niveau national qui peuvent favoriser ensuite leur traduction pratique sur le terrain local :

« Bien sûr c'est plus facile et plus clair de faire des actions ensemble ici quand on sait qu'au natio ça marche bien aussi. La question ne se pose pas par exemple si on se lance sur une occupation de site avec XR ou ANV, car on est habitué à faire des actions ensemble et aussi parce qu'au natio, ça se parle aussi et tout le monde marche ensemble. » (Dorian, 23 ans, Extinction Rebellion.)

Mais dans d'autres cas, du fait de la forte autonomie des antennes locales, des alliances peuvent se nouer entre certains collectifs au niveau local sans passer préalablement par des accords formels au niveau national, du fait que les accords y sont considérés comme plus « *engageants* », avec une vigilance accrue parce que « *le national se sait plus regardé* ». Pour Lisa, 18 ans, membre d'une antenne bretonne de Youth for Climate, la force des liens interindividuels, la souplesse de l'engagement et les multi-appartenances au niveau local fluidifient les relations entre activistes dont le caractère au départ informel peut plus facilement susciter ensuite des soutiens pratiques. Ces accords locaux peuvent se faire indépendamment du national où les relations sont considérées comme plus « *houleuses* » selon cet activiste :

« Au niveau local, je sais que nous, on travaille beaucoup avec Résistance Écolo. Et on travaille aussi pas mal avec ANV-COP 21 et Alternatiba. Enfin moi plus spécialement, j'ai participé à pas mal de leurs actions. Et j'ai été à des camps Climat aussi de l'ANV. Donc tout ça, ça fonctionne bien au niveau local. Bien mieux qu'au niveau national où la coordination entre tous les mouvements écologistes est parfois un peu houleuse. Alors elle existe quand même, notamment pour la décision de dates nationales, etc., et la gestion de campagnes sur certaines entreprises. Mais en fait, un phénomène qu'on avait remarqué au sein du mouvement national, c'est que les groupes locaux parisiens, on va dire, ont tous une mésentente très forte. Et ça, c'est vraiment un truc qu'on a remarqué. C'est qu'au niveau de Paris, les centres où il y a le plus militants, je ne sais pas, mais au niveau des groupes locaux de Youth For Climate, la coopération, ça se fait super bien avec tous les mouvements, la plupart du temps. Et au niveau de Paris, il y avait eu beaucoup, beaucoup de difficultés. Et aussi, l'émergence du radicalisme au sein de Youth For Climate est passée chez certains par le rejet de toute forme de mobilisation. Et donc, le rejet d'assos qui passaient plutôt par des moyens institutionnels, etc., et qui étaient un peu en quelque sorte maîtrisées, quoi. » (Lisa, 18 ans, Youth for Climate.)

Des liens entre collectifs peuvent également se nouer dans le cours d'une action ponctuelle, en soutien à des activistes ayant rencontré des difficultés avec les forces de l'ordre ou avec la justice à la suite d'une action de désobéissance civile « *ayant dégénéré* », pour apporter un appui technique à leurs « frères d'armes ». On retrouve dans cette situation l'exemple rapporté par Pauline, 21 ans et activiste dans une antenne locale de Youth for Climate en Auvergne-Rhône-Alpes, qui fait part des nombreux soutiens de différents collectifs intervenant habituellement sur d'autres sujets que le climat (mouvements antifascistes notamment), mais sensibles aux conséquences policières et judiciaires de certaines actions :

« Ce week-end, on a fait une action avec XR devant l'Hôtel de Ville, on a accroché une banderole sur laquelle il était écrit "Bye bye Bayer, Ciao Monsanto". C'est une campagne qu'on mène contre Bayer Monsanto qui a son siège social ici. Et donc cette banderole-là était ignifuge. Les lettres, elles, prenaient feu, mais pas la banderole. C'était vraiment une action de visibilité. C'est vraiment symbolique de faire prendre feu Bayer Monsanto devant l'Hôtel de ville. Le souci est que du coup, il a eu des arrestations, des gardes à vue, qui ont duré 24 heures ce week-end et donc, automatiquement, tous ceux qui n'étaient pas en garde à vue, ben, on a fait tout ce qu'on a pu pour les aider et pour aller chercher des soutiens. On a contacté Alternatiba, parce qu'on savait qu'ils étaient dans le coin. Donc ils sont venus devant les commissariats avec d'autres militants, militantes. On a contacté le collectif Antirep de Lyon, qui est un collectif d'anti-répression justement, qui peut apporter de l'aide juridique, des numéros d'avocat, etc. Du coup, ça nous a permis d'avoir un avocat, pour avoir des nouvelles en fait. Parce que nous, si on appelle le commissariat, on ne peut rien savoir si on n'est pas avocat. Enfin, plein de choses comme ça. On peut trouver du soutien vers ces associations-là. Ça fait toujours plaisir. Ça peut aussi être à l'inverse. Quand il y a eu des grèves pour Total par exemple, il y avait une action d'XR contre Total. Quand il y a eu des gardes à vue, on était devant les comicos. » (Pauline, 21 ans, Youth for Climate.)

Au-delà des rapprochements entre collectifs ayant des zones de recouvrement étendues du fait de mobiliser des activistes sur des sujets de préoccupations similaires, d'autres peuvent se mettre en place localement avec des syndicats de travailleurs (CGT ou FO notamment) a priori plus éloignés des préoccupations climatiques, mais qui peuvent venir apporter leur appui technique (prêt de mégaphones, micros, camions, sono, etc.) lors des marches organisées dans différentes localités (Aix-en-Provence, Annecy, Rennes, Toulouse par exemple). Dans un contexte de vieillissement des appareils politiques traditionnels, qui s'accompagne d'une plus forte désaffection et perte de confiance des citoyens à leur égard, ces nouvelles formes de mobilisation ne sont pas vues en concurrence, mais davantage comme un moyen de retrouver sur le front de la contestation des catégories de citoyens qui ne se mobiliseraient pas en d'autres circonstances. Comme le souligne à ce sujet Julia, activiste de 19 ans à Youth for Climate dans la région PACA, les discussions engagées avec une section locale de la CGT ou Attac pour des demandes de prêt de matériels ou des demandes de formation ont été accueillies très favorablement

par des militants syndicaux qui déploraient jusqu'alors le retrait des nouvelles générations des espaces de contestation :

« On était contents de se sentir écoutés aussi par les générations plus âgées que nous. On sentait qu'ils étaient vraiment intéressés par ce qu'on proposait. Ils ont été super intéressés, parce qu'ils se sont rendu compte qu'il n'y avait pas que les retraités qui pouvaient passer du temps à discuter de comment faire réagir les gens sur le climat, et que nous, on s'y intéressait. C'est vrai qu'Attac nous a aussi proposé de participer à des formations pour mener des actions non violentes. Personnellement, après, avec cette association-là, j'ai aussi participé au débat pour le plan climat métropolitain pour Aix-Marseille où j'ai représenté notre association, le collectif de Youth for Climate. J'ai pu échanger avec des élus, tout ça. Ils nous ont quand même ouvert les portes d'un monde auquel nous n'avions pas vraiment accès en étant jeunes, car surtout occupé par des personnes beaucoup plus âgées. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate).

D'autres évoquent l'entremise d'un père syndiqué pour obtenir le soutien d'un collectif de travailleurs « *venu prêter la sono* ». D'autres encore, comme Arthur, 23 ans, activiste dans une antenne savoyarde d'Extinction Rebellion depuis 2018, soulignent également les intérêts réciproques d'un rapprochement au niveau local entre les collectifs climat et les syndicats de travailleurs pour renouveler les cercles des sympathisants, d'un côté, ou afficher plus fortement les liens avec les questions relevant de la justice sociale, d'un autre :

« Les discussions qu'on peut avoir, par exemple, avec les syndicats, avec la CGT par exemple, portent sur, de notre côté, comment on peut intégrer ces discours sociaux dans nos luttes. Et de leur côté, comment eux peuvent intégrer la dimension écologique dans leurs revendications qui sont plutôt d'ordre social, à chaque fois ? Et c'est pas évident. C'est des cultures assez différentes. Les mouvements syndicaux sont plus âgés, on va dire. Les mouvements climat sont beaucoup plus jeunes. Donc il y a des questions de génération aussi, de discours, de sujets qui nous tiennent à cœur et qui ne sont pas forcément les mêmes. Mais, oui, l'idée, c'est d'essayer d'arriver à rassembler le maximum de monde en se mettant d'accord sur les sujets qui nous rapprochent. » (Arthur, 23 ans, Extinction Rebellion.)

Les coalitions et réseaux de relations entre différents collectifs facilitent, sur le terrain des luttes, la coordination entre activistes, favorisent l'augmentation des ressources disponibles et permettent d'obtenir, *in fine*, des avantages plus grands que si l'alliance n'avait pu avoir lieu. Ces coalitions peuvent aussi, dans certains cas, et sans que cela contribue nécessairement à remettre en question les avantages obtenus, générer des efforts de recadrage susceptibles ensuite de créer des incompréhensions, voire dans certains cas des antagonismes, sur les causes à défendre, les luttes à engager ou les actions à entreprendre.

Difficultés de recadrage et antagonismes locaux avec des associations traditionnelles

Les recadrages qu'impliquent certaines coalitions peuvent parfois être traversés de rapports de pouvoir entre « *alliés* », voire mener à une hiérarchisation des luttes. Ces difficultés se retrouvent plus particulièrement entre les collectifs du mouvement climat d'une part (Extinction Rebellion, Youth For Climate, Alternatiba, Dernière Rénovation, Zero Waste, etc.) et les associations plus structurées fonctionnant sur des modèles associatifs traditionnels, comptant des salariés et engagés sur les questions environnementales parfois depuis plusieurs décennies. Ces dernières, au-delà des zones de convergences sur la cause à défendre avec le mouvement climat, peuvent néanmoins s'interroger sur la marche à tenir pour se rapprocher des collectifs de jeunes activistes « tout feu tout flamme » qui se

distinguent fortement de leur association du point de vue de l'âge des militants, de l'ancienneté de l'organisation, de la spontanéité du mouvement, du degré de radicalité des actions engagées, et du mode de structuration interne dans la prise de décision.

Une ancienne salariée de France nature environnement (FNE) évoque à ce sujet les nouvelles réflexions engagées au sein de cette fédération française des associations de protection de la nature et de l'environnement. Association expérimentée sur le terrain de l'engagement environnemental, créée en 1968 et « porte-parole » d'un mouvement de plus de 9 000 associations regroupées au sein de 47 organisations adhérentes, Lola emploie l'image du « *mammouth* » pour exprimer la « *force tranquille* » de l'association, mais aussi sa difficulté à l'articuler avec le mouvement climat et aux collectifs qui le portent, plus particulièrement au moment des marches initiées en 2018-2019 :

« Il y a eu un peu la question de savoir comment on s'articule. Cela a vraiment été au sujet notamment des marches pour le climat. Je me souviens que le Bureau a rencontré le collectif Youth For Climate. Mais il y a eu des interrogations de : "comment on fait ?" Je vois FNE comme un mammouth. FNE, c'est une grosse association qui ne bouge pas très vite, mais qui est là et qui se sent – à juste titre ou pas – un peu immuable. Ils regardent un peu passer les choses en se disant : "Ça fait peut-être beaucoup de bruits pour le moment, mais on ne sait pas si ça sera encore là dans 5 ans." Alors que FNE a fêté en 2018 ses 50 ans d'action. » (Lola, 32 ans, France nature environnement).

Lola évoque ensuite la difficulté, dans une association qui fonctionne essentiellement grâce au travail de ses salariés, à distinguer ce qui relève du bénévolat et ce qui est davantage assimilé à une activité professionnelle. La ligne de démarcation entre acte militant et travail salarié complexifie dans certains cas la mise en relation entre des organisations différentes du point de vue de leur fonctionnement interne et des rôles et attributions des personnes qui les composent :

« FNE, à un moment, s'est joint aux marches pour le climat. Cela a posé des questions internes et c'est là où nous sommes rattrapés un peu par le quotidien, de savoir si les salariés devaient faire cela sur leur temps de travail ou pas. Est-ce que c'était du temps de travail ? Des actions bénévoles ? Finalement, il a été décidé que c'était des actions bénévoles et que c'était aux bénévoles de le faire, et pas aux salariés. Du coup, il n'y a plus eu d'encouragement à aller aux marches pour le climat et on a arrêté. Il y a eu vraiment une volonté de redéfinir un peu clairement les rôles entre ce que faisait un salarié et ce que faisait un bénévole. Il y aussi des évolutions récentes au niveau des profils des salariés, avec des profils peut-être moins militants alors qu'il y en avait beaucoup plus avant. » (Lola, 32, France nature environnement).

Dans d'autres cas, les difficultés d'alignement sur le terrain proviennent moins des degrés variables de structuration entre les jeunes engagés du mouvement climat et les salariés des associations environnementales que sur le contenu même de l'alliance, plus particulièrement les messages à intégrer dans la mobilisation et le type d'action à mener pour les porter. Plusieurs activistes d'antennes locales de Youth for Climate ou d'Extinction Rebellion ont à ce sujet évoqué la méfiance ressentie de la part de bénévoles de Greenpeace lorsque les actions en viennent progressivement à adopter des positionnements anticapitalistes, susceptibles de remettre en cause l'apolitisme prôné par certains responsables locaux. Jade, 18 ans, activiste dans une antenne locale de Youth for Climate dans la région Rhône-Alpes, relate l'expérience d'une précédente marche qui avait réuni des activistes du collectif et des bénévoles de Greenpeace avec des désaccords sur le message porté au cours de la manifestation, perçu comme « *trop politique* », et la demande d'une bénévole d'*« adopter plus de discréction »* pendant la marche :

« Je ne pense pas qu'on a vraiment la même vision de l'environnement avec Greenpeace. Par exemple, une fois, à une des marches pour le climat, on avait lancé quelques slogans anticapitalistes, il y avait une dame de

Greenpeace qui était venue pour nous dire que c'était trop politique comme slogan. Ça nous avait un petit peu vexés sur le coup. C'était une marche vraiment très large avec beaucoup de jeunes. Et elle disait que c'était trop politique. Mais en gros, je pense qu'elle avait surtout peur qu'on effraie une partie des militants qui étaient là. » (Jade, 18 ans, Youth for Climate.)

Un autre activiste d'une antenne locale de Youth for Climate abonde dans le même sens en relatant une expérience similaire au cours d'une marche pour le climat à laquelle avaient participé les deux mouvements :

« Greenpeace, du coup, on ne les voit pas trop, parce que le peu d'interactions qu'on a eues, c'est quand on est venus à la manif pour le climat et qu'on nous a mis dans un coin en disant : "Soyez un peu gentils et arrêtez de nous donner une mauvaise image." C'est vrai qu'ici, il y a autant de touristes que de gens manifestant dès qu'il fait beau sur le bord du lac. D'avoir des petites batucadas et des gens qui dansent avec du vert partout, ça fait l'ambiance. Par contre, des jeunes un peu énervés qui crient : « le problème, c'est le capitalisme » ou « il faut tuer les actionnaires pour sauver des ours polaires », forcément, ça choquait un peu plus. Greenpeace n'aimait pas trop qu'on choque et tout, mais on n'est pas là pour défilé. On est là pour avoir des revendications politiques et les mettre sur le devant. Il y a eu ce clash-là. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

Aux divergences pouvant apparaître sur certains contenus « politiques » des mobilisations entre collectifs de jeunes du mouvement climat et associations environnementales s'ajoutent des différences sur les modes d'action initiés. Théo, activiste de Youth for Climate à Annecy, évoque à ce sujet des « rapprochements ambigus » avec des collectifs de militants plus âgés engagés sur la question de la justice sociale, comme ATTAC pour lequel il dit éprouver de la sympathie. Malgré des « valeurs communes » sur la question de la justice sociale, il exprime néanmoins des désaccords sur la « place trop grande accordée au blabla » dans une association composée essentiellement selon lui d'une « vieille garde de militants » :

« ATTAC est présente sur Annecy. On les apprécie, mais si je vous parlais franchement, je vous dirais que certains sont quand même insupportables. Ils sont très sympas, mais il se trouve qu'en manif, ils font souvent des discours à rallonge, incompréhensibles, très barbants. Même si je sais que, par exemple à Paris, ils avaient fait plutôt de belles actions, notamment quand ils s'étaient attaqués au truc de Bernard Arnault. Et ils s'étaient fait descendre comme pas possible. Enfin, tout le blabla habituel de la bourgeoisie sur BFMTV pour expliquer que les milliardaires ont mérité leur argent. Mais tout ça pour dire qu'on se rejoint sur plein de sujets, mais pas du tout sur le côté un peu vieillot du discours, du blabla à rallonge, en tout cas ici. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

D'autres activistes évoquent également des divergences sur le fait de se masquer le visage ou non au cours de certaines actions. Ces clivages opposent notamment Alternatiba, d'une part, qui défend la nécessité d'un « climat apaisé » au cours des actions et souhaite éviter le port du masque/capuche/cagoule, qui accentue l'hostilité des forces de l'ordre à leur égard, et certains activistes d'Extinction Rebellion, d'autre part, souhaitant ne pas être identifiés au cours de certaines actions pour limiter les risques de condamnation. Eloïse, 21 ans et membre d'Extinction Rebellion en région Centre-Val de Loire, explique ces différences d'approche en raison de l'âge variable des activistes dans les deux collectifs, entre celles et ceux plus âgés et déjà insérés professionnellement, et les plus jeunes qui auraient encore « tout à prouver » et pour qui les conséquences policières et judiciaires de leurs actions les exposerait à un avenir plus difficile :

« Alternatiba a une position très tranchée sur le fait de ne pas se masquer en action. Eux, en tant qu'adultes, peuvent se le permettre parce qu'ils ont déjà une situation, ils sont déjà implantés en règle générale dans la vie sociale. Ils ont des situations et du coup, ils risquent peut-être moins que nous qui n'avons pas encore d'avenir et qui devons faire attention à ce qui se met dans nos dossiers pour prétendre à un avenir comme on pourrait l'imaginer. Du coup, on est plutôt en mode "on va essayer de se protéger", parce qu'en fait, la police est très répressive et que c'est mieux de se protéger. Enfin, on assume ce qu'on fait, mais pour autant, si on veut se

préserver, on n'a pas le choix. C'est un point de divergence qui revient souvent et qui fait qu'on n'arrive pas toujours à organiser des trucs ensemble, par exemple. » (Eloïse, 21 ans, Extinction Rebellion.)

Bien que les zones de convergences entre collectifs soient étendues, en raison des alliances régulières sur le terrain des luttes contre le réchauffement climatique et des circulations fréquentes des activistes entre différents mouvements, des divergences peuvent néanmoins apparaître. Elles peuvent porter, comme nous l'avons vu, sur la portée plus ou moins politique de leurs actions, sur le degré de radicalité à engager, sur le type d'action à initier, sur le fait de « jouer à découvert » ou de manière dissimulée pour ne pas être identifié. Ces différences font en sorte que les coalitions diversifiées, en même temps qu'elles offrent des atouts stratégiques clés, nécessitent sur le terrain des luttes, notamment au niveau local où les alliances se trouvent plus fortement dépendantes des relations interpersonnelles, des efforts de recadrage de l'action militante et des revendications qu'elles portent. Suivant le degré de structuration de certaines associations, leur ancienneté, la plus ou moins forte visibilité de leurs actions dans le champ de l'engagement environnemental, le nombre d'adhérents, ces coalitions peuvent aussi être traversées par des rapports de pouvoir entre « alliés » sur lesquels viennent par la suite se fixer certains attributs dépréciatifs sur la « jeunesse » ou l'*« inexpérience »* des militants qui peuvent mener à une hiérarchisation des collectifs et de leurs militants. Plus fréquemment, les alliances engagées sur le terrain permettent dans la plupart des cas de bâtir des relations de confiance entre activistes et d'instaurer de nouveaux liens, de créer des espaces de partage, de surmonter des différences de points de vue pour construire un « nous » collectif et fédérateur à travers des « moments de visibilité » (*confirmatory actions* – Gawerc, 2019). Converger est ainsi vu la plupart du temps par ces activistes comme un exercice, un apprentissage et une éthique de la solidarité, morale et stratégique, contre des cibles communes (industrie fossile, « dirigeants écocides », finance, etc.) et pour des engagements politiques, des lois contraignantes ou des mesures incitatives en faveur de l'environnement.

Chapitre 6. L'éco-anxiété dans le mouvement climat : remobilisation des troupes ou dépolitisation des luttes ?

Le terme d'« éco-anxiété », bien que resté relativement discret dans l'univers scientifique, s'est en revanche peu à peu diffusé dans le champ médiatique et politique pour désigner les conséquences psychologiques du réchauffement climatique. Si la notion prête à confusion et s'avère fragile du point de vue de la conceptualisation scientifique (il n'existe à ce jour aucune mention du terme dans les dictionnaires de référence sur la santé mentale), il peut en revanche offrir un intérêt particulier dans le champ des sciences sociales dès lors que l'on cherche à comprendre le contexte particulier qui favorise la diffusion d'un répertoire psychologique (et donc à dimension individuelle) sur des troubles environnementaux (à dimension structurelle et collective, et susceptible d'être traités par l'action publique). Chez les activistes du mouvement climat, des attitudes différentes à l'égard de la notion d'éco-anxiété s'opposent. Certains évoquent la nécessité de mettre en place des groupes de soutien, d'entraide ou de parole pour répondre à une demande croissante de la part de jeunes militants se déclarant affectés par ce trouble, quand d'autres dénoncent un changement de paradigme de l'action militante en y voyant le risque d'une « dépolitisation » des enjeux collectifs portés par le mouvement climat au profit d'une culture individuelle du soin psychologique.

Le contexte de diffusion d'une notion polysémique : une dépolitisation de l'action militante ?

Les publications faisant référence à la notion d'éco-anxiété s'accordent sur le fait que la conscience plus forte des risques, désormais documentés par la publication de nombreux rapports scientifiques et constatés de manière concrète par la population elle-même à travers la multiplication des événements climatiques, a engendré un sentiment diffus de « détresse », de « peur », d'« angoisse » au sein de la population. Ces sentiments ne sont donc pas univoques et ne renvoient pas tous aux mêmes attitudes de la part des personnes concernées. Alors que la peur constitue un état émotionnel primaire suite à une menace tangible, l'« anxiété » renvoie davantage à une réponse plus complexe face à une menace anticipée et incertaine, avec une dimension cognitive impliquant le traitement de l'information et un processus de prise de décision. Dans le prolongement de cette définition, le néologisme d'« éco-anxiété », dont les périmètres disciplinaires et épistémologiques demeurent encore flous, désignerait l'ensemble des émotions (angoisse, frustration, colère, impuissance, culpabilité, etc.) face à la dégradation de l'état de la planète, de la pollution au réchauffement climatique avec des causes indéfinies pouvant tout autant couvrir des motifs individuels consécutifs à un état dépressif antérieur ou des causes politiques liées à un sentiment d'inaction ou d'insuffisance des actions prises en faveur du climat, par les gouvernements et les populations [Encadré 11].

encadré 11. Eco-anxiété : éléments de définition d'une notion polysémique

Employé pour la première fois en 1997 par Véronique Lapaige, chercheuse en santé publique belgo-canadienne, le terme d'éco-anxiété visait à rendre compte, de manière relativement générale, du sentiment de préoccupation, d'inquiétude et d'angoisse ressenti par certains individus en raison de différentes menaces qui pèsent sur l'environnement, qu'il s'agisse du dérèglement climatique, de la dégradation de la biodiversité, la pollution ou encore la déforestation. Le terme fait ainsi régulièrement référence à une anxiété d'anticipation, un « stress pré-traumatique » selon la psychiatre américaine Lise Van Sustersen (2020), en lien avec les différentes connaissances obtenues sur les conséquences à court, moyen et long terme du réchauffement climatique. Dans un ouvrage consacré au sujet, la médecin épidémiologiste Alice Desbiolles (2020) évoque notamment les « inquiétudes anticipatoires » provoquées par les différents scénarios établis par les scientifiques du GIEC sur la viabilité de la planète.

Ces éléments de définition élargis, et donc imprécis et flous sur les ressorts et les finalités exacts de ce mal-être, ont conduit plusieurs équipes de recherche à construire des outils de mesure visant à objectiver les différentes altérations qu'impliquent l'« anxiété climatique » et ses effets sur le bien-être psychologique. Susan Clayton et Bryan Karazia (2020) proposent notamment une échelle visant à mesurer les altérations cognitives, affectives et fonctionnelles liées à l'éco-anxiété. Teaghan Hogg *et al.* (2021) développent un outil de mesure intégrant quatre dimensions de l'éco-anxiété : « symptômes affectifs », « rumination », « symptômes comportementaux », « anxiété relative à l'impact négatif d'une personne sur la planète ». L'ensemble de ces études se rejoignent sur les origines de cet état affectif que se situeraient dans le caractère imprévisible et incontrôlable des enjeux socio-environnementaux. À un niveau plus global, l'apparition de ce symptôme serait à associer à des transformations sociétales plus profondes dans une postmodernité n'offrant plus la « sécurité ontologique », c'est-à-dire l'impression d'un monde constant, connu, sécuritaire (Norgaard, 2006).

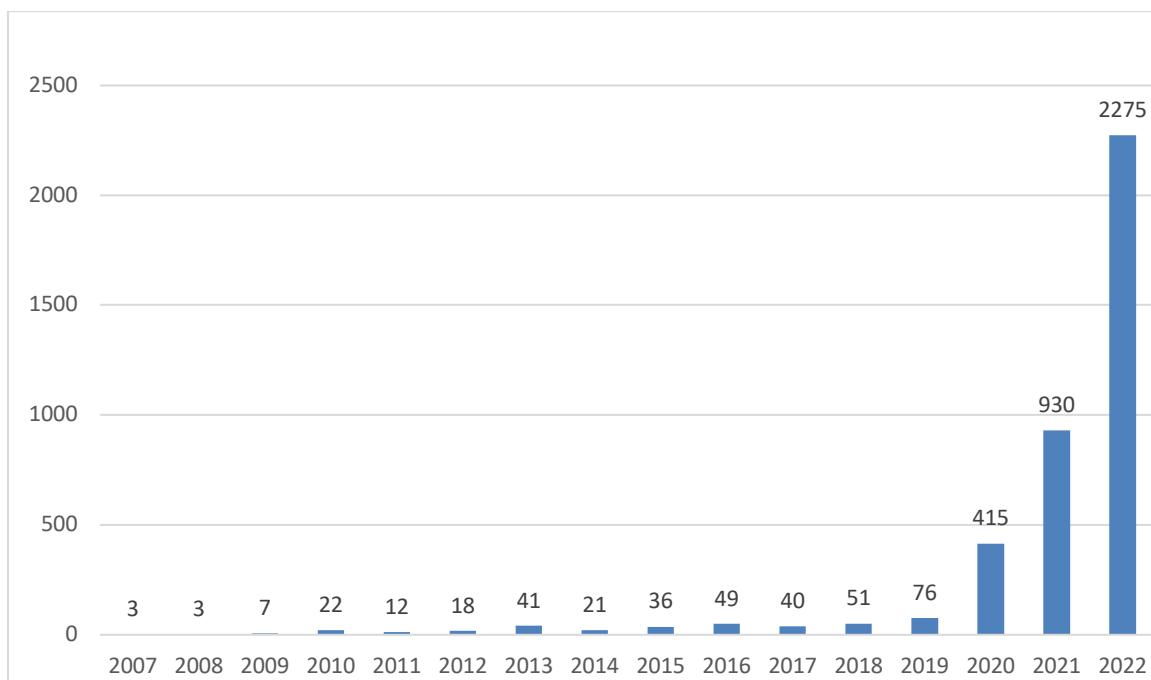
Malgré son usage dans le champ de la psychiatrie, il reste encore impossible d'en trouver une mention dans les principaux dictionnaires généralistes ou dans des ouvrages médicaux de référence tels que le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* de l'Association américaine de psychiatrie (*American Psychological Association [APA]*), tout comme les rapporteurs du GIEC ne mentionnent pas l'existence de ce terme dans les différents rapports publiés depuis la création du Groupe. Ainsi, l'éco-anxiété n'est pas un diagnostic psychiatrique officiel ni un syndrome, et n'est pas reconnue comme une maladie dans le monde médical, mais davantage comme une « anxiété ». Elle serait selon l'INSERM (2021) « une réponse rationnelle et saine face à la gravité des problématiques environnementales » selon une note de l'Institut qui invite à ne pas « pathologiser » l'éco-anxiété*.

* <https://presse.inserm.fr/canal-detox/leco-anxiete-une-maladie-mentale-vraiment/>

Le caractère flou des causes de ce trouble et de ses manifestations n'empêche pas le terme de circuler dans une diversité de domaines, plus particulièrement dans l'univers médiatique où l'on observe une rapide diffusion à partir de 2020 (Graphique 5). Selon les données recueillies par la plateforme Aday, qui recense l'ensemble des occurrences dans la presse européenne, nationale et régionale, moins d'une centaine de mentions par an étaient comptabilisées entre 2007 et 2019. Sa diffusion a ensuite été exponentielle : 415 occurrences en 2020, puis 930 en 2021 et 2275 en 2022 à la faveur, pour cette dernière année, du contexte électoral au cours duquel le terme a trouvé un nouvel écho dans les espaces politiques lors des débats ou des programmes électoraux. S'y ajoutent les événements plus ponctuels liés aux canicules et incendies qui contribuent à une plus large diffusion de la notion (Fondation Jean Jaurès, 2021).

**GRAPHIQUE 5. NOMBRE D'OCCURRENCES DES TERMES « ÉCO-ANXIÉTÉ » ET « ECO-ANXIETY »
DANS LA PRESSE RÉGIONALE, NATIONALE ET EUROPÉENNE ENTRE 2007 ET 2022**

(Données issues de la plateforme Aday)



Lecture : en 2007, trois occurrences des termes « éco-anxiété » et « eco-anxiety » étaient mentionnées dans la presse régionale, nationale et européenne.

Source : plateforme Aday.

Dans le champ de l'action militante, l'irruption de l'éco-anxiété a contribué à déplacer la question des effets du dérèglement climatique vers la sphère du privé et la culture du soin psychologique alors qu'elle se trouvait énoncée avant l'irruption de ce symptôme essentiellement dans le langage social ou politique de la revendication environnementale. Les individus affectés par le dérèglement climatique sont invités à rejoindre des espaces de soin à travers la mise en place au sein des collectifs de groupes de parole pour en limiter les effets sur leur propre personne. À Extinction Rebellion par exemple, « une culture du care » selon les termes employés par Ewan, activiste dans un groupe local situé en Bretagne depuis 2020, s'est progressivement mise en place pour prévenir l'éco-anxiété, ou apporter des éléments de réponse à celles et ceux qui en seraient déjà affectés. Cette « culture régénératrice » [Encadré 12] peut prendre différentes formes, l'objectif central étant de créer des groupes de soutien au cours de l'activité militante : « La "culture du care", on appelle ça "la culture régénératrice." » C'est le fait de prendre soin les uns des autres au sein du groupe militant. Et je pense que ça va avec le fait que, beaucoup de militants qui arrivent dans ce mouvement, ils sont, genre, en écoanxiété. Et lutter, c'est difficile, et tout, et du coup on dit : « On va prendre soin les uns les autres. Tout ça. » Après une action, si jamais il y a eu des traumatismes, on va en parler. On va organiser des évènements pour décompresser. Pour certains, ce sera de la méditation ; pour d'autres, ce sera se bouffer la gueule ; pour d'autres, ce sera jouer aux jeux de société ; pour d'autres, ce sera aller se balader en montagne. Bon bref, chacun a sa manière de décompresser. Et on va dire que, ça, ça fait partie aussi de l'activité militante. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

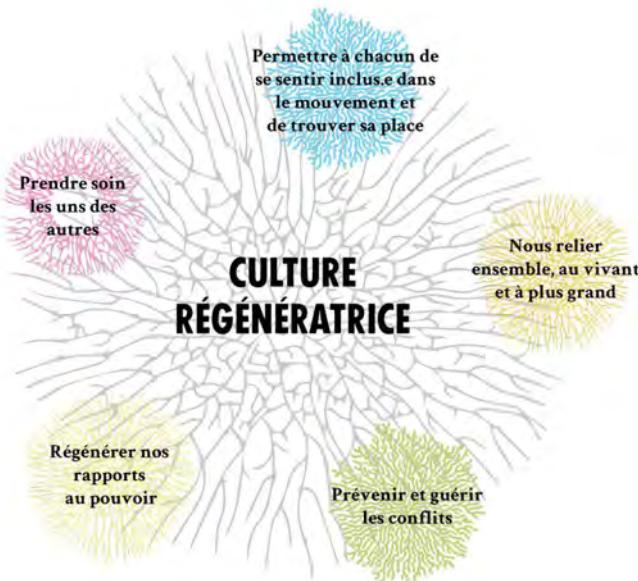
encadré 12. Extrait de la « culture régénératrice » mise en place par Extinction Rebellion*

« Nous nous rebellons pour remplacer le système actuel qui mène à l'extinction du vivant par un système qui mette en son cœur le vivant et sa régénération. C'est pourquoi nous voulons créer une culture au service du vivant sous toutes ses formes et de ce qui est vivant en chacun·e de nous. Nous pensons que culture du soin et changement de système vont de pair, car il ne suffit pas de demander à le changer, il faut en construire un nouveau, sain, résilient et adapté aux chocs des effondrements écologiques et sociaux à venir.

Au sein d'Extinction Rebellion, nous travaillons ainsi à :

- > permettre à chacun·e de se sentir inclus·e dans le mouvement et de trouver sa place ;
- > prendre soin les un·es des autres ;
- > régénérer nos rapports au pouvoir ;
- > prévenir et guérir les conflits ;
- > encourager la reliance des un·es aux autres, à la nature et à plus grand que soi ;

Au sein d'XR, un groupe de travail s'attelle à faciliter l'émergence et le développement de ces cultures régénératrices. »



* <https://extinctionrebellion.fr/culture-regeneratrice/>

Des activistes de Youth for Climate, dont Elia, 19 ans, membre d'un groupe local en région Bretagne, évoquent également la mise en place de groupe de soutien, avec le risque selon elle de « perdre de vue la culture militante » qui serait au fondement de l'entrée des activistes dans le mouvement, au profit d'une culture du soin psychologique. L'intérêt accru porté à la santé mentale aurait de la sorte eu un impact dans les collectifs sur les facteurs sociaux de la mobilisation, en dépolitisant la problématique du climat et en individualisant ses effets :

« Dès les deuxièmes assises de Youth for Climate, il y avait déjà des gens qui parlaient d'éco-anxiété, etc. Vu qu'il y avait un esprit aussi très familier ou en tout cas une nouvelle famille avec de nouvelles amitiés qui se sont créées, ça permettait de soutenir la structure et ça brisait un peu ce côté d'éco-anxiété où les gens étaient seuls et pensaient qu'ils étaient seuls à s'inquiéter de cet avenir. D'ailleurs, c'est une des critiques que je mets à Youth for

Climate, même si j'adore ce mouvement. C'est le fait que, maintenant, c'est plus une structure de soutien émotionnel qu'une véritable organisation politique avec projet de société, en tout cas dans la mise en place d'actions. C'est un endroit de sociabilité qui est très fort. Il y a un gros soutien émotionnel qui s'est mis en place avec des salons sur des questions psychologiques. L'éco-anxiété a pris beaucoup de place. Du coup, l'aspect psy a aussi pris beaucoup de place au sein de Youth for Climate, avec le risque, comme je le disais d'en oublier le cœur du mouvement, qui n'est pas de traiter individuellement chaque cas, même si c'est important, mais de nous battre collectivement contre l'origine du problème, d'en revenir aux fondamentaux. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

L'émergence de l'éco-anxiété dans le mouvement climat et la constitution de groupes de parole et de structures de soutien psychologique contribueraient pour un certain nombre d'activistes à une « dépolitisation » des enjeux relatifs aux problèmes sociaux et environnementaux et à leur traitement. Par dépolitisation, il est régulièrement entendu le processus de cadrage de ces problèmes dispensant de prendre en compte leur origine structurelle pour leur préférer une attention micro-individuelle. Ce phénomène se traduit par l'introduction de dimensions de soin, d'accompagnement, d'« écoute » ou de prévention concernant la souffrance psychique. L'articulation entre éco-anxiété et dépolitisation rejoint des travaux plus anciens sur la « psychologisation du monde social » (Castel, 1981) qui serait au fondement d'une intériorisation individuelle des inégalités et des systèmes de classement en contexte néolibéral. Cette ère nouvelle coïncide par ailleurs avec l'émergence des formes d'intervention fondées sur « l'activation de l'individu », l'injonction à le faire travailler sur lui-même pour le rendre responsable de sa « trajectoire sociale ». En portant la focale d'intervention sur l'individu et non sur le collectif, cette culture du soin contribuerait pour certains activistes à la dépossession du pouvoir d'agir, comme expérience moins individuelle que collective. Cette perspective rejoint celle de Pierre Bourdieu à propos du « discours politique dépolitisé » caractérisé par « l'évitement des formes les plus violentes de la polémique » et « la dénégation de la lutte politique en tant que lutte » (Bourdieu, 1982, p. 155). Dans le champ de l'environnement, cette déconflictualisation a notamment été abordée à travers les travaux de Jean-Baptiste Comby, pour qui « *la dépolitisation du débat public se manifeste bien souvent par le succès des visions qui individualisent les problèmes, au détriment de celles les socialisant* » (2014, p. 45). Le discours moral et l'intérêt général sur le dérèglement climatique conduiraient les agents des champs politiques et médiatiques à fabriquer « conjointement une représentation qui universalise les enjeux en entretenant l'idée qu'ils concerneraient tout un chacun de façon équivalente » (Comby, 2014).

Les manifestations de l'angoisse chez les activistes

Réinscrire la notion d'éco-anxiété dans son contexte sociopolitique pour saisir les enjeux de sa diffusion dans le débat public n'implique pas d'ignorer l'existence de la dimension émotionnelle du dérèglement climatique sur la population et, plus particulièrement, sur les jeunes engagés dans les collectifs. Les différentes situations d'enquête ont à ce sujet permis de prendre la mesure de l'émoi, des troubles et des angoisses des activistes lorsqu'ils évoquent les différents événements climatiques à l'origine de leur engagement dans le mouvement ; nous avons souvent été nous-mêmes décontenancés par l'intensité émotionnelle des témoignages rapportés. Prendre garde à la surmédiatisation d'une notion psychologique sur des problématiques éminemment sociales et environnementales implique de ce point de vue de ne pas effacer la dimension affective et émotionnelle des ressorts de l'engagement sur des causes liées au dérèglement climatique.

La sociologie politique relative à l'importance des affects dans la formation des mouvements sociaux et des trajectoires militantes (par exemple, Goodwin *et al.*, 2001) ne s'est intéressée que marginalement à la question des émotions dans la construction de ces mouvements. Signalons toutefois quelques travaux engagés ces dernières années autour de ce que certains ont appelé l'*« emotional turn »* pour signifier la place croissante des émotions dans certains cadres analytiques en sciences sociales. On trouve en France les travaux initiés par Alain Faure sur les « épreuves émotionnelles » des « gouvernants » (Faure, 2016), d'autres sur la dimension émotionnelle du politique (Sommier, Crettiez, 2012), ou encore des analyses portant sur « la démocratie des émotions » (Blondiaux, Traïni, 2018). Rapporté à l'étude des engagements des jeunes activistes dans la lutte contre le réchauffement climatique, ce « tournant » donne l'occasion de saisir la place des affects, que ce soit pour en regretter son caractère omniscient ou, à l'inverse pour le réintroduire comme clé de compréhension des initiatives engagées par les jeunes activistes.

Par ailleurs, la dimension émotionnelle de l'engagement a été abordée dans différents travaux pour rendre compte du rôle des émotions dans les mouvements sociaux. La notion de « choc moral » (Jasper, 1998) a notamment été considérée comme un préalable d'un parcours d'engagement du fait du malaise (« unease ») suscité par certains évènements ou informations. Ce choc moral, en produisant successivement une prise de distance, une réévaluation du monde et une remise en cause, peut susciter *in fine* une prise de conscience de l'injustice et de la volonté de lutter contre elle. Cette indignation morale va ainsi mêler étroitement conscience politique et émotion (Gamson, 1992) en liant les impressions ressenties du problème, d'une part, avec la réponse politique pour tenter de modifier le cours de son évolution, d'autre part. Cette approche soulève toutefois deux questions : d'abord le fait qu'un même évènement vécu collectivement ne provoque pas de la même manière chez tous les individus une indignation similaire selon les positionnements, les contextes, les grilles de lecture à l'œuvre. Ensuite la supposée continuité, entre un choc, un ressenti et un engagement, peut également interroger dans la mesure où le choc émotionnel peut aussi conduire à la résignation avec une certaine forme de routinisation.

Dans le cas présent, la dimension émotionnelle liée au sentiment d'angoisse provoqué par le dérèglement climatique est abordée à l'intersection des conditions sociopolitiques lui attribuant une existence sociale dans le débat public, et de sa réappropriation individuelle constitutive d'un nouveau rapport à l'engagement de celles et ceux qui peuvent s'en sentir affectés.

Causes conjoncturelles, structurelles et intermédiaires

Comment se manifestent les angoisses régulièrement dépeintes par les activistes au cours des entretiens ? Comment celles-ci se traduisent-elles ensuite dans le champ de l'engagement et de la participation dans l'espace public pour surmonter individuellement et collectivement les difficultés rencontrées ? L'énonciation de certains traumatismes peut recouvrir une diversité de mises en récit de la part des enquêtés. Si la définition de l'éco-anxiété apparaît très générale et imprécise quant à ses symptômes, ses origines et ses répercussions, elle est aussi très diversement interprétée et ressentie par les activistes eux-mêmes. Ces derniers peuvent mettre en avant des causes à la fois *conjoncturelles* spécifiques à certaines catastrophes ou évènements climatiques ou politiques ; *structurelles* en lien avec des effets de long terme propres à la hausse progressive des températures et de ses effets de longue durée sur la planète ; ou *intermédiaires*, liant ces deux temporalités entre elles.

S'agissant d'abord des facteurs conjoncturels ayant engendré des sentiments d'angoisse, les activistes rapportent régulièrement les incendies ou les canicules à répétition au cours des périodes estivales (notamment l'été 2022), mais aussi la campagne présidentielle et celle des législatives qui ont accentué « *les craintes de voir la question climatique rester au second plan* ». Pour certains activistes, la campagne électorale a été ressentie comme « *un décalage béant entre ce qu'on vit chaque jour, ce qu'on craint, l'éco-anxiété qu'on subit, les angoisses de notre génération, et ce que nous proposent la plupart des candidats, l'absence d'ambition..., tout ça rajoute clairement une angoisse supplémentaire à ce qu'on ressent* » (Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21). S'ajoute à ces différents évènements la crise sanitaire qui a aussi eu des répercussions importantes sur la santé mentale des jeunes avec un certain nombre de syndromes anxieux déclenchés au cours des différentes vagues du Covid-19, et qui se sont prolongés longtemps après les pics épidémiques et les confinements (Peretti-Watel, Delespierre, 2022). Plusieurs activistes évoquent ce contexte particulier de crise sanitaire avec un certain nombre d'entre eux, déjà fragilisés moralement par le Covid-19, qui se retrouvent encore plus durement affectés ensuite par le contexte climatique. Paul, 17 ans, activiste depuis 2020 dans un groupe local de Youth for Climate situé dans la région Occitanie, évoque à ce sujet la fréquence et l'intensité de son exposition aux réseaux sociaux et à l'actualité en ligne, lesquels étaient principalement orientés sur la question du dérèglement climatique. Avec la réduction des interactions sociales pendant cette période, les échanges sur ce type de préoccupations ont été plus limités et ont, selon lui, mécaniquement redoublé l'anxiété ressentie :

« Ça se manifestait par un trop-plein de médiatisation, de visionnage de vidéos et de contexte au dérèglement climatique, notamment pendant le confinement. Là, c'était forcément très compliqué, parce que moi, personnellement, j'étais tout le temps scotché aux médias. Tous les sujets que je lisais tournaient autour de ça, tous les échanges sur What's app aussi... Donc, ça a sûrement amplifié le problème. Et ça, plus la pandémie, je pense que pour beaucoup, et ça a été le cas pour moi, c'était très compliqué parce qu'il fallait faire abstraction de toutes ces questions et continuer à travailler en visio, essayer de ne pas attraper le Covid, donc, c'était forcément compliqué. » (Paul, 17 ans, Youth for Climate.)

Les évènements conjoncturels intervenus à court ou moyen terme s'inscrivent par ailleurs dans des appréhensions plus structurelles du dérèglement climatique. Plusieurs activistes rappellent à ce sujet que les premières hypothèses du réchauffement étaient déjà formulées au cours des années 1980 et que les évolutions et projections portent souvent sur plusieurs siècles. Pour certains activistes, ces deux polarités entre le monde d'« avant » et celui d'« après », les ramènent eux-mêmes à une situation de vulnérabilité, de fragilité de l'existence humaine, de son caractère éphémère entre un temps qu'ils n'habitaient pas encore et un autre qu'ils n'habiteront plus, comme l'explique à ce sujet Corentin, 23 ans et membre de Dernière Rénovation :

« Le fait de parler tout le temps du monde d'après, du monde de demain, tout ça, c'est en gros pour parler du monde tel qu'il existera ou se terminera quand nous nous ne serons plus... en fait je crois vraiment que mes angoisses, mais aussi celle des autres avec qui je parle de ça, ça vient qu'on parle toujours de notre propre mort quelque part. Quand on parle de 2100, 2200 ou des autres siècles ou millénaires, ça nous rappelle toujours qu'on est là, mais que ça ne va pas durer. Et non seulement ça ne va pas durer, mais qu'en plus ça va être catastrophique entre canicules, incendies, inondations. » (Corentin, 23 ans, Dernière Rénovation.)

Le temps long dans lequel s'inscrit la question du dérèglement climatique les conduit à se projeter dans des horizons futurs incertains tout en étant encore eux-mêmes, du fait de leur jeune âge, dans des périodes de transition fragiles, correspondant pour la plupart des enquêtés à la fin des études secondaires ou aux premières années d'étude dans des établissements d'enseignement supérieur, voire

dans certains cas à leur entrée sur le marché du travail. C'est le cas de Pierre, 18 ans et activiste dans un groupe local d'Extinction Rebellion en Nouvelle-Aquitaine) :

« Réfléchir à comment sera le monde dans 50, 60 ou 70 ans, alors que moi-même je ne sais pas ce que je vais faire l'année prochaine, et encore moins ce que je vais avoir comme boulot, et encore si j'en ai un, personnellement, ça me fait un peu flipper quand je réfléchis trop à tout ça ! » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion.)

Entre ces deux temporalités, les troubles anxieux trouveraient par ailleurs leur origine dans ce que certains expriment comme l'*« absence de cohérence »* ou encore le *« déphasage »* entre le temps court de la décision politique et le temps long du dérèglement climatique avec la défaillance politique ressentie de parvenir à joindre ces deux temporalités. Luca, 18 ans, activiste à Youth for Climate dans un groupe local situé dans les Pays de la Loire, explique à ce sujet ressentir un *« profond malaise »* dans les dissonances perçues entre une *« politique du quotidien »* orientée sur *« des principes de communication et le greenwashing »* et une *« politique de la décision »* qui viendrait s'opposer aux réactions précédentes :

« Donc ces grands écarts perpétuels entre "oui, on a compris, on va faire appel à la sobriété, à machin" et, finalement, on file des aides aux énergies fossiles de l'autre côté, c'est des choses qui m'éner�ent personnellement et encore plus en voyant ensuite les injustices qu'il peut y avoir. Typiquement, quand on voit ce qui se passe au Pakistan en ce moment, on se dit : en fait, l'urgence écologique, elle est là, elle touche déjà beaucoup de personnes et, nous, on est là à pinailler sur "est-ce qu'il faut bannir les jets privés ou pas ?" Alors que ça peut sembler une évidence, en fait, quand on se rend compte de l'inégalité qu'il y a. Et cet écart entre l'urgence à agir et l'absence de décision, quand ça se répète, chaque jour par toute une classe politique, personnellement ça m'angoisse. Non seulement ce n'est pas rassurant, mais moi ça me fait vraiment flipper en fait » (Luca, 18 ans, Youth for Climate.)

C'est avec des réflexions similaires que Théo, 19 ans, activiste de Youth for Climate à Annecy, perçoit l'origine de l'éco-anxiété. Elle proviendrait selon lui du sentiment diffus d'être résigné à ne plus pouvoir agir pour modifier le cours du changement climatique en raison de la *« passivité des politiques »*. Ce qu'il considère comme une atonie politique, conduirait certains jeunes citoyens à éprouver un *« sentiment d'impuissance avec le peu d'impact que l'on a sur la politique écologique du pays par rapport à la vitesse à laquelle on va dans le mur. »*

« Il est frustrant de se dire : "J'ai beau m'engager politiquement et tout, ça n'a pas l'air de changer tant de choses que ça." Et puis le fait que ça rend fou de se dire qu'il y ait des gens qui ont autant de pouvoirs, qui ne fassent littéralement rien à part protéger des personnes qui sont déjà riches. Tout ça, ça peut en faire déprimer certains, en tout cas en inquiéter beaucoup. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

Au-delà des questions de temporalité liant dans l'évocation de l'éco-anxiété le temps court et le temps long, l'exceptionnel et le coutumier, le durable et le transitoire, s'ajoutent aussi, comme nous allons le voir, des manifestations différentes de l'angoisse liant des dimensions à la fois psychologique et physique.

« Symptômes » et choc moral

Les groupes de discussion en ligne sur la plateforme Discord, ou en présentiel avec différents groupes de parole créés pour faciliter les échanges entre activistes réunissent régulièrement de nombreux activistes qui font part, à travers leurs témoignages, de leur *« mal-être »*, *« angoisse »*, *« anxiété »*, *« inquiétude »* ou *« déprime »*. Alice 22 ans, activiste dans une antenne locale de Youth for Climate en

région PACA et qui se déclare elle-même en proie à des symptômes éco-anxieux, relate notamment la façon dont le serveur Discord a pu lui procurer un soutien, mais aussi comment cet outil a pu lui faire prendre conscience de l'ampleur de la problématique chez les activistes de Youth for Climate, et de la variété de ses manifestations :

« L'éco-anxiété, effectivement, quand j'étais encore sur le Discord de Youth for Climate, on en parlait beaucoup. On avait un salon pour témoigner anonymement et j'ai moi-même pu échanger sur ce que je ressentais, avoir quelques oreilles attentives, des conseils. Ça m'a aussi permis de mieux savoir gérer le problème en prenant conscience déjà que je n'étais pas tout seul. Il y avait plein de gens qui faisaient part de leur détresse, de leur anxiété. Donc c'était quand même quelque chose qui était très ressenti et largement partagé. » (Alice, 22 ans, Youth for Climate.)

Chez plusieurs activistes rencontrés, l'éco-anxiété ne se manifeste pas seulement psychologiquement par une santé mentale fragilisée, mais se perçoit également, dans certains cas, physiquement à travers des rougeurs et plaques d'eczéma, à l'image de Laure, activiste de 25 ans à Youth For Climate en région Grand Est :

« Moi, ça s'est traduit par des plaques rouges sur mon visage. Carrément physiquement. Comme des plaques d'eczéma qui grattaient énormément. Je regardais beaucoup de documentaires sur le sujet à l'époque aussi – c'était un cercle vicieux – sur le développement durable, sur à quel point on a bousillé, pour parler crûment, nos océans, la planète et l'air. Ça se traduisait par ça, des plaques visibles sous mes yeux et après, un peu de l'agressivité au quotidien envers mes parents, envers mes proches, parce que je voyais que ça ne bougeait pas, il n'y avait pas d'actions. Et aussi, je n'avais plus envie de rien faire, je ne voyais plus de sens en fait à ce que je faisais au quotidien, à mes études, à mon travail. D'autres avaient les mêmes symptômes que moi, j'en ai vu sur le serveur de Youth For Climate, il y a un canal qui est dédié au ressenti des personnes et on se rend compte qu'il y a de nombreuses personnes, mais qui sont vraiment mal dans leur peau et que les psychologues auraient vraiment un travail à faire. » (Laure, 25 ans, Extinction Rebellion.)

Au-delà des manifestations physiques et psychologiques de l'anxiété, certains activistes évoquent également des troubles plus pernicieux liés notamment à des accès de culpabilité dans leur vie de tous les jours, plus particulièrement lors de certaines prises de décision pouvant entraver quotidiennement leur bien-être. Lisa, 18 ans, membre d'une antenne bretonne de Youth for Climate, évoque à sujet une « *culpabilité maladive, pathologique* », qui altérerait sa lucidité à faire des choix « *en cohérence à la fois avec [elle]-même et avec l'environnement* ». Ce sentiment permanent de culpabilité surviendrait à la fois lors des choix importants à faire en termes d'orientation professionnelle (« *choisir un métier sédentaire et peu impactant, mais où je m'emmerdrais, ou en choisir un autre qui boufferait du carbone, mais qui me motiverait* »), comme sur des « microdécisions » prises dans le quotidien des achats alimentaires ou ménagers :

« J'ai ce souvenir où je ne pouvais pas acheter un paquet de chips, quoi. Parce que ça me rendait folle. Et je me souviens d'avoir l'impression que toute la cause du réchauffement climatique reposait sur mon mode de vie, et la personne que j'étais, et la personne que j'allais devenir. Donc c'est vraiment beaucoup, beaucoup de pression. » (Lisa, 18 ans, Youth for Climate.)

Lisa explique ensuite la difficulté à s'accommoder au quotidien de la charge mentale inhérente à cet accès de culpabilité qui la contraignait à intégrer, dans chacun de ses choix (ou de ses renoncements), l'impact de son activité sur la planète :

« Que je choisisse A ou B, les deux posent tout le temps un problème, donc j'en étais à ne plus prendre de décision du tout, à ne plus choisir entre A ou B, car les deux me posaient tout le temps un problème. En fait, c'est

comme avoir une charge mentale, toujours de se dire : est-ce que c'est en rapport avec mes valeurs ? Est-ce que ça va avoir tel impact à l'autre bout de la planète ? C'est comme un devoir de vivre tout le temps avec ça. » (Lisa, 18 ans, Youth for Climate.)

D'autres activistes, plus souvent des jeunes femmes, font rapidement le lien entre les troubles anxieux ressentis et leur impossibilité à envisager d'avoir des enfants dans leur vie conjugale future, en anticipant par la négative les réponses à d'éventuelles questions sur la parentalité, y compris lorsque celles-ci ne sont pas posées. Pour Alice, 22 ans, activiste dans une antenne locale de Youth for Climate dans le sud de la France, face à ce dilemme éthique que représenterait la naissance d'un enfant sur une planète qu'elle considère déjà surpeuplée, le paramètre climatique sera le principal critère de son choix :

« Si la question se pose un jour d'avoir des enfants, je vais prendre en compte le paramètre écologique, enfin climatique, parce que je n'ai pas envie... Enfin, je n'ai pas envie que la personne que je mets au monde doive se battre pour les ressources, et vivre avec des catastrophes climatiques beaucoup plus fréquentes et des migrations climatiques. Et je me dis que je n'ai pas envie que quelqu'un que je vais aimer vive des choses négatives. » (Alice, 22 ans, Youth for Climate.)

D'autres activistes peuvent avoir un discours encore plus tranché sur le sujet, comme Tom, 20 ans, activiste à Youth for Climate dans un groupe local du sud de la France, qui considère comme « *inhumain* » le fait d'ajouter une empreinte écologique supplémentaire à « *une planète qui n'arrive déjà pas à absorber les effets de nos activités humaines* ». D'autres activistes, comme Lorie, 23 ans, membre d'Extinction Rebellion en Occitanie, anticipent leur choix de ne pas avoir d'enfant par le refus de se plier aux injonctions de la maternité : « *Non seulement je pense aux autres, mais je pense aussi à moi-même et je revendique le choix de ne pas avoir d'enfants. C'est un choix pour les autres et une démarche anticipatrice pour moi-même* » (Lorie, 23 ans, Occitanie). Il s'agit dans ce cas d'associer des valeurs écologistes liées à la protection de l'environnement à des valeurs féministes de lutte contre la domination patriarcale en affirmant le droit de décider d'avoir ou non des enfants. Les activistes défendent plus spécifiquement ici la liberté de choix qui lie l'intime et le politique dans la filiation revendiquée par plusieurs activistes du slogan de Carol Hanisch « le privé est politique ».

« Retournement du symptôme » et repolitisation de l'éco-anxiété

Lorsque les activistes évoquent les différents troubles anxieux ressentis en rapport avec le dérèglement climatique, qu'ils soient d'ordre psychologique ou physique, le lien est rapidement fait avec les bénéfices apportés par le collectif pour retrouver une « *safe place* » dans laquelle il devient possible, selon les propos rapportés par une activiste, de « *mettre des mots* » sur un mal ressenti par les nombreux militants qui rejoignaient le mouvement (Anne, 17 ans, Youth for Climate, Rhône-Alpes Auvergne). À l'isolement des premiers mois face à l'angoisse provoquée par le dérèglement climatique se substitue progressivement, pour un certain nombre d'entre eux, le soutien collectif provoqué par l'attention nouvelle portée sur ce sujet et par la possibilité de partager ses craintes avec d'autres souffrant des mêmes angoisses. Pour Théo, 19 ans, activiste de Youth for Climate dans un groupe local situé en région Rhône-Alpes, la médiatisation nouvelle accordée à la notion a eu des effets positifs sur sa santé mentale par la reconnaissance publique de son mal-être :

« On ne parlait pas du tout d'éco-anxiété au début de nos mobilisations. Quand le terme a commencé à émerger, moi j'ai quand même assez vite arrêté d'en faire, une fois que j'ai trouvé cet engagement, une fois qu'il y en avait d'autres autour de moi pour en parler, dans le collectif, mais aussi en-dehors. J'ai réussi à sortir de ça. Mais les gens autour de moi – et moi, parce que j'en ai fait un peu – ça a été un mot trouvé pour dire qu'en fait, on n'est pas isolés dans notre angoisse, notre anxiété vis-à-vis de l'avenir et du réchauffement climatique, il y a vraiment un problème structurel au fait que notre génération se pose ces questions-là. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

La médiatisation de la notion a ainsi permis à plusieurs activistes de reconsidérer cette émotion négative à l'aune du collectif, c'est-à-dire d'en faire le signe d'un régime émotionnel partagé dans un même espace d'engagement. Si « souffrir de l'éco-anxiété » revient à évoquer les troubles individuels de la fragilité psychologique, se dire « éco-anxieux » implique davantage pour nombre d'activistes de se reconnaître dans de nouvelles catégories d'entendement du monde social. Ces catégories contribuent non seulement à établir une reconnaissance collective du mal-être, mais aussi à l'affirmer dans l'espace public et à revendiquer la légitimité des craintes et des angoisses subies.

La revendication politique du mal-être

Se présenter comme « éco-anxieux » plutôt que « victime de l'éco-anxiété » revient par là même à replacer dans le champ de l'appartenance collective et de la revendication politique ce qui relevait jusqu'alors de l'angoisse individuelle et solitaire. On retrouve ici des mécanismes proches de la théorie du « retournement du stigmate » développé par le sociologue Erving Goffman (1975) selon lequel le discrédit développé à son encontre peut devenir un objet de revendication collective et favoriser une lutte de réappropriation du sens d'un mot. Dans le cas présent, il s'agit de faire des symptômes éco-anxieux un objet de revendication politique en interpellant non l'univers médical pour apporter des traitements individuels au mal-être, mais l'univers politique afin de remédier collectivement aux origines sociales et environnementales des angoisses. Ces stratégies permettent d'apprécier en partie comment le fait d'être qualifié d'éco-anxieux a des conséquences sur la participation de l'individu à la vie sociale et sur l'évolution de l'image de soi. La sociologie de la souffrance, autour des travaux de Didier Fassin et de Richard Rechtman, a à ce sujet permis de mettre la lumière sur ces opérations de « retournement du stigmate » chez les personnes caractérisées comme victimes (Fassin, Rechtman, 2007). Leur traumatisme est appréhendé non plus seulement comme une souffrance, mais également comme une ressource grâce à laquelle les individus peuvent faire valoir un droit. Par ailleurs, en affirmant la « dimension tactique du traumatisme », les auteurs entendent souligner l'intelligence sociale des acteurs et les stratégies qu'ils peuvent mettre en place, sous certaines conditions.

Ce « retournement du symptôme » est notamment évoqué par Laure, activiste de 25 ans à Youth For Climate en région Grand Est, selon laquelle l'émergence de l'éco-anxiété est dans un premier temps allée de pair avec la dénonciation par « *les politiques des rapports alarmistes et alarmants* » des écologistes, considérés comme les principaux responsables de troubles éco-anxieux. Revendiquer l'éco-anxiété vise ici à se réapproprier le sens d'une notion pour ne pas la laisser entre les mains de ceux qui pourraient s'en servir pour porter les responsabilités du mal-être sur les auteurs des rapports scientifiques ou les opposants écologistes :

« J'en veux aux politiques quelque part, parce qu'ils disent souvent que l'éco-anxiété, ce sont les écolos qui la nourrissent, à force d'être professeurs de malheur, de parler la fin du monde. Finalement, ce sont les politiques qui nourrissent l'éco-anxiété et qui en sont responsables, parce qu'on le dit, depuis des années, que ça ne va pas et qu'il faudrait faire des choses. C'est tellement compliqué avec les lobbies dans lesquels ils sont empêtrés. »

Ils ont les mains liées. Donc ils ne peuvent d'un côté se faire les défenseurs des jeunes en critiquant ceux qui font des rapports scientifiques sur le réchauffement climatique et d'un autre faire des accords avec l'industrie pétrolière. Ce ne sont pas les scientifiques qui ont créé l'éco-anxiété, c'est eux et leur absence de décision radicale qui nous rendent éco-anxieux. » (Laure, 25 ans, Extinction Rebellion.)

Le débat public a contribué à apporter une reconnaissance collective au sentiment de mal-être lié au dérèglement climatique, avec le risque de discréder la portée politique des revendications des jeunes engagés sur le climat. De nombreux travaux ont en effet déjà révélé comment la mise en place de catégorisation publique de certaines « déviances », « stigmates » ou « pathologies » peuvent paradoxalement contribuer à produire une « norme de l'anormalité » (Becker, 1985). Les champs médiatique et politique formulent des représentations de l'éco-anxiété auxquelles ils donnent une intensité plus ou moins performative en forgeant des cadres et des frontières qui contribuent à promouvoir ces normes et à les médiatiser, mais aussi à les mettre en scène et à les transformer. Dans le même temps, les jeunes qualifiés d'éco-anxieux en raison d'une crainte qualifiée d'excessive à propos du dérèglement climatique et affectant leur santé mentale, peuvent eux-mêmes, comme nous avons pu l'observer au cours de l'enquête, adopter différentes conduites : ils peuvent rejoindre plus ou moins durablement un groupe de soutien entre jeunes « éco-anxieux » qui leur ressemblent, intellectualiser leurs symptômes, mais également discuter avec des personnes non affectées par leur anxiété soit en défendant le groupe auquel ils sont considérés appartenir, soit en s'en détachant.

Moteur d'engagement

Du fait que nous avons rencontré exclusivement des activistes au cours de l'enquête, et non des jeunes en retrait du champ de l'engagement, c'est davantage l'option de la revendication collective de l'éco-anxiété qui est défendue ici. Souvent valorisée comme un « *moteur* » de leur engagement, un « *déclencheur* », une « *colère stimulante* », l'éco-anxiété est vue par de nombreux activistes comme un moyen de définir une base commune de préoccupation sur laquelle il est ensuite possible d'établir collectivement un horizon d'action. Plusieurs soulignent alors les vertus du collectif pour transformer l'angoisse en ressource afin de surmonter les difficultés individuelles rencontrées. Pour Louis, 20 ans, activiste dans un groupe local de Youth for Climate en région Nouvelle-Aquitaine, l'engagement dans le mouvement climat lui permettrait d'*« amoindrir les conséquences néfastes et les tendances dépressives liées à l'éco-anxiété. Le partage de lutte commune et le dynamisme du groupe est le meilleur moyen de lutter contre une forme de dépit, de la résignation et d'en faire une énergie positive tournée vers l'autre. »* (Louis, 20 ans, Youth for Climate).

Anne, 17 ans, activiste dans un groupe local de Youth for Climate en région Rhône-Alpes Auvergne depuis 2021 souligne également les effets bénéfiques du collectif qui lui a permis de vivre en accord avec ses valeurs politiques et de rencontrer des personnes qui partagent les mêmes préoccupations et les mêmes aspirations :

« D'être avec tous ces groupes, juste de se retrouver avec des gens qui ont les mêmes préoccupations, je pense que c'est limite thérapeutique. Et ce qui est aussi super, c'est d'avoir des groupes très intersectionnels, que ce soit sur la lutte féministe pour les minorités LGBT, tout ça, d'être avec des gens qui ont conscience de ça, où il n'y a pas d'effort à faire. Oui, en fait, c'est une sorte de confort, on se connaît tous, on crée des liens et, vu qu'on a tous les mêmes préoccupations, ça permet de se dire qu'on n'est pas tout seul dans ce grand merdier. » (Anne, 17 ans, Youth for Climate.)

Plusieurs activistes rapportent les qualités « régénératrices » du collectif en ce qu'il permet de réduire les efforts d'avoir à se justifier sur ses préoccupations, ses craintes, ses engagements, ses choix de vie, du fait qu'ils se retrouvent entre individus partageants des valeurs et des aspirations très proches. Pour Loïc, 21 ans, activiste dans un groupe local d'Extinction Rebellion dans la région Pays de la Loire, le collectif offre de ce point de vue un réconfort, un « *cocon* » face à l'adversité ressentie « *du monde extérieur* » :

« On est quand même tous dans le même bateau, mais autant choisir un bateau avec des gens qui ont conscience de ça pour qu'on ne soit pas tout seul sinon c'est trop difficile. Après, ça dépend des gens, mais c'est régénérateur, en tout cas, d'être dans un collectif : "OK, on pense un peu de la même façon." Mais c'est cool. Et je ne suis pas juste un extra-terrestre dans un vaisseau spatial où personne n'est sensible, enfin. » (Loïc, 21 ans, Extinction Rebellion.)

En plus d'être un espace de réconfort et de soutien collectif, le fait d'agir et donc d'être occupé permet de limiter les temps « d'introspection », selon Pauline, 21 ans et activiste dans une antenne locale de Youth for Climate en Rhône-Alpes Auvergne, de « trop réfléchir sur ses problèmes perso, ses peurs, ses angoisses sur le réchauffement climatique » :

« Le fait d'être très occupée par d'autres trucs, le militantisme, mais aussi les cours, etc., je pense que ça me permet de moins penser, et c'est clair que parfois, quand je fais des pauses de militantisme, parce qu'il faut en faire, là, ça revient un peu plus. Et du coup, ça me repousse à arrêter d'y penser. Et pour arrêter d'y penser, j'ai besoin d'agir. En gros, c'est un peu une boucle. » (Pauline, 21 ans, Youth for Climate.)

C'est également dans des termes proches que Jade, 18 ans et activiste depuis 2020 à Youth for climate en région Rhône-Alpes, apprend « à gérer » son anxiété liée au changement climatique. Le collectif et les échanges avec d'autres activistes partageant des angoisses similaires l'aident « à tenir », à « conserver encore un peu d'espoir », et à faire de l'éco-anxiété « un moteur plutôt qu'un frein ». Tout comme Jade, Ewan, activiste de 26 ans dans un groupe local d'Extinction Rebellion dans l'Ouest de la France, considère l'action comme « le meilleur antidote » :

« Quand tu agis, tu crées de l'optimisme. Alors bien sûr, il y a toujours des défaites et, sur la durée, l'enchaînement des défaites fait que agir, ça ne suffit plus. Et du coup, je dirais que, ça, c'est un peu la deuxième étape. Une fois que, le fait d'agir, ça ne suffit plus, c'est de se poser la question : comment est-ce que je fais pour que mon action soit efficace et qu'on change vraiment la société ? Et, moi, ce que je vois, c'est que les gens qui sont dans ce processus-là – après, il y a des moments de doute, il y a des moments, comme tout le monde, quoi, où c'est dur et tout –, ils ont beaucoup moins d'éco-anxiété. Parce que leur énergie est tournée vers – pas se morfondre – "combattre et réfléchir". Être dans un combat de longue haleine. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

Accélérateur d'engagement pour certains, frein pour d'autres, la notion d'éco-anxiété ne fait pas consensus chez les activistes, et peut même dans certains cas être décriée par les effets délétères qu'elle pourrait avoir sur les activistes, mais aussi sur la réalité qu'elle est censée représenter.

De l'éco-anxiété à l'éco-colère : les mutations d'une notion

Pour Léonie, activiste de 34 ans à Alternatiba en région parisienne, l'eco-anxiété est d'abord perçue comme « *le privilège de ceux qui n'ont pas l'inquiétude du lendemain, mais du surlendemain* », dans la mesure où elle implique la possibilité de pouvoir se projeter sur un temps beaucoup plus long que celles

et ceux qui, à l'inverse, en France ou à l'étranger, vivent dans des situations de vulnérabilité où les difficultés du quotidien prennent le dessus sur les craintes plus lointaines :

« Évidemment que je comprends toutes les personnes qui disent en souffrir. Je ne mets peut-être pas ces mots, mais moi aussi, j'avoue que l'été, c'est toujours là où ça se manifeste le plus, loin de l'action et loin du cocon militant. Mais j'ai parfois un sentiment de malaise par rapport à ça, parce que j'ai l'impression que c'est aussi un privilège de pouvoir ressentir de l'éco-anxiété là où, quand on voit ce qu'il se passe au Pakistan par exemple, quand on voit tout ça, on se dit que ce n'est pas l'anxiété du lendemain, mais il y a des gens qui vivent aujourd'hui et du coup, c'est assez terrible. » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

C'est dans des termes similaires qu'Alice, 22 ans, issue d'un milieu populaire et activiste dans une antenne locale de Youth for Climate dans le sud de la France, qualifie l'éco-anxiété. Son émergence serait concomitante selon elle d'un individualisme exacerbé où l'intérêt personnel primerait sur l'intérêt collectif. Elle montrerait le privilège de certaines catégories de personnes préoccupées par la perte de leur « *confort personnel* » ou encore de « *leur privilège particulier* » plutôt que par les conséquences du réchauffement climatique sur les plus opprimés et les plus vulnérables. L'éco-anxiété tendrait de ce fait à invisibiliser celles et ceux qui ne sont pas affectés, non par insouciance de leur part, mais « *parce que leurs problèmes sont ailleurs* », plus particulièrement les classes populaires dont les préoccupations se situent dans leur quotidien et viennent se cumuler à d'autres sujets d'inquiétude :

« Quand certains ont commencé à ressentir de l'éco-anxiété, ça a été la seule peur de perdre certains priviléges, alors qu'il y a plein de gens qui bien sûr, sont sensibilisés à des questions écologiques, les classes populaires sont très sensibilisées aussi à ces enjeux-là. Mais ils ont aussi d'autres – et moi aussi d'ailleurs – on a aussi d'autres peurs, entre guillemets, ou d'autres sources de préoccupations en plus de l'éco-anxiété, mais on en parle pas parce qu'on n'a pas créé de mots pour ça. Par contre, on a quand même réussi à en créer un pour qualifier ceux qui ont la chance de n'avoir que le réchauffement climatique pour avoir peur de leur avenir. » (Alice, 22 ans, Youth for Climate.)

Par ailleurs, si l'engagement au sein de collectifs peut constituer une réponse aux troubles anxieux ressentis, pour un certain nombre d'activistes, cette stratégie de régulation peut toutefois comporter quelques revers avec le risque notamment de s'exposer davantage à des informations sur le dérèglement climatique, elles-mêmes susceptibles d'amplifier l'angoisse initiale. Pour Julia, 19 ans, membre d'un groupe local de Youth For Climate situé dans la région PACA, certains activistes seraient parvenus à réduire leur sentiment de mal-être à la faveur du soutien offert par le collectif, d'autres en revanche, initialement non concernés, auraient déclenché des troubles d'anxiété à la suite d'une trop forte exposition aux informations circulant régulièrement sur les réseaux militants. Pour Julia, l'éco-anxiété n'a pas d'existence préalable à l'engagement, mais se crée et se diffuse entre engagés, au cours de l'action militante, en raison d'une communication qui serait, selon elle, trop tournée vers « le catastrophisme » :

« Il y a un truc que je me suis toujours refusé, c'est vraiment le pessimisme qu'on entend souvent, le catastrophisme qui est un des moyens de dialogue de la cause écologique. C'est sûr qu'il y a des choses qui ne vont pas, mais je suis convaincue que ce n'est pas en étant pessimiste ou éco-anxieux que ça va changer quelque chose, au contraire. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

En réponse à ce sentiment d'angoisse qui peut être « paralysant » pour certains activistes, Julia milite davantage pour faire advenir un « éco-optimisme » susceptible, à l'inverse de l'éco-anxiété, de générer davantage de ressources, y compris en dehors de la lutte, dans le cadre du parcours éducatif ou professionnel :

« Pour moi, c'est vraiment important d'avoir une motivation qui soit plutôt dans l'optimisme et de se dire que ce qu'on est en train de faire, ça peut changer les choses, même à notre échelle. Et pour moi, c'est vraiment un truc qui motive toute ma vie professionnelle entière, de me dire que même si je n'arrive pas à obtenir ce pour quoi je me suis battue, au moins j'aurai fait le maximum, et même si ça n'a pas l'impact que j'ai espéré ou un impact qui soit fondamental, au moins je finirai ma vie en disant que j'ai fait ce que j'ai pu sans jamais me dire que ce n'était pas possible. Je pense que c'est vraiment ça qu'il est important de garder en tête, le fait d'être réaliste, mais de ne pas se perdre dans le pessimisme. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

Là où l'anxiété annihilerait toute dynamique individuelle ou collective en « *noyant les activistes dans la négativité et en leur faisant croire que tout est déjà perdu* », la posture positive et optimiste défendue à l'inverse par Julia permettrait de reconsidérer les effets des actions engagées et de continuer à croire en la possibilité de modifier le cours du réchauffement climatique :

« Je pense que l'on peut toujours, même à notre échelle, avoir un impact, même s'il est léger. Il vaut mieux avoir un impact plutôt que de faire comme les autres et de se dire que de toute façon, il n'y aura pas d'impact et de polluer à outrance, etc. Je pense que les choses ne sont pas perdues d'avance. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

De la même manière que Julia, plusieurs activistes associent la notion d'éco-anxiété à la diffusion au sein des collectifs d'un sentiment d'inefficacité, voire d'impuissance, face au manque de résultats tangibles. Ce sentiment d'impuissance, combiné à l'intensité du travail militant, peut mener à l'épuisement. Ainsi, Lina, 26 ans, engagée dans une association de soutien à des collectifs d'habitants en lutte contre des projets polluants, se reconnaît davantage dans la notion d'« éco-colère » plutôt que dans celle d'« éco-anxiété » qui présenterait le risque de « paralyser » les initiatives des jeunes « *déjà résignés avant même de s'engager* ». À l'inverse un sentiment de « colère » peut favoriser la « *mise en action en transformant la question « qu'est-ce qu'on peut faire ? » en affirmation* » :

« Je ne vais pas les laisser faire ! Le fait de lutter, même dans les collectifs, ça permet de concrétiser aussi des objectifs atteignables et des choses qu'on peut faire, plutôt que de rester sur la peur. La plupart du temps, quand on en discute entre amis, entre militants, on se dit que l'on est plutôt en éco-colère, qu'en éco-anxiété. » (Lina, 26 ans, Terres de Luttes.)

Ces différentes attitudes et représentations de l'éco-anxiété, tant à propos de ses causes potentielles que de ses manifestations éventuelles ou de ses voies de sorties espérées, révèlent les limites épistémologiques d'une notion dont les périmètres du champ d'application demeurent extrêmement mouvants. Mais ce qui peut en faire sa principale limite peut aussi se transformer en ressource politique pour des activistes engagés sur le terrain politique de la reconnaissance des effets du dérèglement climatique sur la santé mentale. Le caractère malléable de la notion, si elle dénote certaines faiblesses scientifiques, demeure en revanche une ressource pour de jeunes activistes pouvant ressentir un certain nombre de troubles, mais souhaitant un traitement moins médical que politique pour faire face à certaines de ses manifestations.

Chapitre 7. Des relations avec les élus entre attentes d'articulations et craintes d'instrumentalisation

Mairie du 5^e arrondissement Paris – Marche climat – 25 mars 2022

Les collectifs du mouvement climat sont régulièrement présentés comme des groupes défiants à l'égard des institutions de la vie politique et démocratique et porteurs de discours revendicatifs non pas seulement sur les mesures politiques prises (ou leur absence) contre le dérèglement climatique, mais aussi plus largement sur l'organisation politique du pays en formulant des critiques envers la démocratie représentative, ses institutions et ses élus. Ils ont de ce fait très souvent été décrits dans le discours médiatique et politique comme représentatifs d'une nouvelle génération de citoyens en rupture avec les modèles de participation institutionnelle. Or, entre une sphère de l'action collective s'exerçant de manière subversive, et une autre plus institutionnelle de la participation conventionnelle et partisane, il existe entre ces deux polarités des systèmes de relations qu'il convient de mieux connaître afin d'aller au-delà de l'opposition stérile souvent présentée en termes de rivalité, de conflit, d'opposition ou de défiance avec le cadre plus institué de la démocratie représentative. La question qu'il convient de se poser est celle de savoir comment ces relations peuvent également être envisagées en termes de complémentarités et d'enrichissements réciproques. Les rapprochements entre activistes et acteurs politiques sont-ils acceptés par l'ensemble des militants, ou redoutés en raison des risques d'« instrumentalisation » ou de « dévoiement » de la cause défendue par le recours à des outils de gestion ordinaire des conflits?

La question des liens, ou des ruptures, entre le modèle de la démocratie représentative et les mobilisations collectives initiées par les activistes du mouvement climat constitue un domaine peu exploré. Quelques travaux ont déjà souligné combien la mobilisation collective contribue à la définition des problèmes sur lesquels une action étatique est attendue. La prise en compte des mouvements sociaux dans la construction des politiques publiques permet de mieux saisir la façon dont les actions collectives peuvent peser sur la hiérarchie des priorités, et sur la définition des réseaux d'acteurs habilités à intervenir dans la

coproduction de ces politiques publiques (Neveu, 1996, p. 33). De manière plus spécifique au mouvement climat, notre enquête réalisée auprès des activistes permet non seulement d'analyser les différentes représentations portées sur le système politique, mais aussi de saisir comment les différentes actions collectives initiées contribuent moins à établir une rupture irrésoluble avec la démocratie représentative qu'à modifier, influencer et reconfigurer les rapports que ces jeunes entretiennent avec elles.

Les mobilisations collectives, et les interpellations d'élus qui lui sont inhérentes, peuvent de ce point de vue apparaître comme représentatives de l'avènement d'une « citoyenneté critique » (Norris, 1999 et 2011 ; Welzel, Inglehart, 2005) portée par une nouvelle génération de citoyens. Dans ce contexte, les pratiques conventionnelles de la participation politique s'essoufflent au profit de nouvelles formes d'expression politique plus protestataires. Le remplacement générationnel implique l'émergence progressive d'une citoyenneté qui se conquiert davantage par les droits plus qu'elle ne s'impose par les devoirs (Muxel, 2001). Elle se distingue de ce point de vue de la citoyenneté portée par les précédentes générations davantage marquée par une « citoyenneté de déférence » à l'égard de la démocratie représentative et d'allégeance pour les partis politiques (Tiberj, 2017).

La relation entre l'avènement de nouvelles générations de « citoyens critiques » et la persistance d'un système politique traditionnel fondé sur la représentation est donc prioritairement abordée à partir des clivages qui opposent les jeunes citoyens et les élus. Or, malgré une défiance accrue à l'égard des partis et des personnels politiques, les enquêtes internationales, notamment l'Enquête européenne sur les valeurs (Lardeux, Tiberj, 2021), démontrent un attachement toujours plus important des citoyens, notamment les plus jeunes, à la démocratie avec pour corollaire une exigence accrue pour une participation plus directe à la décision (Bedock, 2021), qui ne se limite pas à la seule participation électorale (Tiberj, 2021). Alors que le mouvement climat est régulièrement présenté, y compris parfois par les activistes eux-mêmes, comme une mobilisation qui s'inscrit contre les formes instituées de représentation politique, une large majorité des militants engagés dans les collectifs déclarent adhérer aux principes de la démocratie, mais en y ajoutant un certain nombre de conditions liées notamment à la question du contrôle des élus et de la transparence, des possibilités d'intervention et d'interpellation des citoyens dans les débats publics, et une plus forte et plus large ouverture à la décision. De ce point de vue, leurs activités politiques s'inscrivent dans une forme de citoyenneté plus exigeante de la démocratie, avec le développement simultané d'une politisation négative (Missika, 1992) et d'une participation politique protestataire (marches, occupation de places, désobéissance civile, etc.) qui interrogent la façon dont les collectifs engagés dans le mouvement climat sont solubles, adaptables ou extérieurs aux formes instituées de la participation politique.

Démocratie représentative : rejet ou demande de renouvellement ?

Au-delà de l'opinion portée par les activistes du mouvement climat sur le fonctionnement de la démocratie représentative, se pose plus spécifiquement la question du rapport qu'ils entretiennent avec le système électoral. Depuis qu'existent les études sur la participation électorale, il a toujours été constaté que l'abstention est plus forte chez les moins de 30 ans, tout en concernant également l'ensemble des générations actives, comme cela a pu être observé au cours des élections présidentielles 2022 (Lardeux, Tiberj, 2022). Il s'agit donc d'une donnée structurelle qui s'explique d'une part par un effet du cycle de vie, un « moratoire électoral des années de jeunesse » (Muxel, 2001), qui augmente ensuite avec l'insertion sociale (accès à un premier emploi, à un logement, entrée dans la vie conjugale ou parentale), et d'autre part, par un effet de génération marqué par un changement de régime de citoyenneté avec un vote devenu au fil des générations plus intermittent (Tiberj, 2017). Les jeunes activistes rencontrés au cours de cette enquête témoignent d'une diversité d'attitudes sur le vote, dans un contexte particulier, rappelons-le, puisqu'une partie des entretiens a été réalisée au cours de la campagne électorale et les élections de 2022. Cette période a ainsi permis de les interroger sur leur perception des élections, de la campagne, de leurs intentions de se déplacer ou non pour aller voter, et des motifs de leurs choix.



Rassemblement Académie Climat
23 septembre 2022

« C'est la démocratie représentative qui s'éloigne des citoyens et non l'inverse »

Lorsque le vote et le système électoral sont abordés au cours des entretiens, la discussion qui suit porte généralement moins sur les intentions ou les positionnements politiques éventuels des activistes que sur la critique vive qu'ils et elles expriment sur le fonctionnement démocratique considéré comme trop « exclusif », « éloigné des citoyens » ou encore, suivant les termes des activistes les plus véhéments, un système perçu comme « monarchiste », « oligarchique » ou « autoritaire ». Lisa, 17 ans au moment de l'entretien, et donc pas encore en âge de voter, a toutefois déjà un avis tranché sur le sujet, considérant que la V^e République est inadaptée aux aspirations de participation des citoyens. L'élection imposerait de choisir « une personnalité plutôt qu'un programme » et empêcherait les citoyens de débattre de projets de société pour « ne rester que sur du superficiel, sur les traits de caractère et la personnalité de celui qui se présente ». Ainsi Lisa considère que ce ne serait pas tant les citoyens qui s'écarteraient de la démocratie que la démocratie et la façon dont elle est mise en œuvre pas les élus qui s'éloigneraient progressivement des citoyens et qui expliqueraient leur réticence à aller voter :

« La démocratie, c'est le pouvoir aux citoyens et c'est pouvoir décider ensemble de ce qu'on fait, et avoir le pouvoir au peuple, littéralement. Et ce qu'il se passe aujourd'hui, c'est qu'on a un système où on a une classe politique déconnectée, qui s'éloigne des citoyens, qui gouverne notre pays avec un pantoufle extrêmement fort au niveau des grosses entreprises comme Total et de l'État, une puissance des lobbies surdéveloppée, un pouvoir présidentiel qui n'a aucun sens. Enfin, tout un tas de facteurs constitutionnels qui font que ce système n'est pas viable, et en tout cas n'est pas du tout une démocratie. De toute manière, à la base, on ne peut pas parler de démocratie représentative, parce que c'est un oxymore. Donc non, pour moi en ce moment, on ne vit pas en démocratie. En plus, je pense que l'abstention massive est bien un reflet de cette vérité. » (Lisa, 18 ans, Youth for Climate.)

De nombreux activistes critiquent par ailleurs moins le système démocratique que la façon dont celui-ci est mis en œuvre et incarné par les personnalités politiques et les partis, lesquels font l'objet d'une importante défiance parmi les enquêtés. Rappelons toutefois que la défiance vis-à-vis des partis et des élites politiques exprimée en entretien n'est pas spécifique aux activistes du mouvement climat, mais constitue un phénomène particulièrement massif chez l'ensemble des citoyens français (Grossman, Sauger, 2017 ; Sauger, 2017). Il se trouve accentué chez les activistes par le sentiment d'urgence qui les anime sur le réchauffement climatique et la nécessité d'avoir des réponses « *de grande envergure* » qui nécessitent selon eux de pouvoir se projeter non pas sur des projets de court terme restreint à la « *durée d'un mandat* », mais d'engager des réformes sur le temps long. Il ne s'agit pas d'un « *programme politique* », mais d'un « *programme civilisationnel* » selon les propos d'un militant.

Or, la campagne électorale constitue pour certains activistes le principal point d'achoppement en raison du « *décalage* », « *déphasage* » de l'*« inadaptation »* des projets portés par les candidats par rapport aux préoccupations des jeunes activistes sur le dérèglement climatique. Nombreux sont celles et ceux qui considèrent être « *incompris* » des candidats, « *ne pas être écoutés* » ou encore être les « *oubliés de la campagne* ». Tom, primovotant lors de la présidentielle de 2022, considère à ce sujet que la « *crise démocratique* » est au moins aussi importante que la « *crise environnementale* » en raison à la fois des thématiques portées par les candidats et par les médias, éloignées selon lui des préoccupations des jeunes primovotants, et de la « *lenteur* » des décisions et de l'absence de prise en compte de l'urgence climatique :

« Aujourd'hui, ça me rend un peu dingue de voir, dans les médias, parler d'islam, de sécurité, de police, de tous ces domaines-là qui ne sont ni représentatifs de la volonté des Français...ni même au prorata de l'urgence. On a quelque chose qui, si on ne réagit pas... Ce n'est pas n'importe qui qui le dit, ça peut être l'ONU, c'est le GIEC. C'est toutes les scientifiques qui se penchent sur le sujet qui disent : "On a 10 ans pour essayer d'inverser la tendance. On a 10 ans pour réagir, parce que, sinon, il sera trop tard et il adviendra les scénarios les plus dramatiques." Là, on doit voter pour quelqu'un, un candidat ou une candidate pour 5 ans, c'est-à-dire cette moitié du temps, qu'il nous reste pour essayer d'agir et inverser la tendance. Moi, j'ai 19 ans, je suis primovotant et je suis déjà déprimé par la politique. Je suis déjà presque résigné. » (Tom, 20 ans, Youth for Climate.)

La plupart des activistes des différents collectifs se rejoignent sur la méfiance exprimée à l'égard des organisations politiques instituées, soit parce qu'ils regrettent leur trop faible influence dans la transition écologique, soit en raison des craintes régulièrement formulées de se voir récupérés politiquement. Plusieurs les considèrent par ailleurs comme des organisations politiques « *indignes de confiance* », n'ayant pas leur place au sein d'un mouvement qui se veut « *apartisan* », c'est-à-dire éloigné des logiques partisanes et non affilié à des partis politiques. Beaucoup se défendent en revanche d'être « *apolitiques* » en rappelant que, tout en étant neutre politiquement, leur posture militante implique d'avoir à défendre des positionnements sur les grandes orientations en lien avec la question de la justice

sociale, l'économie, les politiques sociales, la redistribution, la consommation, comme peuvent le faire plusieurs collectifs de l'enquête, qu'il s'agisse de Youth for Climate, Extinction Rebellion, Alternatiba, Dernière Rénovation notamment.

Les jeunes engagés, qu'ils soient primo-activistes ou qu'ils aient déjà participé aux premières marches dès 2018, tendent donc à s'accorder collectivement sur une approche « apartisane », au positionnement politique discret mais à la réflexion idéologique affirmée :

« Forcément, on ne peut pas dire qu'on est apolitiques, parce qu'il y a toujours une certaine pensée politique, quelle qu'elle soit, derrière. On ne peut pas être apolitique et avoir des convictions. À mon sens, c'est un peu étrange. Mais nous, on s'était quand même fait la promesse de se dire qu'on est apartisans. On n'a pas envie d'être récupérés par un mouvement. Je pense qu'on se sentait aussi un peu trop jeunes pour se dire : on va faire le choix pour tout un groupe de se dire qu'on va suivre tel ou tel mouvement politique. Je pense que pour nous, c'était vraiment important de rester vraiment focus sur ce qui était important pour nous, c'est-à-dire le dérèglement climatique et toutes les questions autour de ça. » Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21).

L'approche a-partisane est de la sorte régulièrement présentée comme une condition indispensable pour sortir la thématique climatique des rivalités politiques et du raisonnement binaire qui conduirait à dessiner des lignes de luttes entre « défenseurs » et « opposants » afin d'en faire un sujet « consensuel », « au-dessus de la mêlée », « universel » et non réservé à un seul parti ou mouvement politique : « *L'écologie, ce n'est pas quelque chose qui est réservé à une seule pensée. Le but est vraiment pour nous de réunir les gens autour d'un même combat et pas forcément d'une même idéologie.* » (Léo, 24 ans, Alternatiba.)

Les reproches avancés à l'encontre des partis dépassent parfois le cadre strict du fonctionnement démocratique et du mandat des élus. Pour des activistes proches notamment de certaines mouvances anarchistes, les oppositions au système électoral sont parfois plus âpres en défendant le droit de « *faire scission avec une élite politique choisie pour gouverner à la place des citoyens* » (Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21). L'objectif à tenir est alors de remplacer les citoyens au cours du projet politique en « *renversant* » les institutions et les élus. Rémi, 31 ans, qui se considère proche de l'éco-anarchisme en défendant l'auto-organisation et l'autogestion des collectivités, ne voit à ce sujet pas d'autres alternatives que la « *posture révolutionnaire* », afin de sortir du jeu de l'échiquier politique des élus qu'il considère comme trop influencés par les avantages matériels de leurs mandats, plutôt que la défense du « *bien commun et l'intérêt collectif* » :

« Pour moi, c'est impossible d'y arriver par les élus, parce que le système s'est construit dans l'idée de maintenir une élite en haut de l'État, et donc les élus sont juste chargés d'entretenir ce système, de faire en sorte de maintenir les citoyens éloignés de la pratique politique, ne jamais se mettre en danger par rapport à ça. Du coup, ce n'est pas par les élections que le système va être remis en cause. C'est par un changement de système. Et pour moi, la solution, ce serait par une révolution qu'on pourra changer le fonctionnement politique, par la rue ou par les individus eux-mêmes, par le collectif. » (Rémi, 31 ans, Extinction Rebellion.)

Dans une même posture révolutionnaire et proche idéologiquement de Rémi, Théo, 19 ans et activiste dans un groupe local de Youth for Climate en région Rhône-Alpes, se réfère pour sa part à la militante anarchiste Louise Michel en considérant le vote comme un outil « *pour conforter les dominants dans leur domination et marginaliser les pauvres, les contestataires du pouvoir* ». Le système électoral, en tant qu'instrument politique visant la légitimation du pouvoir et des élus, aurait selon cet activiste été dévoyé pour servir en premier lieu une « élite politique ». Il milite en ce sens pour permettre aux citoyens de

« reprendre le pouvoir », via notamment des assemblées locales qui favorisent selon lui une proximité entre les citoyens et les instances de décision, et pour effacer le rôle intermédiaire dévolu aux élus :

« Pour moi, la vraie question, ce n'est pas à qui on délègue le pouvoir, c'est quand est-ce qu'on apprend au citoyen à clairement prendre le pouvoir et l'utiliser tel quel. Ma vision idéale de la société, ce serait vraiment une assemblée de communes où chaque commune possède son propre Parlement, avec tous les habitants qui font partie du Parlement, qui peuvent participer effectivement à la démocratie. Il y a un vrai problème avec le système représentatif tel qu'il est aujourd'hui, et de par ses institutions, il est là pour protéger les intérêts d'un système, qu'est le système capitaliste. Ce système-là est incapable de répondre aux enjeux écologiques qui nous attendent et aux enjeux sociaux. » (Théo, 19 ans, Youth for Climate.)

Absention militante ou participation par défaut : quelle conduite tenir ?

Même si le rapport au vote s'est profondément transformé au fil des générations (Norris, 1999), et que le comportement électoral obéit désormais à des logiques d'autonomisation par rapport aux allégeances sociales, politiques et normatives qui le déterminaient dans un passé encore récent (Tiberj, 2017), l'acte de voter reste considéré pour un certain nombre d'activistes comme le moyen le plus à même d'influencer les décisions politiques prises par les gouvernements. Plusieurs voient dans l'acte de voter la possibilité d'infléchir des dynamiques nouvelles dans le champ climatique et l'occasion pour elles et eux de faire entendre leurs priorités à chaque échéance électorale en considérant que tout prétendant ne peut ignorer les aspirations des nouvelles générations, qu'elles soient portées par les militants des collectifs du mouvement climat, ou restées encore silencieuses chez une partie de la jeunesse :

« Ils [les candidats] ne peuvent pas se lancer dans une bataille électorale et laisser de côté toute une partie de la jeunesse qui les interpelle ou qui s'inquiète du dérèglement climatique. C'est impossible ! Et ce serait stratégiquement idiot. Donc les élections ont quand même cet intérêt de faire régulièrement le bilan des élus, et d'obliger les candidats à lancer de nouveaux projets sur le climat. » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion.)

Les échéances électorales sont alors considérées comme « *des mises à jour salutaires* » (Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21) pour ajuster à échéance régulière l'offre politique aux évolutions de la connaissance scientifique sur le climat. S'ajoute aussi la question de « *la légitimité à râler* » pour celles et ceux qui se déplacent le jour du vote, et inversement l'*« illégitimité »* des autres qui condamneraient l'inaction politique en restant « *inactifs sur le plan électoral.* » (Lorie, 23 ans, Extinction Rebellion.)

Mais parmi les activistes soutenant la pratique électorale, la plupart émettent toutefois des réserves sur la possibilité de transformer à elle seule le cours des réalités politiques et ne voient dans cet outil démocratique qu'une « *mini-arme supplémentaire pour faire avancer la cause climatique.* » (Arthur, 23 ans, Extinction Rebellion.) À la manière d'Arthur, l'élection n'est de ce point de vue jamais entendue de manière exclusive comme l'unique moyen d'impulser de nouvelles orientations politiques, mais comme un simple outil, « *un acte mineur* » (Rémi, 31 ans, Extinction Rebellion) venant compléter d'autres modalités de participation politique susceptibles, quant à elles, d'enclencher des « *bifurcations* » nettement plus importantes :

« Je ne pense pas qu'on puisse changer les choses par le vote, mais je le vois comme une mini-arme supplémentaire éventuellement... Je pense que c'est quand même une mini-arme supplémentaire qu'on a tous les cinq ans en France de se dire : tiens, éventuellement, on pourra faire quelque chose et gratter deux ou trois choses, par-ci, par-là, qui vont dans le bon sens. Mais, pour moi, ça ne passera pas par le vote. Un changement

d'ampleur souhaitable et à la hauteur de l'urgence et des enjeux, il ne se passera pas par le vote, je pense. » (Rémi, 31 ans, Extinction Rebellion.)

Bien que jugeant le vote nécessaire, Arthur regrette toutefois la lenteur du « *temps démocratique* » qui crée de l'inertie politique et empêche les dirigeants de prendre des mesures audacieuses et parfois plus « *courageuses* » sur certains sujets. L'acte de vote perd de ce point de vue son pouvoir mystificateur parmi les activistes qui, tout en continuant pour certains à voter, considèrent essentiel de l'associer à d'autres formes d'expression politique, telles que les marches et les actions de désobéissance civile. Le vote se trouve de ce point de vue concurrencé par un ensemble d'« actes de citoyenneté » (Istin, Nielsen, 2008) se déployant au travers de multiples modes d'expression et d'engagement, où la liberté prime sur le respect des règles et des normes prescrites par l'État. Ainsi la citoyenneté est-elle non seulement plus critique, mais aussi plus inventive, plus créative, et potentiellement plus subversive, dans le cadre d'une démocratie devenue protestataire (Mathieu, 2011).

Dans d'autres cas, bien que considérant le vote comme inefficace, certains activistes craignent davantage l'arrivée au pouvoir de personnalités politiques issues de partis nationalistes, ce qui les incite à porter un bulletin dans l'urne avec l'objectif de faire barrage à l'extrême droite plutôt que pour apporter leur soutien à des programmes avec lesquels ils se sentiront plus en phase. Julia, 19 ans, membre d'un groupe local de Youth For Climate situé dans la région PACA, voit moins le vote comme un horizon des possibles pour faire advenir de nouvelles priorités politiques que comme le dernier verrou pour empêcher une personnalité « *dangereuse* » de prendre le pouvoir :

« J'ai vraiment peur de la montée de l'extrême droite, parce que je trouve cela complètement ahurissant, cette espèce de montée de l'extrême droite, ça me fait vraiment peur. J'ai l'impression qu'on tourne un peu sur toujours les mêmes schémas où, au final, ça va être comme toujours, on va se retrouver à voter contre quelqu'un, parce qu'on ne veut pas l'extrême droite. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

Le soir du second tour de l'élection présidentielle, plusieurs activistes se sont risqués à attendre les premières estimations non officielles obtenues sur les réseaux sociaux quelques minutes avant la fermeture des bureaux de vote pour prendre la décision d'aller voter, à l'image d'Ewan, activiste de 26 ans dans un groupe local d'Extinction Rebellion dans l'Ouest de la France :

« J'ai attendu d'avoir les estimations de résultats de fin de journée. Si Marine Le Pen avait été trop haut, je serais allé voter pour être sûr qu'elle ne passe pas, parce que j'estime que ça va aller encore plus contre mes intérêts si les fascistes sont au pouvoir. Mais, je me suis dit que, le mieux, c'était de décrédibiliser la légitimité de la personne qui allait être élue, et donc de ne pas aller voter. Donc, comme j'ai vu qu'elle n'était pas devant, j'ai décidé de ne pas aller participer pour qu'il y ait un taux de participation faible à ce deuxième tour et qu'il ait moins de légitimité politique. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

À la manière d'Ewan, plusieurs activistes déclarent se retrouver devant un choix qu'ils considèrent comme « *cornélien* » entre faire opposition à une candidate d'extrême droite, et s'abstenir pour ne pas accorder de légitimité politique à un prétendant qu'ils estiment éloigné de leurs valeurs. On retrouve ici le profil des abstentionnistes « dans le jeu politique », pour reprendre l'expression de Jérôme Jaffré et Anne Muxel (2000), lesquels se différencient des abstentionnistes « hors du jeu politique » par le fait qu'ils sont souvent jeunes, plus diplômés, plutôt favorisés quant aux conditions de leur insertion sociale. Ils peuvent utiliser l'abstention au même titre que le vote pour se faire entendre et peser sur l'élection, à l'image de Louis, primovotant lors des élections présidentielles et législatives de 2022, pour qui la représentation du non-vote serait « *meilleure* » et les effets « *plus efficaces* » que le vote blanc, dans la

mesure où il signifie « une volonté de changement du processus démocratique pour arrêter cette bataille de dialogues, d'ego et de rhétorique entre différents candidats » (Louis, 20 ans, Youth for Climate).

La plupart s'abstiennent sans qu'il s'agisse d'une désaffection politique et se remettent à voter dès qu'ils peuvent à nouveau se reconnaître dans l'offre électorale proposée. Leur participation est de ce fait le plus souvent intermittente et leur choix électoral affranchi des modèles d'identification partisane, comme le souligne à ce sujet Lizéa, 21 ans, membre d'un groupe local de Youth for Climate en région Grand Est :

« Pour nous, c'est un peu compliqué. On n'a pas vraiment d'affiliation politique et on n'a pas prévu d'actions par rapport à ça. Après, sur la question du vote, je suis convaincue que le vote reste un bon moyen de faire entendre sa voix. Après, ce n'est pas le meilleur aujourd'hui. Et je pense qu'aujourd'hui, tous les gens qui viennent à notre manifestation pour le climat, tous ne vont pas forcément aller voter. Il y a une espèce de décalage. Je pense qu'en tant que jeunes, en tout cas ceux qui vont en manifestations, on a tous des convictions, mais on n'a pas l'impression que l'offre politique soit à la hauteur de ces convictions. Les élections, je pense que ce n'est plus vraiment le tournant majeur pour nous de la participation politique. » (Lizéa, 21 ans, Youth for Climate.)

Les activistes abstentionnistes rencontrés au cours de l'enquête apparaissent comme l'exact contraire de jeunes citoyens dépolitisés qui ne comprenaient pas les règles du jeu politique, seraient désinvestis, désintéressés, démobilisés, ou encore en rupture avec les valeurs démocratiques. Ils ont au contraire les compétences et les connaissances pour comprendre et décrypter les enjeux des élections, mais éprouvent un certain désenchantement peu favorable à la participation électorale.

« Les réformateurs et les révolutionnaires se complètent toujours dans une démocratie qui fonctionne »

Une caractéristique régulièrement soulignée du mouvement climat est la recherche constante d'autonomie vis-à-vis des partis politiques et d'autres structures représentatives comme les syndicats. La plupart des activistes du mouvement, quel que soit le collectif auquel ils appartiennent, rejettent clairement les principes de la délégation de pouvoir et soutiennent fortement les démarches allant dans le sens d'une plus forte inclusion des citoyens, comme l'indique par exemple la 4^e revendication d'Extinction Rebellion qui soutient le projet de « rendre le pouvoir aux citoyen·nes » dans une « démocratie inclusive »³⁶. Toutefois, les échanges entre acteurs institutionnels et non institutionnels, les relations entre activistes et élus, les porosités entre le champ de la « contestation » et celui de la décision entendus tout au long de l'enquête nous invitent à nuancer le propos sur les oppositions entre ces deux univers. Les marches, occupations de place, voire certaines actions de désobéissance civile, sont parfois rendues possibles par l'intervention en coulisse, de manière discrète ou dans certains cas de façon dissimulée, d'élus ou de partis politiques venus apporter leur soutien aux actions initiées. Lorsque les connexions ne sont pas faites, cela peut d'ailleurs constituer un facteur d'échec de la mobilisation. Le maintien dans le temps de certaines actions et la « mansuétude » accordée dans certains cas par les autorités dépendent bien souvent de la présence sur place d'élus venus empêcher les confrontations directes entre activistes

³⁶ <https://extinctionrebellion.fr/>

et forces de l'ordre (même si dans d'autres cas cette présence peut s'avérer insuffisante comme dans le cas des manifestations à Sainte-Soline contre le projet des grandes bassines). Ces relations dépassent aussi bien souvent la seule dimension stratégique qui viserait simplement à obtenir la protection des élus lors d'actions « coups de poing », en réunissant parfois autour des tables de négociations activistes et élus pour définir de nouvelles orientations politiques. Autrement dit, les contextes de mobilisation et les différentes actions initiées par les activistes invitent à saisir la grande diversité des convergences, divergences, coopérations et tensions entre mobilisations sociales et politiques, institutions et États, autour de la question de la participation citoyenne des jeunes activistes du mouvement climat.

Il convient donc aller au-delà du discours anti-institutionnel régulièrement entendu de la part de certains militants pour comprendre comment ces mobilisations s'articulent aussi avec les acteurs de la politique traditionnelle. Plusieurs activistes soulignent en effet la nécessité de dépasser certaines lignes de clivages entre activistes et élus, ou, pour reprendre les termes de Ewan (activiste d'Extinction Rebellion en région Bretagne), entre « révolutionnaires » et « réformateurs ». L'un et l'autre se complètent, voire sont indissociables, dans la mesure où l'un ne peut exister sans l'autre, à l'image, selon un activiste, d'une clé à cliquet mettant en relation "la force" et l'"anti-retour" :

« Les révolutionnaires, c'est la force qui va appuyer sur la clé à cliquet. Et les réformateurs, c'est l'antiretour. Eux, ils vont institutionnaliser les changements pour éviter que quand on a un rapport de force un peu moins défavorable, on prenne le *backlash* directement. » (Ewan, 26 ans, Extinction Rebellion.)

C'est également la perspective défendue par Ludivine, membre du collectif L'Accélérateur de la mobilisation qui propose non seulement d'accompagner des citoyens engagés dans des collectifs pour accentuer leur impact social, mais aussi de favoriser la prise en compte de leurs revendications par les décideurs en les dotant de formats d'expression acceptables et susceptibles d'être traités par l'action publique. Lorsque cet incubateur est intervenu auprès de Youth for Climate en 2019, l'un des enjeux était justement de créer des passerelles entre les jeunes militants engagés dans le mouvement et les élus auxquels les revendications étaient adressées, comme le précise à ce sujet Ludivine, membre de L'Accélérateur de mobilisation :

« On connaît quelques élus et, souvent, dans les campagnes que l'on construit avec les mouvements dont notamment Youth for Climate, on les accompagne à identifier les élus qui ont le pouvoir de décision parce que ça fait partie de la stratégie pour faire en sorte qu'il se passe concrètement quelque chose. Mais oui, soit les élus, soit les entreprises, à partir du moment où c'est une cible décisionnaire, c'est quelque chose qu'on les pousse à faire. On n'a pas forcément de contact direct ; on lance la campagne et du coup, on nomme la personne ciblée. » (Ludivine, 27 ans, L'Accélérateur de la mobilisation.)

encadré 13. La Convention citoyenne pour le climat (CCC) : principes, aspirations et déceptions

La Convention citoyenne pour le climat est une assemblée de citoyens constituée en octobre 2019 par le Conseil économique, social et environnemental (CESE) sur demande du Premier ministre Édouard Philippe, reprenant une proposition émise durant le mouvement des Gilets jaunes par le collectif des Gilets citoyens qui regroupe diverses personnalités militantes et universitaires. La Convention a réuni 150 hommes et femmes volontaires tirés au sort parmi la population française, qui ont reçu pour mandat, de la part du président de la République, de « définir une série de mesures permettant d'atteindre une baisse d'au moins 40 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 (par rapport à 1990) dans un esprit de justice sociale ».

Le CESE est chargé de l'organisation matérielle de ses travaux. Un Comité de gouvernance indépendant du Gouvernement est mis en place pour assurer l'accompagnement de la Convention. Un collège de trois garants s'assure de son indépendance et de ses conditions de travail. Un groupe d'appui de 14 personnes, constitué par le Comité de gouvernance, conseille ses membres dans l'élaboration des propositions de mesures. Un comité légitistique de 6 personnes mandaté par le Comité de gouvernance mène un travail de transcription en texte de loi ou de règlement des mesures proposées. La Convention se déroule sur sept week-ends entre octobre 2019 et juin 2020. Le rapport final comportant 149 propositions est remis à la ministre de la transition écologique le 21 juin 2020 et fait l'objet d'une rencontre avec le président de la République le 29 juin 2020 qui s'engage à ce que ces propositions soient soumises au Parlement ou à référendum à l'exception de trois d'entre elles (les « trois jokers »).

Du point de vue des activistes engagés dans le mouvement climat, la mise en place de ce mini-public délibératif a été fortement appréciée par une majorité d'entre eux, le considérant comme en phase avec leurs revendications démocratiques d'une plus forte implication des citoyens dans les prises de décision et comme « *un bon moyen de faire accepter des mesures contraignantes* » (Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21). Ils apprécient tant la démarche (« *j'ai changé d'avis sur le tirage au sort* » – Axel, 21 ans, Youth for Climate ; « *une démocratie au plus près du peuple* » – Lizéa, 21 ans, Youth for Climate) que ses enjeux et objectifs sur les engagements pour le climat (« *les propositions ont été现实istes et ambitieuses* » – Jules, 22 ans, Les Amis de la Terre ; « *les participants ont proposé un vrai modèle de rupture qui pouvait redonner de l'espoir* » – Mila, 19 ans, ANV Cop 21). S'agissant en revanche des suites apportées aux recommandations et leur traduction en textes de loi (notamment la loi « Climat et résilience » du 22 août 2021 qui n'intègre qu'une partie des recommandations, et parfois dans des versions révisées), les déceptions sont à la hauteur des attentes suscitées par la Convention. Certains y voient « *une absence d'écoute, une absence de volonté d'agir* », quand d'autres considèrent la démarche comme un « *simple coup de com'* », du « *greenwashing* » en raison d'une loi qui aurait « *déchiqueté les propositions des citoyens.* » (Pauline, 21 ans, Youth for Climate.) L'échec ressenti de la démarche aurait convaincu d'autres activistes « *d'ignorer au moins temporairement l'échelon national* » afin de mieux se positionner au niveau local où il resterait encore « *des possibilités de transformer les actions citoyennes et d'influencer le champ de la décision contrairement au national.* » (Lina, 26 ans, Terres de Luttes.)

Les postures peuvent être très différentes d'un activiste à l'autre avec une diversité de points de vue sur les relations entre la sphère institutionnelle et la sphère de la contestation. Certains d'entre eux regrettent leur trop faible présence auprès des décideurs considérant les « *portes ouvertes laissées par les élus pour faire entendre [le]ur revendications* » comme des « *occasions ratées* » (Mila, 19 ans, ANV Cop 21). Pour Tom, 20 ans, activiste à Youth for Climate dans la région PACA qui nous expliquait sa prise de distance progressive avec le mouvement en raison d'une « *incapacité à créer des espaces de dialogue avec les élus* », l'absence de négociation présente le risque de marginaliser le mouvement. Or, la fenêtre médiatique ouverte au moment des marches en 2018-2019, ce « *moment de bascule* », aurait selon lui pu permettre au mouvement de « *mettre un pied dans la sphère opaque de la décision, les députés, les administrations, les politiques en général* ». Or, le tournant pris selon Tom vers des actions plus « *radicales* » a contribué à accentuer les oppositions et clivages entre le mouvement climat et à entraver « *toute possibilité de faire changer les choses, de dialoguer, d'essayer de convaincre et d'obtenir des avancées mêmes minimales* ».

Et lorsque les négociations entreprises par certains collectifs (ou leurs antennes locales) avec les décideurs sont perçues comme insuffisantes, des activistes peuvent alors décider de rejoindre des

associations qu'ils jugent plus en adéquation avec la sphère décisionnelle, sans pour autant délaisser entièrement le collectif. C'est la démarche choisie par Manon, 27 ans, qui a connu le mouvement Alternatiba quelques années après la COP 21 au cours de laquelle elle avait eu l'occasion de découvrir un collectif proposant à la fois des formes alternatives de mobilisation et un « *rôle de courroie de transmission* » entre les activistes et les élus. Mais cette dimension qu'elle souhaitait davantage « *réformiste* » du mouvement, notamment avec des élus locaux, lui a progressivement paru insuffisante alors qu'elle souhaitait à l'inverse progressivement la placer au centre de ses activités militantes :

« On avait assez peu de liens avec les élus locaux tout simplement parce qu'à ce moment-là, on ne cherchait pas à en avoir. Pour nous, les cibles, c'était par exemple, la Société Générale, c'était Emmanuel Macron. Paradoxalement, je vous disais que mon objectif, c'était d'agir sur mon territoire, mais, en fait, au final, à ce moment-là, j'ai assez peu bossé sur des questions liées à ma ville, liées aux territoires. Tout ça, je n'ai pas eu l'occasion de l'expérimenter en tant qu'activiste. » (Manon, 27 ans, Alternatiba.)

C'est ainsi que Manon a progressivement décidé de rejoindre le collectif Réseau Action Climat qu'elle considérait davantage en phase avec ses priorités dans son rôle de plaidoyer, avec l'objectif d'inciter les gouvernements et les citoyens à prendre des mesures pour limiter l'impact des activités humaines sur le climat, mais aussi, lorsque les décisions politiques prises par des élus vont dans le sens des objectifs à atteindre, de saluer les initiatives engagées et d'avoir des postures « *positives* » et « *encourageantes* » à leur égard :

« Maintenant que je suis au Réseau Action Climat et que, mon job, c'est d'influencer des élus locaux, c'est différent. D'ailleurs, on a lancé une campagne avec Alternatiba, dont le rôle est, justement, ce travail de plaidoyer, c'est-à-dire de rencontrer des élus ; de discuter avec eux ; de voir ce qui est possible, en fait de les challenger ; si ce n'est pas possible, de le dénoncer, aussi les applaudir quand c'est une bonne chose. Parce que, ça, on sait très peu faire. Au Réseau Action Climat, c'est notre rôle de tous les jours de dire : "Oui, c'est bien quand vous faites quelque chose. Et non, ce n'est pas bien quand vous faites quelque chose de mal." Mais, ce n'est pas du tout dans le logiciel militant. Ça, c'est une certitude. On sait très bien dire quand ça ne va pas assez loin ; c'est beaucoup plus dur de dire : "Vous avez bien fait et il faut continuer." » (Manon, 27 ans, Alternatiba.)

De manière générale, bien que nombre d'activistes se situent dans des postures agonistiques et de critique radicale du système politique et économique, cette situation ne s'accompagne pas d'un rejet systématique de la « culture participative ». À condition de ne pas avoir rencontré d'expériences négatives, d'espoirs déçus, ou d'instrumentalisation dissimulée au cours de ces interactions, ils restent dans la plupart des cas favorables à engager des discussions/négociations avec les décideurs, tant dans le champ politique qu'économique. Une situation qui s'observe avec d'autant plus de vigueur que la revendication de la participation et de la délibération est très souvent constitutive de leur mobilisation critique, tout comme leur compétence en matière de participation était déjà très souvent un préalable à leur engagement militant. S'ajoutent enfin des compétences nouvelles de négociation acquises dans le cours de la mobilisation, au contact de décideurs avec lesquels les échanges vont progressivement favoriser un apprentissage politique et une volonté de participation à la vie de la cité. Comme le souligne à ce sujet le sociologue Julien Talpin (2010), il s'avère essentiel de « *réinsérer la compétence politique dans son contexte de production* » et de saisir comment, dans le cas présent, les mobilisations sont l'occasion de multiples échanges d'informations avec les élus et de montée en compétence dans le champ de la politique conventionnelle. Alors que la littérature récente sur la « *déconsolidation de la démocratie* » (Foa, Mounk, 2016) a souvent relevé une défiance généralisée des citoyens, et plus particulièrement des jeunes, envers leurs représentants, la plupart des activistes rencontrés au cours de l'enquête se sont montrés plus nuancés. Il s'agit en effet essentiellement pour eux de « *réinventer* » ou

de « renouveler » la représentation, tout en intégrant des éléments de démocratie directe selon trois grands principes : l'instauration d'éléments de contrôle des élus, la conception de l'élu comme un porte-parole à l'écoute des citoyens et une proximité statutaire et géographique plus accomplie entre représentants et représentés.

encadré 14. Des initiatives engagées pour favoriser la participation des activistes à la décision

Plusieurs actions à l'échelon municipal, régional ou national visant à associer les jeunes engagés dans le mouvement climat ont été rapportées tout au long de l'enquête. La participation des jeunes aux instances de décision recouvre de multiples situations allant de la simple consultation ponctuelle dans le cadre de dispositifs dont les procédures d'entrée et d'intervention sont déjà fixées à l'avance à celles, plus rares, où, en se mobilisant par eux-mêmes, les participants peuvent intervenir plus directement dans les décisions en exerçant un contrôle citoyen sur les orientations choisies. La participation des jeunes passe ainsi par l'articulation, à degré variable d'intensité, entre acteurs institutionnels et acteurs civils en expérimentant et rendant visibles différentes formules de démocratie plus directe.

Certaines démarches politiques incitatives peuvent se limiter à la simple circulation d'informations sur des politiques environnementales, des politiques de jeunesse ou sur des actions déjà décidées. Plusieurs activistes de Youth for Climate nous ont ainsi fait part de l'organisation de réunions à échéance régulière (mensuelle ou trimestrielle) avec des municipalités désireuses à la fois de transmettre des informations sur les engagements pris en faveur de l'environnement et de « prendre le pouls » des collectifs dont certains élus locaux craignent le degré de radicalité. Des actions plus concrètes peuvent dans d'autres cas être initiées se matérialisant par le prêt d'un local, initiatives pouvant à la fois être appréciées par la possibilité offerte aux collectifs de se réunir régulièrement dans un même espace, mais aussi redoutées par crainte de « se sentir redevable » et de perdre en autonomie et en liberté d'action : « *dealer avec des élus, s'est aussi se sentir obligé de rendre la monnaie de la pièce qu'on nous a donnée* » selon les propos rapportés par une activiste de Youth for Climate.

Les actions engagées peuvent également chercher à obtenir l'assentiment des collectifs sur des projets ou des politiques données, ou à l'inverse, être plus ambitieuses et favoriser le partage du pouvoir de délibération et de décision entre « société civile » et « élus » ; l'objectif de la participation peut également être de valoriser le consensus ou, dans d'autres cas, de viser l'expression du conflit et du pluralisme restée silencieuse dans un ordre politique parfois sclérosé. Certains activistes ont ainsi évoqué les négociations entreprises avec des élus municipaux sur les cantines scolaires pour favoriser une alimentation plus responsable en réduisant la quantité de viande ou en privilégiant l'agriculture locale et raisonnée.

Selon les propos rapportés par plusieurs activistes, certains élus se positionnent du côté institutionnel, faisant de la participation des jeunes un instrument de modernisation de la gestion publique, de gouvernance de l'action publique ; les autres se placent du côté des impacts sociaux, soulignant la capacité d'« émancipation » que cette participation suppose en l'abordant dans son rapport à la lutte contre le réchauffement climatique ou les injustices sociales. Entre les deux, entre la procédure institutionnelle et les impacts sociaux et sociaux, un certain nombre d'actions situent l'enjeu prioritaire de la participation des jeunes dans sa capacité à légitimer la décision et à améliorer l'ordre social en le démocratisant.

Quand l'activiste devient l'élu (ou le candidat)

Les rapprochements entrepris par certains activistes avec la sphère de la politique conventionnelle peuvent dans certains cas aller au-delà de simples échanges avec des élus dans le cadre d'espaces de discussions, de négociation, de participation parfois mis en place au niveau municipal, régional ou national (voir encadré 14). Plutôt que d'« écouter » ou d'« échanger » avec les élus, certains souhaitent devenir un élu pour être dans la position de celui ou celle qui aura la fonction de les écouter et de faire remonter à l'agenda politique les revendications qu'ils portent. De nombreux travaux ont déjà démontré le rôle joué par le secteur associatif dans l'éclosion de personnalités politiques que ce soit du point de vue du repérage de certains leaders charismatiques ou dans les compétences nouvelles que la participation associative peut fournir à des militants. Et lorsque le jeune âge est régulièrement perçu

comme un facteur potentiellement discréditant et discréditable dans l'accession à des mandats électifs (Lacroix, Lardeux, 2020), l'expérience du militantisme peut à l'inverse permettre à certains d'entre eux de franchir le pas en se voyant approcher par des élus en recherche de renouvellement.

Plusieurs nous ont ainsi fait part de propositions d'élus souhaitant les intégrer sur leurs listes au moment des élections (municipales, régionales, voire législatives), à la fois conscients des effets potentiellement bénéfiques que cette présence pourrait avoir aux yeux de l'électorat jeune, et aussi dans certains cas, au-delà des effets d'image, en étant sensibles à une plus juste représentativité des élus dans les assemblées. Axel, 21 ans et activiste depuis 2018 à Youth for Climate en région Nouvelle-Aquitaine, précise à ce sujet avoir été « *approché* » par le parti Europe Ecologie les Verts quelques mois avant les élections régionales et avoir échangé avec le président de région, puis la tête de liste, en vue de la constitution d'une liste « plurielle » : « *On a été bien accueillis avec tout un message autour de la place qu'il faut donner aux jeunes, le fait que l'écologie politique doit être le lieu qui accueille des jeunes et de nouveaux militants.* » À la suite de ces discussions, Axel prend la décision d'adhérer au parti et parvient à obtenir une place éligible sur la liste, même si les résultats électoraux ne lui seront pas favorables pour intégrer le conseil régional :

« Au final, Je me suis encarté chez Europe Ecologie Les Verts. J'ai été candidat aux élections régionales en tant que société civile à une place éligible. Donc on est venu me chercher, de par l'engagement que j'avais eu dans les marches pour le climat. Ils ont accepté de me placer en 9^e position. Il s'avère qu'avec un peu de recul, la place que j'ai eue était bonne, elle aurait d'ailleurs été largement éligible en cas de victoire. »

Bien que l'engagement au sein de Youth for Climate se pense d'abord transpartisan, et que tout rapprochement avec des partis politiques soit fréquemment redouté par les collectifs, cela ne signifie pas que les activistes qui les composent se définissent eux-mêmes comme éloignés des partis. Pour Axel, la défiance manifestée à l'égard du personnel politique n'est pas incompatible avec sa plus forte appétence pour la politique et son souhait, face au constat d'une faible représentation des jeunes et de leurs préoccupations, d'en être lui-même un acteur :

« Pour moi, aujourd'hui, le Gouvernement, l'administration publique, l'Assemblée sont des lieux de pouvoir. Qu'on le regrette, qu'on en ait peur, ou qu'on les juge défaillants, nous devons faire avec. Et je préfère qu'on ait des militants écologistes convaincus, comme moi, plutôt que les gens qui y sont aujourd'hui. C'est un peu ça aussi le ressort de ma motivation, c'est le fait de donner la parole à une jeunesse qui n'est pas écoutée, qui au-delà ne pas être écoutée, est méprisée, qui tombe dans la pauvreté de plus en plus, depuis ces derniers mois, ces dernières années. Il y a une volonté de représenter et de prendre la parole en se sentant légitime. » (Axel, 21 ans, Youth for Climate.)

La trajectoire d'Axel, passée d'activiste dans un collectif du mouvement climat à militant dans un parti politique avec une participation active dans différentes campagnes électorales n'est pas un cas isolé, mais se retrouve dans plusieurs profils militants rencontrés au cours de l'enquête. Il importe par ailleurs de souligner que ces trajectoires se rejoignent sur l'*« élément déclencheur »* de ce passage de l'activisme contestataire vers la politique institutionnelle, plusieurs activistes affirmant avoir plus souvent « été contactés » qu'avoir eux-mêmes entrepris la démarche. Un constat qu'exprime notamment Manon, membre du Réseau Action Climat (RAC) :

« J'ai beaucoup travaillé sur les élections municipales en 2020 au RAC. Et une des choses que j'ai constatées, c'est qu'un certain nombre d'activistes sont allés sur des listes. Ils ont été approchés par des partis surtout. D'ailleurs, en fait, c'est plutôt dans le sens inverse. Ce n'est pas tant eux qui se sont dit "tiens, je vais faire de la politique", mais plutôt des partis... y compris des partis non politiques, des listes citoyennes, par exemple. Ce

n'était pas juste un fait minoritaire, c'était vraiment important. Beaucoup de personnes sont allées sur des listes pour tester. » (Manon, 27 ans, Alternatiba.)

Les entretiens font ainsi ressortir le fait que ce ne sont pas tant les jeunes activistes qui prennent conscience de leur attractivité électorale que les élus déjà en fonction qui les convainquent bien souvent de l'intérêt de les rejoindre. On observe dans tous les cas que les collectifs, bien que régulièrement présentés de manière antinomique aux partis et à la politique institutionnelle, peuvent constituer un sas d'entrée vers un mandat électif permettant de créer ou de consolider des réseaux militants. Cet engagement apparaît d'autant plus favorable et opportun que la notoriété locale généralement acquise sur la longue durée se trouve fréquemment déficiente du fait de leur jeune âge. S'ajoute aussi selon Alexis, 19 ans et membre des Amis de la Terre en région Grand Est, le fait que certains élus et/ou membres de partis politiques se trouvent souvent, ou ont été par le passé, eux-mêmes engagés dans des associations, facilitant là encore les transactions entre ces deux univers :

« On a des liens avec certains élus qui, avant d'être élus, étaient déjà dans les milieux militants. Du coup, ça nous arrive de discuter avec eux et de les rencontrer pour discuter de certains problèmes strictement associatifs avant d'être politiques, puis d'engager la discussion avec comme point de départ, ce que l'on fait, comment on s'y prend, quelles sont nos actions, nos espaces d'échanges, sans être dans l'opposition et la provocation, mais d'abord dans le dialogue. C'est pour ça que les échanges entre les collectifs, les élus, les partis, les activistes sont réguliers et souvent s'entremèlent. » (Gabriel, 24 ans, ANV Cop 21)

Bien que la sensibilisation des élus à destination des jeunes activistes pour tenter de les inciter à franchir le pas d'un mandat électif soit régulièrement observable, cette démarche s'avère toutefois le plus souvent insuffisante. Plusieurs justifient le renoncement par l'incompatibilité de l'engagement institutionnel et de l'engagement protestataire au sein de collectifs qui promeuvent leur autonomie vis-à-vis des partis politiques. À l'image de Paul, 17 ans, activiste depuis 2020 dans un groupe local de Youth for Climate en région Occitanie,

« On n'est pas censés avoir une carrière politique ou être proches d'un parti politique en même temps, ce qui fait qu'on ne le fait pas. Il y a deux semaines à peine, j'ai été contacté par un membre d'Europe Écologie Les Verts pour être, le coordinateur jeunesse. J'ai refusé pour deux raisons, parce que je ne peux pas être chez Youth for Climate et en même temps dans un parti politique, en même temps à l'approche des élections, si ça amplifie le problème, et tout simplement aussi parce que je ne suis pas sûr que ce soit la bonne solution pour changer les choses. Je pense qu'à Youth for Climate, ce qu'on fait actuellement est plus important que juste expliquer qu'il faut voter tel parti ou tel parti. En tout cas à Montpellier, je crois normalement qu'aucun groupe local ne peut être affilié à un parti politique, ce qui est la règle normalement. D'ailleurs, dans les militants, il y a plein de gens, personne n'a vraiment la même opinion politique. Certains sont anarchistes, d'autres apolitisés, d'autres de gauche, il y en a même quelques-uns qui sont de droite, ce qui existe. Donc, si demain, on décide à Montpellier de s'associer avec Europe Écologie Les Verts, trois quarts des militants vont partir. » (Paul, 17 ans, Youth for Climate.)

Dans d'autres cas, c'est moins l'apolitisme défendu par les collectifs qui explique la fin de non-recevoir adressée aux élus entremetteurs que le sentiment de légitimité pouvant affecter certaines velléités de candidature à des élections. L'absence d'*« expérience»*, de *« compétence»*, de *« connaissance»* est alors régulièrement avancée par les activistes malgré le soutien dans certains cas de personnalités politiques au cours de leur trajectoire militante. Elia, 19 ans et membre de Youth for climate en région Bretagne, évoque notamment à ce sujet l'invitation reçue de quatre maires de la région parisienne qui lui proposaient un accompagnement pour constituer sa propre liste, mener sa campagne électorale, défendre ses projets :

« J'ai refusé parce que je ne me voyais pas du tout maire, que c'est une charge de travail considérable. Même si je peux avoir une formation politique en termes d'idées, etc., je n'ai pas forcément les connaissances qui me permettraient d'assurer cette fonction. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

Les appuis politiques ne suffisent bien souvent pas pour ces activistes à se sentir autorisés à franchir le pas d'un univers qu'ils considèrent non seulement comme inatteignable, mais aussi comme incompatible avec leur univers « alternatif » :

« Je sais que ça ne va pas me convenir, parce que j'ai vécu aussi dans une culture qui était très alternative où déjà, quand ma mère m'amenait chez des potes qui vivaient en squat, j'ai vu qu'il y avait d'autres formes d'organisation. Et la démocratie représentative, je ne la soutiens pas en soi, et je vois bien que ce réformisme politique ou ces positions, s'inscrire dans le jeu démocratique, je vois bien que ça ne relève pas les enjeux du dérèglement climatique. Je préfère être dans une forme d'organisation qui permet de construire d'autres alternatives, que ce soit en termes de gouvernance, mais aussi en termes de système de vie, de collectivité, parce que je m'y retrouve plus personnellement, parce que ce sont un peu mes racines, parce que c'est là aussi où je me sens bien, mais aussi parce que j'y crois plus en termes de projets et que, pour moi, de toute façon, là, c'est trop tard, on ne pourra pas inverser les changements que provoque le dérèglement climatique et qu'il aurait fallu le point où on aurait pu peut-être faire inverser la pente. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

Les espaces de discussion, de réflexion, voire de négociation entre activistes et élus – que ce soit dans le cadre d'un mandat politique ou de la participation dans des dispositifs participatifs mis en place par les collectivités ou les assemblées parlementaires ou encore dans des formats plus souples et moins institutionnalisés – font l'objet d'intenses débats au sein des collectifs. Les risques, comme nous allons le voir, d'une participation institutionnelle aux côtés d'élus transformée en un simple instrument de gestion ordinaire des conflits, constituent une possibilité régulièrement évoquée par les activistes.

Une participation institutionnelle éradicatrice de controverses ?

Les opinions portées sur les rapprochements de certains activistes avec des formes instituées de la participation politique demeurent contrastées. Pour les uns, bien articulés aux politiques institutionnelles, les espaces de concertation pourraient faciliter l'échange d'informations, seraient force de propositions et accentueraient les possibilités de dialogue direct entre les jeunes et les représentants politiques. Pour les autres, la plupart des espaces de concertation mis en place par certains élus, aux formats tantôt stabilisés, tantôt labiles selon les dynamiques que souhaitent leur donner leurs instigateurs, seraient essentiellement « décoratifs », contribuerait à reproduire des logiques classiques de la domination politique et n'auraient en réalité aucune influence sur le cours de la décision.

C'est davantage du côté de cette dernière perspective que Cléo, activiste de 19 ans à Youth for Climate depuis 2020 dans le sud de la France, perçoit les démarches initiées par les élus. Les discussions générales récemment engagées entre son collectif et l'équipe municipale n'ont selon elle pas permis d'aboutir à des engagements concrets de leur part. Elle considère les initiatives engagées comme de simples actions symboliques qui contribuent à véhiculer l'idée d'un écran de fumée participatif sur des politiques municipales déjà verrouillées plutôt que comme des actions opérantes qui marqueraient politiquement des priorités d'action et accréditeraient la thèse de la rupture. S'ajoute également la sélection par la mairie, en amont des discussions, des « bons interlocuteurs », accordant selon elle

davantage d'attention à celles et ceux « *qui ne font pas de vagues* » et qui s'inscrivent dans de pratiques citoyennes « *polies et sages* » :

« Il y a le discours dominant : "Oui, c'est bien, les jeunes. Engagez-vous, vous êtes de jeunes citoyens, vous êtes de bons citoyens pour la question climatique, etc." Et puis des fois en pratique, les oppositions sont là, quoi. Ou en tout cas, vu que vous dérangez, on vous le fait remarquer. Ce que l'on fait, ce n'est pas toujours de la citoyenneté "légale", dans le sens où il y a des opérations de désobéissance civile. À côté de ça il y a l'engagement un petit peu pas naïf, dans les écoles, de bons élèves, etc. Et ce sera beaucoup plus souvent eux qui seront reçus, écoutés, et dont la parole sera prise en compte. » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate.)

À travers les propos de Cléo se pose la question régulièrement répétée de la part des activistes de savoir si les rapprochements opérés par certains élus auprès des collectifs ne contribueraient pas à définir et à délimiter tout à la fois le public de jeunes engagés sur le climat et les formes de participation « légitime », réduisant par là même la portée de telles actions. En quoi aussi ces rapprochements entre élus et activistes ne désarmeraient-ils pas ces derniers au nom desquels ils sont pourtant mis en place ? Plusieurs activistes disent à ce sujet craindre que le souhait d'une « normalisation » de leur engagement ne l'emporte sur la volonté réelle d'engager des initiatives en faveur du climat. Ces interrogations sont induites par l'évolution de ce que recouvre le terme de « participation » dans les collectivités (Lardeux, 2016) et les risques de transformation de la « démocratie sauvage » (des formes publiques d'alertes et de contestations à partir de l'implication grandissante d'acteurs autonomes et hors dispositif de la société civile) vers la « démocratie d'élevage » (c'est-à-dire les formes instituées de la participation), pour reprendre l'opposition proposée par Laurent Mermet (2007). Le tropisme procédural opéré par certains élus pourrait ainsi conduire à privilégier des formes instituées de la participation et à se détourner des pratiques démocratiques plus informelles et « sauvages ». S'ajoutent à ces possibles tentatives de régulation et d'apaisement de la contestation le sentiment d'inutilité et l'absence d'effet des rencontres, malgré l'enthousiasme de départ, comme le rapporte Alice, activiste à Youth for Climate en région PACA et régulièrement invitée à échanger avec des représentants politiques :

« Ce qui est super chouette, c'est une expérience du politique à toutes les échelles. À savoir que j'ai rencontré la maire, dans le cadre d'YFC, au tout début, mais ça n'a rien donné. Après, j'ai rencontré des députés à l'Assemblée nationale, il y a eu toute une conférence, mais cela n'a rien donné. Je suis allée au Parlement européen. Pareil. Il y avait une conférence, on a fait des actions, mais ça n'a rien donné. Du coup, c'est un peu pour ça que moi, je me suis radicalisée du côté extrême gauche plutôt que par les institutions, parce qu'après avoir expérimenté toutes sortes d'institutions, avoir entretenu des liens avec plein de politiques... J'ai vu quelques députés aussi, je me suis vite rendu compte que ça leur permettait d'avoir un activiste sur la photo, mais que ça n'irait pas plus loin que la com' politique. » (Alice, 22 ans, Youth for Climate.)

Les désillusions peuvent parfois être plus fortes encore lorsque la posture d'écoute des élus ne débouche pas sur des résolutions de leur part en faveur du climat, voire, lorsque des promesses leur sont adressées et que ces dernières peuvent se trouver rapidement démenties par des choix politiques à l'inverse défavorables au climat. Elia, 19 ans, activiste dans le mouvement Youth for Climate, rapporte à ce sujet sa participation à un évènement organisé à l'Assemblée nationale en 2019 en présence de Greta Thunberg, malgré la « *défiance naturelle* » qu'elle dit éprouver à l'égard de certains députés :

« Je m'étais dit : on peut quand même voir pour mettre en place des projets tous ensemble, parce que même si on n'a pas du tout les mêmes motivations, il peut y avoir quand même des initiatives sympathiques qui peuvent sortir de ça, des constructions et des droits que l'on peut peut-être tenter d'obtenir, notamment sur l'avancée des lois. Au moins, avoir une première prise de contact avec le monde politique. De toute façon, il fallait tenter. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

Rapidement, Elia dit regretter la posture de certains députés qui n'étaient pas, selon elle, dans une « *position de dialogue* » ou d'« *écoute* », mais davantage dans un rôle « *scénarisé* » cherchant non pas à valoriser l'interlocuteur, mais à se mettre à leur avantage en tant qu'acteurs politiques. Surtout, elle exprime le sentiment de s'« *être fait avoir* » et avoir ressenti une « *humiliation* » au moment où l'assemblée votait, quelques minutes après leurs interventions, l'accord commercial bilatéral de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada réputé défavorable aux engagements climatiques :

« Le plus terrible c'est que l'intervention de Greta Thunberg a été pile le jour où le CETA a été voté. Du coup, on a assisté au vote du CETA. Et le CETA a été ratifié directement devant nous. En fait, l'heure d'avant, on avait des discussions avec les élus qui nous disaient qu'ils trouvaient très chouette qu'on se mobilise, qui étaient à notre écoute, etc. Et l'heure d'après, le CETA a été voté très largement. Donc, je peux vous dire à quel point ça a été, on va dire, humiliant. » (Elia, 19 ans, Youth for Climate.)

Bien que les activistes s'accordent sur le fait que ces rencontres et évènements organisés à l'initiative des élus ne soient pas réellement opérants en termes de pouvoir de décision, la perception va toutefois au-delà d'une simple déconvenue, le sentiment régulièrement éprouvé étant d'avoir été « *instrumentalisés* », avec des effets importants ensuite sur le rapport qu'ils entretiennent avec la politique et ses représentants. Le risque majeur de ce type de rencontre serait d'alimenter non seulement la désillusion des jeunes activistes d'avoir participé en vain mais aussi le sentiment d'avoir parfois été « *récupérés* » politiquement, notamment en période électorale « *lorsque certains candidats cherchent à obtenir le soutien de jeunes de Youth for climate* » (Jade, 18 ans, Youth for Climate), ou « *d'apparaître sur la photo en signe de ralliement, alors que nous défendons une ligne partisane* » (Elia, 19 ans, Youth for Climate). Dans tous les cas se pose la question des raisons et des motifs pouvant pousser certains élus à mettre en place des rencontres alors que les retombées en termes de participation effective des jeunes restent mimines. Se pose aussi la question de la place du conflit, des oppositions ou des débats contradictoires dans ce type de rencontres relativement policées entre jeunes et élus. Pour plusieurs activistes, les objectifs des rencontres activistes-élus seraient moins à rechercher dans la volonté des décideurs de prendre en compte leurs préoccupations que dans leur souhait d'éteindre les éventuelles contestations en utilisant les outils participatifs comme un moyen d'éradiquer les tensions. Pour reprendre à ce sujet une réflexion du sociologue Michel Callon cité par Sandrine Rui (2013, p. 70) : « *Il s'agit de faire parler pour mieux faire taire, au lieu de traquer les paroles inattendues pour leur donner du poids* ». Ainsi envisagés, les dispositifs de concertation peuvent contribuer à la « *gouvernementalisation* » des conduites individuelles et à la dévitalisation du cadre public démocratique. Si, selon plusieurs activistes, la plupart des élus s'accordent sur l'importance de la participation des jeunes et de leur implication à l'élaboration des politiques publiques, les finalités de cette démarche demeurent bien souvent floues et sans réelle ambition sur les nouvelles perspectives qu'elle peut potentiellement ouvrir.

Des ambiguïtés demeurent par ailleurs sur les fondements, les modalités et les attendus des expériences de participation des jeunes activistes au sein des institutions de vie politique et démocratique. Au-delà de la diversité des expériences qu'ils relatent, les jeunes activistes expriment le fait d'avoir le plus souvent affaire à des tentatives d'éducation à la citoyenneté, tentatives dominées par des visées normatives, voire morales, et plus rarement à des essais d'implication réelle dans la vie du territoire ou de l'institution considérée. Ce « *nouvel esprit de la démocratie* » pour reprendre la formule de Loïc Blondiaux (2008) marque une évolution substantielle des pratiques politiques contemporaines avec l'ouverture de nouveaux espaces d'interlocution aux citoyens « *ordinaires* » et aux associations, ou encore la consécration sur le plan des politiques publiques d'un « *impératif participatif* » qui passe par

l'élaboration de nouvelles procédures d'intervention de la société civile. Mais dans le même temps, la procéduralisation croissante de la participation des citoyens à la décision (Mazeaud, Talpin, 2010) implique de prendre acte de ses limites, avec le risque notamment de voir la participation réduite à un simple instrument de gestion ordinaire des conflits en renforçant les positions des acteurs déjà reconnus.

Chapitre 8. « Génération climat » versus « boomers » : un conflit de générations ?

Le rapport des jeunes à l'engagement, plus particulièrement dans le domaine du réchauffement climatique, est régulièrement entendu en termes d'opposition, voire de fracture entre jeunes activistes regroupés sous l'appellation générique de « génération climat » et les plus âgés, qualifiés de « boomers », renvoyés à leur statut de génération d'après-guerre avantagée par le contexte économique, avides de consommation, peu soucieux de l'environnement et désignés comme responsables de la dégradation environnementale. Les expressions évoquées sont alors régulièrement celles de « clash », de « conflit », de « guerre » ou encore de « fracture » entre une jeunesse considérée comme progressiste et politisée, active dans la rue, mais absente des bureaux de vote, et des « baby-boomers » apathiques et conservateurs mais plus fortement mobilisés le jour des élections.

Assez vite, cette clé de lecture révèle un certain nombre d'apories, en ce qu'elle homogénéise des individus qui n'auraient pour seul point commun qu'une date de naissance proche et le fait d'avoir vécu de grands événements collectifs, dont il est supposé qu'ils seraient à eux seuls susceptibles de créer un même socle de valeurs, d'aspirations et de préoccupations. Dans le même temps, sans tomber dans des abus d'interprétation peu soucieuse de l'hétérogénéité des individus qui composent les cohortes, l'analyse générationnelle peut aussi permettre de donner à voir des évolutions sociétales importantes et des transformations progressives des systèmes de normes et de valeurs portés par les nouvelles générations de citoyens (Mannheim, 1990), notamment dans le rapport changeant au fil des générations que les hommes et les femmes peuvent entretenir avec la participation politique (Inglehart, 1977), et plus spécifiquement encore dans le rapport à l'environnement. Entre ces deux dimensions, entre l'uniformisation générationnelle et les évolutions sociétales portées par l'avènement de nouvelles générations de citoyens, se posent la question de la transmission et de la socialisation politique. Les « conflits de générations » n'opposent pas tant des âges que des modes de socialisation différents liés à des contextes d'élaboration spécifiques (Bourdieu, 1972).

Il s'agit ici de voir en premier lieu comment le concept de génération a été abordé dans l'analyse du rapport à la politique, puis de réinscrire dans un second temps ces différents enseignements dans le cas plus spécifique de l'engagement en faveur du climat, que ce soit pour en faire un enjeu de mobilisation ou un objet de clarification.

Âge et génération : des approches différentes dans l'étude du rapport à la politique

Le fait d'identifier des individus en fonction de leur âge n'est pas sans soulever un certain nombre d'imperfections concernant la réalité sociale du groupe ainsi délimité et l'illusion d'homogénéité que cette démarche peut générer avec ses frontières en apparence fixes et immuables, mais en réalité toujours plus incertaines et provisoires. Dès lors qu'il est souvent fait référence aux « jeunes » plus qu'aux « séniors » lorsqu'il est question d'évoquer une supposée fracture générationnelle dans la mesure où ce sont d'abord les nouveaux venus qui viendraient perturber l'ordre établi porté par les anciens, et non l'inverse, il peut justement être utile ici de rappeler comment la jeunesse est abordée dans la littérature

scientifique pour mieux en saisir ensuite les limites, mais aussi les perspectives nouvelles que la variable de l'âge peut offrir dans le rapport à l'engagement et à la lutte contre le réchauffement climatique.

La jeunesse se rapporte-t-elle à un âge biologique défini par des bornes inférieures et supérieures à partir desquelles il serait possible, malgré tout l'arbitraire que peut comporter une telle démarche, de repérer le groupe ainsi constitué ? Ou renvoie-t-elle d'abord à un statut défini par des politiques publiques qui contribue à reconfigurer l'« état de jeunesse » et à construire une catégorie « jeune » à travers l'élaboration de réponses spécifiques (Labadie, 2001) ? Ou s'agit-il encore d'une période transitionnelle de la vie marquée par le franchissement de nouvelles étapes clés liées à la décohabitation, au premier emploi ou à l'entrée dans la vie conjugale ou parentale ? Si l'on définit à la manière d'Olivier Galland (2011) la jeunesse comme une période de transition située entre l'enfance et l'âge adulte, entre la décohabitation familiale et la formation d'une nouvelle unité familiale, entre les études et le premier emploi, entre la dépendance familiale et l'autonomie financière, il apparaît non seulement une forte variabilité des âges de passage entre chacune de ces situations, mais aussi une discontinuité et une réversibilité entre elles. Comme le souligne, à ce sujet, Cécile Van de Velde (2008), la notion d'adulte ne renvoie plus à un statut ; elle n'est plus qu'une perspective instable avec une ligne d'horizon qui ne cesse de s'éloigner en même temps que l'aspirant adulte avance.

De ce fait, comme le montre à ce sujet une étude de l'INED sur les parcours individuels et conjugaux (EPIC – Études des parcours individuels et conjugaux), la durée des étapes de transition vers l'âge adulte n'a cessé de s'allonger ces quarante dernières années avec la précarisation accrue de l'entrée sur le marché de l'emploi, lequel conditionne très largement ensuite l'accès à l'autonomie, la possibilité de quitter le foyer parental et d'entrer dans la conjugalité. Si cet allongement concerne l'ensemble des nouvelles générations, de nombreux travaux ont souligné les fortes inégalités intragénérationnelles dans les conditions d'entrée vers l'âge adulte et un effritement des seuils de transition fragilisant de manière accrue certaines catégories de jeunes, plus particulièrement celles et ceux avec un plus faible niveau de diplôme (Peugny, 2020). Sont ainsi réunis sous ce même vocable des univers sociaux, économiques et territoriaux très différents qui posent la question de la validité épistémologique de la catégorie de la jeunesse, reprenant ainsi les interrogations, anciennes, mais toujours d'actualité, soulevées par Maurice Halbwachs (1970) : dans quelle mesure est-il possible de travailler sur un groupe social ainsi défini alors que l'appartenance toujours provisoire à une classe d'âge diffère d'une période à l'autre, d'une société à une autre, d'une catégorie sociale à une autre ?

De la sorte, les « jeunes » activistes engagés dans le champ du dérèglement climatique ne pourraient constituer un groupe social aux intérêts communs en raison de l'extrême hétérogénéité qui compose cette supposée entité. S'ajoute également à cela, au-delà des différenciations sociales entre jeunes, une diversité de situations personnelles et statutaires : certains suivent encore des études et vivent toujours au foyer parental, quand d'autres sont installés dans leur vie professionnelle et dans une vie conjugale et parentale depuis plusieurs années. Pour certains activistes rencontrés, cette désignation n'aurait d'autres objectifs que de « *vouloir faire porter la responsabilité des causes et des conséquences du dérèglement climatique aux nouvelles générations* » (Raphaël, 18 ans, Dernière Rénovation), en leur enjoignant de se mobiliser au motif qu'ils seraient les premières victimes du réchauffement climatique, et en « *déresponsabilisant* » du même coup les individus plus âgés, lesquels porteraient toutes leurs attentes et leurs espoirs de changement sur les nouvelles générations. Partant de là, les représentations sur la jeunesse véhiculées dans le champ de l'engagement sur le climat peuvent aussi être considérées comme l'expression des attentes de renouvellement exprimées par la société à l'égard des nouvelles

générations et des systèmes de valeurs qui les structurent. Pour reprendre les termes de Francis Godard (1986), ces représentations ont en effet une « *fonction miroir* » permettant de réaffirmer auprès des jeunes certaines valeurs attendues pour l'ensemble de la société, « soit en les affirmant haut et fort à l'adresse de la jeunesse, soit en faisant endosser aux jeunes les idéaux de reconstruction idéales des valeurs » (*ibid.*).

De la même manière, les différences générationnelles en matière de rapport à la politique régulièrement reprises dans les analyses politiques contemporaines ne sont ni nouvelles ni spécifiques à la France. Déjà en 1960, des chercheurs américains soulignaient l'émergence de nouvelles tendances électORALES chez les jeunes avec une baisse de l'influence familiale comparativement aux électeurs plus âgés (Campbell *et al.*, 1960). Ce « désalignement politique » était alors attribué à un effet d'âge, laissant entendre qu'avec le temps, les pratiques électORALES se conformeraient à l'influence du milieu d'origine. D'autres ont par la suite évoqué un « effet de génération » plutôt qu'un effet d'âge, en observant qu'en vieillissant ces générations confirmaient leur désalignement politique. Ils ne votaient pas différemment de leur milieu d'origine parce qu'ils étaient jeunes (sous-entendant que la situation ne serait que transitoire), mais parce qu'ils appartenaient à une génération pour laquelle l'identification partisane est plus faible que pour les générations plus âgées. Les générations de l'après-guerre participeraient de la sorte à un triple mouvement : affaiblissement de l'allégeance partisane, déclin de la participation politique et baisse de confiance envers le gouvernement (Abramson, 1979 et 1983).

Ce changement de comportement politique s'accompagne d'une transformation des valeurs sociales. La montée en puissance de la défiance institutionnelle serait d'abord liée au renouvellement générationnel et aux valeurs post-matérialistes qu'il entraîne dans son sillage. Pour Inglehart, le développement des valeurs post-matérialistes (centrées sur l'autonomie et l'expression individuelle plutôt que sur des valeurs matérielles et économiques) a impliqué de nouveaux rapports des citoyens à la vie politique et démocratique avec le passage d'une participation dirigée par les élites à une autre qui la conteste (Inglehart, 1977). Il pose ainsi les termes d'une opposition générationnelle correspondant à des niveaux différents de satisfaction des besoins : la génération qui a connu la Seconde Guerre mondiale accorde une place plus grande à la sécurité (valeurs « matérialistes »), alors que la génération qui a grandi pendant l'essor économique de l'après-guerre se préoccupe davantage de ses besoins affectifs, de sa dignité et de sa réalisation personnelle (valeurs « post-matérialistes »).

À ces transformations de systèmes de valeurs au fil des générations s'ajoute également un changement de régime de citoyenneté marqué par le passage de citoyens « déférents » et faisant preuve d'allégeance à l'égard des partis politiques, des institutions et des élus, à des « citoyens critiques » (Norris, 1999) dont le scepticisme témoignerait d'un investissement dans la vie démocratique en refusant de prendre pour argent comptant certaines orientations institutionnelles. De ce point de vue, les oppositions générationnelles perçues au moment des échéances électORALES entre des électeurs âgés mobilisés, et des nouvelles générations davantage abstentionnistes (Lardeux, Tiberj, 2022) ne peuvent être assimilées à une forme de dessaisissement politique de ces dernières. Contre l'affirmation répandue d'une dépolitisation des jeunes, il s'agit plutôt de l'avènement d'une nouvelle génération de citoyens au niveau d'éducation plus élevé, en mesure de décrypter la vie politique et de contester la légitimité de certaines figures d'autorité.

La « mobilisation cognitive » des jeunes évoquée par Inglehart pour rendre compte des compétences nouvelles dans le traitement des informations contribuerait ainsi à remplacer des citoyens de

l'allégeance respectueux des institutions et des autorités sociales et politiques, par des générations de l'engagement, plus critiques et contestataires à l'égard du pouvoir et des institutions (Dalton, Welzel, 2014 ; Tiberj, 2021). La question se pose toutefois de savoir s'il s'agit, là encore, d'une spécificité de la jeunesse (effet d'âge) ou si l'on observe davantage des convergences générationnelles sur la question du rapport des citoyens à la démocratie liée à des effets de génération, plus durables, qui affecteraient plusieurs cohortes depuis les années 1990.

Les dernières données de l'Enquête européenne sur les valeurs (EVS), qui permet de comparer sur près de quarante ans l'évolution des générations et leur rapport à la politique et à la démocratie (Lardeux, Tiberj, 2021), invitent à adopter un regard plus nuancé. Il apparaît d'abord que les jeunes citoyens se distinguent finalement très peu des autres générations actives dans leur rapport à la participation politique (Tiberj, 2021). La génération la plus atypique, parce qu'elle vote encore de manière massive aux différentes élections, quel que soit l'échelon considéré, parce qu'elle s'en remet encore très largement aux partis politiques et qu'elle apparaît en retrait des modalités d'expression politique protestataire, est d'abord la génération des plus de 65 ans. Il apparaît ensuite que, du fait des rapprochements générationnels observés entre classes d'âge actives, l'hypothèse de l'effet d'âge longtemps retenu pour expliquer le rapport plus défiant des jeunes vis-à-vis de la démocratie représentative se trouve invalidée. En avançant progressivement dans l'âge adulte, la citoyenneté critique et protestataire observée tend en effet à se maintenir au fil des années, ce qui corrobore davantage la thèse d'un effet de génération amené à perdurer dans le temps avec des jeunes qui, en vieillissant, ne perdraient pas cette citoyenneté critique et protestataire. Enfin, s'agissant plus spécifiquement des aspirations formulées par les nouvelles générations en matière de fonctionnement démocratique, l'enquête EVS fait apparaître qu'il n'y a pas de prise de distance ou de dessaisissement politique, mais une volonté affirmée pour ces jeunes citoyens d'en être les acteurs, dans des configurations profondément renouvelées, plus en phase avec leurs aspirations en termes de justice sociale, d'égalité et de participation plus directe et horizontale (Bedock, 2021).

La « génération climat » existe-t-elle ?

Ces transformations générationnelles observées dans le champ de la participation politique trouvent-elles des prolongements sur le terrain plus spécifique de l'engagement contre le dérèglement climatique, lequel serait un révélateur ou un marqueur circonstancié des tendances globales observées ? Peut-on alors parler d'une génération spécifique, une « génération climat », composée de jeunes citoyens ayant connu un événement majeur susceptible de créer un système commun de valeurs, au-delà de l'hétérogénéité des individus qui composent les classes d'âge ?

encadré 15. Âge, génération, période : quelques éléments de définition

Pour comprendre les conditions d'apparition de certains phénomènes sociaux sous l'angle de l'analyse générationnelle, les sociologues distinguent plusieurs « effets » susceptibles d'intervenir à différents degrés dans l'émergence de ces phénomènes et de leur intensité dans les différents groupes d'âge :

- Les *effets d'âge* qui correspondent au cycle de vie des individus indépendamment de la génération à laquelle ils appartiennent. Ils sont transitoires, susceptibles de se transformer au fil de l'avancement dans le cycle de vie et des événements personnels, familiaux, professionnels et correspondent à certaines étapes de la vie (enfance, jeunesse, vie active, retraite, etc.).
- Les *effets de génération* (ou de « cohorte ») situent un groupe de personnes par rapport à une année de naissance et dont il est possible de suivre les évolutions dans le cadre d'enquêtes longitudinales de suivi de cohortes. On change d'âge, mais pas de génération : l'âge est une photographie à un moment donné, la génération raconte une histoire et peut davantage se définir comme un film. Les effets de génération sont donc durables alors que les effets d'âge sont davantage transitoires.
- Les *effets de période* correspondent à des éléments de contexte liés à des événements politiques, sociaux, culturels, économiques susceptibles d'intervenir dans l'apparition de certains phénomènes sociaux et d'influencer les effets d'âge et de génération.

Les trois effets peuvent se combiner et constituer des variables explicatives de certains phénomènes sociaux. Si nous prenons l'exemple de l'abstention, celle-ci peut par exemple s'expliquer à la fois par un effet d'âge (familiarisation progressive avec la vie politique et « moratoire civique » des jeunes), par un effet de génération (changement de culture politique et avènement d'une citoyenneté distante amenée à se prolonger dans le temps lorsque les cohortes vieillissent) ou par un effet de période (contexte de défiance spécifique vis-à-vis des institutions de la démocratie représentative).

Deux erreurs classiques sont souvent commises à propos de ces concepts. La première est de considérer que l'âge est une donnée naturelle, fixe dans le temps. La seconde erreur est de considérer une génération comme un bloc, car, à l'intérieur d'une génération donnée, les tendances générales masquent souvent d'importantes disparités selon les classes d'âge, le genre, l'origine ethnoraciale, etc., qui fragilisent l'unité générationnelle et rendent difficiles des lectures homogénéisantes selon les générations.

Les représentations portées sur les jeunes activistes du mouvement climat, régulièrement dépeints dans l'espace médiatique comme une génération de militants et de militantes susceptibles de déstabiliser les valeurs traditionnelles, sinon l'ordre établi, portées par les générations plus âgées, n'apparaissent pas si éloignées de celles adoptées par le passé pour caractériser d'autres générations de citoyens engagés. On retrouve notamment quelques analogies avec celles de la génération de l'après-guerre, lorsque les événements de mai 1968 ont été perçus comme une « révolte adolescente (Burguière, 2001), un moment révolutionnaire dont la « force motrice n'aurait pas surgi d'une classe sociale, mais d'une classe d'âge » (Weber, 1998), le « premier exemple dans l'histoire » d'un mouvement fondé sur la « classe d'âge adolescente » (Dhombre, 1998). Là où la « génération climat » est régulièrement considérée comme la première à subir les effets du réchauffement climatique, la « génération 68 » a été présentée comme la première à grandir dans la société post-industrielle et dans la désillusion à l'égard des institutions sociales, ce qui aurait contribué à constituer les bases de la conscience historique de la jeunesse des années 1960. Conscience qui a déjà provoqué des conflits entre générations lorsque les plus âgés ont essayé de faire obstacle aux expériences de styles de vie alternatifs et aux protestations politiques des plus jeunes.

Chaque temps de l'histoire donne ainsi à voir des lectures homogénéisantes sur les supposées nouvelles valeurs et aspirations des générations de citoyens qui arrivent, nécessairement présentées en opposition avec celles des générations plus âgées du fait qu'elles évoluent dans un environnement présentant des spécificités socioéconomiques, culturelles, politiques génératrices de nouveaux rapports au monde. Rappelons en effet à ce sujet que, si l'on suit le cadre d'analyse de Karl Mannheim, toute nouvelle génération se distingue de la précédente par des événements importants susceptibles d'engendrer des

socialisations collectives particulières qui la différencient des autres. Il distingue pour cela quatre niveaux d'analyse sur lesquels nous souhaitons revenir afin de mettre la notion de « génération climat » à l'épreuve du cadre théorique proposé par l'auteur.

- Le premier niveau se rapporte à la « *génération potentielle* » qui regroupe l'ensemble des personnes nées à la même époque. Il s'agit plus précisément ici de la génération au sens démographique ou de cohorte, c'est-à-dire celles et ceux ayant vécu un évènement démographique (naissance, mariage, naissance d'un premier enfant, etc.) commun au cours d'une même période. Cette génération est qualifiée de « *potentielle* » au sens où elle ne constitue pas forcément un groupe et les individus qui la composent ne se vivent pas nécessairement comme appartenant à cette génération. Il s'agit selon Mannheim (1990) de « *l'ensemble des personnes nées à une même époque et qui ne forment pas nécessairement une génération d'un point de vue sociologique, sauf en période de déstabilisation sociale ou de changements sociaux* ».
- La « *génération effective* » apparaît dans des contextes de changement social rapide ou de troubles politiques, à partir desquels les nouvelles générations prennent conscience de leur différence par rapport aux anciennes générations : par exemple, la génération du Front populaire, la génération de Mai 1968. La génération effective est constituée des personnes qui ont vécu le même évènement fondateur pendant leur jeunesse, lequel va marquer durablement leur comportement malgré un rapport à cet évènement pouvant être très variable et des positionnements politiques eux-mêmes très divers. La jeunesse contemporaine se trouve ici confrontée à un évènement durable et à un autre plus ponctuel, l'un lié au dérèglement climatique inscrit dans la durée, l'autre liée à la crise sanitaire (« *génération Covid* ») de manière plus transitoire, mais dont les effets ont marqué et marqueront durablement les nouvelles générations par les conséquences que la pandémie a eues sur leur vie sociale, familiale, scolaire, culturelle, professionnelle (Amsellem-Mainguy, Lardeux, 2022). Plusieurs activistes nous rappellent à ce sujet au cours des entretiens le fait qu'ils ne seraient pas qu'une « *génération climat* », mais aussi une « *génération Covid* », et soulignent l'importance de ces évènements dans la conscience qu'ils ont d'appartenir à un même groupe d'âge ayant vécu leur entrée dans l'âge adulte dans une période de trouble, voire, comme certains le précisent, d'*« insécurité permanente »*, d'*« absence de confiance sur l'avenir »*, à l'image de Pierre, 18 ans, activiste d'Extinction Rebellion en Nouvelle-Aquitaine :

« On parle beaucoup de "génération climat", mais en plus de ça on est aussi une "génération Covid". On appartient à une génération qui enchaîne les galères quand même, et ça tout le monde en a bien conscience. Le climat, ce n'est pas un petit problème, il est question de ce que deviendra notre planète dans 20, 30, 50 ans. Le Covid ce n'est pas rien non plus de demander de s'enfermer pendant des mois ou des années chez soi avec un masque sur la bouche pour éviter de mourir, ou de faire mourir les autres. Tout ça, ça marque notre génération je ne vois pas comment ça ne pourrait pas avoir de conséquences sur notre manière de voir le monde. » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion.)

- Au sein de chaque génération effective s'opposent différentes visions du monde sur les évènements vécus, que Mannheim appelle des *unités de génération*, qui discutent d'un même problème, mais en donnent des réflexions, des cadres de référence et des idéologisations distinctes. Ce sont, pour les contemporains de Mannheim, les oppositions entre les « *romantiques* » d'un côté et les « *positivistes* » de l'autre. Pour Mai 1968, on pense notamment à l'opposition entre les « *gauchistes* » et les « *conservateurs* ». Dans le contexte actuel, les oppositions portent tant sur le degré d'adhésion accordée au réchauffement climatique (entre les « *climatosceptiques* » et « *convaincus* »), que sur le type d'action à entreprendre pour en limiter les effets. Les oppositions au sein des nouvelles générations sont vécues

et interprétées, selon plusieurs témoignages, comme un clivage entre les activistes qu'ils représentent, et les « *ignorants* », les « *passifs* », les « *égoïstes* », les « *inconscients* » ou les « *individualistes* », comme le précise à ce sujet Alexis, 19 ans, membre du collectif les Amis de la Terre :

« Maintenant tout le monde est d'accord pour dire que nous subissons le réchauffement climatique et que c'est lié à l'activité humaine. Il y en a toujours qui diront le contraire, mais dans une très large majorité de la population, cette vérité est comprise par tout le monde. Le débat qu'on rencontre souvent maintenant c'est plutôt sur l'importance qu'on accorde au problème. Et tous ceux de ma génération ne sont pas d'accord là-dessus. Il y en a qui vont dire que ce n'est pas 2 ou 3 degrés qui vont changer grand-chose, d'autres qu'il n'y a plus grand-chose à faire, et d'autres enfin qui ont bien conscience du problème et pensent qu'il est encore temps de changer le cours des choses. » (Alexis, 19 ans, Les Amis de la Terre.)

Les représentations portées par les unités de génération peuvent devenir le ciment de l'action collective pour des *groupes concrets*, selon les termes de Karl Mannheim, c'est-à-dire les « noyaux durs » qui se caractérisent par le fait que les individus qui les composent forment « *in concreto* » un groupe constitué sur la base de « la libre volonté » permettant d'élaborer des « formes de sociétés » (associations, syndicats, etc.) en parallèle des « formes de communautés » (familles, parenté). C'est au travers des groupes concrets que les générations deviennent les acteurs de l'histoire en donnant, au travers des liens qui les unissent et des engagements qu'ils portent, des sentiments d'appartenance à une même unité générationnelle. Nous pensons bien sûr ici aux activistes de notre enquête, représentant des groupes concrets et porteurs d'une vision, d'une réflexion et de méthodes d'action spécifique mobilisées en vue d'influencer le cours de l'histoire.

L'appareillage théorique proposé par Karl Mannheim il y a près d'un siècle a permis de donner des clés de lecture stimulantes sur le renouvellement générationnel en soulignant l'importance de ne pas « naturaliser » la notion de génération. Les dynamiques sociales demeurent centrales dans le passage de la potentialité générationnelle à son caractère effectif, et le seul fait d'être confronté à un moment donné et dans un même espace à un évènement collectif (comme le dérèglement climatique) n'est pas suffisant pour créer une génération. Pour que cela devienne possible, il importe que cet évènement potentiellement déstabilisateur soit susceptible ensuite de créer un lien réel entre individus qui se trouvent dans la même situation de génération. Si l'on suit le cadre d'analyse de Mannheim, les jeunes activistes engagés sur le climat pourraient de ce point de vue être constitutifs d'une « génération politique » (Heberlé, 1951) en produisant une vision du monde, des cadres de référence et de réflexion sur un problème identifié comme central pour leur avenir, sans pour autant que toutes et tous s'accordent sur la meilleure façon pour l'aborder et le traiter. Toutefois, si le dérèglement climatique est conçu comme un évènement majeur dans l'histoire de l'humanité, tant par les activistes engagés pour en limiter ses effets que par les scientifiques pour en saisir ses évolutions et fournir des éléments prospectifs sur les transformations environnementales qu'il génère, la perspective développée par Mannheim peut présenter dans le cas présent certaines limites sur les conditions d'émergence d'une telle « conscience de génération ».

L'analyse repose notamment sur une vision de la génération qui reste prisonnière d'une conception idéaliste où l'histoire fait des idées, et chaque période serait systématiquement scandée par de nouvelles façons de voir et d'habiter le monde (Boumaza, 2009). Ensuite, la perspective développée par Mannheim suggère qu'une génération se forge principalement pendant la jeunesse, esquivant la dimension processuelle et, à travers elle, les transformations des cadres normatifs et des systèmes de valeurs portées différemment par ces générations qui, ne l'oubliant pas, continuent d'évoluer au fil des âges (la

« génération 68 » a été par exemple perçue comme progressiste quand elle était jeune, pour devenir ensuite une génération composée d'électeurs votant plus fortement pour des partis conservateurs en vieillissant (Denni, 2012). Enfin, et il s'agit de la principale limite, le risque est important de perdre de vue les clivages autres que générationnels, liés au genre, à l'origine sociale ou ethnique, au territoire, à la religion, ou toute différence de statut entre les groupes. En somme, la clé générationnelle gomme toutes les autres clés explicatives des mobilisations et il convient de ce fait de combiner à l'approche générationnelle d'autres variables, sans quoi l'analyse ferait preuve de cécité partielle et donc de partialité sur les mouvements sociaux et les mobilisations que l'on entend analyser.

De ce point de vue, si nous retenons la définition générale de Margaret et Richard Braungart, « il y a génération politique lorsqu'un groupe d'âge historique se mobilise pour œuvrer au changement social et politique » (Braungart, Braungart, 1989, p. 9), les jeunes activistes engagés contre le dérèglement climatique ne sont toutefois représentatifs ni de l'ensemble de leur groupe d'âge, ni des clivages et différenciations qui le composent. En cherchant par ailleurs à repérer les traits distinctifs d'une nouvelle génération par rapport à la précédente, le risque est grand d'opposer artificiellement des générations entre elles sur la base de ce qui les distingue plutôt que de ce qui les rapproche. Le rôle de la socialisation intrafamiliale et de la transmission d'une génération à une autre de normes et de valeurs se trouve ainsi placé au second plan, alors qu'elles contribuent aussi à établir certaines continuités générationnelles, notamment dans le rapport à la politique où l'on peut voir des rapprochements de l'ensemble des classes d'âges actives (Tiberj, 2021), mais aussi dans le rapport à l'environnement avec des générations « intermédiaires » également impliquées depuis les années 1980 dans l'engagement pour la défense de l'environnement (Bozonnet, 2005). Les nouvelles générations sont de la sorte imprégnées des expériences antérieures et conservent l'empreinte du temps des générations précédentes. Dans la dynamique sociale de la succession des unités, il y a, d'une part, ce que chaque génération apporte de nouveau dans le système – ce qui constitue une part plus au moins grande du changement social – mais aussi, d'autre part, la nécessaire transmission d'un socle de valeurs à travers la série ininterrompue des générations – ce qui assure la survie du système (Attias-Donfut, 2009).

Enfin, rappelons qu'en se concentrant sur les conditions d'émergence des générations en lien avec l'apparition d'événements « historiques » (par définition rares), les faits de « basse intensité » se trouvent soit ignorés soit sous-estimés, malgré leur influence potentielle dans la construction des opinions ou des attitudes qui distinguent certaines cohortes de celles qui les ont précédées ou qui les suivront.

La variable de l'âge : s'en défaire pour mieux s'en référer

Que ce soit pour la défendre ou la pourfendre, s'en référer ou s'en défaire, la variable de l'âge reste centrale dans les activités militantes des activistes du mouvement climat. Elle agit sur les parcours et leurs représentations, les structure et les transforme en fonction des contextes d'interaction et des situations au cours desquels elle est mobilisée, surinvestie ou, à l'inverse, ignorée ou effacée, que ce soit par les activistes d'une part, les élus, les administrés et les médias d'autre part, lorsqu'ils sont amenés à interagir avec eux. Pierre, 18 ans et activiste dans un groupe local d'Extinction Rebellion en Nouvelle-Aquitaine, en témoigne :

« Moi j'ai le sentiment que ce n'est pas nous qui nous qualifions de "génération climat". On n'a jamais cherché à nous regrouper "entre jeunes" et à nous définir comme ça. C'est purement un truc des médias de dire que nous sommes la "génération climat", ça me dérange beaucoup parce que derrière ça, il y a un peu l'idée que ceux qui sont plus âgés n'en auraient rien à faire du réchauffement climatique, et que donc, ils n'auraient rien à faire avec nous. » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion.)

Il importe de ce point de vue de revenir ici sur les différents usages et interprétations de la notion de génération par les activistes eux-mêmes et des rapprochements et/ou des distances dont ils et elles témoignent avec les générations plus âgées au cours de leurs activités militantes. Plutôt qu'une perspective en termes de conflit ou de solidarité intergénérationnelle, de convergence ou de divergence, de similarité ou de distinction, les propos rapportés par les activistes donnent davantage à voir des mécanismes d'appartenance à une unité générationnelle au sens de Mannheim, qui se construit en rapport ou à distance avec celle qui l'a précédée.

Rappelons en premier lieu qu'opposer une génération à une autre sur la question de l'environnement n'est pas un phénomène nouveau et n'est pas apparu à la suite du discours de Greta Thunberg à l'ONU le 23 septembre 2019 au cours duquel elle condamnait l'inaction des politiques et la responsabilité des dirigeants dans le dérèglement climatique et de ses conséquences sur les nouvelles générations. Cette démarche avait déjà été observée au sommet de Rio en 1992 lorsque la Sud-Africaine Severn Cullis-Suzuki prononçait à 12 ans un discours marquant pour encourager sa « *génération* » à engager des actions face à de « *adultes passifs* ». Mais au-delà des discours et des engagements militants des nouvelles générations, la question se pose régulièrement de savoir dans quelle mesure ces valeurs environnementales et les pratiques écologiques se diffusent dans l'ensemble des générations, ou comment elles peuvent à l'inverse être spécifiques à la jeunesse contemporaine.

À contre-courant de l'idée répandue d'une plus forte sensibilité des jeunes à l'environnement ou de pratiques écologiques plus affirmées, plusieurs enquêtes statistiques ont à ce sujet nuancé le propos en soulignant davantage la faible influence de la variable de l'âge sur les valeurs et pratiques environnementales. L'enquête « Mode de vie et pratiques environnementales des Français » réalisée par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) en 2017 (donc avant les marches pour le climat et la médiatisation suscitée par les actions initiées par le mouvement climat) avait même révélé un degré de sensibilité à l'environnement moins prononcé chez les moins de 25 ans que chez leurs ainés³⁷. Du point de vue des pratiques écologiques, l'enquête mettait par ailleurs en évidence un « moindre effort » des jeunes dans le tri des déchets, le recyclage, la réduction de la consommation d'énergie et la recherche d'achat local que la moyenne des Français et des Françaises. Même s'il convient de nuancer les conclusions de cette enquête, dans la mesure où les 18-24 ans vivent encore dans le foyer parental, pour une part conséquente d'entre eux, et restent encore dépendants de leurs parents dans les choix relatifs aux tâches ménagères (tri des déchets, achat ménager, consommation d'énergie), ces résultats interpellent. D'autres enquêtes statistiques ont par la suite confirmé ces convergences relationnelles en matière de pratiques et de valeurs environnementales, notamment l'enquête Mouvement climat, à destination d'un public déjà sensibilisé à l'engagement environnemental et menée par des chercheurs du laboratoire Pacte de Sciences Po Grenoble, qui révélait que sur la plupart des indicateurs relatifs aux pratiques environnementales, aux représentations

³⁷ S'agissant de leur degré de sensibilité à l'environnement, seuls 26 % des 18-24 ans s'attribuent une note 6 ou 7 sur une échelle de 1 à 7, contre 42 % en moyenne toutes classes d'âge confondues.

du mouvement ou aux valeurs et attentes en matière d'environnement, il existe peu de différences générationnelles (Alexandre, Gougou, Lecoeur, Persico, 2021). Les seuls écarts observés portaient sur le pessimisme des nouvelles générations dans la confiance accordée à la collectivité pour réagir à temps, leur plus forte acceptation de contournement de certains principes démocratiques pour accélérer la prise de décision ou encore leur plus fort niveau de défiance exprimée à l'égard de la politique partisane.

Les activistes de notre enquête font également ressortir cette « *coopération intergénérationnelle* » et la nécessité d'engager des liens forts et sans ambiguïté sur le dérèglement climatique afin de ne pas s'exposer aux tentatives de division de leur mouvement. Maintenir cette cohésion impliquerait de prendre acte de l'existence de certains clivages, lesquels sont davantage sociaux que générationnels, davantage liés à des degrés différents d'insertion dans la société d'un individu à un autre et à des rapports à l'environnement et l'engagement qui peuvent de ce fait plus fortement fluctuer. Pour Pauline, 21 ans et activiste dans une antenne locale de Youth for Climate en Rhône-Alpes Auvergne, ce qui divise les « *jeunes et les vieux* » ce ne serait pas tant les enjeux climatiques que le fait que « *les jeunes sont plus souvent précaires et les plus âgés plus souvent propriétaires* ». Elle déplore à ce sujet l'injustice climatique et des effets différenciés du dérèglement selon la classe sociale à laquelle on appartient, et non selon l'âge, « *même si les deux se recoupent naturellement* ». Il importe alors de surmonter ces différences de situations et de conditions de vie liées à l'âge pour présenter un mouvement qui se veut solidaire et non exclusif. Pour Léonie, 34 ans, militante à Alternatiba et soucieuse d'entretenir des liens de solidarité entre activistes aux caractéristiques sociodémographiques parfois éloignées, une opposition générationnelle ferait courir le risque d'une « *décrédibilisation* » de leur mouvement. Le contexte d'accélération du réchauffement climatique implique un élargissement des catégories de citoyens concernés dès lors que les canicules se succèdent et touchent désormais l'ensemble des catégories d'âge :

« L'opposition générationnelle n'est pas le bon message. Avec l'accélération du changement climatique, ce ne sont plus les enfants de demain, mais les enfants d'aujourd'hui, leurs parents et leurs grands-parents qui vivent ou qui vivront dans des conditions terribles. Moi, ce que je me dis, c'est que c'est moi qui vais vivre dans des conditions terribles. J'ai 34 ans. Dans quelles conditions je vais vieillir ? En fait, ce qui va être encore plus dur, c'est d'être âgé dans des conditions climatiques extrêmes et ça nous impose d'avoir un combat qui implique toutes les générations. » (Léonie, 34 ans, Alternatiba.)

Plusieurs activistes évoquent certaines « *pratiques écocides* » des générations plus âgées, ou présentent des exemples précis de leurs grands-parents qui « *pour faire démarrer un barbecue jettent l'huile d'essence dans le feu pour le faire partir* » (Laure, 25 ans, Extinction Rebellion). Mais l'apaisement intergénérationnel auquel aspirent de nombreux activistes rencontrés ne peut exister sereinement sans replacer « *dans le sens de l'histoire* » (Jules, 22 ans, les Amis de la Terre) les difficultés rencontrées par chacune de ces générations selon les contextes historiques et les conjonctures socio-économiques. Plusieurs, comme Laure, se réfèrent à ce sujet à la vidéo, devenue virale, de Camille Etienne intitulée « *Réveillons-nous* »³⁸, dans laquelle elle évoquait la nécessité de trouver des points de convergence avec « *des générations qui ont connu la guerre* » afin d'insuffler dans l'ensemble de la société les valeurs environnementales et raffermir une conscience écologique :

« Ce que dit Camille Etienne, c'est que chaque génération a eu ses défis, ses challenges et je ne peux pas en vouloir à mes grands-parents, parce qu'eux, ils ont vécu la Seconde Guerre mondiale, ils vivaient dans de la paille, dans le froid et après, ils ont connu les Trente Glorieuses, tout le développement économique et la

³⁸ <https://www.youtube.com/watch?v=1Mw5ADaHyFo>

technologie. Forcément, on se laisse endormir après et c'est normal. Et le plastique, c'est formidable. Ça apparaissait comme la bonne solution à l'époque, mais maintenant, ça ne l'est plus. C'est difficile de leur faire comprendre que ce n'est pas un retour en arrière, que ce n'est pas une perte de confort, mais qu'au contraire, c'est de la sobriété heureuse. C'est un optimum de bonheur, comme on peut dire. C'est avoir tout ce qu'il nous faut, mais de manière suffisante. Ça reprend un peu en suédois, le mot "lagom", c'est juste assez. Pas trop. Juste assez. [...] L'idée c'est de ne pas revenir en arrière, et de leur jeter la pierre, mais de leur dire qu'on veut aller vers des solutions plus eco-friendly, et de les sensibiliser aussi à ça. » (Laure, 25 ans, Extinction Rebellion.)

Dans une logique d'union plutôt que de division, et face aux interprétations régulièrement entendues en termes de « fossé générationnel », de « clash » ou d'« opposition », l'enjeu d'une plus forte solidarité intergénérationnelle demeure central pour de nombreux activistes. Au-delà de la sincérité de la démarche, il s'agit aussi plus utilement de diffuser l'image d'un mouvement se devant d'apparaître comme « uni », « solidaire », « respectueux » et « consensuel » afin de contrebalancer les attaques en sectarisme ou en élitisme portées par les médias et reprises par certains adversaires issus du monde économique ou politique. Mais le souci d'union n'efface pas certaines variations intergénérationnelles sur lesquels certains activistes sont revenus au cours de l'enquête.

Variations intergénérationnelles

Malgré la volonté affirmée de nombreux activistes de défendre au sein de leur collectif la diffusion d'une solidarité transgénérationnelle, des oppositions d'ordre idéologique, politique, économique ou militante demeurent toutefois, tout comme subsistent, selon plusieurs activistes, des conceptions différentes de la notion d'« urgence » et de son degré d'intensité selon la génération à laquelle on appartient.

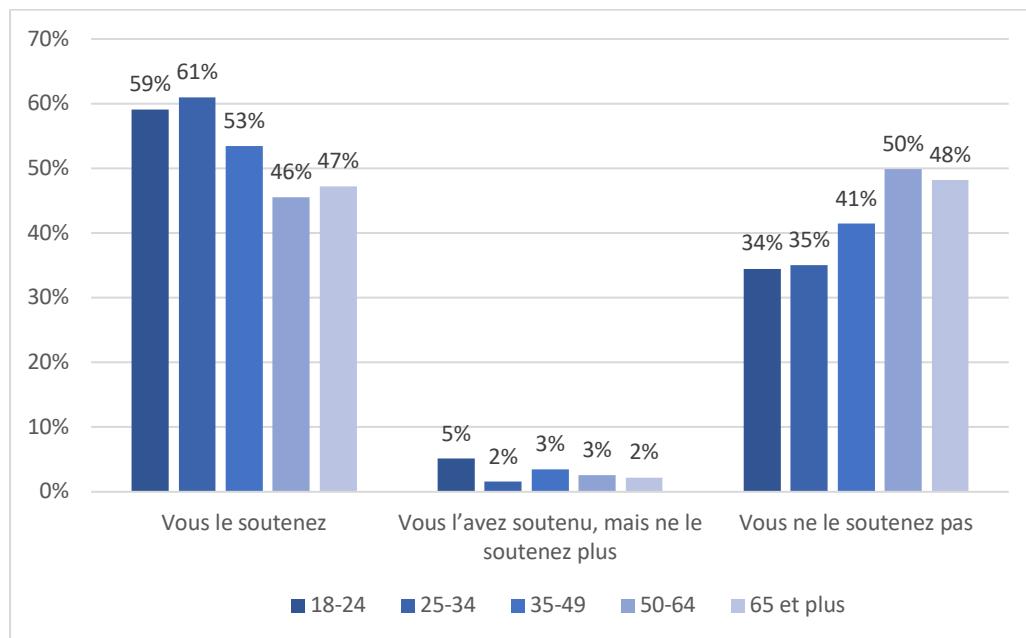
Des travaux entrepris ces dernières années ont tenté d'expliquer certaines différences intergénérationnelles dans le domaine environnemental à travers la notion d'« amnésie écologique », ou d'« amnésie générationnelle » stipulant que chaque génération considère le point de référence initial d'un écosystème à partir de celui qu'il a connu depuis sa naissance, et non à partir d'un espace-temps plus vaste qui permettrait de prendre plus fortement la mesure des changements écologiques en cours. C'est le phénomène des *shifting baselines* (Dubois, 2012) : la perception et les valeurs d'un individu évoluent en même temps que son environnement. La nouvelle génération prenant appui sur l'état déjà « dégradé » qu'elle a toujours connu, cette situation devrait mécaniquement réduire sa perception de l'urgence et des changements environnementaux en cours, comparativement aux anciennes générations qui, à l'inverse, ont pu suivre au fil des âges les différentes phases du dérèglement climatique. Cette situation devrait donc, si on suit ce raisonnement, les rendre plus lucides sur l'ampleur des changements environnementaux.

Or, il semblerait que, dans le cas présent, nous soyons dans une situation inverse. Ce n'est pas l'expérience longue et concrète des évolutions du changement climatique qui accentue le degré d'alerte, mais le fait d'être né et d'avoir grandi dans un environnement incertain qui semble susciter une plus forte prise de conscience des nouvelles générations. Plus les conséquences du dérèglement climatique sur l'environnement sont visibles, plus les nouvelles générations idéalisent un monde passé qu'elles n'ont pas connu alors que les anciennes pourraient davantage accepter le dérèglement climatique en relativisant les changements subis. Pour Lucas, 18 ans, membre du collectif Youth for Climate en Pays de Loire, nous serions ainsi passés d'une génération pour laquelle le dérèglement climatique restait un « *risque encore abstrait et lointain dans un monde encore sain* » à une autre pour

laquelle « *le dérèglement se perçoit chaque jour, de manière concrète et réelle* ». De ce point de vue, ces générations n'ont pas grandi avec la même notion d'urgence climatique ce qui implique à la fois, toujours selon Luca, des attentes plus fortes à l'égard du pouvoir et des élus pour parvenir à des accords importants.

Ces variations de perception sur le dérèglement climatique contribueraient à accentuer le déficit d'image du mouvement climat auprès des populations plus âgées. Sans confirmer le lien entre sentiment d'urgence et soutien à la cause climatique, l'enquête postélectorale Youngelect³⁹ réalisée en avril-mai 2022 atteste toutefois des différences importantes selon les catégories d'âge dans le soutien apporté au mouvement climat. Alors que les classes d'âge qui soutiennent le plus le mouvement sont les plus jeunes (59 % de soutien chez les 18-24 ans et 61 % chez les 25-34 ans), celles qui déclarent ne pas soutenir le mouvement sont les catégories d'âge les plus âgées : 50 % chez les 50-64 ans et 48 % chez les plus de 65 ans.

GRAPHIQUE 7. SOUTIEN DÉCLARÉ AU MOUVEMENT CLIMAT SELON LES CLASSES D'ÂGE



Source : Young Elect 2022, Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux.

Lecture : en 2022, 59 % des individus âgés de 18 à 24 ans déclaraient soutenir le mouvement climat.

Selon plusieurs activistes, les représentations différencieront du mouvement climat selon les classes d'âge trouvent leurs origines tant dans la sphère idéologique (quelle place accorder à la croissance ? à la justice climatique et sociale ? Quelle démocratie pour quelle action politique ? etc.) que sur celle relative aux pratiques militantes et à la place de la désobéissance civile dans les actions initiées.

- Concernant la dimension idéologique d'abord, plusieurs activistes soulignent des divergences générationnelles importantes dans le champ économique, plus particulièrement sur la question de la place à accorder à la notion de croissance, qui serait perçue selon Anne, 17 ans, activiste dans un groupe

³⁹ Enquête pilotée par Vincent Tiberj et Amaïa Courty (Centre Émile Durkheim, Sciences Po Bordeaux), soutenue par l'INJEP et réalisée entre fin avril et fin mai 2022 auprès de 1 723 personnes, dont un suréchantillon de 499 jeunes de 18-35 ans, et un échantillon de 1 224 personnes représentatif de la population française (quotas par âge, sexe, profession, niveau de diplôme, lieu d'habitation).

local de Youth for Climate en région Rhône-Alpes Auvergne, comme un « *idéal permanent de réussite à atteindre* » alors que les jeunes activistes prônent à l'inverse la « *décroissance pour lutter contre la surconsommation et les déchets, et réduire les dépenses énergétiques et l'empreinte écologique.* » (Anne, 17 ans, Youth for Climate.) Bien que le sujet soit source de frictions, la plupart des activistes se montrent toutefois régulièrement empathiques et justifient ces différences, à la manière de Cléo (activiste de 19 ans à Youth for Climate depuis 2020 dans le sud de la France), non par des caractéristiques individuelles, mais par des contextes socioéconomiques antinomiques dans lesquels ont évolué les différentes générations : pour les plus âgés, un contexte d'après-guerre où il importait de reconstruire un pays, et donc de « *faire tourner la machine industrielle au max* » ; pour les générations les plus récentes, un contexte actuel où il importe de « *consommer moins et mieux pour éviter de tout démolir* ». Ces différences de contexte expliqueraient selon Cléo des différences de conception sur la croissance économique opposant « *les boomers qui ont grandi dans cette idée de croissance infinie, un horizon sans fin de production et de surconsommation* » et les jeunes activistes du mouvement climat qui défendent « *d'autres modèles économiques, plus vertueux, non pas orientés sur cette vieillie idée de la réussite capitaliste, mais de la consommation verte, responsable, raisonnée* » (Cléo, 19 ans, Youth for Climate).

Ces oppositions idéologiques entre générations entendues à un niveau macrosocial pourraient aussi avoir des répercussions à l'échelle individuelle, sur les « *critères de réussite* » que chacun se donne pour évaluer son parcours de vie :

« Pour les vieux, réussir dans la vie, c'est avoir un boulot, être proprio, élever des gosses et avoir quelques jours de vacances dans l'année. Je ne peux pas me satisfaire de ça, je veux surtout m'accomplir personnellement, pas forcément avoir le même boulot toute ma vie, pas forcément avoir une vie de famille, pas forcément être proprio, tout ça. Et là-dessus je sais que les vieux, ça bloque un peu quand on leur dit ça. » (Pierre, 18 ans, Extinction Rebellion.)

Ce type de clivage générationnel sur les perspectives d'avenir s'explique selon Loïc, 21 ans, activiste dans un groupe local d'Extinction Rebellion dans la région Pays de la Loire, par des prises de risque qui seraient devenues dépendantes du degré d'intégration dans la société, de ce que « *chacun serait prêt à mettre dans la balance ou pas* » avec des « *vieux installés* » perçus comme bien intégrés socio-économiquement, pour lesquels les « *conditions matérielles sont tellement confortables qu'elles leur feraient perdre le goût de la révolution* ». Quant aux jeunes activistes, qui comme lui, dépendent financièrement de leurs parents, Loïc perçoit ce moment comme une « *opportunité pour renverser la table* » :

« Nous nous posons moins de questions, peut-être, parce qu'on n'a pas encore un travail ni rien. Mais on a une colère de ouf parce qu'en fait, le futur qui nous attend, c'est nous qui allons devoir gérer. Et il y a peut-être plus d'énergie, en tout cas là-dedans, et les évolutions sont différentes. Mais, du coup, on va avoir des positions différentes là-dessus. Et on va se poser moins de questions si on veut donner un bon coup dans la fourmilière, alors que les vieux souhaitent rester dans le confort de leur propre vie. » (Loïc, 21 ans, Extinction Rebellion.)

Pour d'autres, à l'image d'Axel, 21 ans et activiste depuis 2018 à Youth for Climate en région Nouvelle-Aquitaine, les oppositions générationnelles ne s'arrêtent pas à la seule question des différences de prise de risque que chaque génération accepterait ou non de prendre, mais concernent aussi les évolutions du rapport aux activités professionnelles ou scolaires et du sens à donner à chacune de ses activités. Axel y voit une « *dissonance cognitive* » longtemps entretenue selon lui par les précédentes générations, entre l'*« importance accordée au travail* » d'une part, et l'*« absence de sens sur les raisons de ce travail* » d'autre part :

« Il y a surtout une rupture autour du discours, des études, de l'information, qui sont dans l'imaginaire collectif, l'investissement dans l'avenir, cette idée qu'il faut avoir de bons résultats, faire ses devoirs, des trucs un peu de base et la rupture entre ça et le fait de se dire "Oui, mais si ça se trouve, dans cinq ans, ça ne servira plus à rien parce qu'il y aura je ne sais pas quelle catastrophe qui va nous impacter." » (Axel, 21 ans, Youth for Climate.)

- À ces variations générationnelles sur le sens à donner aux études et aux activités professionnelles s'ajoutent par ailleurs d'importantes divergences sur les types d'actions militantes à initier, et notamment la place accorder à la désobéissance civile et la légitimité de ce type d'action dans les orientations militantes engagées. Loïc y voit une source de désaccords avec des militants plus âgés, plus aguerris à l'*« action syndicale traditionnelle »*, laquelle tournerait essentiellement autour « *des piquets de grève, des manifs, quelques banderoles, la sono et des merguez* » (Loïc, 21 ans, Extinction Rebellion) et ne serait pas adaptée aux actions plus dures de jeunes activistes qui souhaitent interpeller plus frontalement la société civile et les décideurs :

« C'est souvent compliqué de faire des trucs ensemble [avec des personnes plus âgées] sur une lutte. Je sais qu'on avait déjà essayé de monter des actions avec plusieurs syndicats différents. Et c'était compliqué parce qu'on n'a pas les mêmes limites justement sur la "déter" et la définition de la non-violence, sur la désobéissance civile. Ils vont être plus frileux. Pas toutes les personnes plus âgées, en tout cas. Mais, moi, ce que j'ai constaté, c'est qu'il y a des personnes plus âgées dans certains collectifs qui freinent un peu le truc, ça leur fait un peu peur. Alors que, des gens beaucoup plus jeunes, ils vont se poser beaucoup moins de questions et vont mettre la tête dans le truc et être beaucoup plus déter, quoi. » (Loïc, 21 ans, Extinction Rebellion.)

Au-delà de certains désaccords entre l'action collective traditionnelle portée par des générations plus âgées et celle plus radicale défendue par les jeunes activistes des collectifs du mouvement climat, des divergences apparaissent aussi sur la place accordée aux « *discours* », au « *débat* », au « *blabla* » qui serait spécifique, selon les activistes rencontrés, aux anciennes générations de militants. Pour Julia, 19 ans, membre d'un groupe local de Youth For Climate situé dans la région PACA, malgré la « *coopération intergénérationnelle* » qu'elle observe au cours des réunions inter-organisations dans le sud de la France, elle regrette toutefois des décalages persistants avec des associations composées d'anciennes générations de militants sur la trop grande place accordée aux discussions préalables pour activer certaines actions :

« On n'a pas du tout les mêmes moyens de fonctionner. Et pour avoir fait quelques réunions d'associations avec eux, on va dire que c'est beaucoup de débats, de parler, de machin et il y a un peu moins d'actions, à mon sens, qui sont concrètes, et c'est ça qui me gêne un petit peu parfois dans le milieu associatif, c'est que j'ai l'impression que parfois, les réunions pouvaient durer trois heures pour qu'au final, ce soient juste des mises en opposition de points de vue et qu'on n'arrive pas à grand-chose. C'est vrai que nous, ils nous ont aidés et c'était le symbole, je pense aussi de fraternité intergénérationnelle qui nous a beaucoup aidés en tout cas à se développer, mais qui n'est pas toujours simple à mettre en œuvre. » (Julia, 19 ans, Youth for Climate.)

On retrouve dans les propos de Julia la typologie régulièrement reprise de Jacques Ion (2012), qui distinguait déjà dans les années 1990 l'*« engagement timbre »* des anciennes générations de militants et l'*« engagement post-it »* des nouvelles. La première est supposée avoir une dimension plus idéologique, fondée sur le débat d'idées avec une fidélité forte à la ligne politique défendue par le syndicat ou le parti politique. La seconde, qui se réfère aux nouvelles générations de militants et de militantes, se distinguerait par la volatilité et la souplesse d'un engagement « *à la carte* », davantage orienté vers le pragmatisme de l'action collective. Cette ligne de partage, si elle détient une part de vérité dans certaines oppositions générationnelles observées, reste toutefois contestable sur le clivage

opposant l'idéologique des anciennes générations et le pragmatisme des nouvelles, ce dernier étant régulièrement associé par les détracteurs du mouvement climat à l'absence de posture réflexive et de cohérence politique de ses militants et militantes. S'agissant d'abord de l'engagement « idéologique » et de long terme des anciennes générations, les recherches d'Axelle Brodiez-Dolino (2006) sur les militants du Secours populaire dans les années 1950 montrent bien les difficultés rencontrées à cette époque par le secteur associatif pour conserver dans la longue durée ses adhérents, lesquels se révélaient déjà très « volatils », revendiquant leur autonomie et leur liberté de s'engager au gré des circonstances du moment. Au même titre que le « post-it » pouvait exister dans les années 1950, le militantisme « total » et sa dimension idéologique peuvent aussi se rencontrer dans certains engagements contemporains, que ce soit à travers des ZAD, des occupations de place ou des luttes intersectionnelles où s'articulent des positions à la fois idéologiques, politiques et pragmatiques sur le cours des actions engagées.

Plus qu'un passage historique du « total » au « distancié », c'est donc davantage dans la coexistence de ces deux formes, ou de passage alternatif de l'un à l'autre dans le cours d'un parcours militant, qu'il semble plus juste de rendre compte. S'y ajoutent l'influence du choix des terrains par les chercheurs et les chercheuses et les angles choisis par les médias, qui contribuent aussi à accentuer l'opposition entre la « fossilisation » des militants d'hier et la « fertilisation » des nouveaux engagés d'aujourd'hui (Lardeux, 2016). Comme le signalent à ce sujet Frédéric Sazwicki et Johanna Siméant (2006, p. 101), « le fait de privilégier l'étude des formes de militantisme empiriquement nouvelles, au moins par la thématique qu'elles adoptent, n'est pas sans contribuer à ce biais consistant à confondre nouveauté thématique et nouveauté des militants ».

Conclusion

En même temps que l'engagement pour le climat tend à prendre une place croissante dans l'espace médiatique par l'attention accrue portée ces dernières années sur le sujet et, dans le champ politique, par les réponses apportées aux nombreuses interpellations des collectifs et des militants qui les composent, les connaissances scientifiques sur des aspects plus enfouis de l'action collective « en train de se faire » dans le cours des engagements et les réflexions sur les modalités de leur mise en œuvre, leurs finalités et leurs difficultés demeurent encore parcellaires. C'est ainsi que l'aspect parfois spectaculaire des actions engagées agit comme force d'attraction sur ce qui se donne instantanément à voir et à entendre dans le cours des mobilisations, lesquelles, nécessairement circonscrites dans le temps et dans l'espace, tendent à ranger du côté du spontané, du provisoire, du désordre ou du pathologique, des engagements qui incarnent pourtant des transformations générationnelles plus profondes dans le rapport que les jeunes citoyens entretiennent désormais avec la vie politique et démocratique. Les clés de lectures habituellement adoptées dans le temps provisoire de l'action tendent également à éprouver des difficultés à dépasser certains jugements de valeur entre idéalisation de l'engagement des nouvelles générations d'un côté ou criminalisation de leurs actions de l'autre, et à laisser de côté l'analyse du travail militant en lui-même, les agencements, les principes et les valeurs qui organisent, rassemblent ou divisent les activistes, ainsi que les transformations plus générales des « régimes de citoyenneté » auxquels ces activités militantes donnent lieu.

Cette enquête visait ainsi à dépasser l'ordre du singulier pour renouer avec une analyse de la « routine militante ». Elle cherchait moins à porter le regard sur l'action spectaculaire que sur la mobilisation routinière, sur le travail de structuration de ces collectifs, des négociations à l'œuvre dans le travail de cadrage de l'action collective, des controverses également qui les animent et qui contribuent à déconstruire l'image monolithique entretenue d'un mouvement en réalité extrêmement hétérogène. Différentes lignes de démarcation sont ainsi apparues au fil de l'enquête, qui portent sur la place de la désobéissance civile et le type d'action à employer pour trouver le juste équilibre entre la « sensibilisation douce » à destination des citoyens et l'« interpellation dure » à l'endroit des décideurs ; sur le degré et le type de négociation avec les élus, entre crainte de « récupération » du mouvement et aspiration pour des articulations renouvelées avec le champ de la politique traditionnelle ; sur les relations intergénérationnelles entre préservation et nécessaire reconstruction ; sur la place de l'« éco-anxiété » entre risque de dépolitisation et moteur d'engagement.

Mais au-delà de ces démarcations, et des controverses qui animent les espaces de négociation entre activistes du mouvement climat, il importe d'insister sur leur capacité à surmonter les clivages apparents autour de valeurs et de pratiques communes de l'action collective. Parmi ces dernières, le degré d'urgence climatique ressenti par les activistes semble constituer le socle central et inaltérable sur lequel se consolide l'action collective, par-delà les différences qui auraient pu, dans d'autres circonstances et sans l'existence d'un motif de mobilisation aussi fédérateur, désunir le mouvement. Alors que les sujets de division ne manquent pas, le maintien dans le temps de ce mouvement et sa capacité à renouveler les modes d'action, les profils des militants, les territoires concernés prouvent, s'il en était besoin, l'intensité de la préoccupation climatique parmi la nouvelle génération, au point que sa simple évocation suffit bien souvent à rassembler sous une même bannière des orientations parfois extrêmement opposées. Cette situation vient rappeler l'actualité de la question climatique et les

transformations générationnelles d'envergure auxquelles elles donnent lieu avec le passage de relais d'une ancienne génération pour laquelle le dérèglement climatique restait un risque encore abstrait et lointain à une nouvelle pour laquelle il n'est plus question de risque mais de réalité quotidienne, présente, factuelle. Ces générations n'ont pas grandi avec la même notion d'urgence climatique ce qui implique non seulement des attentes et des exigences plus fortes de leur part à l'égard du pouvoir politique pour parvenir à des engagements importants en matière de transition écologique, mais aussi la nécessité pour elles et eux d'insuffler « par le bas » de nouvelles dynamiques de participation à la vie démocratique.

Avec la démultiplication de nouveaux types de mobilisation en même temps qu'un retrait marqué de l'ensemble des citoyens de la participation électorale, la relation des citoyens est régulièrement évoquée en termes de « crise » (crise de la démocratie, crise de légitimité des élus, crise de régime, etc.). Les travaux et les données disponibles s'accordent également pour souligner le fait que les jeunes vivent de manière exacerbée deux phénomènes croisés : ils se sentent de plus en plus éloignés des instances de démocratie représentative et ils refusent de ce fait de s'engager dans un système dont ils se sentent exclus (Blondiaux, 2017). La description de ce tableau général de défiance peut paraître sombre et pessimiste. Il peut aussi donner à voir un nouveau rapport des jeunes à la démocratie qui annonce des lendemains plus prometteurs en termes de participation effective aux affaires publiques. En réaction à cette situation, ce que laisse notamment voir ce rapport, c'est un intérêt pour la politique toujours plus affirmé avec le retour à l'imaginaire politique qui ne se limite plus au vote. En même temps que nous assistons à un épuisement du modèle de représentation, on observe, à travers ces engagements contre le dérèglement climatique, une aspiration des nouvelles générations à réinventer la démocratie. Celle-ci s'appuie notamment sur les formes innovantes de participation horizontale facilitant le partage et la collaboration *via* le recours aux outils numériques entre autres. Elle s'incarne aussi plus globalement dans des modes d'action situés en dehors des canaux habituels de la participation politique en mobilisant des outils visant à intervenir dans le champ du contrôle citoyen, de la transparence, de l'information, de la sensibilisation ou de l'aide à la décision.

Ce désir de refondation démocratique de la part des jeunes est manifeste. Il exprime de fortes attentes pour une démocratie permanente ou continue qui puisse se réaliser à travers des procédures de consultation, de contrôle des élus ou d'évaluation des politiques publiques. Cet idéal démocratique auquel aspirent ces jeunes militants implique néanmoins de ne pas idéaliser les démarches engagées et les valeurs qui les orientent. Plus particulièrement, les formes de gouvernance et d'horizontalité défendues par certains collectifs ne s'exonèrent pas toujours des défauts de l'ancienne. Les jeunes activistes engagés dans ces démarches soulignent en effet régulièrement le défi principal des nouvelles formes de mobilisation : celui de l'inclusion et la diversification des profils sociaux. Le risque de reproduction des inégalités sociales à l'intérieur de ces mouvements citoyens n'est jamais loin. L'utilisation des outils numériques, l'accessibilité des connaissances, la diffusion de certains concepts théoriques ou idéologiques, le recours fréquent à l'écrit, les qualités formelles attendues des activistes en termes de présentation de soi et de prise de parole par exemple, exigent un niveau de compétences relativement élevé. Les milieux populaires des périphéries urbaines ou des zones rurales ne participent pas aussi facilement à ces nouvelles expériences démocratiques, qui concernent principalement des jeunes intégrés socialement, scolairement et dans certains cas professionnellement, malgré les tentatives régulièrement répétées de l'ensemble des collectifs d'élargir le spectre social et territorial de la mobilisation.

Bibliographie

- Abramson P.R., 1979, « Developing party identification: a further determination of life cycle, generational and period effects», *American Journal of Political*, n°1, vol. 23, p. 78-91.
- Abramson P.R., 1983, *Political Attitudes in America*, San Francisco, Freeman.
- Achin C., Albenga V., Andro A., Jami I., Ouardi S., Rennes J., Zappi S., 2017, « Paysage féministe après la bataille », *Mouvements*, n°89, p. 69-77.
- Agier M., 2007 « Le ban-lieu du monde : marges, solitudes et communautés de l'instant », in Macel C., Guillaume V. (dir.), *Airs de Paris*, Paris, Éditions du Centre Pompidou, p. 180-184.
- Alexandre C., Gougou F., Lecoeur E., Persico S., 2021, *Rapport descriptif de l'enquête sur le mouvement climat*, Rapport de recherche, Sciences Po Grenoble, Pacte - Université Grenoble Alpes.
- Amsellem-Mainguy Y., Lardeux L. (dir.), 2022, *Jeunesses. D'une crise à l'autre*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Attias-Donfut C., 2009, « Dynamique des échanges entre générations : perspectives comparatives », in Quéniart A. (dir.), *L'intergénérationnel : Regards pluridisciplinaires* Rennes, Presses de l'EHESP, p. 89-110.
- Aykut S. C., 2010, Foyer J., Morena E., 2017, *Globalising the climate: COP21 and the climatisation of global debates*, Londres, Routledge.
- Barboni T., Treille É., 2010, « L'engagement 2.0: Les nouveaux liens militants au sein de l'e-parti socialiste », *Revue française de science politique*, n° 60, p. 1137-1157.
- Bargel L., 2009, « Socialisation politique », *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 510-517.
- Becker H. S., 1985, *Outsiders. Études de sociologie de la déviance*, Paris, Éditions Métailié.
- Becquet V., Stuppia P., 2021, *Géopolitique de la jeunesse. Engagement et (dé)mobilisations*, Paris, Le Cavalier bleu éditions.
- Bedock C., 2021, « Les jeunes Français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques », in Lardeux L., Tiberj V. (dir.), *Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie*, Paris, La Documentation française, p. 99-121.
- Bendali Z., Challier R., Della Sudda M., Fillieule O., 2019, « Le mouvement des Gilets jaunes : un apprentissage en pratique(s) de la politique ? », *Politix*, n°128, p. 143-177.
- Bensa A., Fassin, E., 2002, « Les sciences sociales face à l'évènement », *Terrain [en ligne]*, n°38, p. 5-20.
- Blondiaux, L., 2008, *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Le Seuil.
- Blondiaux, L., 2017, « Conférence introductory », Rencontres de l'INJEP, « Les nouvelles jeunesse de la démocratie », décembre 2017.
- Blondiaux L., Traïni C. (dir.), 2018, *La démocratie des émotions : dispositifs participatifs et gouvernabilité des affects*, Paris, Presses de Sciences Po.

- Blumer H., 1946, « Collective Behavior », in A. M. Lee (ed.), *Outline of Sociology*, New York, Barnes and Noble.
- Boltanski L., 1993, *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié.
- Boltanski L., Chiapello E., 2011, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard.
- Boumaza M., 2009, « Les générations politiques au prisme de la comparaison : quelques propositions théoriques et méthodologiques », *Revue internationale de politique comparée*, n° 16, p. 189-203.
- Bourdieu P., 1972, *Le sens pratique. Esquisse d'une théorie de la pratique*, Genève-Paris, Droz, 1972.
- Bourdieu P., 1976, « Le sens pratique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 1, vol. 2, p. 43-86.
- Bourdieu P., 1980, *Le sens pratique*, Paris, Minuit.
- Bourdieu P., 1982, *Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques*. Paris, Fayard.
- Bourdieu P., 1996, « Sociologie et démocratie », *Zellige* [En ligne], n° 3, octobre 1996.
- Boyadjian, J., 2020, « Désinformation, non-information ou sur-information : Les logiques d'exposition à l'actualité en milieux étudiants », *Réseaux*, n°222, 21-52.
- Bozonnet J., 2005, « L'écologisme en Europe : les jeunes désertent », in Galland O. (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs*, Paris, La Découverte, p. 147-176.
- Braungart R., Braungart M., 1989, « Les générations politiques », in Crete J., Favre P., (dir.), *Générations et politique*, Québec, PUL/Economica, p. 7-9.
- Brice Mansencal L., Coulange M., Maes C., Müller J. (CREDOC), 2020, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2020*, avec la collaboration de Baillet J., Guisse N., Hoibian S., Jauneau-Cottet P., Millot C., INJEP, Notes & rapports/rapport d'étude, 2020.
- Brodiez-Dolino, 2006, *Le Secours populaire français 1945-2000. Du communisme à l'humanitaire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Burguière A., 2001, « Mai 68 : génération en crise ou crise des rapports entre générations ? », *The Tocqueville Review*, n° 2, vol. 22, p. 37.
- Burke K., 1969, *A Grammar of Motives*, Berkeley, The University of California Press.
- Campbell A., Converse P., Miller W., Stoke D. E., 1960, *The American voter*, New York, John Wiley & Sons.
- Cassegård C., Soneryd L., Thörn H., Wettergren A. (dir.), 2017, *Climate Action in a Globalizing World: Comparative Perspectives on Environmental Movements in the Global North*, New York, Routledge.
- Castel R., 1981, *La gestion des risques*, Paris, Minuit.
- CCNUCC, 2019, *Supplément sur l'eau aux Directives techniques pour le processus des PNA de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques*, 2e édition.
- Cefaï D., 2001, « Les cadres de l'action collective : définitions et problèmes », in Cefaï D., Trom D., (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 57-91.
- Cefaï D., 2007, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.
- Cefaï D., 2016, « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, n° 30, p. 25-64.

Cefaï D., Trom D. (dir.), 2001, *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Éditions de l'EHESS.

Clayton S., Karazsia B. T., 2020, « Development and validation of a measure of climate change anxiety », *Journal of Environmental Psychology*, n° 69.

Cohen Y., 2013, *Le siècle des chefs. Une histoire transnationale du commandement et de l'autorité (1890-1940)*, Paris, Éditions Amsterdam.

Collovald A., Gaïti B., (dir.), 2006, *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute.

Comby J.-B., 2014, « L'individualisation des problèmes collectifs : une dépolitisation politiquement située », *Savoir/Agir*, n° 28, p. 45-50.

Crenshaw K., 2005, « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du Genre*, n°39, p. 51-82.

Crenshaw K., 2021, « Sortir des marges l'intersection de la race et du sexe. Une critique féministe Noire de la doctrine antidiscriminatoire, de la théorie féministe et de la lutte antiraciste ». *Cahiers du Genre*, n° 70, p. 21-49

Crozier M., Friedberg E., 1977, *L'acteur et le système*, Paris, Le Seuil.

Dalton R., 2007, *The Good Citizen : How the Young are Transforming American Politics*, Washington DC, CQ Press.

Dalton J., Welzel C. (dir.), *The Civic Culture Transformed: From Allegiant to Assertive. Citizens*, New York, Cambridge University Press, 2014.

Della Porta D., Kriesi H., Rucht D., 1999, (dir.), *Social Movements in a Globalizing World*, Londres, Macmillan.

Della Porta D., Tarrow S., 2005, « Transnational processes and social activism: An introduction », in *Transnational protest and global activism*, Oxford, Rowman & Littlefield Publishers.

Déloye Y., 2007, « Pour une sociologie historique de la compétence à opiner "politiquement". Quelques hypothèses de travail à partir de l'histoire électorale française », *Revue française de science politique*, n° 6, vol. 57, p. 775-798.

Denni, B. 2012, « Comportement politique et préférences électORALES des seniors en 2012 », *Gérontologie et société*, 35(143), pp. 39-50.

Desbiolles A., 2020, *L'éco-anxiété. Vivre sereinement dans un monde abîmé*, Paris, Fayard.

Dewey J., 2003, *Œuvres philosophiques. Tome II- Le public et ses problèmes*, Pau/Paris, Université de Pau/Farrago/Éditions Léo Scheer. Dezalay Y., Garth B., 2011, *Lawyers and the Construction of Transnational Justice*, Routledge.

Dhombre D., 1998, « Retour sur une révolte mondiale de la jeunesse », *Le Monde*, 12 mai 1998.

Djemni-Wagner S., 2021, « Militantisme écologiste et désobéissance civile », *Études*, n° 5, p. 55-65.

Douniès T., 2018, *Le creuset de l'institution. Le « bon » citoyen et la fabrique de l'Enseignement Moral et Civique, du ministère à la salle de classe*, mémoire de recherche, IEP de Toulouse.

Douniès T., « Parler politique en classe. Ethnographie de la socialisation politique en contexte scolaire », *Sociétés contemporaines*, n° 114, p. 151-179.

- Dubois P.-J., 2012, *La grande amnésie écologique*, Paris, Delachaux et Niestlé.
- Eaubonne F. d', 1974, *Le féminisme ou la mort*, Paris, Pierre Horay.
- Faris D., 2012, « La révolte en réseau : le "printemps arabe" et les médias sociaux », *Politique étrangère*, n° 2012/1, p. 99-109.
- Fassin D., Rechtman R., 2007, *L'empire du traumatisme. Enquête sur la condition de victime*, Paris, Flammarion.
- Faure, A., 2016. *Des élus sur le divan. Les passions cachées du pouvoir local*, Grenoble, PUG.
- Ferdinand M., 2019, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, Paris, Le Seuil.
- Fillieule O., 2009, « Carrière militante », in Fillieule O. (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 85-94.
- Flichy, P., 2010, *Le sacre de l'amateur : sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Le Seuil.
- Flipo, F., 2021, « Gilets jaunes et écologie : vers un écologisme des pauvres ? », *Écologie & politique*, n° 62, p. 13-24.
- Foa R., Mounk Y., 2016, « The danger of deconsolidation: The democratic disconnect », *Journal of Democracy*, n° 3, vol. 27, p. 5-17.
- Fondation Jean Jaurès, 2021, *Eco-anxiété : analyse d'une angoisse contemporaine*, Fondation Jean-Jaurès [en ligne].
- Foucault, M., Muxel, A., 2022, *Une jeunesse engagée*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Freelon D., McIlwain C., Clark M., 2018, « Quantifying the power and consequences of social media protest », *New Media & Society*, n° 3, vol. 20, p. 990-1011.
- Gaborit M., Grémion T., 2019, « Jaunes et verts. Vers un écologisme populaire ? », *La Vie des idées*, 20 décembre 2019 (<https://laviedesidees.fr/Jaunes-et-verts>).
- Gainous, J., Martens, A. M., 2012, « The effectiveness of civic education: Are "good" teachers actually good for "all" students? », *American Politics Research*, n° 2, vol. 40, p. 232-266.
- Galland, O., 2011, *Sociologie de la jeunesse*, 5e édition, Paris, Armand Colin.
- Galland O., Muxel A., (dir.), 2018, *La tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, Presses universitaires de France.
- Gamson, W. A., 1992, *Talking Politics*, New York, Cambridge University Press.
- Gandon, A.-L., 2009, « L'écoféminisme : une pensée féministe de la nature et de la société », *Recherches féministes*, n° 1, vol. 22, p. 5-25.
- Gardenier M., 2020, « Penser la communication horizontale dans le cadre de mouvements sociaux », *¿ Interrogations ? Revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales*, n° 28.
- Gawerc M.I., 2019, « Diverse social coalitions: Prospects and challenges », *Sociology Compass* [en ligne], n° 1, vol. 14, e12760.
- Gaxie D., 1978, *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le Seuil.
- Godard F., 1986, « Cultures et modes de vie : de génération en génération », in Perrot M. (dir.), *Les jeunes et les autres. Contributions des sciences de l'homme à la question des jeunes*, Tome II, CRIIV.

- Goffman E., 1975, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris.
- Goffman E., 1991, *Les cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- Goodwin J., Jasper J. M., Polletta F. (eds.), 2001, *Passionate politics: Emotions and social movements*, Chicago, University of Chicago Press.
- Grinberg N., Joseph K., Friedland L., Swire-Thompson B., Lazer D., 2019, « Fake News on Twitter during the 2016, US Presidential Election », *Science*, n° 363, p. 374-378.
- Grossman E., Sauger N., 2017, *Pourquoi détestons-nous autant nos politiques ?*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Hadden J., 2016, « Networks in Contention. The Divisive Politics of Climate Change », *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 66, p. 165-166.
- Hadden, J. 2015, *Networks in Contention: The Divisive Power of Climate Change*, Cambridge, MA: Cambridge University Press
- Halbwachs, M. 1970 [1938], *Morphologie sociale*, Paris, Armand Colin.
- Halbwachs, M., 1968 [1950], *La mémoire collective*, Paris, PUF.
- Hall S., 2007, *Identités et cultures, Politiques des Cultural Studies*, Paris, Éditions Amsterdam
- Hayat S., 2018, « Les Gilets jaunes et la question démocratique », *Contretemps* [en ligne], n° 26, décembre.
- Heberle R., 1951, *Social Movements: An Introduction to Political Sociology*, New York, Appleton- Century-Crofts.
- Hogg T., Stanley S., O'Brien L. V., Wilson M., Watsford C., 2021, « The Hogg Eco-Anxiety Scale », *Global Environmental Change*, vol. 71.
- Ihl O., « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, n° 2-3, vol 52, p. 125-144.
- Inglehart R., 1977, *The Silent Révolution. Changing Values and Political Styles Among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press.
- Ion J., 2012, *S'engager dans une société d'individus*, Paris, Armand Colin.
- Isin E. F., Nielsen G. M. (eds.), 2008, *Acts of citizenship*, Londres, Zed Books.
- Jaffré J., Muxel, A., 2000, « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique ? », in Bréchon P. (dir.), *Les cultures politiques des Français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 17-52.
- Jasper J. M., 1998, « The emotions of protest: Affective and reactive emotions in and around social movements », *Sociological Forum*, n° 3, vol. 13, p. 397-424
- Joseph I., 1993, « L'espace public comme lieu de l'action », *Annales de la recherche urbaine*, n° 57-58, p. 210-211.
- Kriesi H., 1993, *Political Mobilization and Social Change. The Dutch Case in Comparative Perspective*, Aldershot, Avebury (European Center Vienna).
- Labadie F., 2001, « L'évolution de la catégorie jeune dans l'action publique depuis vingt-cinq ans », *Recherches et prévisions*, n° 65, p. 19-29.

Lacroix I., Lardeux L., 2022, *Jeunes et déjà maires. Le prix de l'engagement dans la politique municipale*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.

Lahire B., 1995, *Tableaux de familles. Heurs et malheurs scolaires en milieux populaires*, Paris, Gallimard/Le Seuil.

Lardeux L. 2016, « Les évolutions contemporaines de l'engagement des jeunes : fossilisation et fertilisation », in C. Ait-Ali, M.-M. Gurnade, *Jeunesses sans paroles, jeunesse en paroles*, Paris, L'Harmattan.

Lardeux L., 2016, « Dispositifs de participation des jeunes. Facilitateurs ou éradicateurs de controverses ? », *Diversité*, n°184, p. 57-62.

Lardeux L., 2019, « Des appartenances géographiques de plus en plus multiples », in Bréchon P. (dir.), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble, PUG, p. 43-47.

Lardeux L., Tiberj V., 2022, « Le vote et l'abstention des jeunes au prisme de leurs valeurs et de leur situation sociale », *INJEP Analyses et synthèses*, n°62.

Lardeux L., Tiberj, V., (dir.), 2021, *Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie*, Paris, La Documentation française/INJEP.

Latté S., 2015. « Des « mouvements émotionnels » à la mobilisation des émotions », *Terrains/Theories* [Onlinel], 2.

Laurent J.-P., 2019, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, Paris, La Découverte.

Lazarsfeld Paul F. et al., 1944, *The People's Choice: How The Voter Makes Up His Mind in a Presidential Campaign*. New York, Columbia University Press.

Le Bart C., 2020, *Petite sociologie des Gilets jaunes. La contestation en mode post-institutionnel*, Rennes, PUR.

Lecomte P., 1989, « Comment viennent-ils à la politique ? L'engagement des nouvelles recrues du RPR », *Revue française de science politique*, n° 5, vol. 39, p. 683-699.

Léger, A., 1983, *Enseignants du secondaire*, Paris, PUF.

Le Lann Y., Cugnata G., Gaborit N., Gaborit M., 2021, « Faut-il soutenir les Gilets jaunes ? Le rôle des positions de classe dans le mouvement climat », *Écologie & politique*, n° 62, p. 49-66.

Lépinard É., Mazouz S., 2019, « Cartographie du surplomb. Ce que les résistances au concept d'intersectionnalité nous disent sur les sciences sociales en France », *Mouvements* [[en ligne](#)]

Lignier W., Pagis J., 2017, *L'enfance de l'ordre. Comment les enfants perçoivent le monde social*, Paris, Le Seuil.

Mannheim K., 1990, *Le problème des générations*, trad. G. Mauger, Paris, Nathan.

Marquadt J., 2020, « How the youth climate movement is influencing the green recovery from COVID-19 », *The Conversation* [en lignel].

Masson D., 2009, « Politique(s) des échelles et transnationalisation : perspectives géographiques », *Politique et sociétés*, n° 1, vol. 28, p. 113-133.

Mathieu L., 2011, *La démocratie protestataire. Mouvements sociaux et politique en France aujourd'hui*, Paris, Presses de Sciences Po.

Mattelart A., Mattelart M., 2004, *Histoire des théories de la communication*, 3^e édition, Paris, La Découverte.

Maurer S., 2000, « École, famille et politique : socialisations politiques et apprentissages de la citoyenneté. Bilan des recherches en science politique », *Dossier d'Étude. Allocations familiales* n°15.

Mazeaud A., Talpin J., 2010, « Participer pour quoi faire ? Esquisse d'une sociologie de l'engagement dans les budgets participatif », *Sociologie*, n° 1, p. 357-374.

McAdam D., 1982, *Political Process and the Development of Black Insurgency, 1930-1970*, Chicago (ILL), University of Chicago Press.

McAdam D., Tarrow S., Tilly C., 2001, *Dynamics of Contention*, Cambridge University Press.

MEN, 2015, *Bulletin Officiel spécial*, n° 6 du 25 juin 2015.

MEN, 2019, « Transition écologique. Nouvelle phase de généralisation de l'éducation au développement durable. EDD 2030 », Circulaire n°2019-121 du 27 août 2019, *Bulletin officiel*, n°31 du 29 août 2019.

MEN, 2020, « Renforcement de l'éducation au développement durable : Agenda 2030 », Circulaire du 24 septembre 2020, *Bulletin officiel*, n°36 du 24 septembre 2020.

Mermet L., 2007, « Débattre sans savoir pourquoi : la polychrérie du débat public appelle le pluralisme théorique de la part des chercheurs », in Revel M. et al. (dir.), *Le débat public : une expérience française de démocratie participative*, Paris, La Découverte, p. 369-380.

Missika J., 1992, « Les faux-semblants de la "dépolitisation." Notes sur l'évolution de l'opinion française », *Le Débat*, n° 68, p. 12-16.

Monod J., 2019, *L'Art de ne pas être trop gouverné*, Paris, Le Seuil.

Moor J. de, 2018, « The "efficacy dilemma" of climate activism: The case of COP21 », *Environmental Politics* n° 6, vol. 27, p. 1079-1100.

Moor J. de, De Vydt M., Uba K., Wahlström M., 2021, « New kids on the block: taking stock of the recent cycle of climate activism », *Social Movement Studies*, n° 5, vol. 20, p. 619-625.

Moor J. de, Wahlström M., 2019, « Narrating political opportunities: Explaining strategic adaptation in the climate movement », *Theory & Society*, n° 3, vol. 48, p. 419-451

Muxel A., 2001, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po.

Muxel A., 2015, « La politisation par l'intime. Parler politique avec ses proches », *Revue française de science politique*, n° 4, vol. 65, p. 541-562.

Muxel A., 2018, « La politique dans la chaîne des générations. Quelle place et quelle transmission ? », *Revue de l'OFCE*, n° 2, vol. 156, p. 29-41.

Muxel A., 2010, « L'engagement politique dans la chaîne des générations », *Revue Projet*, n° 316, p. 60-68.

Neundorf A., Niemi R. G., Smets K., 2016 « The compensation effect of civic education on political engagement : How civics classes make up missing parental socialization », *Political Behavior*, n° 4, vol. 38, p. 921-949.

Neveu E., 1996, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte.

Norgaard K. M., 2006, « We don't really want to know : Environmental justice and socially organized denial of global warming in Norway », *Organization & Environment*, n° 3, vol. 19, p. 347-370.

- Norris P., 1999, *Critical Citizens: Global Support for Democratic Government*, Oxford, Oxford University Press.
- Norris P., 2011, *Democratic deficit: Critical citizens revisited*, New York, Cambridge University Press.
- Ogien A., Laugier S., 2011, *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, Paris, La Découverte
- Ozouf J., Ozouf M., 1992, *La République des instituteurs*, Paris, Gallimard/Le Seuil.
- Pariser E., 2012, *The Filter Bubble. What the Internet is Hiding from You*, New-York, Penguin Press.
- Percheron A., 1993, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin.
- Peretti-Watel P., Delespierre A., 2022, « Premier confinement. Quel impact sur la santé mentale des jeunes adultes ? », in Amsellem-Mainguy Y., Lardeux L. (dir.), *Jeunesses. D'une crise à l'autre*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 121-134.
- Peugny, C., 2020, « Générations, jeunesses et classes sociales. Un quart de siècle d'analyse des inégalités », *Agora débats/jeunesses*, n° 86, p. 11-24.
- Pharo P., 1985, *Le civisme ordinaire*, Paris, Librairie des Méridiens.
- Pickard, S., 2019, *Politics, protest and young people. Political participation and dissent in Britain in the 21st century*, London, Palgrave Macmillan.
- Pleyers G., Capitaine B., 2016, « Introduction. Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes », *Agora débats/jeunesses*, n° 73, p. 49-59.
- Quantité critique, 2019, *Grèves pour le climat : « La mobilisation des jeunes ne témoigne pas d'une diversification sociale »*, *Le Monde, Tribune*, 18 avril 2019.
- Rawls J., 1987, *Théorie de la justice*, Paris, Le Seuil.
- Relieu M., Terzi C., 2003, « Les politiques ordinaires de la vie urbaine », in Cefai D., D. Pasquier (dir.), *Les Sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, PUF, p. 373-397.
- Robineau C., 2020, « Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques », *e-cadernos CES [en ligne]*, n° 34.
- Rosanvallon P., 2006, *La contre-démocratie, la politique à l'âge de la défiance*, Paris, Le Seuil.
- Rosanvallon P., 2012, « D'une théorie de la justice à une philosophie de l'égalité », *Le Débat*, n° 169, p. 142-146.
- Rousseau J., 2018, *Lutter ensemble. Pour de nouvelles complicités politiques*, Paris, Éditions Cambourakis.
- Rui S., 2013, « "Où donc est le danger ?" », *Participations*, n° 6, p. 65-86.
- Sauger N., 2017, « Raisons et évolution du rejet des partis », *Pouvoirs*, n° 163, p. 17-26.
- Sawicki F., Siméant J., 2009, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, n° 1, vol. 51, p. 97-125.
- Sedda P., 2015, « L'internet contestataire. Comme pratique d'émancipation. Des médias alternatifs à la mobilisation numérique », *Les cahiers du numérique*, n° 4, vol. 11, p. 25-52.
- Sénac R., 2021, *Radicales et fluides. Les mobilisations contemporaines*, Paris, Presses de Sciences Po.

- Sikkink K., 2005, « Patterns of dynamic multilevel governance and the insider-outsider coalition », in Della Porta D., Tarrow S., *Transnational Protest and Global Activism*, New York, Rowman & Littlefield, p. 151-73.
- Siméant J., 1998, *La cause des sans-papiers*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Smith J., 2005, *Protest and Global Activism*, New York, Rowman & Littlefield.
- Snow D., Benford R., 1988, « Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization », *International Social Movement Research*, n°1, p. 197-217.
- Snow D., Rochford E. B., Worden S. K., Benford R. D., 1986, « Frame alignment processes, micromobilization, and movement participation », *American Sociological Review*, n° 4, vol. 51, p. 464-481.
- Sommier I., 2012, « Engagement radical, désengagement et radicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et politiques*, n° 68, p. 15-35.
- Sommier I., Crettiez X., (dir.), 2012, *Les dimensions émotionnelles du politique : Chemins de traverse avec Philippe Braud*, Nouvelle édition, Rennes, PUR.
- Svensson A., Wahlström M., 2021, « Climate change or what? Prognostic framing by Fridays for Future protesters », *Social Movement Studies* [en ligne].
- Talpin J., 2010, « Ces moments qui façonnent les hommes. Éléments pour une approche pragmatiste de la compétence civique », *Revue française de science politique*, n° 1, vol. 60, p. 91-115.
- Tarrow S., 2005, *The New Transnational Activism (Cambridge Studies in Contentious Politics)*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tarrow S., 2001, « Transnational political contention and institutions in international politics », *American Review of Political Science* [en ligne], n°1, vol. 4.
- Tassin E., 2003, *Un monde commun. Pour une cosmo-politique des conflits*, Paris, Le Seuil.
- Theocharis, Y., Lowe, W., van Deth, J. W., García-Albacete, G., 2015, « Using Twitter to mobilize protest action: Online mobilization patterns and action repertoires in the Occupy Wall Street, Indignados, and Aganaktismenoi movements », *Information, Communication & Society*, n° 2, vol. 18, p. 202-220.
- Thoreau H., 1992, *La désobéissance civile*, Castelnau-le-lez, Ed. Climats.
- Tiberj V., 2017, *Les citoyens qui viennent. Comment le renouvellement générationnel transforme la politique en France*, Paris, PUF.
- Tiberj V., 2021, « Ni pires, ni meilleurs... différents ! Comment la citoyenneté évolue parmi les jeunes », in Lardeux L., Tiberj V. (dir.), *Générations désenchantées ? Jeunes et démocratie*, Paris, La Documentation française.
- Tilly C., 2008, *Contentious Performances*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Tilly C., Tarrow S., 2008, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Tramel S., 2018, « Convergence as political strategy: social justice movements, natural resources and climate change », *Third World Quarterly*, n° 7, vol. 39, p. 1290-1307.
- Tramel S., 2016, « The road through Paris: Climate change, carbon, and the political dynamics of convergence », *Globalizations*, n° 6, vol. 13, p. 960-969.
- Van de Velde, C., 2008, *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Paris, PUF.

Van Susteren L., Colino S., 2020, *Emotional inflammation. Discover Your Triggers and Reclaim Your Equilibrium During Anxious Times*, Louisville, Sounds True.

Vilain J., Lemieux C., 1998, *La mobilisation des victimes d'accidents collectifs. Vers la notion de « groupe circonstanciel »*, *Politix*, n°44, p. 135-160.

Wahlström M., Wennerhag M., Rootes C., 2013, « Framing "The Climate Issue": Patterns of Participation and Prognostic Frames among Climate Summit Protesters », *Global Environmental Politics*, n°13, p. 101-122.

Walgrave S., Verhulst J., « Towards 'New Emotional Movements'? A Comparative Exploration into a Specific Movement Type », *Social Movement Studies*, n° 3, vol. 5, p. 275-304.

Warren Karen J., 1998 [1990], « The power and the promise of ecological feminism », in Zimmerman M. (ed.), *Environmental Philosophy. From Animal Rights to Radical Ecology*, New Jersey, Prentice Hall, p. 325-345.

Weber H., 1998, *Que reste-t-il de Mai 1968 ? Essai sur les interprétations des « événements »*, Paris, Le Seuil.

Welzel C., Inglehart R., 2005, « Liberalism, postmaterialism, and the growth of freedom », *International Review of Sociology*, n° 1, vol. 15, p. 81-108

Wright C., 2015, *Climate Change, Capitalism, and Corporations: Processes of Creative Self-Destruction*, Cambridge University Press.

LES JEUNES ACTIVISTES DANS LE(S) MOUVEMENT(S) CLIMAT

À partir d'une enquête qualitative par observation, analyse documentaire et entretiens biographiques, réalisée entre 2021 et 2023 auprès de 52 activistes répartis dans 17 villes, 11 régions de la France hexagonale et 12 collectifs, ce rapport présente les différents ressorts de l'engagement des jeunes dans le « mouvement climat » et met en évidence la diversité de leurs aspirations et préoccupations. À travers l'étude de leurs parcours d'engagement, de leur enfance/adolescence dans le cadre de leur socialisation politique acquise dans différentes instances de socialisation (famille, école, réseaux de sociabilité) jusqu'à leur engagement effectif dans les collectifs, l'enquête apporte des éléments de compréhension à la fois sur les conditions d'entrée dans le mouvement, les « coûts » symboliques éventuels, mais aussi sur les craintes et les espoirs que suscitent ce type d'engagement parfois à « haut risque » lorsque certaines actions et orientations se durcissent. L'approche développée vise aussi à saisir, à un niveau plus global, les lignes de force qui structurent les collectifs ou qui les divisent, en interne comme dans les relations engagées dans le réseau des groupes locaux.

Différentes lignes de démarcation sont apparues au fil de l'enquête, qui portent sur la place de la désobéissance civile et le type d'action à employer pour trouver le juste équilibre entre la « sensibilisation douce » à destination des citoyens et l'« interpellation dure » à l'endroit des décideurs ; sur le degré et le type de négociation avec les élus entre crainte de « récupération » du mouvement et aspiration à des articulations renouvelées avec le champ de la politique traditionnelle ; sur les relations intergénérationnelles entre préservation et nécessaire reconstruction ; sur la place de l'« éco-anxiété » entre angoisse individuelle et accélérateur d'engagement. Enquêter sur ce type de terrain, c'est donc entrer dans un univers de pratiques et de valeurs citoyennes et politiques où se définissent les nouvelles aspirations démocratiques des générations à venir, d'autres façons d'habiter le monde, d'y négocier sa place sociale et politique et de se construire politiquement en relation, ou en opposition avec les générations précédentes.



ISSN : 2727-6465